

## Avec plusieurs membres de son gouvernement Samora Machel, président du Mozambique a trouvé la mort dans un accident d'avion

### Un coup terrible

Le disparition brutale de Samora Machel dans des circonstances encore non élucidées est un nouveau coup terrible pour le Mozambique, ce pays exsangue, déchiré par la guerre, menacé de banqueroute. Elle intervient également au pire moment pour les Etats de la « ligne de front » qui, en Afrique australe, tentent d'échapper à l'emprise de leur puissant voisin — et ennemi — sud-africain.

Lorsque la révolution des collets au Portugal précipita, il y a onze ans, la décolonisation d'un empire qui se portait déjà mal, le Mozambique s'est assez bien tiré d'affaire, en tout cas mieux que l'Angola. La transition vers l'indépendance s'est négociée de façon relativement harmonieuse entre Lisbonne et le FRELIMO de M. Machel, au front de libération dirigé par une équipe multiraciale cohérente dont l'homme qui vient de disparaître était l'animateur incontesté.

Le président mozambicain, M. Samora Machel, est mort, dimanche soir 19 octobre, dans un accident d'avion qui s'est produit dans le nord de l'Afrique du Sud. L'avion présidentiel, à bord duquel se trouvaient trente-huit personnes, regagnait Maputo, la capitale mozambicaine, venant de Lusaka (Zambie), où M. Machel avait assisté à une réunion au sommet des pays de la « ligne de front ». Parmi les trente-quatre victimes figuraient plusieurs personnalités proches du chef de l'Etat, ainsi que des membres du gouvernement.

Contrairement à ce qu'indiquaient de premières informations, M. Joaquim Alberto Chissano, ministre des affaires étrangères, considéré comme le « numéro deux » du régime, ne ferait pas partie des victimes. M. Chissano se trouvait en effet à New-York, où il assistait à l'Assemblée générale des Nations unies. En revanche, MM. Alberto Chipande, ministre de la défense, Luis Alcantara Santos, ministre des transports et des communications, et Daniel Mbenze, ministre adjoint des affaires étrangères, auraient trouvé la mort. Ce sont les autorités sud-africaines qui ont averti celles du Mozambique de

la catastrophe, précisant que l'avion présidentiel s'était écrasé dans la province du Natal.

La mort du chef de l'Etat, connue dans la matinée du lundi 20 octobre, a été rapidement confirmée par l'agence soviétique Tass, puis par la représentation de la RNM (Résistance nationale du Mozambique, opposition armée au régime de Maputo) à Lisbonne, et enfin par la radio nationale du Mozambique. Le Frelimo, parti unique au pouvoir à Maputo, a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les circonstances de cet accident.

(Lire la suite page 4.)

## La grève dans les services publics Les syndicats revendiquent en ordre dispersé

De nombreuses perturbations devraient marquer la journée de grève du 21 octobre dans les services publics à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO, FEN et de la Fédération autonome des fonctionnaires, voire de la CGC et de la CFTC. Enseignement, poste, transports, électricité, banques devraient être affectés par ce premier mouvement d'importance depuis le 16 mars. Malgré cette apparente convergence sur la défense des salaires et de l'emploi, les défilés seront séparés, et les syndicats restent divisés sur les grands dossiers sociaux.

Le succès — vraisemblable — de cette mobilisation de mécontents ne devrait guère conduire les syndicats à un triomphalisme excessif. Tout d'abord, le « front » syndical du 21 octobre est loin d'être homogène. En second lieu, cette action de « public » risque de mieux mettre en évidence le contraste avec un secteur privé qui, malgré quelques tensions sociales ponctuelles, reste globalement calme.

En apparence, les syndicats peuvent compter sur un environnement qui, dans le secteur public, est relativement mobilisateur. La poussée de fièvre provoquée cet été par les déclarations

de M. Douffiaques, ministre des transports, sur le statut des cheminots, est loin d'être retombée; les agents d'autres entreprises publiques craignant, eux aussi, que l'on passe leurs acquis statutaires à la moulinette de la modernisation.

Dans la fonction publique elle-même, le ministre, M. de Charette, tout en multipliant les gestes d'apaisement, annonce que dix-neuf mille postes seront supprimés en 1987. Les fonctionnaires se mobilisent-ils davantage sous un gouvernement de droite?

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 4.)

## Les jeunes diplômés et l'emploi

Les universités font mieux leur travail qu'on ne le croit.

PAGE 18

## Défaite des socialistes en Grèce

Aux élections municipales, la droite s'est imposée à Athènes, au Pirée et à Salonique.

PAGE 8

## Procès au Nicaragua

Un tribunal d'exception pour l'Américain capturé.

PAGE 48

## M. Chirac dans l'océan Indien

« J'aime les DOM-TOM. »

PAGE 11

## Baristes à l'UDF

Les adhérents directs de la confédération se rangent derrière l'ancien premier ministre.

PAGE 14

## Les 25 ans de l'OCDE

L'Organisation de coopération économique est devenue un « réservoir exceptionnel d'expertises difficilement exploitables ».

PAGE 10

## Le Monde ÉCONOMIE

— Révolution d'octobre à la City.  
— La revue des revues, par Michel Beaud.  
— La chronique de Paul Fabra.

Pages 39 à 42

Le sommaire complet se trouve page 48

## Le départ forcé de cent un Maliens vers Bamako

### Application de la loi !

Cent un Maliens, qui, selon M. Pambou, se trouvaient en situation irrégulière en France, ont été renvoyés dans leur pays, samedi 18 octobre.

Dans les procès correctionnels à la chaîne, pour le tout-venant de la délinquance, quand le procureur de la République est en manque d'imagination, fatigué ou pressé, il a coutume de se contenter d'une formule passe-partout : « Application de la loi ». On a l'impression qu'avec les immigrés clandestins il en ira de plus en plus souvent ainsi et que, fourrés après l'arrivée, au nom du régime et de la sécurité, l'Etat n'aura qu'une réponse : « Application de la loi ».

L'embarquement nocturne pour Bamako de cent un Maliens, dans un avion charter aussi clandestin que ceux qu'on y place, fait choc par le nombre des passagers. Effet de masse. Mais il ne faut pas s'illusionner : cette opération s'est déroulée derrière le rempart de la loi et sous la protection d'une bonne partie de l'opinion, chauffée par l'insécurité et les campagnes sur la drogue. On la braverait l'opinion, en faisant preuve de mansuétude et d'humanité plutôt qu'en appliquant la



LE COMMANDANT PASQUA VOUS SOUHAITE UN AGREABLE VOYAGE ET VOUS PÊCHE D'AVANCEUR VOS CEINTURES SI NON C'EST DEUX RAFFES !

politique annoncée avant les élections et légalisée ensuite.

Car, à peu de choses près, la massive « reconduite à la frontière » — la manière administrative de dire : « du balai ! » — à laquelle il vient d'être procédé a respecté les formes de la nouvelle légalité. On peut seulement s'interroger, aux marges, sur le point de savoir si tous les « irréguliers » ont bien été — comme le prévoit la loi du 9 septembre 1986 — « mis en mesure d'avertir un conseil, leur consulat ou une

personne de leur choix ». On peut encore se demander si, pour cinq des individus ainsi chassés, il était convenable d'utiliser ce qu'un fonctionnaire de l'intérieur a appelé « une violence nécessaire » pour les contraindre à s'asseoir dans l'avion.

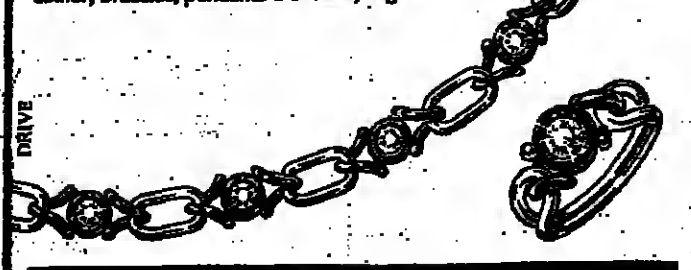
Pour le reste, c'est la surprise qui surprend. La nouvelle majorité l'a voulu ainsi et a voté pour cela. C'est une autre forme de l'Etat de droit, à laquelle il faudra bien s'habituer. La gêne ressentie jusque dans la majorité après l'opération de samedi et ses airs

BRUNO FRAPPAT.

(Lire nos informations page 16.)

## FRED : les diamants font la chaîne

Fred a capturé des diamants pour habiller les nouvelles chaînes aux maillons entrelacés or gris et or jaune : collier, bracelet, pendants d'oreilles, bague.



**FRED**  
JOAILLIER  
6, rue Royale, Paris. 42.69.30.65  
La Chapelle, 74, Champs-Élysées, Hôtel Méridien, Espace « Galerie Lafayette », Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croixette, Cannes • Hôtel Loeux, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

## Un entretien avec Nagisa Oshima

### « Max mon amour », la tendresse de l'autre

L'amour d'une jeune femme pour un chimpanzé, c'est le thème de « Max mon amour », le dernier film de Nagisa Oshima, l'auteur de « L'Empire des sens ». Il répond à nos questions.

« Tourner Max mon amour à Paris vous a-t-il dépayssé ?

— Le film lui-même est un dépayssement. Je n'aurais pas pu le tourner au Japon. Il y a dans la tradition japonaise, dans les contes japonais, beaucoup d'histoires de relations entre les bêtes et les hommes, la distinction entre les espèces est beaucoup moins nette. Le film, au Japon, n'aurait donc pas eu le même impact. Et ici, on l'aurait aussitôt identifié comme une « histoire japonaise ». En fait, je ne me suis jamais préoccupé de la nationalité de mes films.

« Pour réaliser Max mon amour, j'ai habité deux ans à Paris. Je n'ai amené personne du Japon, ni ma famille ni mon équipe. J'ai vécu seul. Paris m'est une ville particulièrement agréable. J'ai compris pourquoi. L'air y est semblable à celui de Kyoto, où je suis né, où j'ai vécu jusqu'à la fin de mes études universitaires.

« Mais, au-delà de l'air, il y a le caractère des gens qui y vivent. J'ai trouvé les habitants de Paris à la fois aimables, raffinés et un peu distants. Cette dimension de froideur est tout à fait capitale. C'est le vent sec, agréable aux joues, qui donne la sensation d'exister et qui réveille les sens endormis.

« Il y a quarante ans, à Kyoto, j'étais un jeune garçon fasciné par la culture française. Cette fascination pour la France est partagée

par tous les Japonais ; elle a été illustrée par le poète Sakuraro Hagiyama, représentant le Japon d'avant la deuxième guerre mondiale, dans l'épigramme suivante : « Je me languis d'aller en France, mais la France est lointaine. En tout cas, j'y partirai un jour avec un complet neuf pour y voyager à ma guise. » Je suis venu vers cette terre lointaine. Max mon amour est une histoire pleine de tendresse. Pour nous libérer nous-mêmes d'un présent en miettes, il nous faudra accepter l'autre dans la plénitude de son être. C'est précisément dans la mesure où j'ai en le sentiment d'être accepté par la France que j'ai pu réaliser Max mon amour.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.  
(Lire la suite page 23.)



# Débats

## Le chœur des pleureuses

Le gouvernement ne doit pas écouter les frileux de l'administration et des corporations, d'abord soucieux de garanties

par JEAN-JACQUES DELORT (\*)

ICI à la fin de l'année, les deux ordonnances du 30 juin 1985 sur la concurrence auront été votées. L'événement ne fera peut-être pas la « une » des médias. Il pourrait, bien, néanmoins, être de ceux qui marqueront l'histoire économique contemporaine.

Des chercheurs feront un jour l'inventaire des dégâts occasionnés par l'économie administrée, dont les ordonnances de

1945 ont été le fondement dans le domaine marchand. La tutelle maniaque exercée par l'administration sur la stratégie des firmes, les pouvoirs exorbitants du droit commun dont elle a disposé, l'inspiration de textes soupçonnés, ne sont pas pour rien dans les faiblesses de notre économie. Enfin, conscients que la création d'emplois dépend de l'esprit d'entreprise, l'opinion ne peut qu'acquiescer à la fin d'un système où les énergies étaient mobilisées à faire le siège des bureaux plutôt qu'à conquérir des marchés. Avec l'abrogation de ces textes, une page devrait être tournée. Le sera-t-elle vraiment ?

Le groupe d'experts en chef Edouard Balladur a confié la mission d'élaborer un nouveau droit de la concurrence à rendre sa copie, qui est depuis deux mois, dans l'administration comme dans les milieux professionnels, décriée, examinée à la loupe et de plus en plus critiquée. Cela n'a rien d'anormal s'agissant, pour citer le ministre d'Etat, de « définir le cadre des relations entre agents économiques pour la France des vingt prochaines années ». Mais, précisément, l'importance du enjeu devrait inciter à prendre du recul, à s'interroger sur l'horizon au monde économique contemporain qui ne connaît plus de frontière et à réfléchir dans la durée. Au lieu de cela, que voyons-nous ? Que certains aspects du texte lui-même, et plus encore les critiques dont il est l'objet, sont pollués par des querelles de court terme et de courtoisie.

L'option fondamentale d'une liberté d'action rendue aux entreprises explique un grand nombre de dispositions de la proposition d'ordonnance. La fin du contrôle des prix, non seulement en fait mais en droit, est bien entendue.

Le Président de l'Institut du commerce et de la consommation, président du directeur du groupe Printemps.

que telles devant les tribunaux civils ;

— Attribuer au conseil de la concurrence un véritable pouvoir de décision... mais lui refuser la dimension nécessaire et les moyens de l'exercer comme il convient.

Ce faisant, je crains que notre pays ne gâche la chance qui s'offre de rénover à nos entreprises un environnement juridique plus libéral et stimulant, tout en leur donnant la faculté de jouer d'emblée le jeu du grand marché intérieur européen.

Une autre tentation nous guette de surcroît : confier à l'administration le soin de définir des exemptions par catégorie pour les ententes. S'inspirant, pour l'accentuer, du traité le plus contestable du système de Bruxelles, ne risque-t-on pas de substituer au contrôle des prix un nouveau dirigisme de la concurrence ?

La possibilité de remodeler un pan entier de notre législation est une occasion trop rare pour qu'on se permette d'en étouffer les promesses. Elle engage pour de nombreuses années nos capacités d'adaptation économique. Un excès de « réalisme » ne devrait pas nous le faire oublier.

### COURRIER DES LECTEURS

#### La Commission consultative de la Résistance

En tant que président de la Commission nationale consultative de la Résistance et au nom de ses membres, je souhais, à la suite de l'article paru le 9 octobre dans *Le Monde*, vous apporter, ainsi qu'à vos lecteurs, les précisions suivantes.

Les commissions nationales d'homologation FFC, RIF, FFI, FFL, ont été dissoutes et remplacées, en 1970, par la CNCR, qui réunit dans un organisme unique les représentants des différentes familles de la Résistance, toutes opinions politiques et toutes confessions confondues.

J'ajoute que ce sont les mêmes membres désignés en 1970 qui siègent encore aujourd'hui, à l'exception de nos camarades défunts, ce qui constitue la preuve de notre indépendance à l'égard des gouvernements successifs.

Général MAURICE BELLEUX (CR).

[La commission présidée par le général Belleux est composée, comme il résulte de « représentants des différents courants de la Résistance », il ne s'agit pas d'un « comité », de ce fait, à la politique. Ses avis, en outre, sont transmis au ministre de la Défense, qui, si l'on ne veut pas suspecter à priori son objectivité, n'en est pas moins, au premier chef, un homme politique. — J.P.]

#### Les pauvres créateurs du monde

Après la visite en France de Jean-Paul II, il faut que nous comprenions que « l'option pour les pauvres », ce n'est pas seulement des grandes déclarations, ce n'est pas seulement le soutien au tiers-monde ou l'anticapitalisme. Les très pauvres existent à côté de nous, dans nos villes, nos écoles, nos paroisses. Ils sont écrasés par la misère et son cortège de souffrances : l'ignorance, l'indigence, le mépris, sans compter le fait de vivre sans argent, sans sécurité souvent, dans la menace perpétuelle de l'expulsion.

Ces familles attendent de nous la justice et la fraternité. Elles n'ont pas seulement besoin d'une aide matérielle, elles voudraient que nous les traitions comme des frères à part entière. Mais, frères, ces hommes et

ces femmes le seront si nous nous engageons à défendre leurs droits, à leur donner les moyens d'assumer leurs responsabilités, et si nous avons à cœur de les inviter à vivre physiquement avec nous ces événements qui peuvent nourrir les hommes. Les pauvres aussi sont créateurs du monde.

BENOÎT FABIANI, volontaire ATD quart-monde (Méry-sur-Oise).

#### Arrière-pensées à Cattenom

Pai le récemment plusieurs articles et informations parus dans *Le Monde*, relatant les points de vue et prises de position d'écologistes luxembourgeois opposés à l'énergie nucléaire et à la centrale de Cattenom.

Contrairement à certaines opposition luxembourgeoises fondées sur des arguments écologiques, celle-ci reflète également certaines ambitions d'ordre économique et financier qui trouvent leur origine au-delà des frontières luxembourgeoises, en même temps qu'un chauvinisme anti-français de certaines franges minoritaires ayant déjà abouti à la quasi-élimination de la langue française de la plupart des journaux luxembourgeois. (—)

JULES STOFFELS, Professeur (Luxembourg).

#### Tabagisme et fumeurs

Une construction grave : le budget. Un problème grave de santé publique : le tabagisme. Une dimension humaine : le fumeur.

Le budget projette d'alourdir le prix des cigarettes. Pour les plus démunis, les pensionnaires âgés des hospices, voilà une bien grande privation : beaucoup d'entre eux n'ont plus hélas que la cigarette comme compagnie.

On ne construit pas une lutte contre le tabagisme contre les fumeurs, surtout les plus âgés et les plus pauvres.

La lutte nécessaire contre le tabagisme doit tenter d'endiguer le flux de jeunes nouveaux fumeurs : cela ne sera possible qu'en intégrant le tabagisme dans les valeurs de la vie personnelle et collective : vaste entreprise !

Professeur PAUL FREBOUR (Association médicale tabac ou santé).

### LE DROIT DE LA CONCURRENCE

Le gouvernement met la dernière main au projet d'ordonnance sur la concurrence. La peur d'ouvrir largement les vannes à la compétition, si caractéristique de notre administration aidée par les « lobbies », va-t-elle gâcher la chance entrevue ? C'est ce que craignent Jean-Jacques Delort et Philippe Clément.

## Refuser le dernier obstacle ?

Ne va-t-on pas substituer au contrôle des prix un nouveau dirigisme de la concurrence ?

C'EST trop peu dire que la réforme du droit de la concurrence peut remettre en cause certaines situations. Elle ne serait qu'une tentative avortée si elle ne remplissait pleinement cette fonction. Mais, dans cette voie, bien des obstacles restent à franchir.

Les modèles étrangers, pourtant, ne manquent pas. Les États-Unis, l'Allemagne fédérale ou la Communauté européenne offrent l'exemple d'une construction soignée par deux piliers fondamentaux : des règles de fond libérales privilégiant la sanction des abus de pouvoir de marché ; une commission autonome puissante chargée de les faire respecter.

Le système français actuel est bâti sur deux principes entièrement opposés : sur fond de contrôle des prix, une prédilection marquée pour les interdictions en soi, contrôlées par l'administration grâce à la procédure des transactions ; une commission de la concurrence, confinée dans un rôle consultatif pour laisser dans tous les cas la décision finale au ministre de l'économie.

Justant des clivages de sa composition interprofessionnelle — tous les secteurs, toutes les formes et tailles d'entreprises sont représentés, — la chambre de commerce et d'industrie de Paris s'est efforcée, au début de l'année, de proposer une rénovation de notre législation indépendante des soucis catégoriels. Renversons nos perspectives traditionnelles, elle a demandé :

— De n'interdire dans l'absolu que les pratiques évidemment an-

par PHILIPPE CLÉMENT (\*)

ticoneurrielles (prix imposés, par exemple) ;

— De recentrer les infractions autour de la notion d'abus de pouvoir de marché, qu'il soit individuel (position dominante) ou collectif (entente) ;

— D'émanciper la commission de la concurrence du pouvoir ministériel (compétence décisionnelle) et de ses services (moyens suffisants d'investigation).

Le tout dans le respect des droits de la défense.

#### Une chance gâchée

Avec des manœuvres, parfois des hésitations (droit de veto ministériel), le rapport remis par le groupe d'experts que présidait M. Domenech de Vabres allait finalement dans cette direction. Aujourd'hui, rien ne garantit que cette volonté réformatrice aboutisse.

Elle dérange, en effet, nos habitudes intellectuelles, ébranle les citadelles administratives et expose les divers secteurs au grand vent de la compétition. Alliés pour la circonstance, des courants défensifs préparent des compromis qui cumuleront les inconvénients. Ainsi veut-on tout à la fois :

— Rattacher les pratiques individuelles au contrôle des ententes et positions dominantes... mais continuer à les sanctionner en tant

(\*) Président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 696572 F  
Tél. MONDIPAR 696573 F  
Tél. MONDIPAR 696574 F  
Tél. MONDIPAR 696575 F

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauget (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du *Monde*,

*Le Monde-Entreprises*,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS  
Tél. (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde 705 910 est publié tous les jours, excepté le dimanche et les jours fériés. Le Monde est publié tous les jours, excepté le dimanche et les jours fériés. Le Monde est publié tous les jours, excepté le dimanche et les jours fériés.

Le Monde 705 910 est publié tous les jours, excepté le dimanche et les jours fériés. Le Monde est publié tous les jours, excepté le dimanche et les jours fériés. Le Monde est publié tous les jours, excepté le dimanche et les jours fériés.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Chargements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

renvoyer leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Reproduction interdite de tous articles

sous peine de poursuites judiciaires.

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapis LEMONDE

Impression de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-09

(1986)

Reproduction interdite de tous articles

sous peine de poursuites judiciaires.

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapis LEMONDE

Impression de « Le Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-09

(1986)

## Amphithéâtre

### LES INSTITUTIONS ET L'ADMINISTRATION VUES DE L'INTÉRIEUR

Le droit administratif français

Guy Braibant

Les institutions administratives

françaises

1. Le fonctionnement

2. Les structures

Jacques Rigaud

Xavier Delcroix

Les institutions politiques

françaises

Bernard Tricot

Raphaël Hadas-Label

DALLOZ - PRESSES DE LA FONDATION

NATIONALES DES ÉTATS UNIS

100 rue de Valenciennes, 75013 PARIS

Tél. (1) 42-47-98-72

Tél. (1) 42-47-98-73

Tél. (1) 42-47-98-74

Tél. (1) 42-47-98-75

Tél. (1) 42-47-98-76

Tél. (1) 42-47-98-77

Tél. (1) 42-47-98-78

Tél. (1) 42-47-98-79

Tél. (1) 42-47-98-80

Tél. (1) 42-47-98-81

Tél. (1) 42-47-98-82

Tél. (1) 42-47-98-83

Tél. (1) 42-47-98-84

Tél. (1) 42-47-98-85

Tél. (1) 42-47-98-86

Tél. (1) 42-47-98-87



La rotation en Israël et la lutte contre le terrorisme

M. Shamir prête serment comme nouveau premier ministre

Suivant l'accord d'alternance, conclu en 1984 entre les deux grands partis, le Likoud et le Parti travailliste, M. Itzhak Shamir devait officiellement succéder, en lundi 20 octobre, à M. Shimon Pérès à la tête du gouvernement israélien.

Selon le radio israélien, le nouveau premier ministre israélien a déjà écrit au secré-

taire d'Etat américain, M. George Shultz, pour lui demander d'ordonner la fermeture des bureaux de l'O.L.P. à New-York et à Washington. M. Shamir a indiqué que, dès la prestation de serment de son cabinet, il cherchait à accélérer le développement des implantations juives dans les territoires occupés.

Un nationaliste irréductible

L'homme ne paraît pas vieillir. A soixante-dix ans, Itzhak Shamir donne toujours la même impression de force compacte, d'obstination bourgeoise, d'une certaine dureté. De petite taille, cheveux blancs, crêpus, moustache fournie, il arbore un éternel sourire bonhomme qui cache mal un caractère irréductible. Itzhak Shamir est un vétéran de la vie politique qui, dans le camp des nationalistes, s'est toujours classé parmi les plus intransigeants.

Par la grâce de la « rotation », il retrouve, donc, le poste de premier ministre qu'il avait occupé durant une dizaine de mois, de la démission de Menahem Begin, en septembre 1983, aux élections indécises de juillet 1984 qui donnèrent naissance à cette cohabitation gouvernementale entre les deux grands blocs de la vie politique israélienne, les travaillistes et la droite nationaliste regroupée autour du Likoud.

Il faudra à Itzhak Shamir toute l'habileté manœuvrière dont on le crédite pour assurer la direction de ce deuxième gouvernement d'union nationale. Car le danger ne viendra pas seulement, pour lui, de son prédécesseur et chef du Parti travailliste, Shimon Pérès, qui n'entend pas rester les bras croisés dans son fauteuil de ministre des affaires étrangères. Le premier ministre sera également surveillé de très près par les étoiles montantes de son propre parti, les « jeunes ». Ariel Sharon (cinquante-huit ans) et David Levy (quarante-trois ans) qui ne cachent pas leurs ambitions.

Mais Itzhak Shamir est, à tous égards, un homme de combat, peu disposé à se laisser impressionner. Il est né à Byalystok, en Pologne, en 1915 ; des radiocoréens, il adhère au Béthar, qui représente la tendance « dure » au sein du mouvement sioniste. Arrivé en Palestine en 1935, il rejoint, tout naturellement, l'Irgoun, qui prône les méthodes les plus expéditives à la fois dans la lutte contre les Arabes et contre les autorités mandataires britanniques.

Un peu plus tard, il quittera l'Irgoun — jugé trop melle — pour fonder le Lehi, plus connu sous le nom de groupe Stern. Celui-ci est responsable de plusieurs attentats spectaculaires, notamment celui perpétré contre



le Q.G. britannique installé à l'hôtel King David, à Jérusalem, et contre le comte Folke Bernadotte, médiateur de l'ONU en Palestine. Arrêté à deux reprises, il est déporté en Erythrée en 1946 ; il s'en échappera pour gagner Djibouti, où il apprend le français, avant de rentrer en Israël au moment de l'indépendance, en 1948.

Le « travail de l'ombre »

Habitude de la clandestinité, de secret, des opérations secrètes, Itzhak Shamir est resté dans la lutte pour l'Etat hébreu : il est éminemment qualifié pour faire carrière au Mossad, les services secrets israéliens, qui le recrute après l'indépendance et où il officie de longues années. Il ne quitte le « travail de l'ombre » qu'en 1968 et rejoint alors au Béthar (le parti de la droite nationaliste) son compagnon des luttes d'avant l'indépendance, Menahem Begin. En 1973, il devient président de la Knesset, en 1977 ; lorsque Menahem Begin succède à la tête du gouvernement, il préside donc la séance historique qui vit un chef d'Etat égyptien, Anouar El Sadate, s'adresser aux députés israéliens. Mais Itzhak Shamir n'est pas

ému outre mesure. Et lorsque, un an plus tard, M. Begin présente à la Knesset les accords de Camp David qui définissent les grandes lignes de la paix avec l'Egypte, M. Shamir s'abstient de voter... Il n'est pas contre la paix, dit-il, seulement farouchement opposé au retrait des Israéliens du Sinaï et au démantèlement des implantations qui y sont installées. Il tient le même langage pour Gaza et le Cisjordanie : pas question de mettre un terme à la colonisation et, évidemment, pas question de la moindre concession territoriale. Partisan inconditionnel du « Grand Israël », il estime, à l'instar du général Sharon, que les Palestiniens ont déjà un Etat — la Jordanie — et n'ont donc aucun droit à faire valoir sur la rive ouest du Jourdain.

Cette politique, il va la défendre au poste de ministre des affaires étrangères qu'il occupe en 1979, après la démission de Moshe Dayan. Deux ans plus tard, toujours chef de la diplomatie, il approuve sans réserve l'invasion du Liban par les troupes israéliennes. Il conserve ses fonctions après les massacres commis, à Beyrouth, dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila, bien que la commission israélienne, créée pour enquêter sur cette affaire, lui ait reproché d'avoir « mal mélangé » les informations alarmantes dont il disposait alors.

Tout naturellement, il succède à Menahem Begin lorsque ce dernier, malade et épuisé, quitte le pouvoir en septembre 1983 ; Itzhak Shamir assure la direction du gouvernement jusqu'aux élections de l'été 1984. Dans le gouvernement d'union nationale qui en est issu, il est de nouveau ministre des affaires étrangères, un ministre, qui, tout en jouant le jeu de la cohabitation, ne peut s'empêcher de dire à demi-mot tout le mal qu'il pense des initiatives diplomatiques de M. Pérès. De nouveau chef du gouvernement, il entend bien, aujourd'hui, assurer lui-même la conduite de la politique étrangère — tout comme le fit son prédécesseur.

ALAIN FRACHON.

M. Pérès déclare que les trois auteurs de l'attentat de Jérusalem ont été arrêtés

Les forces de sécurité israéliennes déclarent trois Palestiniens, auteurs présumés de l'attentat du 15 octobre revendiqué par l'O.L.P. et qui fit un mort et soixante-neuf blessés près du Mur des lamentations à Jérusalem. M. Shimon Pérès en a fait lui-même l'annonce dimanche 19 octobre. C'était sa dernière journée en tant que premier ministre.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Les trois suspects, âgés d'une vingtaine d'années, auraient revendiqué leur appartenance à l'organisation musulmane fondamentaliste Djihad islamique. Deux d'entre eux, originaires du village de Siloh, limitrophe de la Jérusalem arabe, ont été arrêtés au lendemain de l'attentat. Le troisième, appréhendé vendredi, habite un quartier mixte judéo-arabe tout proche, Abou-Tor. Leur identité n'a pas été révélée. La police a découvert les armes et les munitions en possession de ce réseau, qui opérait depuis deux ans.

Selon M. Pérès, les suspects furent recrutés en décembre 1985 par le Faïh, la principale composante de l'O.L.P., qui dirige M. Yasser Arafat. Ils reçurent ensuite un entraînement en Jordanie. Ces événements eurent lieu avant que le régime hachémite n'ait ordonné la fermeture à Amman des bureaux du Faïh. Satisfait de cette dernière décision, Israël, en conséquence, ne reprochera pas à la Jordanie, a précisé M. Pérès, son rôle dans cette affaire.

Selon les premiers résultats de l'enquête, les suspects se seraient pas avoir pris pour cible spécifique le groupe de militaires frappés lors de l'attentat. Ils avaient planifié des attaques dans d'autres sites très fréquentés de Jérusalem, notamment sur le mont des Oliviers et le mont Sion. La police cherche maintenant à savoir si les suspects n'ont pas participé à des attentats antérieurs. Vingt-cinq personnes blessées mercredi demeurent hospitalisées. L'une d'entre elles est toujours dans le coma.

Le sort du pilote porté disparu

Le pilote israélien porté disparu le 16 octobre, dans le sud du Liban, après la destruction de son appareil lors d'un raid contre une base palestinienne, est bien vivant et se trouve entre les mains d'une « organisation terroriste ». C'est la double conviction des autorités de Jérusalem exprimée dimanche 19 octobre par le général Amos Lapidot, com-

mandant en chef de l'armée de l'air. Ce dernier s'est néanmoins refusé à identifier publiquement l'organisation en question, tout en la tenant pour responsable de la sécurité du pilote.

Le général se montre donc plus vague — ou plus prudent — qu'un autre haut responsable, M. Uri Lubrani, le coordonnateur de la « politique libanaise » d'Israël, qui n'avait pas hésité dès vendredi à mettre en cause nommément le mouvement chiite Amal. Si tel est bien le cas, on se demande à Jérusalem pourquoi Amal tarde tant à apporter les preuves de la capture, par exemple en publiant la photo du prisonnier ou en révélant son identité et son numéro de matricule. Selon le général Lapidot, le pilote a été fait prisonnier peu après son parachutage en catastrophe. Ce renseignement émane à l'évidence de son compagnon plus malchanceux, les deux hommes ayant atterri à 200 mètres de distance.

Le général n'a pas entièrement exclu que le prisonnier « ait été transféré en Syrie compte tenu des liens étroits entre l'organisation qui le détient et le gouvernement de Damas ». A cet égard, la presse israélienne reprend lundi l'information publiée par le journal libanais, le Réveil, selon laquelle le pilote aurait été remis, près de Zahle, dans

la Bekaa, par un commandant d'Amal à des officiers des services de renseignements militaires syriens.

Le chef de l'armée de l'air a catégoriquement démenti que le Phantom ait été abattu, comme on avait pu le croire initialement, par un missile individuel transportable de type SAM-7 ou par des canons de DCA. Selon les premiers résultats de l'enquête, la destruction du chasseur-bombardier a résulté d'un « incident technique ». « Nous savons de manière quasi certaine », a-t-il affirmé, que l'une des bombes sous l'aile de l'avion a explosé prématurément pour des raisons encore inconnues au moment où le pilote a actionné le mécanisme qui devait la libérer. »

« Nous avons déjà déploré », a-t-il ajouté, un incident similaire il y a quelques années. Nous avions alors perdu un appareil et son pilote. L'armée de l'air américaine a subi une dizaine d'incidents de ce type. Cette fois, notre Phantom ne s'est pas totalement désintégré, car une partie du matériel explosif n'a pas été mise à feu. » Le général s'est toutefois félicité du fait que la chasse israélienne « ait seulement perdu deux appareils en trois ans » au cours de ses nombreux raids. « C'est, a-t-il dit, un excellent résultat. »

J.-P. LANGELLIER.

Les secrets de Dimona  
M. Vanunu a-t-il été enlevé par le Mossad ?

L'hebdomadaire américain Newsweek écrivait dimanche 19 octobre que M. Mordechai Vanunu, ancien technicien nucléaire israélien à l'origine de fuites selon lesquelles son pays disposerait de l'arme atomique, a peut-être été enlevé par le Mossad (services secrets israéliens). « Selon des responsables proches des services de renseignement israéliens, des agents du Mossad ont mené une opération compliquée pour s'emparer de Mordechai Vanunu », révèle l'hebdomadaire, qui ajoute toutefois que, selon d'autres sources, les fuites pourraient avoir été obtenues et destinées à servir d'avertissement aux pays arabes.

M. Vanunu, qui, selon Newsweek, était connu pour ses sympathies pro-palestiniennes, avait été autorisé à quitter Israël après avoir été licencié de son poste au centre atomique israélien de Dimona.

Il s'était caché en Australie, d'où il avait fait des révélations au Sunday Times, et il avait disparu après avoir été envoyé à Londres pour y fournir un complément d'informations (le Monde des 7 et 14 octobre).

Cependant, poursuit Newsweek en citant toujours des sources israéliennes, lorsque le Mossad a appris où il se trouvait, il s'est servi d'une amitié de M. Vanunu pour le convaincre de faire un voyage en Europe. « On l'a persuadé de s'embarquer à bord d'un yacht, et — une fois dans les eaux internationales — il a été arrêté par l'équipe composée d'agents du Mossad et ramené en Israël. »

A Londres, un ecclésiastique australien, le révérend John McKnight, à la recherche de M. Vanunu depuis sa disparition, a déclaré de son côté à Reuters qu'il pensait qu'il avait bien été enlevé par le Mossad, mais en Angleterre.

Le révérend John McKnight, pasteur d'une église anglicane de Sydney fréquemment par Vanunu, expliqua qu'il était venu à Londres parce que l'Israélien, qui lui téléphonait tous les deux jours, avait brusquement cessé de le faire. Il se précipita vers les tentatives en vue de retrouver M. Vanunu, converti au christianisme pendant son séjour en Australie, étaient guidées par un souci pastoral. — (Reuters.)

L'ASALA répond au gouvernement français

L'armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA) ne s'estime pas concernée par les déclarations du ministre français des affaires étrangères selon lesquelles l'organisation terroriste que ce soit. « Nous ne sommes concernés ni de près ni de loin par les propos tenus par le porte-parole du Quai d'Orsay », a indiqué samedi 19 octobre le porte-parole de l'ASALA, M. Mikhaél Mikhaél, dans un communiqué manuscrit en français distribué à Beyrouth. Pour M. Mikhaél, la déclaration française faite vendredi ne peut désigner son mouvement qui n'est pas, selon lui, une organisation « terroriste ». « Nous combattons pour une cause : la libération de l'Arménie occidentale du joug de l'occupation impérialiste turque. »

M. Mikhaél avait affirmé mercredi que « des négociations (étaient) en cours avec le gouvernement français » et que, pour cette raison, « les opérations (en France) se sont arrêtées ».

• Dix morts à bord d'un pétrolier. — Les corps de dix marins ont été trouvés à bord du pétrolier panaméen Five-Brooks, qui a été attaqué jeudi par l'Iran dans le détroit d'Ormuz, indique-t-on dimanche 19 octobre de source maritime. Un violent incendie s'est déclaré à bord à la suite de l'explosion d'un missile. Vingt et un membres d'équipage ont été sauvés et se trouvent à Sharjah (Emirats arabes unis). Huit autres, dont le capitaine, sont restés à bord du navire, remorqué vers Khor Fakkan dans le golfe d'Oman. — (Reuters.)

A Tunis

Le conseil de la Ligue arabe se prononce pour la tenue d'un sommet « dans les plus brefs délais »

TUNIS de notre correspondant

La convocation « dans les plus brefs délais » d'un sommet a été décidée à l'unanimité par le conseil ministériel de la Ligue arabe qui s'est réuni, samedi 18 et dimanche 19 octobre, à Tunis. Le secrétaire général de la Ligue, M. Chadli Klibi, et le président de l'actuelle session, M. Taleb Ibrahim, ministre algérien des affaires étrangères, ont été chargés d'entreprendre des consultations avec les différents capitales pour en fixer la date et le lieu. Les chefs d'Etat pourraient se retrouver soit à Ryad, qui devait déjà abriter le treizième sommet arabe, en novembre 1985, sans cesse reporté depuis, soit à Tunis, siège de la Ligue, soit à Koweït en marge des travaux du sommet islamique prévu pour janvier prochain.

Depuis trois ans, les projets de sommet maintes fois envisagés ne sont toujours heurtés aux multiples distensions interrégionales. Le consensus qui s'est enfin dégagé pendant le week-end à Tunis paraît traduire — du moins en l'état actuel — une volonté réelle des pays arabes de sortir de la crise dans laquelle s'est enlisée leur organisation. A l'ouverture des débats, M. Chadli Klibi s'est félicité de l'absence même de la Ligue.

Les différends qui opposent nombre de pays n'en sont pas pour autant surmontés et la quinzième des ministères des affaires étrangères qui participaient à la réunion ont seulement pu appeler « à enlever à leur élimination ». La tâche incombera donc au futur sommet, si toutefois il réussit à se tenir, ce qui n'est pas acquis d'emblée. Elle s'annonce en tout cas particulièrement ardue. On a pu en juger lorsqu'il a été décidé de la rencontre du 22 juillet à Francfort entre le roi Hassan II du Maroc et M. Shimon Pérès, inscrite à l'ordre du jour à la demande de la Syrie qui, appuyée surtout par l'Algérie, demandait une condamnation du Maroc.

Rupture avec Abéjan

Mais l'heure étant à la « solidarité », le conseil s'est finalement borné à « réaffirmer son rejet catégorique des solutions et initiatives partiales et isolées ainsi que son opposition à la négociation directe avec Israël » et à rappeler que « la juste et globale conteste en la tenue d'une Conférence internationale sous l'égide des Nations Unies ». Quant à ce qui a pesé pour autant être donné à Rabat et Damas a quand même pu obtenir une certaine satisfaction, puisqu'il a été décidé que la question sera soumise au prochain sommet.

La Ligue arabe a d'autre part appelé ses membres à rompre toutes leurs relations avec le Côte d'Ivoire après sa décision d'installer son ambassade à Jérusalem et a exprimé sa « profonde réprobation » à la suite de la décision de certains Etats africains — dont le Cameroun — de rétablir leurs relations avec Israël.

MICHEL DEURÉ.

• M. Farouk Kaddoumi « étonné » de l'attitude de la France. — Le chef du département politique (relations extérieures) de l'O.L.P., M. Farouk Kaddoumi s'est étonné dimanche à Tunis de l'absence de condamnation par la France des raids israéliens contre « des camps civils palestiniens » au sud du Liban, alors que le Quai d'Orsay avait condamné l'attentat palestinien contre des « objectifs militaires » à Jérusalem. « Après les raids israéliens sur les camps palestiniens civils, nous n'avons entendu aucun mot de condamnation » de la part de la France, a déclaré M. Kaddoumi dans une déclaration de l'AFP, en marge du conseil ministériel de la Ligue arabe. Il a précisé avoir été « surpris » et « très mécontent » de la réaction du Quai d'Orsay qualifiant « d'actes odieux » et « criminels » l'attentat de Jérusalem. Il a cependant affirmé que la réaction française n'affecterait pas les relations amicales de l'O.L.P. avec la France. — (AFP.)

NOUVELLE EDITION

Raymond ARON

Introduction à la philosophie de l'histoire

Essai sur les limites de l'objectivité historique

Nouvelle édition revue et annotée par Sylvie Mesure

Bibliothèque des Sciences humaines

GALLIMARD rrf



# Afrique

## MOZAMBIQUE : la mort de Samora Machel

### Un « rebelle » doctrinaire... et pragmatique

Sorti du rang dans une armée coloniale, s'affirmant à la tête d'un syndicat ouvrier, puis à la tête d'une prestigieuse université européenne : il fallait, en Afrique, suivre une de ces filières pour accéder aux plus hautes charges. Samora Machel, qui a cumulé les fonctions de président de la République, de chef de l'État, de commandant en chef des Forces armées de libération du Mozambique, a été l'un des rares chefs d'État africains à pouvoir affirmer, comme il le fit à la tribune du troisième congrès du FRELIMO : « C'est la guerre de libération nationale qui nous a créés et a fait de nous ce que nous sommes ».

Le province de Gaza, où Samora Machel naquit en 1933, est une des plus riches du Mozambique. Son père était agriculteur assés pour payer à son fils une scolarité élémentaire. Mais, bien que protestant, il l'envoya à l'école primaire de la mission catholique voisine : la promotion d'un enfant mozambicain était alors inimaginable en dehors de l'Eglise officielle. Samora Machel s'y fit remarquer autant par son intelligence que par son caractère.

Le « Rebelle », surnom que lui ont donné ses professeurs, supporte très mal de passer plus de temps à cultiver les champs de la mission que dans les salles de classe, où, de toute façon, l'enseignement se réduisait à faire apprendre le catéchisme aux élèves. Il accepta cependant d'être baptisé pour avoir le droit de se présenter à l'examen qui clôturait les six années d'enseignement primaire, mais refusa de s'engager dans la voie que lui avait choisie la mission : le séminaire. C'est donc en travaillant le jour dans le capital, alors Lourenço-Marques, que Samora Machel réussit à payer quelques années d'études secondaires puis un début de formation d'ingénieur, profession qu'il exercera dans un hôpital, puis chez une doctoresse portugaise.

Si Samora Machel n'a jamais trouvé, depuis, des mots assez

durs pour condamner l'Eglise catholique du Mozambique, il semble avoir été tout à la fois fasciné par les mécanismes de sa puissance et indigné par son hypocrisie. Il imputa son omnipotence au strict respect d'une discipline absolue et à la cohésion qu'acquiescent une organisation hiérarchisée, bâtie sur une idéologie partagée par tous ses membres. Il condamnera les fastes et la richesse de cette Eglise officielle pour mieux s'attacher à l'éthique qu'elle affirmait défendre : austerité, sacrifice, service sont toujours les maîtres mots de la morale militante du FRELIMO.

La conviction qu'il doit participer à la lutte de libération nationale engage Samora Machel à militer au sein des premiers mouvements de résistance, dans un anonymat complet. Les feux de l'actualité sont alors braqués sur les intellectuels, en général des métis issus de la petite bourgeoisie urbaine, qui ont pris le chemin de l'école pour organiser, depuis la Tanzanie voisine, la lutte pour l'indépendance. Pourtant, lorsque, en 1961, Eduardo Mondlane, le futur président du FRELIMO, qui sera créé en 1964, vient à la tête d'une délégation officielle de l'ONU, visiter le Mozambique, il s'entretiendra durant des heures avec ce militant discret. Et ce n'est qu'en 1963, alors qu'il vient d'avoir trente ans, que Samora Machel franchira le pas décisif : via le Swaziland, il rejoint à Durban-Sulaim le quartier général de la résistance, qui l'envoie immédiatement en Algérie suivre le premier stage de formation militaire.

#### Une ascension foudroyante

Son ascension sera foudroyante. Il est l'un des rares cadres de la petite armée de 250 hommes qui, le 25 septembre 1964, déclenche la lutte armée contre le colonialisme portugais. Il prend la succession de Fátima Mago, le premier secrétaire de la défense, tué au combat. La deuxième congrès du Front, tenu en 1968, l'élit au

comité central. Aux côtés de Marcelino dos Santos, l'actuel numéro deux officiel du Front, il s'oppose à une tendance s'appuyant sur la chefferie traditionnelle, ouvertement antilibérale et antilibérale. La crise ouverte par l'assassinat



d'Eduardo Mondlane le 3 février 1969, conduit le FRELIMO au bord de la disparition. En mai 1969, le comité central le porte à la présidence du FRELIMO. Marcelino dos Santos s'effaçant volontairement en devenant vice-président. Le troisième congrès, enfin, réuni en février 1977, supprime ce dernier poste et place dans Samora Machel seul à la tête du FRELIMO.

Pour gravir en moins de six années tous les échelons qui séparent le militant de base de la direction d'un mouvement de libération, dans l'impitoyable climat d'une guerre de guérilla, Samora Machel a témoigné d'un ensemble de qualités qu'aucun des figures de proue du FRELIMO ne possédait tout à la fois et à un tel degré. La mé-

leur preuve en est qu'aucun militant ne doute que Samora Machel a mérité la position qu'il occupe.

Qualités physiques d'abord. De taille moyenne, portant une courte barbe soigneusement taillée, son extraordinaire vitalité se reflétait dans un regard aigu, bondissant d'un objet à l'autre, pour que rien ne lui échappe, ou vissé sur son interlocuteur comme s'il voulait, avec la même intensité, convaincre et sonder. Son endurance était entrée dans la légende. Il épousait ses compagnons d'armes au cours de innombrables tournées qu'il effectuait dans les régions libérées pour, disait-il, « prendre la température du peuple et le thermomètre ».

Devenu un personnage charismatique, incarnant la lutte anticoloniale et le Mozambique indépendant, Samora Machel n'avait pourtant pas perdu de vue la culture de la personnalité.

#### Un dilecté des équilibres

Certes, le président était plus qu'un homme, mais même s'il confondait à un de ces instants : « Nul ne pourra jamais me reprocher d'avoir exercé un pouvoir personnel ». On assure que, dans l'abscolu secret qui entoure les délibérations des instances dirigeantes, Samora Machel se plie aux décisions prises par la majorité, conformément au dogme de la collégialité qui régit la direction du parti. D'un côté, lecteur insatiable, doté d'une étonnante capacité d'assimilation, Samora Machel donnait l'image d'un doctrinaire rigoureux, voire rigide, convaincu que la révolution a ses lois et obéit à ses règles, dont le marxisme-léninisme est l'unique fondement théorique. Mais, à l'opposé, par ses origines et sa conviction que l'heure des plus humbles doit sonner, le président savait mieux que quiconque sentir vivre le peuple mozambicain. D'où un pragmatisme patent,

non seulement sur le plan intérieur, mais aussi dans les relations internationales du Mozambique. Le dilecté des équilibres entre Chine, URSS et Occident, le rôle prépondérant joué pour sortir le conflit rhodésien de l'impasse et modérer les effets de la victoire de la ZANU, sont là pour témoigner d'un solide sens des réalités qui, parfois, l'avait conduit à prendre à contre-pied ses alliés les plus fidèles. Ainsi, le 16 mars 1984, le président sud-africain Botha et Samora Machel, sanglés dans son uniforme de maréchal, signent-ils en grande pompe l'accord de Nicomati. Ce dernier est censé de s'appliquer. Les pays socialistes bouclent. Les puissances occidentales, que Samora Machel voulait séduire en démontrant le non-alignement de son régime, gardent leur réserve et ne défilent leur aide financière qu'au goutte à goutte.

Nicomati se révèle un marché de dupes. Et sur le plan intérieur, quand le FRELIMO tourne le dos à une politique de développement d'une agriculture orthodoxe « socialiste » pour une croissance agricole sur l'exploitation familiale traditionnelle, le degré d'insécurité dans les campagnes interdit déjà toute action cohérente et suivie.

Samora Machel entretenait régulièrement sa forme physique et tenait à ce que les responsables mozambicains fassent de même. Lorsqu'on lui demandait pourquoi, il répondait dans un éclat de rire : « Nous devons être toujours prêts à reprendre la guérilla ».

RENÉ LEFORT.

### Un accident d'avion

(Suite de la première page.)

L'aéroport de Maputo a été fermé et la radio diffusée de la musique militaire.

Selon la RNM, « il est prématuré de dire si l'avion a été abattu, s'il a été l'objet d'une action de sabotage ou s'il s'agit d'un simple accident ».

M. Jacques Chirac a exprimé ses « sentiments très sincères de tristesse et de condoléances » au peuple mozambicain, et la présidence de la République portugaise a manifesté « sa consternation et son appréhension » à la suite de la disparition de M. Samora Machel.

Celle-ci survient au moment où le Mozambique se trouve confronté à une véritable guerre économique menée par l'Afrique du Sud et à un état de confrontation militaire larvée avec l'armée de Frelimo, qui soutient les rebelles mozambicains de la RNM. Le 3 octobre dernier, les autorités de Pretoria avaient annoncé que les quelques centaines de travailleurs mozambicains employés en Afrique du Sud seront renvoyés chez eux dès l'expiration de leur contrat de travail.

Pretoria avait pris cette mesure à la suite de l'explosion d'une mine à proximité du territoire mozambicain, qui avait blessé six soldats sud-africains. Le gouvernement de M. Pieter Botha accuse en effet le Mozambique d'être l'auteur (Congrès national africain). Il y a quelques jours, le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan, avait de nouveau menacé Maputo de mesures de représailles.

Soutenu militairement et économiquement par l'Union soviétique, le régime « marxiste » de Maputo avait néanmoins opéré un rapprochement avec les Etats-Unis, où M. Machel était resté en septembre dernier. — (AFP, AP, Reuters.)

(Publicité)

Quelle entreprise française a amélioré son résultat d'exploitation de plus de 10 milliards de francs en 3 ans?

Quelle entreprise française a créé 10 000 emplois en 5 ans?

Quelle entreprise française s'engage sur une longue période à baisser ses prix de vente de 1 % par an?

#### RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

### Assassinée pour pacifisme...

Johannesburg (AFP). — Masabata Lote, militante noire contre l'apartheid, qui était hostile à l'usage de la violence, a été assassinée, vendredi 17 octobre, à Soweto, par de jeunes noirs radicaux.

Agée de vingt-huit ans, elle avait été l'un des chefs de file des étudiants lors des émeutes de Soweto, en 1976. Condamnée en 1981 à cinq ans d'emprisonnement par les autorités sud-africaines, pour « trahison », elle avait été libérée il y a quelques mois. Masabata Lote était favorable à une lutte pacifique

contre l'apartheid et avait déclaré son horreur pour le supplice du « collier » (pneu arrosé d'essence placé autour du cou de la victime et enflammé).

Vendredi, elle a été attaquée par une vingtaine de jeunes noirs armés de gourdin, de couteaux, de haches et de machettes. Matraquée, poignardée, elle a été tuée par ses assaillants. Selon le bureau gouvernemental d'information, deux autres Noirs sont morts samedi, victimes du supplice du « collier ».

#### TCHAD

### Les troupes libyennes auraient de nouveau attaqué les partisans de M. Ouéddei

Les troupes libyennes, appuyées par l'aviation, seraient de nouveau entrées en action contre les partisans de M. Goukouni Ouéddei, dans le nord du Tchad, s'est-on appris, dimanche 19 octobre, à Paris, de sources tchadiennes. Le président du GUNT avait affirmé vendredi être prisonnier des Libyens et s'était déclaré prêt à chercher un compromis avec M. Hissène Habré.

Des affrontements armés avaient eu lieu cet été, dans le nord du Tchad, à Fada, au nord du seizième parallèle, entre les partisans du président du GUNT et ceux de son rival, M. Achéikh Ibn Omar, chef de la principale composante politico-militaire du GUNT, le CDR. Il y a quelques jours, de nouveaux combats avaient eu lieu pour le contrôle

de Fada. Les Libyens se rangeant aux côtés de M. Achéikh Ibn Omar.

Selon M. Kaïum Hamet, directeur du cabinet de M. Goukouni Ouéddei, qui séjourne actuellement à Paris, « toutes les communications téléphoniques du président Goukouni Ouéddei et de ses proches sont coupées, sa résidence (à Tripoli) est entourée par des blindés libyens, tous ses visiteurs tchadiens sont systématiquement arrêtés ». Les troupes libyennes auraient, d'autre part, bombardé les positions tenues par les troupes de M. Goukouni Ouéddei dans le nord du Tchad, frappant surtout les combattants que la population. Pour sa part, M. Achéikh Ibn Omar, qui se trouve à Brazzaville, a estimé que M. Goukouni Ouéddei était « libre de ses mouvements ». — (AFP)

PAVILLON DAUPHINE  
DU 22 AU 27 OCTOBRE.  
de 10 heures à 20 heures.

ROVER  
VOUS INVITE A VENIR ESSAYER  
LA NOUVELLE ROVER 800



Rover Serie 800  
6 versions de 11000F (107CV) à 191500F (14CV)  
Enfin un 30.00.00. Millésime 87. Modèle présente  
Rover 825i Sterling Option Pack à 191500F.

LE SAVOIR VIVRE



\* Porte Dauphine: Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75416 PARIS TEL: 17.27.66.92.

LES CAHIERS DE  
L'ORIENT

REVUE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE ET DU MONDE ARABE

L'ISLAM EN FRANCE  
TERRORISME :  
POURQUOI LA FRANCE ?  
IRAK-IRAN : AN VII

EN VENTE DANS LES KIOSQUES  
304 pages - 80 F  
Trimestriel - Abonnement : 300 F  
(Étudiants - sur justificatif - 175 F)  
Cahiers de l'Orient, 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris  
Caricript : 6, Sq. St. Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris  
Renseignements : (1) 42 72 56 65

مكتبة الأمل



## Afrique

UGANDA : trahisons, rébellions, insécurité

### Le retour aux vieux démons

NAIROBI  
de notre correspondant  
en Afrique orientale

M. Yoweri Museveni, le chef de l'Etat ougandais, vient de donner sa version des récents événements qui ont abouti aux arrestations et aux inculpations pour trahison de trois membres de la coalition gouvernementale, d'un ancien vice-président de la République et de plusieurs officiers de l'armée régulière (le Monde du 9 octobre). Le chef du Mouvement national de la résistance (NRA), au pouvoir à Kampala depuis janvier dernier, estime, en effet, que son régime bénéficie du soutien « des intellectuels et des paysans » et qu'il n'a contre lui que « les fraudeurs, les spéculateurs, les trafiquants et les agents des intérêts étrangers ». Vision à combien manichéenne des choses : d'un côté, les bons et, de l'autre, les trahis.

A la vérité, les choses sont un peu moins simples. Même si M. Museveni et les siens ont hérité d'une situation politique et économique difficile à normaliser en quelques mois, leur incompétence à l'épreuve du pouvoir a multiplié les obstacles sur la voie d'un hypothétique redressement. « Sûrs d'eux-mêmes et dominants », ils ont réussi le tour de force de se priver du concours de presque tous ceux avec lesquels ils s'étaient résignés à faire route commune aussi longtemps qu'ils n'auraient pas une maîtrise suffisante des affaires de l'Etat, au point d'en pousser certains à sortir du cadre de la légalité.

Début avril, M. Museveni annonçait que ses troupes avaient le contrôle de l'ensemble du pays. Aujourd'hui, il reconnaît qu'il existe une « insécurité considérable » dans les districts de Gulu et de Kitgum, dans le nord de l'Ouganda, et que quatre cents « ennemis » sont déjà sous les verrous à la prison de Luzira, à Kampala. Il avoue aussi que l'intégration, au sein de l'armée régulière, des différentes factions militaires qui avaient combattu l'ancien régime de M. Milton Obote, et l'offre qui leur avait été faite de se grouper en unités homogènes,

n'ont pas donné les résultats escomptés, puisque certains officiers du 35<sup>e</sup> bataillon, issus de l'Uganda Freedom Movement (UFM), ont trahi.

C'est sur cette armée de Sudistes, composée d'éléments disparates, de ralliés de la dernière heure dont le loyalisme n'est pas à toute épreuve, que les gens au pouvoir à Kampala doivent s'appuyer pour combattre les soldats perdus de l'ancien régime. Ceux-ci, en majorité des Nordistes, sont aujourd'hui réunis sous la bannière de l'Uganda People's Democratic Movement (UPDM), qui, depuis le Soudan voisin, s'est donné pour mission de « renverser M. Museveni ».

#### Les mêmes expédients ?

Quant au gouvernement d'union nationale, il n'a pas meilleure allure. Le Parti démocratique (DP), la principale formation de l'opposition sous le régime de M. Obote, ne s'est jamais senti à son aise au sein du gouvernement. Le NRA, qui tient en suspicion les partis politiques, dont l'activité a été mise en sommeil dès son arrivée au pouvoir, s'est comporté, à l'égard de ses alliés du moment, comme s'il s'agissait de simples exécutants de décisions qui leur échappaient.

Le DP est, aujourd'hui, dans une position d'autant moins confortable que plusieurs hommes de confiance de M. Paul Ssemogerere, son président, et, de surcroît, ministre de l'Intérieur, ont été inculpés de trahison. Cette « cohabitation » a maintenant du plomb dans l'aile, même si les uns et les autres hésitent encore à prendre la responsabilité d'y mettre fin. A cet égard, M. Museveni a précisé, pour tenter de limiter les dégâts, que les « comploteurs » avaient agi de leur propre chef sans mêler à leur entreprise les organisations auxquelles ils appartenaient.

En outre, M. Museveni et les siens se sont crus de taille à se laisser intimider par rien ni par personne. On les a vus ainsi commencer à coacérer et à « politiser » la popu-

lation, développant à ce propos des idées que d'aucuns ont, très vite, qualifiées de « communistes », au point d'inquiéter l'influente hiérarchie catholique et le non moins puissant clan des Baganda, à qui ils ont refusé un quelconque compromis sur la restauration du royaume Buganda, aboli vingt ans plus tôt. Autorisé à rentrer sur ses terres, en août dernier, le prince héritier Ronald Mutebi a pris le parti de regagner la Grande-Bretagne pour y continuer ses études.

Sauf à prendre quelques mesures de circonstance, notamment en matière de contrôle de la distribution et des prix de certains biens de première nécessité sujets à de fréquentes pénuries, la nouvelle équipe au pouvoir s'est, à ce jour, montrée incapable de définir de grandes orientations économiques. L'idée de troc a fait long feu, car, pour le moment, l'Ouganda n'a pas grand-chose à échanger : pour vendre son sucre, Cuba exige d'être payé comptant.

Près d'un quart de siècle d'indépendance ont montré que ce pays n'a jamais réussi à dépasser ses divisions ethniques. Les troubles que connaît, aujourd'hui, la « perle de l'Afrique » prouvent que M. Museveni n'est, hélas ! pas plus doué que ses prédécesseurs. Comme eux, il risque d'être contraint d'utiliser les mêmes ruses et les mêmes expédients pour se maintenir, coûte que coûte, au pouvoir.

JACQUES DE BARRIN.

Le MATIF devient le fer de lance du marché obligataire. Parions-en.  
SICAV CAMIRA - FCP PUGET MATIF

MICHEL PUGET  
AGENT DE CHANGE

7, RUE DROUOT 75009 PARIS TELEX: 650 727 TELEPHONE: 42.46.92.34

#### En Afrique australe

### La psychose des commandos sud-africains

NAIROBI  
de notre correspondant  
en Afrique orientale

« Mes compatriotes sont normalement d'un naturel pacifique, sans a priori raciste mais, maintenant, ils commencent à voir un ennemi dans chaque Blanc », notait récemment M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat zambien. Le climat de confrontation, pour le moment verbal, qui marque depuis quelques mois les rapports entre l'Afrique du Sud et ses voisins immédiats, donne à penser à ceux-ci que le régime de Pretoria, de plus en plus isolé et sur la défensive, pourrait bien lancer contre eux des actions aussi violentes que désespérées, comme il n'a pas hésité à le faire en mai dernier contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe.

D'où ces appels répétés à la vigilance lancés à la population par les dirigeants des pays de la « ligne de front » (1), pour déjouer les « manœuvres destabilisatrices » orchestrées du côté de Pretoria ; en clair, à débusquer les espions, à évaluer les complots, à prévenir les sabotages. Un climat de guerre psychologique qui, à la longue, comme le reconnaît M. Kaunda, incite les autochtones, responsables ou simples citoyens, à voir dans chaque Blanc un « raciste », donc un suspect, et à trouver à redire aux faits et gestes des étrangers, qu'ils soient touristes ou hommes d'affaires.

C'est ainsi qu'en juin dernier deux Allemands de l'Ouest, en villégiature en Zambie, soupçonnés de préparer, avec d'autres suspects, une invasion sud-africaine, furent arrêtés et finalement relâchés sans poursuites.

après que le gouvernement de Bonn fut énergiquement intervenu en leur faveur. En août suivant, ce fut au tour de six autres touristes européens — cinq Suisses et un Autrichien — d'être interpellés par la police zambienne qui, à les en croire, les aurait « brutalement traités » pour leur extorquer des aveux.

En septembre, un Boeing-707 d'Air Portugal fut contraint de se poser sur l'aéroport de Lusaka et y fut retenu dix-sept heures « pour avoir survolé, sans autorisation, des zones interdites ». Plus cocasse, la semaine dernière, un avion d'Air Zimbabwe qui avait à son bord le ministre de la santé de ce pays s'est vu refuser le droit de survoler la Zambie et a été obligé de rebrousser chemin, le commandant de bord n'ayant pas été en mesure de donner le « numéro de passe » aux contrôleurs aériens.

Même la Tanzanie, qui n'a pourtant pas de frontière commune avec l'Afrique du Sud, mais qui donne asile à de nombreux militants du Congrès national africain (ANC), a vu renforcer les contrôles aux frontières terrestres, et un sérieux avertissement a été lancé à tous les étrangers qui violaient l'espace aérien. Ainsi, en septembre, deux Zambiens ont été condamnés à quatre ans de prison et, récemment, trois Français ont eu maille à partir avec la justice « pour avoir pénétré illégalement » dans le pays.

Le Mozambique, qui, jusqu'à maintenant, se croyait à l'abri de raids de représailles sud-africaines grâce au pacte de non-agression qu'il a signé, en mars 1984, avec le régime de Pretoria, semble avoir pris au sérieux les récentes menaces de son puissant voisin. Les autorités locales assurent que celui-ci a infiltré des « commandos » à Maputo pour y commettre des sabotages. Elles ont donc appelé les habitants de la capitale à avoir l'œil aux aguets, tout en rappelant aux « groupes de vigilance » que seuls les tribunaux ont le droit d'imposer aux coupables des châtiments corporels.

J. de B.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

#### Le Crédit National a pour

vocation le développement

des entreprises. Prêts à taux

fixe, renouvelable ou révi-

sable, prêts en francs, dol-

lars ou ECU, opérations de

crédit-bail, de 3 à 20 ans...

Quels que soient leur taille

et leur projet, toutes les en-

treprises trouvent dans la

gamme des prêts du Crédit

National des produits adap-

tés à leurs besoins financiers.

LE CRÉDIT NATIONAL, LES

MOYENS DE LA RÉUSSITE.



"AVEC LES PRETS DU  
CREDIT NATIONAL  
MON ENTREPRISE A FAIT  
UN GRAND BOND EN AVANT."

Mao-ze-Dong

Crédit National

45, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS - Tél. (1) 45.50.90.00. Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble - Reims - Amiens - Ile-de-France.

Collection  
Mondes en devenir  
LE SYSTÈME  
COMMUNAUTAIRE  
EUROPÉEN  
M. F. LABOUZ

14 x 20 cm - 344 p. - 127F

Des réponses aux questions  
touchant le devenir de la CEE

Editions Berger-Levrault



## Asie

AFGHANISTAN : les cérémonies marquant les retraits soviétiques

## M. Karmal, ancien numéro un de Kaboul a ravi la vedette à son successeur

KABOUL  
de notre envoyé spécial

Le gouvernement afghan a apporté la preuve, dimanche 19 octobre, qu'il pouvait faire défiler sans incident un régiment soviétique à travers Kaboul, au milieu d'une haine d'enfants des écoles agitant des drapeaux et d'habitants mobilisés pour l'occasion par le parti unique. On peut douter cependant de la spontanéité de cette manifestation pour laquelle toute la population de la capitale avait été mise en congé (1), d'autant que des agents de la police secrète locale (KHAD) étaient postés tous les 20 mètres le long du parcours. Les autorités n'ont enfin pu être pas appréciées que M. Babrak Karmal, évacué du pouvoir en mai dernier, ait ravi dimanche la vedette à l'actuel numéro un du régime, M. Najib, en se livrant à un spectaculaire bain de foule.

C'était la dernière journée de l'opération de relation publique menée par Moscou et Kaboul à l'occasion du retrait partiel des troupes soviétiques d'Afghanistan. Notre groupe de journalistes avait, cette fois, été juché sur des camions de l'armée afghane pris en sandwich entre les véhicules blindés du régiment soviétique qui traversaient la ville avant de quitter le pays. Cette situation a donné lieu à quelques scènes cocasses. « Merci camarades », s'égosillaient en russe à notre passage des militants du parti unique. « Tais-toi, crétin, ce sont des journalistes », répondait notre chauffeur afghan. La population nous regardait alors, prise de fou rire, et cessait d'agiter les petits drapeaux soviétiques et afghans et les banderoles à la gloire de l'amitié avec l'Union soviétique.

Par leur attitude, les lycéens manifestaient plus encore que les autres, qui se souciaient comme d'une guigne des slogans qu'on leur faisait scander à intervalles réguliers. Les chefs de classe du parti unique nous regardaient d'un drôle d'air tandis que les lycéens, ravis, faisaient carrément les clowns.

Le régiment qui a traversé Kaboul dimanche est le troisième à rentrer en Union soviétique depuis le 15 octobre (trois autres suivront dans les prochains jours). Il s'agit d'un régiment de défense aérienne, de création relativement récente (1977), qui compte sept cents hommes. Arrivé en Afghanistan en novembre 1981, il était stationné dans le fort Bala-Hissar, qui domine Kaboul. Son départ a donné lieu à une prise d'armes dans le fort lui-même, en présence des dirigeants afghans, de M. Youli Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères (ex-ambassadeur à Paris), et d'un personnage très important, le général Nikolai Popov.

## Le QG soviétique à Tachkent

A travers quelques indiscrétions antérieures impossibles mais rendues désormais possibles par la politique de « transparence » chère à M. Gorbatchev, on peut maintenant décrire la structure du commandement soviétique en Afghanistan. Le régiment de DCA retiré du fort Bala-Hissar de Kaboul est ainsi commandé par un lieutenant-colonel du nom d'Anatoli Kovalev. Il dépend du général (à une étoile) Viktor Doubinine, commandant en chef des forces soviétiques en Afghanistan, lequel réside habituellement à Kaboul. Ce dernier est à son tour sous les ordres du général (à trois étoiles) Nikolai Popov, chef de la région militaire soviétique qui englobe l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, la Kirghizie et la Turkménie, dont le siège est à Tachkent (Ouzbékistan). L'Afghanistan n'est, pour le commandement soviétique, qu'un appendice de cette région militaire. Le véritable quartier général des forces d'occupation est donc hors du pays, à Tachkent.

Lors de la cérémonie de départ du régiment au fort Bala-Hissar, M. Najib a exalté l'amitié « éternelle » avec l'Union soviétique et adressé un « message » aux diri-

geants pakistais et iraniens. « Le jour du retour de tout le contingent [soviétique] n'est pas si lointain, parce que nous croyons au bon sens de nos voisins musulmans. Nos écoles militaires contribuent également à l'approche de ce retour », a-t-il déclaré. On sait que le Pakistan fait du départ complet des troupes soviétiques la condition préalable d'une normalisation de ses relations avec Kaboul.

L'ancien numéro un afghan, M. Babrak Karmal, écarté du pouvoir en mai dernier, a cependant, contre toute attente, ravi la vedette à M. Najib. M. Karmal, qui vit quasiment en résidence surveillée, est toujours officiellement président du Conseil de la révolution, donc le chef nominal de l'Etat. Il était présent dimanche à la tribune, relégué à bonne distance de M. Najib. M. Karmal a profité d'une certaine confusion lors de la remise de décorations aux soldats soviétiques pour prendre un bain de foule qui a tourné quasiment à la manifestation d'opposition à son successeur. Des

femmes entouraient l'ancien numéro un en pleurant et lui baisaient la main. Très ému, M. Karmal ne voulait d'abord pas répondre aux questions des journalistes occidentaux présents. Mais il a quand même fini par dire quelques mots : « Je vais bien », « Je suis patriote », « Le peuple m'aime ». Resterait-il président ? « Je pense que oui ».

M. Karmal était littéralement porté par la foule. Le contraste était frappant avec M. Najib, qui, au même moment, n'était entouré que de quelques responsables.

M. Karmal avait réussi au moins à faire savoir que, pour un homme qui a officiellement abandonné ses fonctions en mai dernier pour « raisons de santé », il n'allait pas si mal que cela.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Le jour de repos est le vendredi en Afghanistan (conformément à la tradition islamique).

## PHILIPPINES : Reprise des négociations entre le gouvernement et les communistes

Manille (AFP, Reuters). — Des conversations sur un éventuel cessez-le-feu entre représentants du gouvernement philippin et émissaires de la guérilla communiste ont repris, samedi 18 octobre, après trois semaines d'intermission, ont indiqué des sources officielles. Un conseiller présidentiel, citant les propos du ministre de l'Agriculture, M. Ramon Mitra, qui fait partie de la délégation gouvernementale, a précisé que la séance de conversations, qui a duré trois heures, était encourageante bien que les questions de fond n'aient pas été abordées.

Les négociations avaient été interrompues lors de l'arrestation, le 29 septembre, d'un des chefs principaux de l'insurrection, M. Rodolfo Salas, ainsi que de son épouse et d'un de ses gardes du corps. La présidente Corason Aquino avait fait

remettre en liberté ces deux dernières personnes la semaine dernière (le Monde du 17 octobre).

M. Aquino avait rencontré vendredi deux dirigeants locaux de l'opposition clandestine dans l'île de Panay, au centre des Philippines, ont indiqué après coup les autorités. La reprise des négociations au niveau national a coïncidé avec la libération, par les communistes, de deux soldats gouvernementaux qui ont été remis à M. Aquino avec une lettre des rebelles de la Nouvelle Armée populaire, la branche armée du Parti communiste.

Selon le Washington Post, qui cite un proche du ministre de la Défense M. Juan Ponce Enrile, celui-ci a fait comprendre ce week-end par des déclarations critiquant les négociations avec l'insurrection qu'il était prêt à démissionner.

## Diplomatie

Après le départ de vingt-cinq Soviétiques de New-York

## Moscou expulse cinq diplomates américains

L'URSS a annoncé, dimanche 19 octobre, l'expulsion de cinq diplomates américains pour « activités non autorisées », et les Etats-Unis ont aussitôt annoncé qu'ils allaient prendre « certaines mesures » en réponse.

Le ministère soviétique des affaires étrangères a indiqué, dans une « note de protestation » remise à l'ambassade des Etats-Unis, à Moscou, que cinq diplomates américains, MM. William Norvill, premier secrétaire de l'ambassade, Charles Ehrenfried, Gary Lounquist, et David Harris, en poste à Moscou, et M. Jack Roberts, en poste au consulat américain de Leningrad, avaient été déclarés indésirables « en raison d'activités contraires à leur statut ».

Cette décision a été prise en représailles, après le départ forcé des Etats-Unis de vingt-cinq Soviétiques travaillant à la mission de l'URSS à l'ONU, a indiqué M. Gueorgui Arbatov, l'un des porte-parole du Kremlin, dans une déclaration à la chaîne de télévision américaine CBS.

« Les Américains s'aperçoivent que M. Gorbatchev est un homme très franc s'il s'agit de bons partenaires, mais lorsque l'on se comporte de cette manière, il devient très dur », a déclaré M. Arbatov.

Les Etats-Unis « vont protester » et « prendre certaines mesures » en réponse à cette expulsion de cinq de leurs diplomates, a affirmé aussitôt le secrétaire d'Etat, M. George Shultz.

Le chef de la diplomatie américaine, qui était interrogé dimanche par la chaîne de télévision NBC, n'a toutefois pas précisé quelles mesures Washington comptait prendre, soulignant qu'il allait consulter le président Reagan et que ce dernier prendrait ensuite une décision.

Interrogé, d'autre part, sur l'après-Reykjavik, M. Shultz a indiqué qu'il ne pensait pas que les Soviétiques continueraient, comme ils l'ont fait lors de la rencontre Reagan-Gorbatchev en Islande, à lier un éventuel accord sur les armes de portée intermédiaire (FNI) ou

stratégiques à une limitation des recherches américaines sur l'initiative de défense stratégique (IDS). « Je doute que cette idée (d'un lien entre FNI et IDS) soit maintenant longtemps, mais nous verrons », a dit M. Shultz.

Le même optimisme a été exprimé par M. Richard Perle, secrétaire adjoint à la défense des Etats-Unis, qui, dans un entretien télévisé, a prédit que les Etats-Unis et l'URSS se mettront d'accord l'an prochain sur le retrait d'Europe de tous les missiles à moyenne portée. Toutefois, les Soviétiques devront accepter le principe d'inspections sur place destinées à vérifier le démantèlement des missiles, a ajouté M. Perle.

En revanche, M. Arbatov a réaffirmé l'existence d'un lien entre tous les domaines du désarmement. Les propositions soviétiques sur les missiles stratégiques, les fusées à moyenne portée, le traité ABM (sur les armements antimissiles) et les essais nucléaires « sont un paquet et non un menu dans lequel vous pouvez choisir ce qui vous plaît », a-t-il dit.

L'après-Reykjavik fera l'objet des entretiens que le chancelier ouest-allemand Kohl aura au cours d'une visite de trois jours à Washington à partir du 20 octobre. Dans un entretien accordé à Newsweek, M. Kohl affirme que la rencontre d'Islande a été « tout sauf un échec », car « nous avons aujourd'hui sur la table des négociations des propositions qui auraient pu absolument incommensurables il y a un an ».

Par ailleurs, le Sunday Times croit savoir que M. Gorbatchev a proposé au président Reagan à Reykjavik de mettre fin au brouillage des radios occidentales si les Soviétiques étaient autorisés à transmettre sur les Etats-Unis. En conséquence, le directeur de l'Agence d'informations des Etats-Unis, M. Charles Wick, s'est entretenu plusieurs heures pendant le sommet avec le responsable soviétique de la propagande, M. Alexander Iakovlev, pour discuter d'un éventuel accord, poursuit l'hebdomadaire. — (AFP.)

Et quand vous ne serez pas là pour informer,  
qui le fera à votre place?

L'emballage.



Informez : c'est expliquer au consommateur tous les avantages de votre produit. C'est le rassurer sur sa composition, sa provenance. C'est l'intéresser à son mode d'emploi, à des conseils d'utilisation. C'est mettre en avant la garantie d'un industriel, d'un label. Informer, c'est une des fonctions vitales de l'emballage. Car l'emballage ne sert pas qu'à emballer. Bien conçu, bien réalisé, l'emballage sert aussi à alerter (arrêtez-vous), à positionner (voici en quoi je suis différent), à séduire (aimez-moi). Et bien sûr à informer (voici ce que je fais).

Pour que l'emballage puisse donner à votre produit toutes ses chances, confiez-le à des vrais professionnels de l'emballage. Eux seuls savent comment profiter au maximum de ce fantastique média qu'est l'emballage. Eux seuls sont au courant de toutes les nouveautés concernant les techniques, les matériaux, les machines. Venez les rencontrer à Emballage 86 : avec eux, vous découvrirez que l'emballage a des tas de choses à dire. Surtout quand il s'agit de parler pour vos produits!

Du 13 au 20 novembre 1986.  
(sauf le 16)

EMBALLAGE 86

27<sup>e</sup> Salon  
International de l'Emballage  
Parc des expositions,  
Paris-Nord/Villepinte

L'emballage a des tas de choses à dire.

مكتبة الأمل



# En Belgique un arbre reste de marbre dans l'assurance.

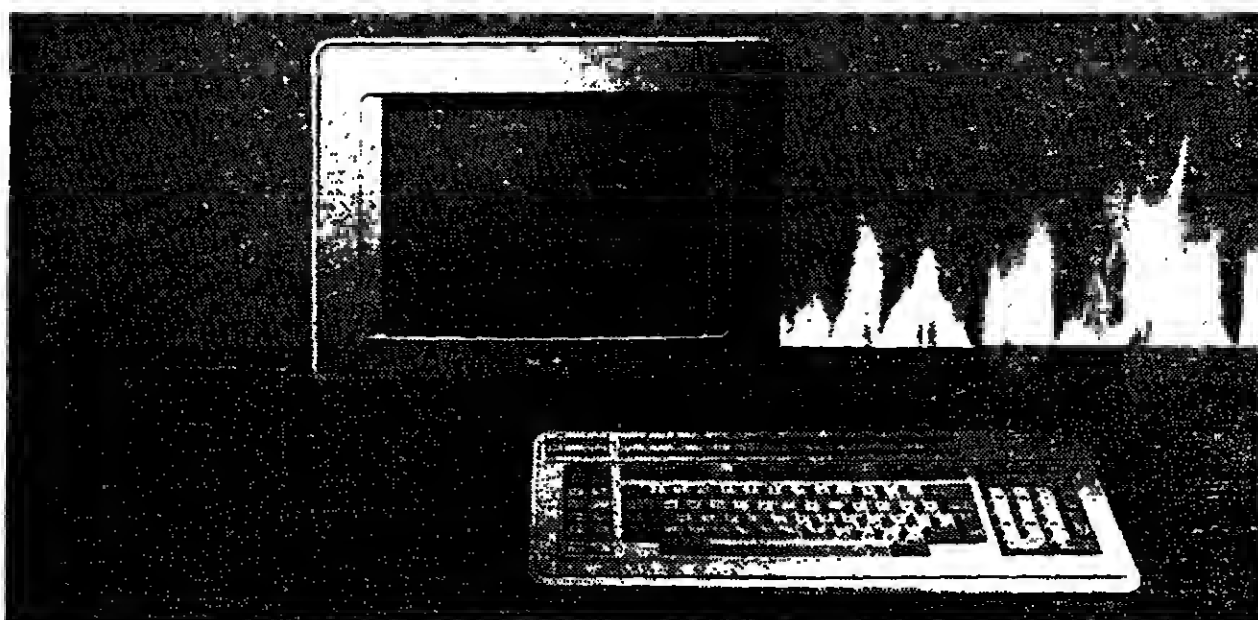
Depuis plus de trente ans, le Groupe AG (Compagnies Belges d'Assurances Générales) a choisi BULL en Belgique pour partenaire. Ensemble, ils ont évolué. Ensemble et de façon harmonieuse, ils ont développé un vaste réseau informatique totalement décentralisé.

Numéro un national de l'assurance, le Groupe AG constitue pour BULL en Belgique le symbole d'une informatique ouverte, mettant en œuvre des technologies sophistiquées dans le seul but de simplifier les tâches, d'accélérer les procédures et de rapprocher les hommes.

Aujourd'hui, sur des marchés fortement concurrentiels, BULL en Belgique s'impose par son offre. Une offre distincte basée sur une compétence forte en réseaux de communication et grands systèmes et sur le respect permanent de

la liberté d'organisation et d'évolution du client.

La spécialisation par secteurs d'activités permet à BULL en Belgique d'offrir des solutions informatiques spécifiques à chaque domaine, qu'il s'agisse de l'assurance, la banque, l'industrie ou la distribution.



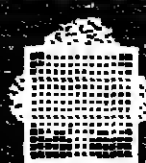
Fort de son savoir-faire, BULL en Belgique développe dès aujourd'hui les domaines pilotes du marché de l'informatique et de la bureautique distribuées.

Décidément, BULL en Belgique

consolide jour après jour ses positions en offrant une informatique ouverte. Une informatique donnant davantage de liberté d'évolution et de communication aux entreprises pour leur permettre d'être plus compétitives.

J. J. de Bassompierre  
Directeur Général de  
BULL en Belgique  
et au Grand-Duché  
de Luxembourg

**Bull**





## Europe

## GRÈCE : défaite des socialistes aux élections municipales

## La droite s'impose à Athènes, au Pirée et à Salonique

ATHÈNES  
de notre envoyée spéciale

On a beau dire que les élections municipales donnent traditionnellement une prime à l'opposition et aux mécontents, le PASOK a perdu, et c'est la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 1981. La rue appartenait, dimanche soir 19 octobre, aux néo-démocrates. Athènes, dirigée par les socialistes depuis 1978, est retournée à la droite, ce qui était prévisible depuis que le Parti communiste avait, il y a quelques jours, donné consigne à ses électeurs de sanctionner le PASOK dans la capitale, mais dans la capitale seulement.

La consigne a été largement suivie, ce qui vaut aux candidats de la Nouvelle Démocratie le score de 54 % des suffrages. Mais les résultats du second tour des municipales vont au-delà de cette sanction symbolique que le PC entendait infliger au gouvernement : Salonique est « tombée » aussi et, plus important encore, Le Pirée, ce faubourg populaire où la gauche est pourtant fermement implantée et où M. Andreas Adrianopoulos, autre jeune loup de la Nouvelle Démocratie, est arrivé à s'imposer de justesse.

#### Appel à voter « blanc »

L'idée selon laquelle tous les membres de la grande famille de gauche doivent se servir les coudes dès que pointe l'épouvantail de la droite a été battue en brèche, et

c'est nouveau dans ce pays encore très profondément marqué par son histoire. Les reports des voix de gauche sur les candidats du PASOK ne se sont pas ou se sont mal faits dans les principales villes.

Il aurait fallu, il est vrai, aux électeurs communistes un sens très développé de la discipline pour se plier aux recommandations du comité central qui appelait à voter blanc à Athènes et noir dans le reste du pays. Il n'empêche, on a vu jamais de sections locales de ce parti communiste très dogmatique et très rigide désobéir au comité central, lâcher le PASOK au second tour et être suivies par leur base. Même tendance au sein du petit Parti communiste de l'intérieur, où, malgré les consignes de la direction de soutenir les « candidats du progrès », un courant important a préféré voter blanc en réclamant d'ailleurs, avec force palabres, dans les bureaux de vote des bulletins blancs qui n'avaient pas été prévus.

#### « Le grand changement »

Dans une intervention télévisée, M. Papandréou a assuré les électeurs qu'il avait entendu leur message et qu'il était résolu à avancer vers le « grand changement » à un rythme plus soutenu. « C'est bien sûr la conjoncture économique dans notre pays et à l'étranger qui est à l'origine de nos difficultés », a-t-il dit. Mais tous ensemble, main dans la main, nous vaincrons ces difficultés et surmonterons tous les obstacles.

sur la voie du grand changement. C'est donc à la gauche que le premier ministre s'adresse, et la principale question que posent ces élections municipales pour l'avenir est celle des relations du PASOK avec un Parti communiste dont il avait un peu vite proclamé le déclin historique. M. Papandréou vient d'apprendre que la fermeté envers le PC se paie cher.

Il n'a guère les moyens pourtant, dans l'immédiat, d'infirmer sa politique économique, ni de remettre en cause le rapprochement avec les États-Unis alors que doit s'ouvrir, dans les mois qui viennent, une nouvelle négociation sur les bases militaires américaines.

Reste la question de l'établissement d'un système électoral proportionnel que réclame le PC et qui pourrait revenir à l'ordre du jour à la veille de la prochaine échéance électorale.

Ce revers ne doit malgré tout pas faire oublier que le gouvernement socialiste a pu, depuis un an, mener sa politique d'austérité et obtenir des résultats non négligeables sans crise sociale majeure.

Cette politique — le ministre de l'économie, M. Simidis, l'affirme — sera poursuivie. Un programme d'austérité a été défini en concertation avec la CEE jusqu'en 1987, et la Grèce n'a d'ailleurs d'autre choix que de le respecter. Reste à savoir ce qui se passera après : le gouvernement, ayant retrouvé une certaine marge de manœuvre, ne sera-t-il pas tenté, dans la perspective des élections de 1989, de dilapider l'acquis ?

CLAIRE TRÉAN.

## BELGIQUE : la crise gouvernementale

## Un nouveau ministre de l'intérieur a été nommé, mais la situation reste bloquée dans les Fournons

BRUXELLES  
de notre correspondant

M. Wilfried Martens est toujours premier ministre et M. José Happart fait encore fonction de bourgmestre des Fournons. Telle était la situation lundi matin 20 octobre, à l'issue d'une semaine fertile en événements. Situation qui a le mérite d'être claire : elle est insupportable pour une grande partie de l'opinion flamande, et notamment par les sociaux-chrétiens (CVP), le parti du premier ministre, qui s'acceptent pas que M. José Happart, destitué par le Conseil d'État du fait de sa méconnaissance du néerlandais, retrouve en fait son écharpe.

M. Charles-Ferdinand Nothomb, l'ancien ministre de l'intérieur, avait cru trouver « la » solution en faisant appel, pour remplacer M. José Happart, à un francophone des Fournons parfaitement bilingue, le professeur Roger Wymants. Les deux-ci s'est déstabilisé, entraînant la démission du ministre de l'intérieur, qui a été remplacé par un autre membre du Parti social-chrétien francophone (PSC), M. Joseph Michel, soixante ans, qui a déjà été ministre de l'éducation nationale et de l'intérieur. A ce titre, il a, en 1976, organisé la fusion des cinq communes constituant aujourd'hui les Fournons. Présenté comme moins favorable aux thèmes flamands que M. Charles-Ferdinand Nothomb, il trouve le dossier fouronnais en l'état où celui-ci l'a laissé : inextricable. C'est M. Philippe Maystadt, ministre des affaires économiques, qui remplacera M. Charles-Ferdinand Nothomb comme vice-premier ministre francophone. Représentant

de l'aile gauche du Parti social-chrétien, cet homme de trente-huit ans passe pour le « surdoué » de la politique belge. « A chaque étape, écrit le *Soleil de Bruxelles*, sa popularité s'est accrue, son profil de bon élève, premier de la classe mais préoccupé par les soucis concrets des gens, son attitude d'homme de gauche mais prêt à assumer ses responsabilités ingrates de vrai Wallon ».

#### « Un incident de frontière... »

Que pourrait-il se passer maintenant ? La réunion, ce lundi, du bureau du Parti social-chrétien flamand, pourrait être décisive. La formation du premier ministre acceptera-t-elle la trêve de trois mois proposée par les sociaux-chrétiens francophones ou exigera-t-elle que le gouvernement mette tout en œuvre pour empêcher M. José Happart de faire fonction de maire des Fournons ? De véritables décisions sont difficiles à imaginer : comment un gouvernement composé partitairement de Flamands et de francophones trouvera-t-il une réponse commune, jeudi, aux interpellations parlementaires ? M. Wilfried Mar-

tens a, en effet, déjà épuisé une partie de ses « munitions » en offrant sa démission au roi — qui ne l'a pas acceptée, — puis en cautionnant l'initiative de M. Charles-Ferdinand Nothomb de trouver un « remplaçant » à M. José Happart. Si les sociaux-chrétiens flamands et francophones ne semblent plus sur la même longueur d'onde, en revanche, les libéraux — qui constituent l'autre aile de la majorité — présentent une image plus unitaire.

Le leader des libéraux francophones, M. Jean Gol, a ainsi averti qu'une crise serait profondément contraire au sentiment des électeurs wallons et bruxellois. Soulignant qu'« un incident de frontière ne justifie pas l'arme atomique », le ministre de la justice a refusé l'idée d'une « Belgique à deux vitesses », de plus en plus souvent évoquée par certains dirigeants flamands. Quant aux partis socialistes, en dépit des divergences entre Flamands et francophones (M. José Happart est membre du Parti socialiste wallon), ils observent avec intérêt les soubresauts de la coalition gouvernementale : ainsi, le bureau du Parti socialiste francophone se réunit ce lundi... dans les Fournons.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## Une « promenade » avortée

Des centaines de gendarmes, des dizaines de journalistes, ont attendu dimanche dans les Fournons la « promenade » annoncée de militants extrémistes flamands qui, depuis des années, veulent ainsi marquer l'appartenance de la région à la Flandre. Peine perdue. Ce dimanche, Pieter Dopsa, l'ancien leader du Tael Akkie Komitee (TAK), n'était accompagné que par une dizaine de personnes. Celles-ci n'ont pas voulu répondre, même en anglais ou en

allemand, aux questions des journalistes francophones. Une exception toutefois : Pieter Dopsa a donné une longue interview — en français — à un reporter de la télévision... belge. Autre privilège, la télévision néerlandaise, qui a dépêché une équipe dans l'ancienne puissance coloniale et qui amuse ses téléspectateurs avec les démenties complexes des tribus fouronnaises.

J.A.F.

## RFA : le scandale de « Neue Heimat »

## Arrestation d'un dirigeant syndicaliste au congrès de FIG Metall

BONN  
de notre correspondant

Le scandale de « Neue Heimat » (la vente pour 1 mark symbolique de l'empire immobilier des syndicats le 7 octobre) a dégénéré ce week-end en une grave épreuve de force entre le Bundestag et les syndicats ouest-allemands à propos du droit de contrôle parlementaire. A la demande de la commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles Neue Heimat avait utilisé son statut d'association à but non lucratif, le président du conseil d'administration du holding qui gère les participations financières des syndicats (BGAG), M. Alfons Lappas, a été arrêté dimanche 19 octobre en plein congrès du syndicat de la métallurgie IG Metall, à Hambourg.

M. Lappas avait refusé jeudi dernier de répondre aux questions de la commission d'enquête parlementaire. Pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, la commission avait répliqué en demandant au tribunal de faire plaquer le témoin sous les verrous tant qu'il maintiendrait son refus.

L'arrestation spectaculaire de M. Lappas, qui a été conduit par la police à la maison d'arrêt de Bonn, a suscité la fureur des dirigeants du DGB. Son président, M. Ernst Beitz,

qui s'était solidarisé vendredi avec M. Lappas, a qualifié l'attitude de la commission parlementaire de « provocation », de « déclaration de guerre » aux syndicats et a demandé au Bundestag de faire remettre M. Lappas en liberté.

Bien que la commission d'enquête ait été mise en place à la demande des partis de la majorité et soit présidée par un député d'opposition chrétienne, l'attitude de M. Lappas a suscité une profonde réprobation dans l'ensemble des partis politiques. Lors du vote de la demande d'arrestation du président de la BGAG, seuls deux députés sociaux-démocrates ont voté contre ; deux autres sociaux-démocrates se sont abstenus tandis que le représentant des Verts votait avec la majorité.

« M. Lappas est pire que M. Von Brandt », a déclaré de manière significative un député SPD, faisant référence aux auditions de l'ancien chargé d'affaires du groupe Flick devant la commission d'enquête parlementaire chargée d'élucider l'année dernière les versements effectués aux partis politiques par les dirigeants de ce groupe. Personne ne conteste dans les milieux politiques que le président de la BGAG aurait dû répondre au moins à une partie des questions concernant la gestion passée de Neue Heimat.

H. de B.

## LES BANQUIERS PARLENT AUX BANQUIERS

L'informatique répartie chez Paribas,  
le vade mecum de la sécurité,  
les crédits acheteurs à la Compagnie Bancaire,  
un sondage Sofres exclusif, le vidéotex à la Morgan,  
le transfert de fichiers à la BFCF,  
le financement des périphériques chez Vernes,  
l'industrialisation en kit aux Banques Populaires.

100 pages d'analyses  
et de reportages en couleurs  
sur l'informatique bancaire.  
Le n° 35 FF.

**Ordinateurs et Banque**  
LE MAGAZINE MENSUEL DE L'INFORMATIQUE BANCAIRE

**Le Monde**  
PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4335

**IRAN-IRAK**  
Les clés du conflit

24 heures sur 24  
posez vos questions aux journalistes  
du Monde.

**Le Monde sur Minitel**  
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

مكتبة المجلد



# Nous avons fait notre révolution industrielle sans perdre la main.

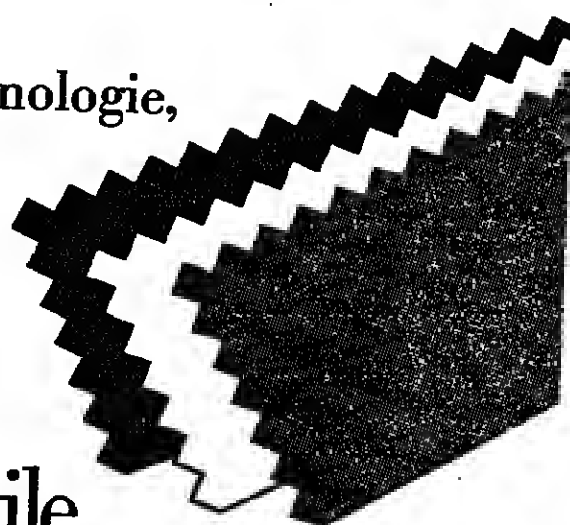
Entre l'habile couturière de l'après-guerre et la technicienne d'un atelier informatisé, il y a une révolution industrielle: celle qui a donné naissance, dans les années soixante, au prêt-à-porter.

Cette révolution s'est faite sans que soient sacrifiés la compétence et l'amour du travail bien fait.

Aujourd'hui, le textile français assume pleinement son héritage: il souscrit aux exigences de la production de masse, il est le premier employeur privé de France, mais il n'a jamais renoncé à son savoir-faire traditionnel.

Voilà pourquoi le label "Made in France" est présent dans le monde entier. Voilà pourquoi il se traduit partout par style et qualité.

Technologie,  
Tradition,  
Talent...



Le textile,  
c'est l'affaire de la France.

## Anniversaire

Les vingt-cinq ans de l'OCDE

## La nécessité de l'impertinence

« L'OCDE... quel ? » Titré à quatre épingles, cette charmante vieille dame masquée sous la courtoisie des propos un étonnement teinté d'un rien d'indignation. Des habitudes de plus d'un quart de siècle, entre les jardins du Ranelagh et l'avenue Henri-Martin, dans ce périmètre cosmé et feutré du 16<sup>e</sup> arrondissement, auraient dû la mettre à l'abri de toute découverte intempestive. Elle connaît certes parfaitement ce château de la Muette construit dans les années 20 sur l'emplacement d'un rendez-vous de chasse royal. Imaginer que la résidence parisienne du baron Henri de Rothschild abrite depuis 1960 une organisation internationale, dont les locaux contigus de la rue de Franceville attestent aujourd'hui l'ampleur, lui semble presque « incongru ». Et sa perplexité tourne à l'incrédulité en réalisant que, au sein de cette Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 1 800 personnes, dont une armée de 500 experts et statisticiens, élucubrent, jour après jour, les données économiques, financières, sociales, dont l'analyse influence les gouvernements des pays industrialisés et la vie quotidienne de chacun. L'efficacité de cette énorme machine qu'est devenue l'OCDE peut être mise en doute. Un haut fonctionnaire français pourra ainsi regretter un « rendement infime », compte tenu des efforts déployés. Ce sera pour conclure, avec un peu de cynisme, que l'OCDE (1), leur objectif est aussi clair qu'uniforme : disposer d'un cadre de rencontres entre nations industrielles pour discuter, sur la base de travaux de qualité, des meilleurs moyens d'assurer une croissance forte et saine. Cette convention s'offre au nouvel organisme aucune légitimité juridique ou financière et se résume à vingt et un articles

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Cabinet de M<sup>e</sup> Bernard de Sarac, Cabinet de M<sup>e</sup> Henri Noguères et Dominique de Lense, Avocats à la Cour de Paris.

D'un jugement contradictoirement rendu par la troisième chambre, deuxième section, du Tribunal de grande instance de Paris, le 21 février 1986, signifié et devenu définitif, il a été extrait littéralement ce qui suit :

Le Tribunal :

Dit qu'on vendant, offrant à la vente et en détenteur des objets représentant des personnages créés par Maurice de Bèze, dit Morris, dont les droits de reproduction appartiennent aux sociétés Dargaud Édition et Animation Promotion Merchandising, la société Tai Ping France a commis des actes de contrefaçon tels que visés par l'article 40 de la loi du 11 mars 1957.

Condamne la société Tai Ping France à payer à titre de dommages-intérêts à :

— Maurice de Bèze, dit Morris, la somme de 10 000 F (dix mille francs) ;

— La société Dargaud Édition la somme de 20 000 F (vingt mille francs) ;

— La société Animation Promotion Merchandising la somme de 20 000 francs (vingt mille francs).

Fait intervention aux sociétés Tai Ping France et Paris Pas Cher de poursuivre tous actes de contrefaçon, sous astreinte de 200 F (deux cents francs) par infraction constatée, à compter de la signification du présent jugement.

Ordonne la publication du dispositif de cet arrêt dans trois journaux au choix des demandeurs et aux frais de la société Tai Ping France, sans que le coût de chaque insertion puisse dépasser la somme de 10 000 F (dix mille francs) HT.

Condamne la société Tai Ping France aux dépens.

Fait et jugé à Paris, le 21 février 1986.

Pour extrait du dispositif.

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de

**COMMERCE**

BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX

aliment, café, librairie, div., gérance dans le journal spécialisé depuis 41 ans

« LES ANNONCES »

En vente partout 400 F et 80, rue de Malte, 75011 Paris - Tél. (1) 46.05.30.30

**DRONT SCIENCES ECO.**

Documentation sur demande

• Stage session septembre

• Stage de pré-rentree

• Soutien annuel

**IPEC** Enseignement supérieur privé

44, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>

Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71

volontairement vagues qui tiennent en un mince livre. Un quart de siècle plus tard, les objectifs des pays membres, devenus vingt-quatre (2), n'ont pas fondamentalement changé. Mais plus de 200 comités et groupes spécialisés ont été mis en place pour suivre des sujets aussi divers que la politique économique, la politique sociale, les échanges, l'agriculture, l'industrie ou la gestion publique. Une Agence internationale de l'énergie est née au lendemain du premier choc pétrolier de 1973, et un comité d'aide au développement est issu de la prise de conscience d'une interdépendance croissante entre pays riches et tiers monde. Le simple écosystème de ces multiples instances remplit un annuaire de... 459 pages.

## Moindre rayonnement

Irremplaçable car unique en son genre, l'organisation s'est-elle enlisée en accroissant trop largement son champ d'investigation ? Ses responsables reconnaissent aujourd'hui disposer d'un « réservoir d'expertise exceptionnel mais difficile à exploiter ».

Le cadre politique mondial a profondément évolué au fil des années. De nouvelles instances de discussions ont pris forme, parfois mieux adaptées à l'action immédiate que l'OCDE.

André par son nom, le « groupe de travail numéro 3 », officiellement chargé de suivre l'évolution des balances de paiements des dix pays les plus riches de l'OCDE et par là même du monde, a longtemps bénéficié d'une importance presque décisive. C'est en son sein que les hauts fonctionnaires ont discuté, organisé, entériné la dévaluation de la livre sterling en 1970 ou du dollar en août 1971. L'instauration d'un système de taux de change flottant

« Le défi de la complexité croissante » de l'économie mondiale. Le titre même du symposium qui célèbre les 21 et 22 octobre, à Paris, le vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est presque un aveu. L'interdépendance des nations n'est plus à démontrer. La nécessité d'instaurer une meilleure concertation pour lutter contre l'instabilité et l'incertitude qui découlent inévitablement est devenue une évidence. Le rôle d'analyse et de réflexion qui constitue la vocation de l'OCDE a pourtant perdu de sa discrète supériorité au fil des années, posant ouvertement le problème de la capacité d'adaptation et de rénovation d'une institution méconnue du grand public.

En décembre 1971 lui a porté « un coup incontestable » et a vu l'émergence d'un « groupe des Dix » dont il n'est plus que le pâle reflet après en avoir été l'origine. Un élan étonnant encore accentué par la constitution plus restreinte d'un « groupe des Cinq » dont l'importance a été illustrée par la décision des États-Unis, du Japon, de la RFA, de la France et de la Grande-Bretagne d'orchestrer une baisse ordonnée du dollar lors d'une réunion, désormais célèbre, le 25 septembre 1985 à l'hôtel Plaza à New-York.

Les chiffres ont parfois été portés malicieusement pour l'OCDE. Affaibli par le groupe des Dix, puis des Cinq, l'organisation s'est vue dépouillée d'une part de ses prérogatives avec l'institutionnalisation d'un sommet économique annuel entre les sept principales puissances économiques de la planète dont le premier s'est tenu en 1975 à Rambouillet. Au début, le « sharp » chargé par les chefs d'État et de gouvernement de préparer les grands dossiers de ces rencontres travaillait en étroite collaboration avec les experts du château de la Muette. L'arrivée au pouvoir, en janvier 1981, du président Ronald Reagan, plus porté aux déclarations que aux négociations bilatérales qu'à la recherche laborieuse d'une concertation internationale, a fortement limité cette pratique.

## Reconstruire la coopération

La seconde équipe Reagan a certes tiré les leçons des conséquences néfastes d'un dollar surévalué et mieux mesuré les limites d'une gestion, « en solitaire », ignorant superbement les retombées des options de Washington sur l'économie mondiale. Nul n'espère pour autant en revenir à la période d'or des années 60, quand les réunions tripartites du château de la Muette réunissaient des hommes devenus aussi prestigieux que M. Jacques de Larosière, l'actuel

directeur du Fonds monétaire international. M. Otto Emsinger, champion ouest-allemand de la concertation, M. Guido Carli, devenu par la suite gouverneur de la Banque d'Italie, ou M. Paul Volcker, aujourd'hui président de la puissante Réserve fédérale américaine, et solide partisan de la coopération comme secrétaire adjoint au Trésor sous l'administration Nixon. La recherche d'un consensus était, sans doute, plus aisée à cette époque où la recherche de la croissance prévalait. Depuis lors, la découverte des méfaits de l'inflation, dont les chocs pétroliers de 1973 et de 1978-1979 ont joué les révélateurs, et la montée persistante d'un chômage qui touche aujourd'hui trente et un millions de personnes au sein de l'OCDE ont donné une nouvelle acuité au dilemme expansion-stabilité. La nécessité de s'entendre et de reconstruire la coopération s'est depuis quelque temps imposée. L'OCDE peut-elle y trouver un nouveau rôle, un nouveau rôle ?

Secrétaire général de l'Organisation depuis 1984, M. Jean-Claude Paye l'espère bien, avec toute la lucidité prudente que lui impose une institution condamnée à s'effacer derrière les décisions des pays membres. « Nous avons découvert les limites du système de taux de change flottants et de la vague de dévaluations. Nous mesurons par contre encore mal le danger que représente l'énorme bulle financière que laquelle nous vivons. Alors que les marchés financiers s'arrangent à la moindre information, les implications de transactions quotidiennes de centaines de milliards de dollars échappent à ceux qui ne sont que des acteurs. Identifier les risques majeurs et les points de déséquilibre. Les plus inquiétants de l'économie mondiale, voilà une tâche qui pourrait revenir au « groupe de travail numéro 3 » et lui donner un second souffle.

Certes, la surveillance des économies restera le fait du FMI, car elle implique une vision planétaire. Mais certains voient mal comment le FMI pourra jouer un rôle de coordination des politiques économiques, compte tenu de ses structures. Si l'idée même de surveillance fait son chemin, pourquoi ne pas imaginer la mise en place de groupes régionaux

permettant à l'OCDE d'assurer un suivi « rapproché » de l'évolution des nations industrialisées ?

De même, le lancement de nouvelles négociations commerciales internationales dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) pourrait redonner de l'intérêt à certains des comités dont l'OCDE regorge, notamment dans le domaine des services. M. Paye entend également promouvoir les affaires sociales comme thème majeur de réflexion : réduire le chômage, cette grande préoccupation des sociétés modernes, ne peut se limiter à la seule course vers une plus forte croissance, alors que l'informatique, par exemple, a fait une entrée fracassante dans la vie quotidienne et le monde du travail.

Le secrétaire général, comme ses prédécesseurs, réagira à l'usage systématiquement la « boule de billard de l'opinion publique », estimant que la vocation de l'OCDE est avant tout de persuader les gouvernements de l'indispensabilité de la coopération internationale. Il n'envisage pas la publication de rapports plus percutants. L'agriculture, cette « bombe à retardement », pourrait permettre à l'Organisation de monter au créneau, en dépit de l'hypersensibilité de certains membres, et non des moindres, les États-Unis et la CEE, sur ce sujet.

« Un peu plus d'impertinence », réclame un haut fonctionnaire européen évoquant le style feutré des rapports de l'OCDE. L'impertinence, une arme délicate à manier mais stimulante pour une institution toujours menacée d'être réduite au plus petit commun dénominateur de ses membres, autrement dit au silence ou au non-renouement.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) L'OCDE a succédé, en 1961, à l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) créée en 1948 pour utiliser les crédits du plan Marshall destinés à la reconstruction de l'Europe.

(2) Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie. Membre associé : la Yougoslavie.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Tribunal de NANTERRE (92) le Jeudi 30 octobre 1986 à 14 h

**UN APPARTEMENT**

composant entrée, 3 pièces, cuisine, w.c., débarras, pas de cave

28, rue de la République, 92000 NANTERRE

MISE A PRIX : 70 000 F

M<sup>e</sup> WILLY AN, Av. au Tribunal de NANTERRE 22200 NEUILLY-SUR-SEINE

S/iz pr visiter le mardi 28 octobre 1986 à 14 h 30 (M<sup>e</sup> SIMART Huissier).

SERVICE DES DOMAINES

Vente aux enchères publ. le JEUDI 28 NOV. 1986 à 15 h à BAYONNE

Sous-Préfecture

**ANCIEN HOTEL DE LA ROTONDE**

LIBRE - BARRITZ (64)

5, rue Gaston-Lacroix

Sur 4 m (67 chm.), Surf. bâtie 561 m<sup>2</sup>

MISE A PRIX : 1 795 000 F

RENSEIGNEMENTS, etc. des services financiers : 1, pl. Saint-Jacques-Loup 64016 PAU CEDEX, Tél. 59-50-12-22. F.316 (Extrait du B.O.A.D.).

VILLE DE PARIS - ADJUDICATION en la Chambre des Notaires de PARIS le MARDI 18 NOVEMBRE 1986 à 14 h 30 - EN UN LOT

**1 BOUTIQUE - 31 PIÈCES - 3 CAVES**

**26, RUE DE BIÈVRE - PARIS (5<sup>e</sup>)**

LIBRES - (Sont 5 pièces occupées - L'acquéreur fera son affaire personnelle du logement des occupants)

MISE A PRIX : 1 400 000 F

M<sup>e</sup> MARBOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLAIR, LIÈVRE, notaires

44, rue de Valenciennes, PARIS (11<sup>e</sup>) - Tél. 42-60-31-12

VISITE sur place les 29 octobre - 5, 13 et 17 novembre 1986 de 10 h à 12 h.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 6 NOVEMBRE 1986 à 14 heures

**UN ENSEMBLE DE BUREAUX**

4 EMPLACEMENTS DE GARAGE

dans un ensemble immobilier sis à

**SAINT-CLOUD (Hauts-de-Seine)**

Lienit Quartier de l'Avance, dénommé

« BUREAUX DE LA COLLINE DE SAINT-CLOUD »

MISE A PRIX : 300 000 F

S'adr. à Maître Céline RANCIARD-NORMAND, Av. au Barreau des Hauts-de-Seine, 337, bd Saint-Denis, 92400 COURBEVOIE, Tél. 47-89-50-42 - Maître Jean-Claude FRELAUD, Av. au Barreau de Paris, 69, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS, Tél. 43-74-46-46. Au Greffe des Cours de l'Île de France, Palais de Justice de NANTERRE, où se trouve déposée l'enchère - Sur les lieux pr visiter : le LUNDI 3 NOVEMBRE 1986 de 16 h à 17 h et le MERCREDI 5 NOVEMBRE 1986 de 11 h à 12 h.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 23 octobre 1986 à 14 heures - En deux lots

**à BOISSY-L'AILLERIE (95)**

**LOT ONZE PARCELLES DE TERRAIN**

en la construction en cours d'édification sur chacune d'elles à destination de maisons d'habitation individuelle dans un ensemble immobilier

Albte du Moulin

MISE A PRIX : 800 000 FRANCS

Descriptif des lots

**I - DEUX PARCELLES DE TERRAIN**

en construction vitrées y compris - dans une imm. Albte du Moulin

**II - DANS ENS. IMM. RUE PASTEUR**

sur 2 - TROIS PIÈCES au rez-de-jardin bti. C - Diverses CAVES bti. C et D - Divers APPARTEMENTS bti. E, F, G, H, I en cours d'édification - et Ours EMPLACEMENT DE VOITURES

**III - DEUX APPARTEMENTS**

Bâtiment A en cours d'édification et 4 CAVES btiées situés dans un ensemble immobilier rue Pasteur n° 2

MISE A PRIX : 1 200 000 FRANCS

Les mises à prix peuvent être baissées immédiatement de la moitié et du quart sans d'enchère - LES BIENS SONT LIBRES

S'adresser pour tous renseignements à M<sup>e</sup> Marcel WELLEN, Av. 7, av. de Madrid, 92 NEUILLY-SUR-SEINE - M<sup>e</sup> G. JOUANET, Av. 43, av. Hoche, 75008 PARIS, téléphone : 47-66-03-40, p. 416 - M<sup>e</sup> Didier SEGARD, Syndic, place de l'École-de-Ville - 92 NANTERRE.

- Publicité
- QUELLE ENTREPRISE FRANÇAISE A AMÉLIORÉ SON RÉSULTAT D'EXPLOITATION DE PLUS DE 10 MILLIARDS DE FRANCS EN 3 ANS ?
  - QUELLE ENTREPRISE FRANÇAISE A CRÉÉ 10 000 EMPLOIS EN 5 ANS ?
  - QUELLE ENTREPRISE FRANÇAISE S'ENGAGE SUR UNE LONGUE PÉRIODE À BAISSER SES PRIX DE VENTE DE 1 % PAR AN ?

CETTE ENTREPRISE A BESOIN, COMME TOUTES ENTREPRISES PERFORMANTES, D'HOMMES ET DE FEMMES OUVRIERS, EMPLOYÉS, TECHNICIENS, CADRES, QUALIFIÉS ET MOTIVÉS.

QUE VEULENT CES HOMMES ET CES FEMMES ?

- ÊTRE À VOTRE SERVICE
- Jour et nuit, ils assurent la production, la distribution, les dépannages par tous les temps et à toute heure. Mais ils veulent moderniser les entreprises pour améliorer encore les services :
- continuité de la fourniture d'énergie ;
  - meilleur accueil de la clientèle ;
  - simplifications administratives.
- DES KWH MOINS CHERS
- Les prix de l'électricité et du gaz sont en baisse. A EDF, le prix moyen du Kwh a baissé de 9,5 % en franc corrigés de l'inflation, non seulement du fait de la baisse du pétrole et du dollar, mais aussi par la forte amélioration de la productivité du personnel que nous voulons encore accroître.
- ÊTRE SOLIDAIRES POUR L'EMPLOI
- 1 000 contrats de qualification pour permettre l'insertion professionnelle dans l'industrie de jeunes sans emploi ont été obtenus par la CFDT, FO, la CGC et la CFTC.
- Aujourd'hui encore, ils veulent que l'amélioration des gains de productivité permette aux entreprises d'intervenir pour la création d'emplois.
- ÉVOLUER
- A EDF-GDF, l'évolution a été possible grâce au progrès des techniques, des méthodes, des moyens, mais aussi par une véritable politique sociale.
- Aujourd'hui, aucune possibilité, du fait du blocage par les pouvoirs publics, de négocier les gains de productivité, le temps de travail, l'emploi, les classifications n'est avancée.
- Pas de hausse de salaires depuis 1985.

Le 21 octobre, la CFDT, FO, la CGC et la CFTC d'EDF et du GDF appellent à la grève. Elles n'appellent pas à des coupures de courant car elles ne veulent pas de coupures entre le personnel d'EDF et du GDF et la clientèle.

LE COURANT DOIT PASSER

هكنا من الأمل



## Le voyage de M. Chirac dans l'océan Indien

**« Moi, j'aime les DOM-TOM ! »**

**SAINT-DENIS DE LA RÉUNION**  
de notre envoyé spécial

Les départements et les territoires d'outre-mer — ou certains d'entre eux — c'est, pour M. Jacques Chirac, un peu comme la Corée, un pays d'élection dans lequel il a depuis longtemps enfoncé des racines et qu'il soigne avec une attention particulière. « Mok, j'aime les départements, les territoires d'outre-mer. C'est comme ça, et ce n'est pas nouveau. Je me sens personnellement impliqué dans ce qui leur arrive », disait-il, le samedi 18 octobre, sur la terrasse de la préfecture de la Réunion, un verre à la main, après avoir rencontré des élus et s'être adressé aux représentants socio-professionnels de l'île.

Pour son deuxième voyage outre-mer depuis qu'il est revenu à Hôpital-Matignon (sa première visite avait été pour la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna au mois d'août), le prochain sera pour la Polynésie (en février). M. Chirac est venu d'abord samedi à Saint-Denis afin d'y présenter la loi de programme pour les DOM, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon adoptée le 3 octobre par le conseil des ministres et d'annoncer, en outre, des mesures spécifiques à la Réunion.

Après avoir salué « avec joie, avec enthousiasme, avec amour » ses partisans venus lui rendre visite à l'aéroport de Gillot, le chef du gouvernement a énuméré les preuves de l'attachement du 16 mars de ses prédécesseurs pour les DOM-TOM : la nomination d'un ministre de plein exercice, élu parmi ses proches, M. Bernard Pons à la présidence de ses côtés de M. Jacques Foccart, symbole d'une continuité gaulliste dans la politique d'outre-mer et africaine ; l'élaboration de la loi de programme ; la priorité budgétaire enfin, dont les départements et territoires partagent le

**« Chacun jugera en 1988 de ce qui aura été réalisé ; en attendant, vous avez notre soutien... minimum ».**

L'inventaire de la « *castine* » de M. Chirac se classe sous deux chapitres principaux. La loi de programme d'abord, qui comporte un volet social et un volet économique. Le premier se résume en trois mots : parité sociale globale. Il s'agit de parvenir, d'ici à 1991, non pas à l'égalité entre les régimes sociaux des DOM et ceux de la métropole, mais à un rythme différencié correspondant à un volume financier identique.

En parlant de ce sujet d'« apartheid social » (le Monde du 8 octobre), le secrétaire général du PCR, M. Paul Vergès, député, a provoqué la colère de M. Chirac, qui, samedi, l'a qualifié d'« irresponsable ».

Outre d'avoir été accusé de mener une politique raciste, le premier ministre a déclaré que M. Paul Vergès n'est plus pour lui « un adversaire, mais un ennemi ».

L'autre député communiste de l'île, M. Elie Hoaran, reçu par M. Chirac, a indiqué que le secrétaire général du PCR était retenu à Strasbourg pour la préparation d'un débat sur les DOM à l'Assemblée européenne. C'est donc M. Hoaran qui a dû affronter l'orage chiracien. Le premier ministre a néanmoins compté avec intérêt le député communiste lui exposer le problème posé par l'inégalité des traitements entre les fonctionnaires et les salariés du secteur privé.

**4 milliards  
sur cinq ans**

Le volet économique de la loi de programme a moins retenu l'attention qu'une mesure votée par le Parlement dans le collectif budgétaire du printemps dernier, mais dont la circulaire d'application n'a été

**« J'ai donné  
l'ordre de tirer »**

M. Chirac a évoqué, samedi 18 octobre, à la Réunion, l'incident naval du 9 octobre, au cours duquel un chasseur-torpilleur pavillon américain, le *Southern Raider*, a coulé après avoir essuyé le feu d'un pétrolier français, l'*Albatros* (le Monde date 18-20 octobre). Le premier ministre a notamment déclaré : « J'ai donné moi-même les instructions au fil de l'évolution des choses. Ce navire n'a obtempéré à aucune des injonctions et aucune des sommations effectuées » régularisées, répondu à plusieurs reprises, le bâtiment de la marine nationale. On a eu de l'abord du mal à le trouver, on l'a cherché depuis longtemps; quand on l'a trouvé, j'ai dit qu'il fallait l'arrêter. Le gouvernement... c'était moi... j'ai donné l'ordre de le torquer ! » est devenu évident que non seulement le *Southern Raider* tentait d'échapper au contrôle de l'*Albatros*, mais aussi parce qu'il a mis en danger, par une manœuvre d'abordage esquivée de justesse, notre pétrolier... (L.). On a fait un tir, il a coulé par l'arrière alors qu'on eût tiré à l'avant, ce qui permet toute une série de spéculations que je laisserai à la justice le soin de déterminer.

» Après avoir travaillé sur une piste, d'autres pistes s'ouvrent, et c'est pourquoi les inspecteurs de la répression des fraudes et du service des stupéfiants travaillent actuellement aussi sur cette affaire. »

privilège avec la défense et l'emploi.  
Tous dirigeants, auxquels s'ajoute, par exemple, le président de la commission d'aide au développement de l'Etat, ont fait dire à M. Jean-Paul Virapoulou, député (UDF-CDS), qui avait annoncé la venue du premier ministre avec « une valise » de mesures : « n'est-ce pas une réalité qu'il y a ces hommes d'Etat qui ont une valise, une valise d'ordure ! » Le compliment, venant du dirigeant départemental d'une formation alliée du RPR, mais appuyant en principe M. Raymond Barre, et cela au pays natal de ce dernier, prend une signification qui déborde les limites de la polémique électorale. En tout cas, il suffisait de voir M. Virapoulou réagir autour de lui les deux autres députés et les deux autres sénateurs de la majorité — à l'interpellant M. Michel Doleau, à l'interpellé M. Michel Delebarre, à l'interpellant M. Michel Delebarre, à l'interpellé M. Michel Delebarre — pour s'adresser aux journalistes : on devinait de quel côté penchait le pouvoir dans l'île.

Pour le reste, représentant subtil de la dynamique communautaire tamoule, M. Virapoullé a dit à M. Chirac, qui avait présenté la loi de programme comme un « *mini-mum* » à réaliser dans les cinq ans :

**PATRICK JARREAU.**

## De Mayotte à Moroni

## Un slalom entre « Français de droit » et « Français de cœur... »

**MORONI**  
de notre envoyé spécial

Visiter dans la même journée l'île de Mayotte, dont les habitants sont et veulent rester Français, et la République fédérale islamique des Comores, qui revendique depuis dix ans ce territoire, était une gageure. M. Jacques Chirac tenait, néanmoins, à faire ce geste, afin de débloquer une situation devenue gênante.

En premier lieu, le passage de Mayotte du statut provisoire de collectivité territoriale à celui de département d'outre-mer, réclamé de longue date par ses élus, figurerait dans la plate-forme RPR-UDF pour les élections législatives du 16 mars. MM. Marcel Henry, sénateur (Union centriste) et Henri

Jean-Baptiste, député (UDF), menaient une action persévérante, au sein de la majorité, pour faire aboutir cette promesse. En second lieu, le revendication comorienne sur Mayotte, soutenue par l'Organisation de l'unité africaine, conformément à son principe d'indépendance dans les frontières coloniales, crée à la France une difficulté dans sa diplomatie africaine et tige les rapports entre Mayotte et son voisin.

L'affaire était délicate. Après avoir soigneusement de se rendre d'abord à Moroni, puis à Mayotte, le premier ministre, à la demande des élus mahorais, avait finalement décidé de procéder dans l'ordre inverse. Encore avait-on en caché le plus longtemps possible, à la population mahoraise, que la chef du gouvernement se rendrait le même jour chez celui qu'elle considérait comme l'ennemi de Mayotte,

M. Ahmad Abdallah, président de la République comorienne. On pouvait craindre un accueil quelque peu houleux à l'aéroport de Dzoudzi-Pamandzi.

Il n'en a rien été. Les Mchairs, Mouvement populaire (MPM), RMR confondus, ont réuni à l'aéroport, le dimanche 19 octobre, une foule d'au moins dix mille personnes, qui ont écouté avec attention le discours de M. Chirac, traduit du français en langue chinoise, en langue locale et appliquant parfois que les mots « département » ou « République française » étaient prononcés. M. Henry avait rappelé la revendication de départementalisation en affirmant qu'elle est essentielle pour l'ordre politique, et, vis-à-vis « la gauche laïque », il a déclaré : « la République », et non un statut social à ses habitants. M. Chirac a répondu en reconnaissant le « vote » de la majorité à devenir « un département français comme les autres » lorsque l'Etat aura atteint un niveau de développement comparable.

En évitant soigneusement de parler de départementalisation et de référendum, le premier ministre est parvenu à convaincre ses interlocuteurs de s'intéresser plutôt à l'aide économique que la France peut apporter aux soixante-dix îles mahoraises. Cette aide, inscrite par l'Assemblée dans la loi de programme, qui concerne à la fois les DOM, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte, fera l'objet, en outre, d'une convention solennellement ratifiée à l'approbation du conseil général de l'île avant d'être signée par le ministre des DOM-TOM et les élus mahorais.

La premier chef de gouvernement de l'histoire à s'être rendu à Mayotte, M. Chirac, après un déjeuner organisé au Cercle militaire par les officiers du détachement de la Légion étrangère de Mayotte, a quitté l'île avec le sentiment d'avoir été compris. Il fallait, ensuite, réussir le seconde partie du programme chez un président comorien certes ami de la France et — disait le premier ministre — « argutiste de toujours », mais qui n'est pas un interlocuteur commode.

**Ne pas créer l'irréparable**

L'accueil à l'aéroport d'Hahaya, avec passage en revue des troupes, dont l'impressionnante garde présidentielle, a été plutôt guindé. Des caillots bien visibles affleurent par exemple : « Les quatre fils de Corneus vous souhaitent la bienvenue », façon de rappeler clairement que le rattachement au principal objectif de la politique extérieure comorienne, « Vous pouvez apprécier à sa juste valeur la volonté de notre peuple d'œuvrer pour l'unité et l'intégrité territoriales, et que toute tentative de division serait vouée à l'échec », a déclaré M. Abdallah.

M. Chirac a répondu que la France est prête à « poursuivre son œuvre de coopération et de soutien dans le respect des souverainetés et de la volonté des populations ». Après s'être entretenu avec M. Abdallah à la résidence de celui-ci, à Moroni, le premier ministre était invité par son hôte à une réception, à la présidence, où il

encore, un calicot proclamait : « Mayotte ne peut être que comorienne ». La réaffirmation insistante de cette revendication était prévue, et M. Chirac était convenu avec M. Abdallah de n'y pas répondre explicitement.

Ne pas créer l'irréparable était le souci premier de M. Chirac, qui veut croire qu'entre les « Français de droit » qui sont les Malaisiens et les « Français de cœur » qui sont restés les trois cent mille Comoriens, les choses finiront par s'arranger avec le temps. Face à un interlocuteur dont le bureau est orné du portrait de M. François Mitterrand, le premier ministre a voulu ne fermer aucune porte. Il a remercié, à deux reprises, M. Abdallah d'avoir aidé à ce que la France soit admise en tant qu'Etat riverain dans la commission de l'océan Indien. Il l'a félicité pour sa politique de paix.

Ce faisant, M. Chirac a fermé les vœux sur une politique intérieure nettement moins pacifique. Les fortes armures des officiers de sécurité européens employés par M. Abdoul Aziz étaient là pour rappeler de manière l'ancien sénateur de son pouvoir à Moroni. L'un d'eux, un officier de nationalité française, a d'ailleurs disparu, et M. Chirac n'a pu obtenir des autorités des précisions sur le sort de ce « coopérant » tombé en disgrâce. S'il est certain que les déceptions économiques sont pour beaucoup dans le déterminisme des Mahorais à rester français, la signature du régime de M. Moroni les encourage guère à changer d'avis.

P. L.

# Chicago

Chicago... une des 6 façons "Swissair" de faire la "Transatlantique". Au total, 25 vols par semaine vers les centres de communication du continent nord-américain : New York, Boston, Chicago, Toronto, Montréal, Anchorage. Pour rejoindre notre réseau international, 86 vols par semaine de Paris, Nice, Marseille ou Toulouse, vers Genève et Zurich, ou Bâle/Mulhouse. Dans le monde entier, un service haut de gamme, 107 destinations, des tarifs adaptés et personnalisés, des horaires "équilibrés"...

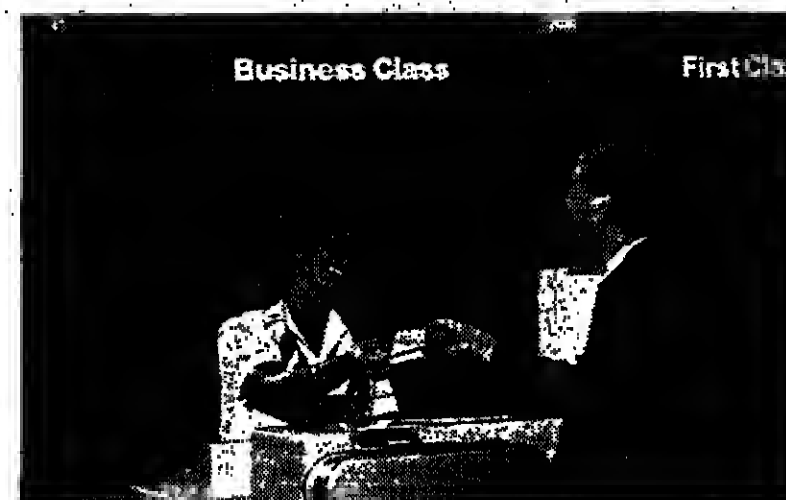
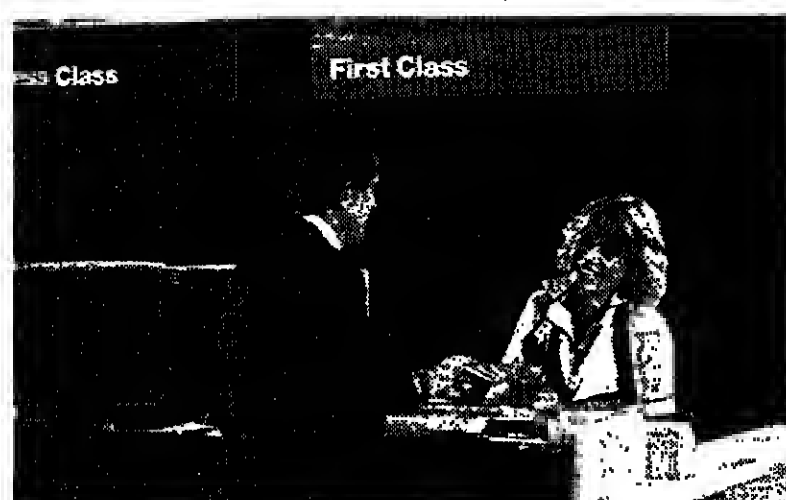


Pour plus de renseignements, contactez votre agence de voyages ou bien l'un de nos 10 bureaux Swissair en France.

3GK

Lufthansa aujourd'hui:

# A partir du 1er Novembre, l'homme d'affaires d'aujourd'hui ne voyagera que dans une seule classe: la sienne.



Avec Lufthansa, vous avez et vous aurez toujours le choix entre deux classes: la Première Classe, mais en plus, à partir du 1er Novembre 1986 en Europe, notre nouvelle Business Class. Vous apprécierez le confort de nos nouveaux fauteuils et le plus grand espace, 86 cm, laissé disponible pour vos jambes.

En utilisant l'Advance Seat Reservation vous choisissez votre siège dès la réservation sur tous

les vols internationaux au tarif normal.

Notre nouveau service à bord vous propose un repas avec menu complet quel que soit le moment de la journée, et même un repas chaud si la durée du vol dépasse 2 heures, avec chaque fois un large choix de boissons. C'est une nouvelle façon de voyager en Europe que Lufthansa vous propose.

Que ce soit en Première Classe

ou en Business Class, Lufthansa offre aux hommes d'affaires d'aujourd'hui ce qu'ils attendent de leur compagnie aérienne: un réseau qui dessert 51 villes rien qu'en Europe. Des aller-retours possibles dans la même journée sur de nombreuses lignes vous permettant de mieux organiser votre journée de travail. Et une flotte moderne pour vous mener à destination à l'heure exacte. Bienvenue à bord.



**Lufthansa**

هكنا من السفر



## Politique

### La préparation de l'élection présidentielle et la stratégie d'ouverture du PS

#### M. Rocard : je serai présent de toute façon

M. Michel Rocard, invité du « Club de la presse d'Europe 1 », le dimanche 19 octobre, a notamment déclaré, à propos de la prochaine élection présidentielle : « J'ai en effet annoncé ma candidature, il y a seize mois (...) et je l'ai tout récemment confirmée (...) 1988 (...) sera inévitablement l'occasion d'un grand débat des Français sur leur avenir (...). Dans ce débat, je serai présent de toute façon et quelles que soient les formes ou les circonstances qui, elles, se précéderont le temps venu ».

A propos de sa récente déclaration sur le fait que les Français n'ont jamais donné deux mandats de sept ans à un président, M. Rocard a souligné qu'il s'agissait d'une remarque d'ordre « statistique » et que M. Mitterrand « avait formulé le premier » cette remarque, dont il lui laisse « la responsabilité ». « Le président de la République, n'est-il ajouté, garde sa totale liberté, et c'est la moindre des choses dans le

cadre de la Constitution qui est la nôtre ».

L'ancien ministre a rappelé qu'il est fidèle à la recherche d'une troisième voie entre le « libéralisme sans principes et sans morale » et le « socialisme administratif ». Il a fait valoir que, pour gouverner la France « à l'aube du vingt-et-unième siècle », les « meilleures mains » seraient celles de « la coalition et [de] l'homme qui sera libéré de tout dogme ». M. Rocard a rappelé que « le message du porte-parole de la gauche » devra s'adresser à « la totalité du pays », avant de souligner que le débat s'organisera autour du « corps de propositions » des candidats en 1988.

Pour sa part, il proposera notamment un nouveau « contrat salarial » et des « crédits d'éducation ». « On verra qui est d'accord, s'il continue, et je n'exclurai personne ».

M. Rocard s'est déclaré « enchanté » de la « déconnexion »

entre le congrès programmatique du PS et la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Évoquant le terrorisme, M. Rocard s'est refusé à juger le pouvoir, car il croit normal de ne pas connaître la « partie secrète » de l'action du gouvernement. Il ne jugera que « sur résultats », c'est-à-dire « pas aujourd'hui ». M. Rocard a critiqué MM. Gaudin et Giscard d'Estaing qui, selon lui, n'ont pas « le sens de l'Etat », car il n'admet pas « que des responsables questionnent l'importance comment ».

M. Rocard a précisé qu'il est « dangereux de s'occuper de ce que demandent les terroristes » et qu'il ne faut « ni négocier ni prendre en

considération » leurs demandes, car elles n'ont pas de « limites ». L'ancien ministre s'est prononcé à la fois contre un retrait de la FINUL du Liban et contre le retrait éventuel du contingent français dans la force multinationale. En revanche, vis-à-vis de l'Iran et de l'Irak, il a souligné, de la part de la France, « un certain réajustement, mais pas au point de trahir nos engagements ».

M. Rocard, enfin, a donné raison à M. Mitterrand, dans le débat qui oppose celui-ci à M. Chirac, sur l'utilisation des armements nucléaires tactiques et préstratégiques.



### Le premier conseil départemental de la gauche est installé en Dordogne

PÉRIGUEUX  
de notre envoyé spécial

M. Olivier Stirn est un bon laborateur. Chargé par son premier secrétaire, M. Lionel Jospin, de promouvoir l'« ouverture » du PS au centre, le nouveau député socialiste de la Dordogne a été élu dans les terres marquées de la France profonde, sans prêter l'oreille plus qu'il n'est nécessaire aux débats qui agitent le parti. Le conseil national de la gauche annoncé au mois de juin n'est toujours pas en place ? Qu'à cela ne tienne ! Les conseils départementaux de la gauche, qui, dans l'esprit de M. Stirn, devaient être le prolongement naturel, en deviendront les prémices, voilà tout. Il faut, parles, savoir mettre la charue devant les bœufs...

Et, pour commencer, va pour la Dordogne, lieu traditionnel de la gauche, département symbole avec un député socialiste, M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures et proche du président de la République, et un député apparenté PS, M. Alain Bouzet, membre du MRG. Rostait à trouver, afin que l'on pût vraiment parler d'ouverture, un troisième partenaire pour lancer l'entreprise. C'est là que M. Stirn intervient : le troisième lar-

ron, ce sera l'un de ses anciens partisans au Parti radical valoisien, M. Raoul Rousseau, ancien député.

Président départemental, il y a quelques mois encore, des radicaux valoisien de Dordogne, M. Rousseau refuse de s'associer à la « dérive » qui pousse, selon lui, M. André Rostait dans les bras du RPR et de M. Jacques Chirac. Bref, il s'en va, crée avec ses amis ex-radicaux une « fédération du centre gauche », qui formera, avec le PS et le MRG, l'ossature du premier conseil départemental de la gauche, présenté officiellement à Périgueux le samedi 18 octobre.

M. Rousseau a l'impression de jouer un bon tour à M. Yves Guéna, député RPR, maire de Périgueux, ancien ministre, et homme fort de la droite dans le département. Parce que, dit le maire de La Chapelle-Gonaguet, ce sont « des gens vraiment venus de la droite » qui rejoignent avec armes et bagages le camp des « hommes de progrès », comme dirait M. Stirn.

L'indivisible définitif du rassemblement qui vient de naître sera d'ailleurs plus écumenique, et plus fleuri — comme il convient dans ces départements du Midi républicain, — que l'initial « conseil départemental de la gauche ». Ici, on pencherait

plutôt pour le conseil, ou le rassemblement, des « hommes de progrès ». Cela vous a un petit côté encyclopédisme du dix-huitième siècle, renforcé encore par la signature d'une « charte » qui concède sur le papier les convergences entre les membres de ce conseil tripartite.

#### Un conglomérat électoral ?

Dans l'esprit de ceux qui ont porté ce rassemblement sur les fonts baptismaux, il ne s'agit, au demeurant, que d'un début. Dans un coin de France où l'on a l'orgueil régional chevillé au corps, M. Dumas lance un appel aux militants occitans, à ceux du PSU, aux intellectuels... Il s'agit bien, comme le reconnaît à demi-mot l'ancien ministre, de faire lever dans chaque département, les germes d'autant de « mini-FGDS » qui reprendraient, toutes proportions gardées, le flambeau du rassemblement de la gauche non communiste des années 1965 à 1968. Il s'agit aussi, au passage, d'une pierre dans le jardin de M. François Douzin, qui voit désavoué ici la ligne « autonome », vis-à-vis du PS qu'il veut définir pour le MRG.

M. Dumas, en effet, est un trop vieux renard pour penser qu'un « corps léger de doctrine » forme-

rait, à lui seul, un viatique suffisant pour le conseil nouveau-né. Puisque aussi bien il s'agit d'un outil du combat politique, ce conseil, tout « souple » et peu contraignant qu'il soit, devra se réunir à intervalles réguliers et, aussi, former un « corps de bataille » homogène avec « une cohérence, une certaine tenue ».

Cela veut dire, crûment, qu'un accord électoral en bonne et due forme (il y a même un protocole écrit entre le PS et le MRG) lie les membres de ce conglomérat. S'il n'a pas été annoncé publiquement, cet accord est néanmoins très précis. Il « protège », électoralement parlant, chaque sortant membre du conseil, qui se voit, à l'avance, assuré qu'aucun de ses partenaires n'a chasser sur ses terres.

L'opération débordait donc largement la préparation de l'échec de 1988, dont elle constitue, évidemment, l'un des éléments. M. Mitterrand n'est-il pas au bout du compte le fédérateur et le point commun, dans chaque département, des « hommes de progrès » ? Mais les élections municipales de 1989 (sans même parler des législatives qui pourraient suivre une victoire de la gauche en 1988) sont aussi dans tous les esprits.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

### Deux hypothèses

M. Michel Rocard, qui participait, le dimanche 19 octobre au « Club de la presse » d'Europe 1, a confirmé sa candidature à l'élection présidentielle de 1988. Il a toutefois ajouté : « Je serai présent de toute façon et quelles que soient les formes ou les circonstances, qui se précéderont le temps venu ».

Il existe au moins deux lectures possibles à cette phrase ambiguë. L'ancien ministre peut vouloir dire à mots couverts (car une telle affirmation publique dès aujourd'hui le « grillerait » au sein du PS) qu'il sera candidat quoi qu'il arrive, c'est-à-dire même s'il n'est pas investi par le PS et/ou si M. Mitterrand est candidat.

Mais il peut aussi laisser la porte ouverte à une hypothèse qui commence à courir dans les milieux socialistes, et qu'évoque notamment un ancien ministre très proche du président : M. Rocard accepterait de soutenir la candidature de M. Mitter-

rand et serait appelé à devenir son premier ministre, en cas de victoire.

Un amendement à cette version est l'hypothèse d'une candidature « douce » de M. Rocard, qui se présenterait au premier tour afin que la gauche puisse rassembler large avant de faire connaître, au second tour, son soutien à M. Mitterrand, tout en se préparant à aller à l'hôtel Matignon. Néanmoins, une telle version, outre qu'elle correspond peu au tempérament de M. Rocard, présente des risques évidents pour les deux principaux acteurs.

Même s'il s'en défend, M. Rocard peut difficilement critiquer les « irresponsables qui questionnent l'importance comment » sans mettre en cause le comportement de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui à plusieurs reprises, au moment de la vague d'attentats terroristes à Paris, a demandé des explications publiques au gouvernement, y compris sur ce que M. Rocard a appelé la « partie secrète » de son action.



## Au « Grand Jury RTL-le Monde »

## M. Jacques Toubon : paroles, paroles, paroles

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a jugé, au cours du « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 19 octobre, que l'élection de M. Dumas à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale « était une tempête dans une mare d'eau » mais « qu'elle avait fait éclater au grand jour l'hypocrisie des socialistes qui ont, sans barguigner, accepté les voix du Front national ».

Quant à l'union de la majorité, M. Toubon voit sa démission dans le fait qu'il ne manque aucune voix au gouvernement pour le soutien de sa politique et le vote de son budget. Il ajoute : « Aujourd'hui, Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre soutiennent clairement le gouvernement en dehors de quel que propos que je qualifierais de verbeux. Tous deux manifestent une loyauté totale envers la majorité ».

Le secrétaire général du RPR a estimé : « En France, depuis trois mois, les choses se sont améliorées. Ça bouge. Nous pouvons être d'un optimisme raisonné et avoir une confiance fondée sur des réalités. Les institutions permettent au gouvernement de gouverner. Nous, nous voulons très clairement, à l'Assemblée de 1988, que le président de la République soit de nouveau en place avec la majorité de 1986. Pourquoi voudriez-vous que les Français n'aient pas comme président de la République un représentant de la majorité qui aura réussi ? ».

Interrogé sur les problèmes de défense dans le cadre de la cohabitation, M. Toubon rappelle tout d'abord : « M. Mitterrand comme M. Chirac sont d'accord pour fabriquer un nouveau missile. La seule question concerne le calendrier. C'est que la loi de programmation militaire doit prévoir. Le conseil de défense prépare les décisions, mais il est clair que dans ce domaine comme dans tous les autres, c'est le conseil des ministres qui prend les décisions. Les fonctions et les pouvoirs éminents du président de la République dans ce domaine ne cessent, c'est tout à fait évident, une adaptation, un accord. Mais ne disons pas ce qui n'est pas la vérité constitutionnelle, c'est-à-

dire que, dans ce domaine, c'est le président qui décide en conseil de défense. Ce n'est pas vrai ».

Interrogé sur les intentions de M. Mitterrand quant à l'élection présidentielle de 1988, M. Toubon répond : « Tout ce qui se dit à ce sujet (...) me fait penser à la chanson de Dalida : « Paroles, paroles, paroles » (...). Les Français, ils ont envie qu'on gagne la guerre sur le front de la croissance et de l'emploi ».

Il ajoute : « S'agissant de M. Rocard, je crois que la démonstration a été faite que ce n'est pas quand il parle que cela lui réussit le plus ».

Enfin, M. Toubon estime qu'« au deuxième semestre de 1987 on assistera à une réelle tendance à la diminution du nombre des chômeurs dans notre pays ».

## Les adhérents directs de l'UDF : tous derrière M. Barre !

Les adhérents directs de l'UDF existent, se renforcent et... soutiennent de plus en plus directement M. Raymond Barre. Tels sont les principaux enseignements à retirer de leur quatrième convention nationale, réunie le samedi 18 octobre à Paris. Fréquemment contestés, pour ne pas dire ignorés par les formations politiques de cette confédération, ils se sont vu reconnaître par le président de l'UDF, dans un message d'union, un brevet de légitimité et leur reconnaissance de « composante de l'UDF » à part entière, pouvant « contribuer utilement à la réflexion et à l'action de l'UDF ».

Les adhérents directs se renforcent. Leur bureau exécutif est élargi à vingt-neuf membres, parmi lesquels M. Simone Veil. Son entrée confirme son rapprochement avec les baristes, tout à fait perceptible depuis les journées parlementaires de l'UDF à Nancy, les 29 et 30 sep-

tembre dernier. Au cours de ces journées, l'ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing avait fait savoir, en aparté, qu'à son avis « tout serait plus facile pour l'UDF si M. Barre annonçait sa candidature ».

## Le droit de parler

Cette convention nationale aura comblé M. Veil. Tout y a été facile. Compréhensif dans ses instances dirigeantes les deux lieutenants les plus proches de M. Barre, M. Philippe Mestre et Pierre-André Wilner, cette sixième composante de l'UDF est bien la seule aujourd'hui à ne pas être perturbée par la préparation de la campagne présidentielle. Barre président ! Son choix est fait, et l'ancien premier ministre leur en sait gré. Pour preuve ce « message d'encouragement et d'amitié » qu'il n'oublie pas de leur délivrer. « Notre pays, écrit-il, connaît une situation difficile. Nous sommes dans une période de confusion où les préoccupations à court terme et l'agitation ne permettent pas toujours d'envisager sérieusement les problèmes du présent et les exigences de l'avenir. Dans ce contexte, il nous faut plus que jamais faire

preuve de lucidité et de détermination. Je sais que telle est votre ligne de conduite ».

Rassurés pour l'avenir, les adhérents directs n'ont cependant pas manqué de s'interroger sur le présent : sur leur attitude par rapport à la politique du gouvernement et sur les silences de M. Barre. A ces questions, M. Mestre a répondu franchement, en reconnaissant que le « soutien sans participation » des baristes au gouvernement les mettait dans une situation certes « compliquée et délicate », mais qui n'excluait pas « le droit de parler ». Revenant à son compte, pour juger comparativement avec un « mariage blanc », le député UDF de la Vendée a ironisé : « Nous n'aimons pas le mariage blanc, peut-être qu'on n'y éprouve pas beaucoup de plaisir. Le seul avantage que j'y vois, c'est que cette union ne peut pas durer puisqu'elle ne risque pas d'avoir d'enfants ». Résumant toutefois l'obligation de ses amis à respecter « l'engagement pris en mars dernier devant les Français de ne rien faire qui puisse contrarier l'expérience en cours », M. Mestre les a invités « à conserver pleinement et sereinement leur liberté d'appréciation et de critique » tout en s'efforçant de « préparer l'avenir ». « Nous devons, il dit, dès à présent préparer un

projet pour l'avenir, un grand dessein qui reposera sur des idées de liberté et de solidarité, et fondé sur la durée. C'est ainsi que nous aiderons le mieux à la mise en orbite notre candidat pour la présidentielle ».

Quant à la discrétion actuelle de M. Barre, M. Mestre a demandé aux adhérents directs de ne pas s'émouvoir outre mesure. M. Barre fera connaître sa décision « trois mois avant l'élection ». « De toute manière, a précisé M. Mestre, la date seule est secondaire puisque les Français savent bien que Jacques Chirac et Raymond Barre seront présents au premier tour ». D'autres candidats à l'UDF ? « Personne n'est interdit de candidature », mais pas question de négocier, M. Létard ? « Un homme politique aussi éminent a sa part à prendre dans la campagne... ». Bref, M. Mestre a fait passer la consigne : M. Chirac ? « Quand j'entends certaines préoccupations de certaines personnalités aujourd'hui, je ne dis : quel dommage qu'elles ne les aient pas eues en 1981 ». Bref, M. Mestre a fait passer la consigne : M. Chirac ? « Quand j'entends certaines préoccupations de certaines personnalités aujourd'hui, je ne dis : quel dommage qu'elles ne les aient pas eues en 1981 ». Bref, M. Mestre a fait passer la consigne : M. Chirac ? « Quand j'entends certaines préoccupations de certaines personnalités aujourd'hui, je ne dis : quel dommage qu'elles ne les aient pas eues en 1981 ».

DANIEL CARTON.

**Nouveautés**

Techniques et communication  
Les Cahiers français 42F

■ LE JT-MISE EN SCÈNE DE L'ACTUALITÉ A LA TÉLÉVISION  
sous la direction de Bernard Miege. 80F

■ LES RADIOS DE PROXIMITÉ  
Acteurs, producteurs, publics et vie locale  
sous la responsabilité de Sophie Tievant. 85F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire - Paris 7<sup>e</sup> Tél: (1) 42 61 50 10

## Courrier du cœur

Plus de deux cents lettres, en une semaine, de sympathie et d'injure, après sa défaite pour la présidence de la commission des affaires étrangères, M. Bernard Stasi n'a pas manqué de courrier. « Je m'efforce de susciter tant de haines », confie M. Bernard Stasi, « mais il y a quand même des moments où l'on est fier d'être Français ».

Lettres d'injure par dizaines. Une carte postale de Vézou : « Quand on est méfugé, on ne s'occupe pas des affaires du pays d'accueil. Exemple, la démocratie de Perich, qui enlève les indigènes de l'Agona. Fabius, Balladur, Stasi et autres méfugés de tous poils, hors de notre vie judiciaire. Signé : un vrai Français. » Ce petit mot d'un Parisien du 19<sup>e</sup> : « Je vous adresse mes condoléances, non pas tristesses mais de joie. C'est normal que les Français se révoltent. Vous avez trop méprisé les Français avec votre livre sur l'immigration. Je fais partie de la masse silencieuse. Et je remercie Dieu de ne pas vous avoir permis d'être président de cette commission. Vous ne méritez pas d'être député. »

Pas de nom, pas d'adresse mais quatre feuillets datés du 9 octobre. « Vous êtes responsable de tous les attentats, crimes, bombes, chômage, immigration. Il faut expulser tous les immigrés comme vous. Retournez dans votre pays d'origine et allez garder les chèvres ou les vaches. La France aux vrais Français qui se sont battus pour elle et non pour les Français de la dernière heure ou Français méfugés comme vous. Vive la France. Signé : un ancien combattant qui s'est battu pendant 42 ans. »

Lettres de sympathie, heureusement, reçues de droite... et de gauche.

Ce petit mot d'un magistrat barisien : « Socialiste de conviction, je ne peux m'empêcher de réapprouver le mauvais coup qui vient de vous être porté. Sensible à vos prises de position, notamment sur l'immigration, je constate que la vertu est insupportable plus encore aux alliés qu'aux adversaires. »

Ce témoignage d'un couple de Jouy-en-Josas : « A l'issue d'un scrutin scandaleux à l'occasion duquel nos « amis » socialistes et

le Front national ont préféré la candidature de Roland Dumas à la vôtre, nous tenons à vous dire notre estime. Mon mari et moi-même sommes des électeurs socialistes, mais nous pensons que la démocratie a besoin d'hommes tels que vous et que vous auriez été parfaitement à votre place à la présidence de cette commission. »

Ce mot enfin d'un militant socialiste de Lyon : « Je ne peux pas résister devant un pareil scandale. Je tenais à vous faire part de ma honte profonde et sincère à l'heure où mon parti ne se contentait pas de distinguer parmi ses adversaires les démocrates authentiques et les démocrates les plus répugnants, profus de l'hostilité de certains de vos amis envers tout ce qui s'apparente à l'humanisme et au refus de la démagogie afin de provoquer l'adhésion de l'un des siens. Veuillez croire que le Parti socialiste compte de très nombreux militants qui ne sont pas décidés à cautionner des pratiques déshonorantes les idéaux du socialisme. »

Quelques lettres parmi d'autres... dans le courrier du cœur de M. Stasi.

## A Nouméa

## Le siège de l'Union calédonienne endommagé par un incendie

NOUMÉA de notre correspondant

Un incendie a partiellement détruit dans la nuit du samedi 18 au dimanche 19 octobre, à Nouméa, le siège de l'Union calédonienne (UC), la principale composante du FLNKS dirigée par M. Jean-Marie Tjiboué. Le feu a surtout endommagé la façade extérieure de la bâtisse en bois, de type coloniale située dans une banlieue populaire, mais les locaux intérieurs n'ont pas trop souffert en raison de l'intervention immédiate des pompiers. Le parquet de Nouméa a aussitôt ouvert une information judiciaire contre X.

Incendie accidentel ou criminel ? L'enquête devra notamment déterminer si le court-circuit du système électrique, constaté dès l'arrivée des premiers témoins sur les lieux, a provoqué l'incendie ou si c'est l'incendie qui s'est produit. Une pièce à conviction, toutefois, devrait faciliter les investigations policières : divers récipients de produits inflammables ont été retrouvés dans la cour d'une habitation voisine. En outre, les flammes ont gagné la façade de la bâtisse à partir de deux foyers partiellement visibles au rez-de-chaussée.

Pour le FLNKS, l'origine criminelle de l'incendie ne fait aucun doute. Reliant cette affaire à la libération des inculpés dans la fusillade de Hienghène et à la récente évacuation forcée d'une propriété de Pouébo, occupée par la tribu d'Ouméo (le Monde du 14 octobre), le bureau politique du mouvement indépendantiste a diffusé, dimanche, un communiqué dans lequel il « se pose sérieusement des questions quant aux chances d'aboutissement de la politique de dialogue qu'a souvent évoquée le

premier ministre dans ses discours ».

Au haut commissariat, la détermination semble grande de faire aboutir l'enquête. Le représentant du gouvernement, M. Jean Montpetit, a fait couper court aux insinuations sur l'iniquité de la justice locale, aurait donné des instructions en ce sens aux responsables de la police de Nouméa.

F. B.

## FAITS &amp; ARGUMENTS



Abonnez-vous en téléphonant gratuitement au 06 20 08 30 ou en envoyant ce bulletin à R.A. FAITS ET ARGUMENTS

B.P. 102 - 92358 Le Plessis Robinson Cedex.

Abonnement de soutien : à partir de 500 F.

Abonnement France : 140 F

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de G.E.S.E.C.O.M.

Nom

Adresse

**LÉTRE OUVERTE à M. Pierre MEHAIGNER**

Octobre 1986

Monsieur le Ministre,

Vous souhaitez, à juste titre, que le Plan-logement que vous avez conçu relance au plus tôt l'investissement local privé. La pièce maîtresse de votre dispositif concerne les nouveaux rapports qui s'établiront entre locataires et propriétaires privés. Vous avez, maintes fois réaffirmé que ce nouveau statut local doit être libéral et social. Libéral car il tend à restituer toute sa force à la loi de 1948, au retour de l'investissement et de l'initiative privée, social car il tend à résorber le chômage et à accroître le nombre de logements construits, seule réponse sérieuse aux candidats locataires qui souffrent de la pénurie.

Vous avez ajouté que ce statut devait représenter un équilibre entre locataires et bailleurs. Enfin, vous avez souligné la nécessité d'une période transitoire entre un régime administratif tel que nous le connaissons et un régime de liberté auquel nous aspirons tous.

Nous partageons votre conception.

Encore faut-il que celle-ci soit traduite dans les faits afin que les investisseurs privés aient confiance dans vos propos et au-delà de celui-ci dans le cadre législatif du statut local que vous voulez faire adopter.

Or, que constatons-nous ?

La liberté contractuelle ne jouera réellement qu'en 1992 ou 1996 pour les agglomérations de plus d'un million d'habitants. C'est initialement long, c'est lointain, c'est peut-être jamais.

Chacun sait que l'essentiel des baux d'habitation en cours viendra à échéance en 1989 et ne sera donc renouvelé qu'à cette date, ce dans le cadre des mesures transitoires que vous avez prévues et dont le but est de contrôler le passage d'un régime dirigé à un statut de liberté. Dans ces conditions, pourquoi attendre 1992 ou 1996 ?

N'oublions pas que les propriétaires ont l'expérience de la loi de 1948 qui devait s'éteindre en 1953. M. QUILLIOT lui-même, dont vous advoquez la loi, ne déclare-t-il pas que la période transitoire telle que prévue par vous représente l'essentiel de ce projet.

Ne comprenez-vous pas qu'un propriétaire, qui n'est jamais qu'un citoyen ordinaire, qui a les mêmes soucis que chacun d'être tranquille, puisse être attiré par une aussi longue attente.

Etes-vous vraiment en mesure de nous garantir que les dispositions transitoires - qui rappelleront éternellement un certain nombre de mesures de la loi Quillot - se termineront dans six ou dix ans.

Brièvement non.

Dans ces conditions, comment voulez-vous que l'investissement privé se porte sur le secteur immobilier ? Au mieux, les propriétaires attendront les termes de la période transitoire pour déterminer leur attitude. Au pire, ils poursuivront leur désengagement dans la pierre. Dans les deux cas nous ne pourrions pas les blâmer.

Bref, nous maintenons l'avenir de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 dont, à raison, vous voulez accélérer l'extinction en dénonçant son caractère anti-social.

Nous vous en donnons acte : vous excluez de la loi de 1948, sous la promulgation de la future loi sur le statut local, les logements pourvus des éléments de confort. Notons cependant que ceux-ci ne recouvreront leur liberté qu'en 1995.

Mais aussitôt vous vous empresses de préciser que ces logements resteront soumis à la loi de 1948 dès lors qu'ils sont occupés soit par des locataires âgés de plus de 65 ans, quelles que soient leurs ressources, soit par des personnes dont le revenu mensuel est inférieur à 25 000 F.

Cette restriction qui n'a ni sens ni d'équivalent dans aucun autre secteur, y compris celui du logement social, annule pratiquement les mesures de libération que vous envisagez. En fait, vous réprimez d'une main ce que vous croyez de l'autre.

Comment oser dire que l'âge est une préoccupation de jeunesse ?

Comment oser affirmer que la libération de la loi de 1948 est sur la bonne voie quand on sait que plus de 70 % des logements soumis à cette loi sont occupés par des personnes âgées de plus de 65 ans et que le reste des personnes y habitant n'aura quasiment jamais de ressources mensuelles égales à 25 000 F. Comment oser exiger d'un propriétaire privé ce que vous ne demandez jamais à un office d'HLM.

Comment oser fuir la solidarité nationale à un tel sommet : il est vrai que, en ce domaine, l'Etat peut être lassé. Il se débarrasse de ses dévotionnaires sur les épaules des propriétaires souvent modestes, souvent âgés.

Comment, enfin, ne pas se souvenir que le décret libérant les logements 2 A de la loi de 1948 ne maintient sous l'empire de cette loi que les logements occupés par les locataires âgés de plus de 65 ans et ayant des ressources mensuelles égales à une fois et demie le S.A.L.C.

Il est regrettable que le dispositif déformant les rapports entre locataires et bailleurs privés ne puisse, en l'état, recueillir notre adhésion pour des raisons qui, au-delà de l'économie et du droit, touchent à l'équité, au bon sens et à la simple morale.

Nous ne nous faisons ainsi que l'écho de milliers de propriétaires fortement déçus de constater que la solution de leurs préoccupations est repoussée à plus tard ou à jamais.

Au-delà de leur sentiment personnel, c'est aussi l'avenir du secteur privé du logement local qui est en cause.

Etes-vous certain, Monsieur le Ministre, de relancer la construction sans la participation de ceux qui ont la possibilité de vous aider ? Etes-vous certain, Monsieur le Ministre, de décourager les bailleurs actuels, d'envoyer un désintérêt dans le secteur local ? Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Joseph MARRO  
PRÉSIDENT DE L'UNION NATIONALE  
DE LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE



# Politique

## Les élections locales partielles Le PC gagne un siège dans la Somme

### Six cantonales...

AUDE : canton de Narbonne-Sud (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 10 495 ; vot. 4 961 ; suffr. expr. 4 844. MM. Alain Madalle (div. d.), adj. au m. de Narbonne, 2 423 voix ; Georges Arcis (PS), 1 322 ; Jean-Pierre Maisterra (PC), 490 ; M<sup>me</sup> Yvonne Garnier (FN), 399 ; M. Maurice Domingo (s. éc.), 210. Il y a ballottage.

[Avec un taux de 52,72 %, l'abstention a caractérisé cette élection partielle organisée à la suite de la démission de M. Hubert Mouly (mod.), maire de Narbonne, de son mandat de conseiller général. Cette faible participation électorale impose un second tour à M. Madalle, qui, tout en recueillant 50,02 % des suffrages exprimés, n'a pas obtenu les voix d'un mois au quart des électeurs inscrits, condition nécessaire pour être élu au premier tour. Le candidat divers droite, qui devait compter avec la présence d'une représentante du Front national, qui obtient 22,3 % des voix, et d'un candidat sans étiquette, qui recueille 4,33 % des suffrages, perd plus de dix points par rapport au résultat enregistré en 1982 par M. Mouly, conseiller sortant (60,91 %).

A gauche, si le PS reste stable, avec 27,29 % des suffrages (contre 26,85 % en 1982), le candidat du PCF, en recueillant 10,11 % des voix, perd plus de deux points par rapport au score qu'il avait réalisé en 1982 (12,22 %).

En 1982, les résultats étaient les suivants : inscr. 8 811 ; vot. 6 358 ; suffr. expr. 6 216. MM. Mouly, 3 788, REELU ; Votovic (PS), 1 670 ; Maisterra, 760.]

GARD : canton de Sumène (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 2 181 ; vot. 1 445 ; suffr. expr. 1 405. MM. Jean Barral (div. d.), 758 voix, ELU ; Léandre Danjou (div. d.), 134 ; Gabriel Locointré (div. d.), 158 ; Mme Danielle Goinède (PC), 129 ; M. Georges Mathelin (FN), 19.

[Invalité, M. Maurice Costantini (div. d.) avait déclaré de ne pas se représenter pour laisser la place aux jeunes et de soutenir M. Barral. Le Conseil d'Etat avait confirmé le jugement du tribunal administratif qui avait annulé en raison d'un certain nombre de bulletins nuls, deux sur trois, le premier tour de mars 1985, à l'issue duquel M. Costantini avait été proclamé

Dans le Val-d'Oise et dans la Somme, où deux seconds tours d'élections cantonales étaient organisés, les résultats prévisibles à l'issue du premier tour se sont confirmés : les deux candidats communistes l'ont emporté. A Sarcelles, M<sup>me</sup> Beaudouin a, entre autres, bénéficié des rivalités existant au sein de la majorité RPR-UDF du conseil municipal. A Picquigny, M. Regnier, placé dans une situation délicate, a vu une partie des électeurs du candidat socialiste qui s'était déstabilisé en sa faveur reporter leurs

voix avec une voix de plus que la majorité absolue.

Les résultats de ce scrutin avaient été les suivants : inscr. 2 715 ; vot. 1 570 ; suffr. expr. 1 463 ; MM. Costantini, 732 voix ; Danjou (div. d.), 406 ; Fidele (PC), 148 et Mathelin (FN), 185. Ce dernier, qui se représentait avec l'appui du Front d'opposition nationale, perd plus de 6 points en pourcentage (1,35 % au lieu de 7,17 %) d'une élection à l'issue.

LOIRE-ET-CHER : canton de Montoire-sur-le-Loir (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 7 228 ; vot. 4 262 ; suffr. expr. 4 155. M<sup>me</sup> Simone Beaupetit (UDF), 3 113 voix, ELUE ; MM. Yves Morel (PS), 656 ; Roger Cornet (PC), 386.

[M<sup>me</sup> Beaupetit, qui recueille 74,92 % des suffrages, remporte sans difficulté cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 9 septembre dernier, de son mari, Charles Beaupetit (UDF-rad.), sénateur. Elle améliore le résultat enregistré par son époux en 1985 (65,66 %), qui avait dû compter alors avec la présence d'un candidat du Front national qui avait obtenu 7,34 % des voix.

La gauche voit ses positions s'affaiblir : 25,07 % contre 26,99 % en 1985. Le candidat communiste, avec 9,29 % des suffrages, améliore de plus de 1 point le résultat de 1985, tandis que le représentant du PS en perd plus de trois, en obtenant 15,78 %.

En 1985, les résultats étaient les suivants : inscr. 7 333 ; vot. 5 179 ; suffr. expr. 4 945. MM. Beaupetit, 3 247 ; ELU ; Cornet (PS), 541 ; Duchemin (PC), 394 ; M<sup>me</sup> Deschamps (FN), 363.]

PUY-DE-DOME : canton de Saint-Dier-d'Auvergne (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 2 677 ; vot. 1 961 ; suffr. expr. 1 937. MM. Robert Chabrol (UDF), 691 ; Gérard Cartiailler (PS), 559 ; André Prullière (PC), 403 ; Lucien Chabonnet (div. d.), 284. Il y a ballottage.

[En recueillant 35,67 % des suffrages, M. Chabrol est bien placé pour

remporter, au deuxième tour, cette élection partielle organisée à la suite du décès de François Jhoty (PC), qui occupait ce poste depuis 1982. Pour siéger au conseil général, M. Chabrol aura besoin de tous les suffrages qui se sont portés, dimanche, sur le candidat divers droite, M. Chabonnet. Ce dernier qui recueille 14,66 % des voix, perd près de huit points par rapport au score qu'il avait enregistré au premier tour du scrutin de 1982 (22,5 %). La majorité relative à une bonne opération, puisque, en obtenant 50,33 % des voix, son candidat confondus, elle gagne près de 16 points par rapport à 1982.

Si le candidat socialiste qui recueille 28,85 % des suffrages, perd 2,85 points par rapport au résultat qu'il avait obtenu en 1982 (31,70 %), le représentant communiste s'affaiblit en perdant, avec 20,8 % des voix, près de 15 points.

En 1982, les résultats étaient les suivants : inscr. 2 759 ; vot. 2 046 ; suffr. expr. 2 000. MM. Jhoty, 710 ; Prullière (PS), 634 ; Chabonnet, 444 ; Noël (RPR), 212. Au deuxième tour, M. Jhoty était élu avec 1 123 voix contre 338 à M. Chabonnet sur 1 191 suffrages exprimés, 2 067 votants et 2 758 électeurs inscrits.]

SOMME : canton de Picquigny (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 13 023 ; vot. 8 423 ; suffr. expr. 8 060. MM. René Regnier (PC), m. de Ville-le-Marcelet, 4 334 voix, ELU ; Jean Vermeoren (div. d.), m. de Condé-Folie, 3 726.

[Le candidat communiste retrouve le siège qu'il avait laissé en 1982, à trois voix près - sur 10 173 suffrages exprimés - au second tour du scrutin, à Bernard Gallot (div. d.), dont le décès accidentel a suscité l'organisation de cette élection partielle. En recueillant 53,77 % des suffrages, M. Regnier ne fait pas le plein des voix de gauche au premier tour (65,5 % des voix). Certains électeurs qui avaient voté pour M. Solier (PS) dimanche dernier ont à l'évidence préféré reporter leurs voix sur le candidat de la majorité, qui recueille 46,22 % des suffrages et gagne ainsi près de 12 points par rap-

port à son score du premier tour (34,49 %).

Au premier tour de cette élection, les résultats étaient les suivants : inscr. 13 029 ; vot. 8 147 ; suffr. expr. 7 916. MM. Vermeoren, 2 731 ; Regnier, 7 604 ; Solier, 5 581.]

VAL-D'OISE : canton de Sarcelles-Nord-Est (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 13 029 ; vot. 5 156 ; suffr. expr. 4 946. M<sup>me</sup> Marie-Claude Beaudouin (PC), sèn. c. m. de Sarcelles, 2 850 voix, REELUE ; M. Jean-Pierre Urviez (UDF-CDS), adj. au maire de Sarcelles, 2 098.

[M<sup>me</sup> Beaudouin retrouve le siège rendu vacant par la décision du Conseil d'Etat de confirmer l'annulation du second tour des élections de mars 1985 en raison de la distribution d'un tract anonyme appelant les électeurs du Front national à ne pas voter pour le candidat unique de l'opposition d'alors, M. Urviez. Avec 57,59 % des voix, M<sup>me</sup> Beaudouin fait mieux que les 51,62 % totales par elle-même et la candidate socialiste au premier tour de cette élection partielle. Par rapport à mars 1985, elle creuse par son adversaire Pécarré, qui passe de 38 suffrages à 752.

La popularité de M<sup>me</sup> Beaudouin et sa réaction le 25 septembre dernier au Sénat ont été des atouts déterminants face à M. Urviez, dont le score en pourcentage passe en dix-sept mois de 49,70 % à 42,40 %. En ayant sa campagne sur la fraude électorale, M. Urviez s'est sans doute trompé de cible, mais surtout, il a piégé des discussions internes régnant au sein de la majorité du conseil municipal, dont le maire, M. Raymond Lamontagne, ne lui a apporté qu'un soutien réticent.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr. 13 030 ; vot. 4 437 ; suffr. expr. 4 634. M<sup>me</sup> Beaudouin, 1 609 voix ; M. Urviez, 1 110 ; M<sup>me</sup> Lafont (PS), 644 ; MM. Cottinnet (FN), 433 ; Gérard (ext. dr.), 314 ; Nahman (div. dr.), 145 ; Boucot (écol.), 109.

Au second tour de mars 1985, M<sup>me</sup> Beaudouin avait été proclamée élu

suffrages sur le candidat d'union de la majorité, ce qui ne l'a pas empêché de regagner le siège qu'il avait perdu en 1982.

Dans les quatre cantons où avait lieu un premier tour, le renversement de tendance le plus notable est enregistré dans le Puy-de-Dôme, où le candidat du PC est non seulement devancé par le représentant de l'UDF, mais également par celui du PS, alors qu'il espérait succéder au conseiller général communiste sortant déstabilisé.

### ... et une municipale

VAR : Saint-Mandrier (premier tour).

Inscr. 3 492 ; vot. 2 080 ; suffr. expr. 2 023. Liste conduite par M. Guy Moine (RPR) : 848 voix ; liste conduite par M. Joseph Quilgars (div. d.), m.a., soutenue par le PR et le FN : 603 ; liste conduite par

M. Louis Esposito (PC) : 572. Il y a ballottage.

[« L'assé d'être la cible privilégiée d'une opposition née au sein même de la majorité municipale allée au PC », M. Joseph Quilgars s'était démis de son mandat, ainsi que dix autres conseillers municipaux.

Accusé de gérer Saint-Mandrier de manière trop personnelle et avec une concertation insuffisante, M. Quilgars, élu en mars 1983 à la tête d'une liste d'union RPR-UDF, s'était vu refuser le vote de son budget par la majorité du conseil municipal. La chambre régionale des comptes avait ensuite constaté un fort endettement de la commune, résultat d'une mauvaise gestion.

Par rapport à mars 1983, la droite enregistrée au total un recul de plus de 8 points qui bénéficie au PC, avec qui le PS avait refusé de faire alliance pour ce scrutin partiel. Quant au maire sortant, sa liste est largement distancée par celle de son ancien collègue RPR : 29,8 % contre 41,91 %.]

**Nouveautés**

- LES RETRAITES DES FRANÇAIS  
Diversité et complexité des régimes  
Jean-François Chadelat - Gérard Pellissier  
Notes et études documentaires. 48F
- LES LIBERALISMES ÉCONOMIQUES  
sous la direction de Jean-Yves Capul  
Les Cahiers français. 42F
- LA RÉVOLUTION TERTIAIRE  
AUX ÉTATS-UNIS  
François Escalle  
Notes et études documentaires. 48F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire - Paris 7<sup>e</sup> Tél : (1) 42 61 50 10

**NOUS C'EST EUROPE 1**

CATHERINE NAY  
GERARD CARREYROU

8H20



# Société

Le renvoi de cent Maliens

## Les expulsés étaient en « situation irrégulière » déclare M. Robert Pandraud

Les cent Maliens expulsés, samedi 18 octobre, du territoire français étaient en « situation irrégulière », a finalement précisé, le cabinet de M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité. Au moment où l'on apprenait cette reconduite massive à la frontière, les services officiels avaient fait état de l'expulsion de « condamnés en fin de peine », précisant même que 75 % d'entre eux avaient été pour trafic de stupéfiants. En réalité, les Maliens ont été expulsés en vertu de la loi du 9 septembre dernier, qui autorise les autorités administratives à faire reconduire à la frontière, sans jugement, les étrangers qui ne remplissent pas les conditions de séjour en France.

### L'ambassade du Mali : pas de réaction « pour le moment »

A l'ambassade du Mali en France, on se refuse, lundi 20 octobre, dans la matinée à toute réaction « pour le moment ». On s'étonne néanmoins officieusement du renvoi à Bamako de certains Maliens, en contradiction avec la loi du 9 septembre 1986 sur les étrangers. Ainsi cette loi interdit la reconduite à la frontière de « l'étranger, marié depuis au moins un an, dont le conjoint est de nationalité française, à la condition que le communautaire de vie des deux époux soit effective ». Il semblerait qu'un des Maliens expulsés ait été dans cette situation, un autre vivant en concubinage avec une Malienne mais ayant eu auparavant un enfant d'une Antillaise française.

La loi du 9 septembre interdit aussi la reconduite à la frontière de « l'étranger titulaire d'une carte de séjour ou d'un permis de travail délivré par un organisme français dont le taux d'incapacité permanente est supérieur à 20 % ». Il semblerait que l'un des Maliens renvoyés chez eux ait été dans cette situation.

● Réfugiés basques : troisième expulsion vers l'Espagne. Expulsés de France vers l'Espagne dans la soirée du samedi 18 octobre, Alberto Barrera Zugazagoitia est le troisième Basque espagnol expulsé depuis le 19 juillet dernier - le deuxième selon la procédure de l'urgence absolue.

Alberto Barrera Zugazagoitia, trente-huit ans, originaire de Durango (province de Biscaye), est considéré par la police espagnole comme un « membre actif d'ETA militant, spécialisé dans les liaisons entre la France et l'Espagne ». Pour le gouvernement français, et selon le communiqué diffusé par la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, il est « membre actif d'un groupe armé d'action violente et faisait l'objet - à ce titre - d'un arrêté d'expulsion sous le signe de l'urgence absolue, pris le 13 octobre dernier par le ministre chargé de la sécurité ».

### La mort d'Eloi Machoro et de Marcel Nonnaro

#### Des précisions d'Amnesty International

L'article consacré par le Monde, dans son numéro du 16 octobre 1986, au rapport annuel d'Amnesty International fait état, à propos de la mort en Nouvelle-Calédonie, en janvier 1985, d'Eloi Machoro et de Marcel Nonnaro, d'informations qui ont suscité de la part de cette organisation les précisions suivantes : « Dans une lettre du 21 février 1985, le ministre de la justice a répondu à Amnesty International pour lui faire savoir que suite à une plainte de la famille, le procureur de la République avait requis l'ouverture d'une information et que celle-ci avait été confiée à un juge d'instruction. Cette instruction était toujours en cours au 1<sup>er</sup> janvier 1986, son résultat ne pouvait pas être connu d'Amnesty International. Amnesty International tient à apporter cette précision car le texte de son rapport annuel pourrait laisser penser à tort que fin 1985 aucune instruction n'avait été ouverte par la justice française. »

**Le Monde**  
PUBLIÉ PAR L'ÉDITION GASTON  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4344

Sur les cent Maliens embarqués samedi à Orly, cinquante-quatre provenaient d'un foyer de travailleurs immigrés installé à Rosny (Seine-Saint-Denis). Mardi 14 octobre, à 6 heures du matin, sur commission rogatoire d'un juge d'instruction de Bobigny, la police avait investi le foyer et emmené une soixantaine des deux cent trente-huit résidents habituels du foyer. Le préfet de Seine-Saint-Denis, M. Raymond Le Bris, a pris la décision de l'expulsion après accord du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur et après d'intenses discussions avec les autorités maliennes. Retenus quelques jours à l'hôtel Ibis de Roissy, les Maliens ont été ensuite conduits à

Orly où d'autres expulsés en provenance de Paris et des départements périphériques les ont rejoints.

Puis les cent un passagers ont été conduits, sous escorte policière, à l'avion, un appareil loué à la compagnie de charter Minerve pour la somme de 450 000 francs. Vingt-trois policiers, trois inspecteurs et des moniteurs de la direction départementale des polices urbaines de Seine-Saint-Denis, sous la conduite d'un commissaire de la police de l'air et des frontières (PAF), ont accompagné les expulsés dans l'avion.

Les autorités policières affirment que le voyage s'est finalement bien passé malgré les réticences d'une

vingtaine de passagers qui ont dû être « aidés » à l'embarquement.

Elles nient notamment qu'un seul expulsé ait refusé formellement d'embarquer et, si elles admettent que certains d'entre eux avaient des menottes en pénétrant dans l'avion, celles-ci ont été enlevées dès le décollage. Selon les mêmes sources, les autorités maliennes n'ont pas spécialement satisfaites à l'arrivée de leurs ressortissants à Bamako. Elles ont procédé à l'examen, cas par cas, de la situation de tous les expulsés.

Depuis le vote par le Parlement français de la nouvelle loi autorisant les expulsions administratives, c'est la seconde fois que les autorités procèdent à un renvoi « groupé ». Trente-deux Turcs avaient été, récemment, l'objet d'une mesure identique au départ de Marseille.

Actuellement, les services de la police de l'air et des frontières opèrent, chaque semaine, l'expulsion de cent quarante étrangers en départ de Roissy. Une centaine d'autres partent d'Orly. La grande majorité des expulsions est d'origine administrative, les jugements judiciaires devenant l'exception. Le taux d'expulsion qui était, ces derniers mois, tombé de moitié à cause d'une progression rapide avec le vote de la nouvelle loi.

En temps ordinaire, les expulsions se font de manière individuelle, le plus souvent sans escorte de police, les services de la PAF n'ayant pas les moyens de payer les billets des accompagnateurs. Si l'expulsé refuse d'embarquer, il est alors déferé au parquet, qui peut, à son tour, le faire traduire devant les tribunaux pour refus d'embarquer.

L'expulsé récalcitrant va alors gonfler la statistique des prisonniers. C'est, semble-t-il, ce processus que les expulsions massives tentent de contourner : un charter avec une escorte solide permettrait d'éviter de « réjudiciariser » l'expulsé dans le circuit judiciaire jugé trop lourd.

A l'évidence, le procédé est délicat à manier et pas totalement au point puisque aujourd'hui, pour éviter les engorgements administratifs, les autorités policières remettent tous les jours en liberté des étrangers promis à l'expulsion et qu'ils ne peuvent « traîner ».

G. M.

### Les réactions

#### M. Claude Malhuret estime qu'il s'agit d'une « procédure normale »

Le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Claude Malhuret, a estimé sur TF1 que l'expulsion des immigrés maliens relevait d'une procédure « régulière, administrative et normale ». Cependant, a ajouté l'ancien président de Médécine sans frontières, « il serait regrettable que cette expulsion spectaculaire ait pu donner à certains l'impression que la France se livrait à une chasse aux étrangers ». M. Malhuret a indiqué ne pas avoir été informé de cette expulsion massive. « J'ai pris contact avec le ministre de l'intérieur pour que, dans l'avenir, si une telle opération se répète, je sois contacté ».

Le Syndicat de la magistrature s'est déclaré, dans un communiqué, « atterré par les conditions dans lesquelles semblent s'être produites ces expulsions ». « Cette action apparaît plus aux pratiques de la chloïenne qu'à celles d'une nation démocratique qui s'apprête à fêter le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme », a-t-il déploré.

Les responsables du Mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples (MRAP), réunis en assemblée générale à Limoges, ont adressé un télégramme au président de la République et au premier ministre pour protester contre ces expulsions « accomplies dans d'inadmissibles conditions de brutalité, tristement évocatrices d'un passé tragique ». Attirant l'attention de l'opinion publique sur les risques encourus par les expulsés à leur retour dans leur pays, le MRAP estime que « de telles opérations, loin de répondre à un souci légitime de sécurité publique, sont indignes de la République française et gravement préjudiciables à un Etat de droit sans cesse réaffirmé par les voix les plus autorisées de notre pays ».

« Le Syndicat des avocats de France a exprimé son indignation devant cette nouvelle atteinte délictueuse aux droits de l'homme ». Les méthodes employées à l'occasion de ces expulsions sont « totalement illégales, contraires à ce qu'exige la loi pénale de l'intérieur », a estimé le SAF : « La loi du 9 septembre 1986 qui régit les reconduites administratives à la frontière n'autorise la police ni à forcer les personnes à monter dans un avion,

ni à les contraindre à rentrer dans leur pays d'origine, ni à leur faire subir des traitements dégradants ». Selon la convention européenne des droits de l'homme, les expulsions collectives d'étrangers sont interdites, rappelle le SAF.

SOS-Racisme a demandé que toute la lumière soit faite sur les conditions dans lesquelles se sont effectuées ces expulsions et sur leurs raisons. L'association a estimé que si les informations sur le refus de certains Maliens de retourner dans leur pays et sur des violences qu'ils auraient subies étaient confirmées, « il s'agirait d'une atteinte grave aux principes fondateurs de notre République ».

La CGT a condamné la pratique consistant à faire intervenir les forces de police dans un foyer « comme s'il s'agissait de dangereux malfaiteurs ». « Soixante travailleurs ont été embarqués sans qu'ils aient pu se faire assister », a affirmé M. Jean Bellanger, membre de la commission exécutive du syndicat et responsable de l'immigration.

La Fédération des travailleurs d'Afrique noire en France a regretté que « la brutalité soit la seule solution qu'apporte le gouvernement français pour répondre aux difficultés spécifiques des travailleurs africains ».

Le Front national a approuvé, dans un communiqué, « l'expulsion, vers leur pays, d'une centaine de délinquants maliens ». Rappelant qu'il demande depuis plusieurs années que les nombres d'étrangers en situation irrégulière soit « réduit sévèrement », le Front national indique qu'il « soutiendra dans l'avenir, toute politique tendant à restaurer en France le respect de nos lois et la souveraineté nationale ».

La Ligue communiste révolutionnaire s'est demandée si ces expulsions signifiaient un « retour à la règle du Vel d'Hiv ». « Sous Chirac, ce sont les Juifs qui jouaient le rôle des Juifs. Ces déportations (...) sont à plain ne le racisme ambiant devenu depuis le 16 mars, la religion d'Etat dont les grands prêtres sont Pasqua et Pandraud », déclare la LCR dans un communiqué.

### A Bamako Un régime qui ne fait pas l'unanimité...

Constitué de défense des libertés démocratiques au Mali, Front démocratique des patriotes maliens (FDPM), Parti malien de la révolution et de la démocratie... le nombre des organisations et groupements d'opposition qui dénoncent ce qu'ils appellent la « dictature » du général Moussa Traoré prouve au moins que le régime du président malien ne fait pas l'unanimité. Classé parmi les PMA (pays les moins avancés), le Mali, situé en zone sahélienne, faisait peu parler de lui jusqu'au conflit frontalier qui l'a opposé au Burkina, en décembre 1985.

A la suite de ces affrontements, d'importants changements avaient été opérés au sein de l'UDPM (Union démocratique du peuple malien, parti unique), ainsi qu'au sein de l'armée. Les officiers ayant conduit les opérations militaires contre les troupes du Burkina avaient été spécialement visés. En juin dernier, le président Moussa Traoré avait provoqué un remaniement ministériel caractérisé par la création d'un poste de premier ministre, confié à M. Mamadou Dembélé, et par le départ du ministre des affaires étrangères, M. Aboune Blonou Beye.

Considéré comme un pays « progressiste », le Mali entretient une étroite coopération avec l'Union soviétique. Mille quatre cents étudiants maliens seraient actuellement en stage en URSS. L'armée malienne est, d'autre part, essentiellement équipée de matériel soviétique, notamment des chars et des

avions Antonov et Mig. Cette coopération a été amorcée dès 1960, lors de l'accession du Mali à l'indépendance et s'est renforcée avec l'arrivée au pouvoir du général Moussa Traoré, en 1968. Le chef de l'Etat entretient cependant une coopération relativement importante avec la France.

La situation des droits de l'homme au Mali est préoccupante sans être toutefois aussi grave que dans d'autres pays de la région. Le président Traoré, considéré comme un autocrate, réprime sévèrement toute contestation, notamment celle qui se développe parfois dans les milieux étudiants. Bien qu'il soit difficile d'estimer le nombre de prisonniers politiques au Mali, Amnesty International, dans son rapport 1985, souligne que de nombreux prisonniers, tant politiques que de droit commun, sont soumis à des « traitements cruels, inhumains ou dégradants », notamment dans les prisons de Toukoudi et Kidal, situées dans des lieux désertiques, dans le nord du pays.

Ces deux prisons sont de véritables bagnes en raison des conditions très dures de détention, aggravées par la dureté de l'eau en sel, qui serait responsable de troubles graves chez les détenus. Les conditions de travail dans les mines de sel. En janvier dernier, six personnes avaient été arrêtées en liaison avec les accusations lancées par le régime contre l'Union des étudiants et élèves maliens.

### RELIGIONS

Le 27 octobre à Assise

## Plus de soixante-dix personnalités non chrétiennes se rendront à l'invitation du pape

A l'issue d'une visite de deux jours à Florence, le dimanche 19 octobre, Jean-Paul II a renouvelé son appel à une trêve universelle pour le lundi 27 octobre. Ce jour-là aura lieu à Assise (Ombrie) une rencontre de prière pour la paix, à laquelle le pape a invité des personnalités religieuses du monde entier. Les responsables des cinq principales confessions en France (1)

ont rendu public, le lundi 20 octobre, une déclaration commune demandant à tous les croyants de « se joindre à la démarche d'Assise, par la prière, le jeûne ou toute autre modalité religieuse ». Il s'agit de manifester la volonté que « soient bannies les guerres, les violences aveugles et toute forme d'oppression, qu'elles soient le fait de personnes, de groupes ou de gouvernements, et

que soient guéries les situations d'injustice qui en sont la cause ». Ces autorités religieuses s'associent « à l'appel de Jean-Paul II pour une trêve des combats le 27 octobre ». Pour sa part, Mgr Jean Vilnet, président de la conférence des évêques de France, a demandé aux catholiques de jeûner et de prier le 27 octobre pour la paix.

#### ROME

de notre correspondant

Le Vatican prépare actuellement la « journée mondiale de prière » du lundi 27 octobre, à Assise, à laquelle participeront, en compagnie du pape, les représentants de huit religions : le christianisme, l'islam, le judaïsme, l'hindouisme, le bouddhisme, le shintoïsme, le zoroastrisme et le sikhisme.

Au total rejoindront la cité de saint François soixante et onze personnalités non chrétiennes, composant trente-quatre délégations de quinze pays. Quarante-vingt-huit personnalités chrétiennes, dont vingt évêques catholiques représentant le monde entier, ont aussi, à ce jour, confirmé leur participation. Aucun nom pourtant n'a encore été fourni.

Chargé de l'organisation de cette journée de prière du 27 octobre, le cardinal français Roger Etchegaray, président de la commission pontificale Justice et paix, admet qu'il y aurait sans doute beaucoup à redire sur la composition de l'échantillon religieux qui se rendra le 27 octobre en Ombrie. « Nous balbutions », reconnaît-il, mais il réclame l'indulgence pour cette « tentative nécessairement tentée d'empirisme ».

Ainsi, onze patriarches et Eglises autocephales orthodoxes, sur que-

trez, feront le déplacement d'Assise. Les protestants ont également répondu en masse. Des confessions très diverses se sont manifestées dans des pays aussi importants que le Japon ou l'Inde. Il y aura même des Africains et des Américains, représentant des religions traditionnelles qui, dispersées sur la planète, comptent un demi-milliard de fidèles.

Tout a été prévu pour que les intégristes de chaque religion ne trouvent pas matière à critiquer un quelconque syncrétisme (2). Les envoyés de chaque religion prient d'abord, à la fin de la matinée, en dix lieux distincts de la cité ombrienne, « en fidélité totale à leur propre croyance ». Et lorsqu'ils se regroupent en début d'après-midi devant la basilique supérieure de Saint-François, chaque groupe « élève sa propre prière, en se détachant nettement du grand cercle commun ».

Qu'aura de commun, dès lors, cette journée « sans précédent historique à l'échelle universelle », selon le mot de Mgr Etchegaray ? Outre la prière et le jeûne, trois choses : tout d'abord le choix d'Assise, la « sainte colline », témoin de la vie et de la mort de François, le Poverello (petit pauvre), symbole d'un désir de paix entre les créatures ; le

« silence intense » dans lequel chacun écoutera tous les autres ensuite ; et enfin l'un de ces gestes par lesquels les hommes aiment à se remémorer les grands événements :

### Les castors de Jéhovah

La foi souève les montagnes : en trente-huit heures, les samedi 18 et dimanche 19 octobre, deux mille deux cents témoins de Jéhovah ont tenu un lieu de culte au cœur de 685 mètres carrés au Plessis-Bouchard (Viel-d'Orléans). Toute la nuit, des coureurs bénévoles ont posé les vingt-cinq mille tuiles de l'édifice, alors que des équipes de menuisiers, d'électriciens, de plombiers aménageaient l'intérieur. La première réunion pouvait commencer dès le dimanche après-midi.

Les témoins de Jéhovah seraient quatre-vingt-douze mille en France. Une dizaine d'opérations identiques ont déjà été menées sur notre territoire. Celle du Viel-d'Orléans était la première et la plus importante en Île-de-France.

La remise à chaque participant d'un plant d'olivier, l'arbre emblématique de la concorde.

Cette journée d'Assise, à laquelle se joindront aussi par la prière et par le jeûne de multiples groupes religieux dans le monde, coïncide avec la trêve universelle que Jean-Paul II a proposée le 4 octobre dernier, à Lyon, à tous les belligérants et terroristes.

Les nonces des cent onze pays avec lesquels le Vatican a des relations ont reçu pour mission d'alerter, selon les cas, les chefs d'Etat et de gouvernement, les présidents d'Assemblée, et même, avec prudence, les leaders des mouvements d'opposition armée sur « la profonde valeur de signe » de l'initiative du pape. Croyants ou non, ces responsables sont invités à imaginer des « alternatives à la violence » pour parvenir à leurs buts, « dont la légitimité n'est pas ici discutée ».

Parallèlement aux diplomates, les conférences épiscopales nationales ont été sollicitées de prendre des initiatives auprès des parties en conflit. Ainsi, nous avons appris à Rome qu'une rencontre à Assise, entre les leaders religieux du Liban déchiré avait été tentée.

Mais cela n'a, finalement, pas abouti. Pas plus que n'ont pu être

finement invités des musulmans iraniens ou irakiens. Pas plus que n'ont pu être simplement touchés, tant de ceux qui, dans les guerres, voire des Cambodgiens en guerre, voire des Chinois - un cinquième pourtant de la planète, peuplent la hiérarchie catholique de ce pays est reconnue par Rome.

A destination des sceptiques qui ne parviennent pas à imaginer comment des prières pourraient faire taire les armes là où des escouades de diplomates chevronnés ont échoué, Mgr Etchegaray rappelle le préambule de l'acte constitutif de l'UNESCO : « Les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes. C'est dans l'esprit des hommes que doivent être érigées les défenses de la paix. »

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Les signataires de cette déclaration commune sont Mgr Vilnet, président de la conférence épiscopale catholique, Mgr Méliani, président du comité interépiscopal orthodoxe, le pasteur Masny, président de la Fédération protestante de France, M. Sirat, le grand rabbin de France, et Chéikh Abbas, recteur de la mosquée de Paris.

(2) Un tract intitulé « L'imposture d'Assise », signé par Mgr Marcel Lebeu, est actuellement en circulation. Jean-Paul II y est qualifié en particulier d'« apostate ».

مكتبة الأمل



## Justice

M. Chalandon veut améliorer la formation des magistrats

### Les juges devant leurs examinateurs

« De sérieuses améliorations » méritent d'être apportées à la formation des magistrats. C'est la garde des sceaux qui l'affirme, après d'autres, mais avec les moyens (d'argent) et la volonté (peut-être) d'imposer son point de vue. Première étape de cette entreprise : la constitution d'une commission de réflexion. Elle a été confiée à M. François Terré, professeur de droit à Paris et ancien conseiller technique de M. Jean Poyer à l'époque, notamment, où celui-ci était garde des sceaux.

M. Terré est assisté de deux magistrats, MM. Eric Enchebeque et Gérard Puyette, ainsi que de deux avocats, le bâtonnier Marcel Rouxel et M. Philippe Pavie. Remise de la copie : janvier 1987, en principe.

On doit à un député du Front national, M. Jean-Claude Martinez, d'avoir, le premier depuis le changement de majorité, mis en cause la qualité professionnelle des magistrats : « Parmi les étudiants en droit, ce sont les plus nuls qui font la magistrature ». Et, faisant allusion à la forte endogamie dans ce milieu : « A l'école de Bordeaux, ils s'accouplent et se reproduisent entre eux. Il y a forcément des affaissements génétiques chez ces mecs-là ».

En termes mesurés, donc plus pertinents, M. Jean-François Burgelin, directeur de cabinet de M. Albin Chalandon, diagnostique un mal préoccupant : « Les facultés de droit ne peuvent pas fournir chaque année 240 candidats valables », chiffre atteint pour les dernières promotions. M. Burgelin parle en expert : il fut, pendant plus de trois ans, directeur de l'Ecole nationale de la magistrature de Bordeaux.

Son successeur, M. Bernard Bacou, fut lui aussi gagné par le doute. Il commanda à un maître de conférences de l'école, M. Raymond Espel, un volumineux rapport. Ce rapport est tout aussi alarmiste quoique plus nuancé. Ces dernières années, écrit M. Espel au début de 1983, « l'école n'aurait pas cessé d'attirer les bons éléments des facultés de droit et même les très bons étudiants qui se retrouvent classés dans les premiers et deuxième tiers. Par contre, la qualité des auditeurs reçus dans le der-

nier tiers aurait tendance à baisser et le taux des candidats moyens, recrutés dans les queues de promotions, serait en augmentation ».

Il est fini le temps où l'école de Bordeaux ne recrutait qu'une cinquantaine de futurs magistrats par an. Il en faut cinq fois plus aujourd'hui pour faire face à l'accroissement vertigineux du nombre des affaires soumises aux tribunaux. Impossible, compte tenu de ces besoins pressants, de faire la fine bouche sur la qualité des candidats. Difficile d'en revenir à une pratique très sélective courante avant 1968, et que rappelle M. Espel : de 1959 à 1967, 191 postes sur les 555 postes offerts au concours n'ont pas été attribués.

#### L'Ecole, en progrès

Ce qui semble en cause, c'est davantage la qualité du recrutement que la formation dispensée à l'Ecole. Cette formation est aujourd'hui de vingt-huit mois : cinq mois à Bordeaux suivis d'un stage individuel d'un an dans les divers services d'un tribunal de province ou de la banlieue parisienne. Les auditeurs de justice — c'est ainsi qu'on nomme les futurs magistrats — sont ensuite envoyés à Paris pour deux semaines, au palais de justice ou à la chancellerie par exemple. La scolarité reprend alors pendant onze semaines à Bordeaux, suivies d'une période de spécialisation choisie en fonction des postes qui leur ont été attribués. Enfin, au cours de leurs huit premières années de carrière, les jeunes magistrats doivent suivre chaque année quinze jours de stages obligatoires.

Cette formation, qui fait alterner l'acquisition de connaissances juridiques et l'apprentissage en situation du monde judiciaire, représente un progrès indéniable par rapport à l'avant-1958, date de la création de l'Ecole, sous le nom, abondant en 1970, de Centre national d'études judiciaires. Jusqu'à là, la formation des futurs magistrats se faisait essentiellement sur le tas. Elle s'est ainsi beaucoup améliorée, même si elle reste très peu ouverte sur l'extérieur. C'est son gros défaut.

La critique la plus sévère du mode de recrutement des futurs

magistrats figure dans *Raison pour la justice* paru au début de l'année aux éditions Dalloz, sous la signature de Solon, le pseudonyme de trois conseillers de M. Chalandon, MM. Burgelin, Jean-Marie Coulon et Jean Léonard. « Le concours sur épreuves tel qu'il existe, écrit Solon, permet de sélectionner des candidats ayant assez souvent un bon niveau culturel et des connaissances juridiques suffisantes. En revanche, des qualités qui paraissent fondamentales à l'exercice des fonctions judiciaires, telles que l'équilibre psychologique et affectif, l'appréhension objective des situations, la maîtrise du caractère, ne sont guère décelables par les épreuves du concours ».

« D'où, poursuit, Solon, l'entrée rare mais toujours remarquable de personnalités fortement perturbées au sein du corps judiciaire ». Toujours remarquée ? Pas toujours. Pour un Jean-Michel Lambert, qui perdit le contrôle de l'affaire Villémont, ou un Jacques Bidalou, qui convoqua un jour à comparaître des dizaines de députés, combien de magistrats, moins visiblement mais tout autant « perturbés » ? Certainement pas davantage que dans n'importe quelle profession, à cette différence près que les magistrats du siège, ceux qui condamnent ou inculpent, sont immovibles. Difficile de les écarter de leurs fonctions même s'ils ne font pas leur devoir ou le font de travers.

Beau sujet de réflexion pour la commission Terré, à laquelle M. Chalandon a demandé aussi de réfléchir aux risques qu'il y a à confier des fonctions comme celle de l'instruction à des magistrats trop jeunes.

#### Quelles solutions ?

Les solutions envisageables sont connues. Elles font depuis longtemps l'objet de débats parfois passionnés. La difficulté pour M. Terré et ses collègues sera de trancher. L'enjeu pour M. Chalandon est d'imposer, enfin, une réforme.

Lui aussi, il devra choisir. Ouvrir sur l'extérieur la formation des magistrats en la fusionnant, les premières années au moins, avec celle des avocats ? Solon est pour. M. Espel est contre. Il y voit « la fin

de l'Ecole nationale de la magistrature » et surtout « une véritable régression ».

Mieux cerner la personnalité des candidats à l'aide de tests par exemple ? M. Espel observe que ce mode de sélection est largement utilisé dans le secteur privé et « dans les pays anglo-saxons pour le recrutement des fonctionnaires ». Il rappelle qu'en 1946 Maurice Thorez, alors ministre de la fonction publique, aurait vainement plaidé pour appliquer ces tests aux candidats fonctionnaires. Mais M. Espel rejette cette solution, estimant que « le concours sur tests (...) ne correspond pas à la tradition française » et qu'il ne sont pas vraiment fiables.

D'autres remèdes sont possibles pour attirer davantage de candidats et surtout de meilleure qualité : mieux payer les magistrats. Un débutant touche à l'heure de 11 000 francs par mois. Un magistrat du Conseil d'Etat, en début de carrière, 13 000 francs environ. Cette comparaison s'impose : en 1958, à la création de l'Ecole nationale d'administration, dont sont issus les conseillers d'Etat, il avait été envisagé de créer une section judiciaire à l'ENA qui aurait formé les futurs magistrats.

Encourager les détachements provisoires de magistrats dans d'autres secteurs de l'appareil d'Etat ? Cette solution favoriserait l'ouverture de la magistrature vers l'extérieur. Actuellement, les détachements handicapent plutôt ceux qui font ce choix.

Cependant, la magistrature n'est pas un corps aussi fermé qu'on le dit. Un tiers des magistrats formés depuis 1958 sont entrés dans la magistrature avec déjà une expérience professionnelle, une proportion tout à fait comparable à celle du Conseil d'Etat. Mais, paradoxalement, la magistrature apparaît comme figée, peu ouverte sur l'extérieur. C'est que le mal ne vient pas seulement de là mais aussi des qualités personnelles et intellectuelles de certains de ceux qu'elle attire, étudiants ou candidats déjà engagés dans la vie active.

BERTRAND LE GENDRE.

Le débat sur la peine de mort

M. Sarre (PS) s'étonne que M. Chalandon s'oppose à M. Chirac et à M. Mitterrand

Dans une lettre au garde des sceaux, M. Georges Sarre, député (PS) de Paris, critique les récentes déclarations de M. Albin Chalandon sur la peine de mort :

« Vos propos récents évoquant un éventuel rétablissement de la peine de mort à l'égard des terroristes, écrit M. Sarre, témoignent d'une conception tout à fait inédite de la fonction d'un ministre de la République. C'est probablement la première fois qu'un garde des sceaux propose une mesure dont il sait per-

tinement qu'elle est inapplicable en droit car contraire aux engagements de la France ».

« Que vous soyez, à titre personnel, favorable à la peine capitale peut se concevoir. Mais, en rendant publique votre position sur ce point, dans le cadre de vos fonctions, vous avez choisi de vous opposer publiquement aux vues du président de la République et à celles du premier ministre. Comment pouvez-vous donc être le ministre de la justice de ce gouvernement alors que, sur un point aussi décisif de la politique pénale, vous vous écarter délibérément des opinions du premier ministre ? Faudrait-il croire à une répartition des rôles pour abuser les naïfs et tromper l'opinion ? ».

#### En Corse

Un élu est inculpé de « corruption active de juré »

M. Jean-Luc Chiappini, maire de Letia (Corse-du-Sud) et ancien conseiller régional (MRG), a été inculpé, samedi 18 octobre, de « corruption active de juré », par M<sup>me</sup> Béatrice de Valon, juge d'instruction, et écroué à la maison d'arrêt d'Ajaccio. Auparavant, M. Chiappini avait démissionné de ses fonctions de maire, suivi, en signe de soutien, par les neuf membres du conseil municipal de Letia. De leur côté, les élus du groupe MRG et apparentés à l'assemblée de Corse ont assuré M. Chiappini de « leur total soutien ».

M. Chiappini est accusé d'avoir tenté d'exercer des pressions sur une femme, juré de la cour d'assises de Corse-du-Sud, qui jugeait, depuis le lundi 3 octobre, trois hommes impliqués dans une attaque à main armée contre l'agence du Crédit agricole de Solenzara, le 23 août 1983.

Avant l'ouverture de la séance, le président de la cour d'assises avait vu cette personne en conversation avec M. Chiappini. Lors d'une suspension d'audience, la femme, victime d'un malaise, avait expliqué au président que M. Chiappini avait tenté de faire pression sur elle. Celle-ci a été remplacée dans le jury. Dans l'après-midi, le procureur général de la République avait lancé un mandat d'amener contre M. Chiappini.

● 47 136 détenus. — Le nombre de détenus en France métropolitaine était de 47 136 le 1<sup>er</sup> octobre, pour une capacité de 32 500 places. Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de personnes en attente d'un jugement définitif, était de 21 773, soit une proportion de 46,19 %. L'augmentation du nombre total de détenus en un mois est de 2,2 %, un accroissement courant en cette période de l'année : + 2,57 % en octobre 1985 ; + 2,21 % en octobre 1984 et + 2,51 % en octobre 1983.

● Hold-up à Ivry : un mort. — Un consommateur, M. Ruffinetti, a été tué dimanche 19 octobre, vers 5 h 30, par trois malfaiteurs armés de fusils à canon scié, lors d'un hold-up dans un débit de boisson, « La rose des sables », 124, rue Jean-Jaurès à Ivry (Val-de-Marne).

A la fin d'une soirée qui était organisée dans le bar, les trois hommes ont fait irruption dans l'établissement et se sont fait remettre par le propriétaire, sous la menace de leurs armes, une sacoche contenant 25 000 francs, ainsi que des bijoux. Les malfaiteurs ont ensuite pris la fuite par une petite cour donnant sur une rue adjacente, mais M. Ruffinetti, un ami du propriétaire du bar, a tenté de les arrêter. L'un des gangsters a alors tiré, le blessant mortellement.



# MOI C'EST

## EUROPE 1

JEAN-PIERRE ELKABBACH  
18H-20H



## Education

Une enquête inédite du CEREQ

### La crise a relativement épargné les diplômés des universités

Le Sénat commence mercredi l'examen de la réforme des universités que lui soumet M. Devaquet. Ainsi, une fois de plus, l'attention de l'opinion va se trouver monopolisée par une de ces vastes machineries législatives dont la France s'est fait une spécialité. Et une fois de plus, le débat va se focaliser sur des problèmes d'organisation et de structures, l'essentiel : l'adaptation des études aux besoins de la société et à l'avenir des étudiants.

L'université aurait-elle à ce point démenté qu'elle doive ainsi être soumise à ces remises en cause périodiques ? Beaucoup le croient sincèrement. Et l'idée, alimentée par la comparaison avec les grandes écoles, est largement répandue que cette institution est trop sclérosée pour remplir sa mission.

Que l'université ait besoin d'être transformée ne fait aucun doute. Mais de là à la condamner sans appel, il y a un pas que rien ne justifie. L'enquête encore inédite à laquelle vient de procéder le CEREQ (Centres d'études et de recherches sur les qualifications), en comparant l'insertion professionnelle des diplômés universitaires dans les années 1975-1977 et 1980-1983, vient à point pour remettre les pendules à l'heure (1).

Première constatation, qui confirme ce que l'on savait déjà : le chômage, ces dix dernières années, a frappé beaucoup moins durement les diplômés que les non-diplômés.

Alors que le taux de chômage, neuf mois après la fin des études, passait de 10 % à 40 % pour l'ensemble des jeunes, il variait de 8 % à 14 % pour les diplômés de l'enseignement supé-

rieur. Ce dernier chiffre est certes important, mais il montre que la crise n'a opéré une sévère discrimination, en frappant massivement ceux qui quittent l'école avant le bac, et en épargnant relativement les étudiants.

**Les diplômés des universités trouvent plus facilement du travail que les non-diplômés et leur « déqualification » n'est que momentanée. Cette bonne tenue des diplômés tient essentiellement aux efforts des universités pour créer des formations adaptées aux nouveaux métiers.**

La deuxième constatation — plus intéressante — montre que, contrairement à ce que l'on dit souvent, la dégradation des emplois occupés par les diplômés, et le déclassement professionnel qui s'ensuivrait, demeurent relativement limités.

Si l'est vrai que les jeunes commencent, plus souvent qu'auparavant, par occuper des emplois temporaires ou de faible qualification,

général comme maître auxiliaire ou est tuteur. Un tiers des diplômés de sciences exactes qui ont débuté comme techniciens ou cadres moyens sont devenus ingénieurs ou cadres supérieurs. Plus de la moitié des diplômés en droit ou en sciences économiques, qui ont commencé comme employés, sont devenus cadres moyens ou supérieurs.

De même, le temps mis à trouver un premier emploi ne s'est pas allongé de façon significative : quelle que soit la filière, 80 % des diplômés l'ont trouvé dans l'année qui suivait la fin des études.

#### Davantage de cadres

A quoi tient cette résistance du diplôme à la crise ? Les auteurs de l'enquête avancent plusieurs explications qui méritent de retenir l'attention.

La première est que les créations d'emplois sont plus nombreuses au niveau des ingénieurs et des cadres dans les catégories inférieures. Le taux de créations d'emplois de ce niveau, qui était de 5,5 % par an entre 1968 et 1975, s'est maintenu ensuite à un rythme relativement soutenu malgré la crise : + 3 % entre 1975 et 1982, alors que l'ensemble des emplois ne progressait que de 0,35 %.

Cette tendance ne peut que se maintenir étant donné le besoin des entreprises en personnel hautement qualifié dans toutes les branches de l'industrie et des services. Le même phénomène joue aux niveaux inférieurs, les entreprises recrutant de plus en plus des titulaires d'une licence ou d'un diplôme de premier cycle, là où, auparavant, ils se contentaient de bacheliers.

La deuxième explication est la relativement bonne adaptation des filières de l'enseignement supérieur aux grandes catégories d'emplois. En tête de ces articulations privilégiées vient évidemment l'enseignement qui continue d'accueillir la majorité des diplômés en lettres, langues, histoire et en sciences exactes et naturelles.

Le caractère quasi exclusif de l'enseignement comme débouché de ces diplômés constitue évidemment une difficulté, dans la mesure où les étudiants sont directement soumis aux aléas de la politique de recrutement de l'enseignement national. Après les années de vaches grasses des années 60, ce débouché a subi une brusque régression à la fin des années 70. Mais cette tendance est en train de s'inverser, avec l'objectif, confirmé par l'actuel gouvernement — de mener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. Le nombre de postes au CAPES et à l'agrégation qui avait considérablement diminué, augmente à nouveau, pour retrouver le niveau de 1975. Même si les objectifs annoncés de scolarisation des lycéens ne sont pas atteints, le recrutement des professeurs communs, dans les années à venir, un rythme soutenu pour assurer le renouvellement des fortes générations des années 60.

D'autre part, les métiers du droit et les emplois de cadres administratifs, commerciaux, financiers du secteur public et privé accueillent une large part des diplômés en droit, économie et gestion. La troisième explication est que, malgré sa lourdeur et son inertie, l'université a fait un effort important pour adapter ses formations aux évolutions des professions. Alors qu'en dix ans (de 1971 à 1981) les effectifs d'étudiants n'ont pas augmenté (ou ont même légèrement diminué) dans les filières traditionnelles menant à l'enseignement, ils ont augmenté de 2,4 % dans les écoles d'ingénieurs et de plus de 5 % dans les sciences économiques et la gestion.

Mais surtout, des formations nouvelles ont été créées, correspondant

à des débouchés professionnels précis : maîtrise de sciences et techniques (MST), maîtrise d'information appliquée à la gestion (MIAG), diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS), diplômes d'études approfondies (DEA). Les MST accueillent maintenant 20 % des étudiants de deuxième cycle scientifique, les maîtrises de gestion 15 % des étudiants en économie. Ces nouvelles formations axées essentiellement sur les spécialités en expansion (informatique, électronique, construction mécanique, techniques financières et comptables...) permettent à leurs diplômés de trouver plus facilement du travail.

#### Des formations complémentaires

Ce bilan optimiste ne doit pas dissimuler l'effort qui reste à accomplir et les échecs rencontrés. Certaines filières nouvelles n'ont pas eu le succès escompté, parce qu'elles étaient souvent mal conçues ou qu'elles n'ont pas attiré les meilleurs étudiants — ou les meilleurs enseignants. C'est le cas par exemple des langues étrangères appliquées ou de l'administration économique et sociale, qui n'ont pas trouvé vraiment leur place sur le marché du travail.

Certains filières connaissent une crise grave pour n'avoir pas su s'adapter : comme les disciplines littéraires, encore trop exclusivement centrées sur l'enseignement, ou les sciences de la vie ou la chimie, qui attirent la masse des bacheliers D et n'offrent que peu de débouchés.

Ces échecs permettent de mieux comprendre les conditions à remplir pour adapter les formations aux nouvelles formes techniques et économiques.

La première de ces conditions est que la formation soit conçue en fonction d'une spécialité professionnelle déterminée — et donc en concertation avec les milieux professionnels — et soit de haut niveau. La maîtrise est désormais un minimum, et les diplômés qui fournissent des débouchés sont ceux qui intègrent une préparation à la recherche dans un domaine précis.

Deuxième condition : permettre les formations complémentaires donnant aux diplômés le « double compétence » de plus en plus exigée des entreprises. Une seule discipline ne permet pas d'acquiescer la culture de base qu'exigent les nouveaux métiers. Alors que les diplômés en chimie ou en sciences de la vie ne trouvent pas d'emplois, les entreprises, elles, ne trouvent pas les spécialistes de haut niveau dont elles ont besoin pour les biotechnologies, et qui devraient avoir une formation à la recherche en biologie et d'ingénieur. De même, les nouveaux métiers de la communication demandent des personnes ayant des compétences littéraires et scientifiques qui ne sont, pour le moment, données nulle part. De plus en plus, les ingénieurs sont priés d'avoir une formation de base en gestion ou en sciences sociales ; les gestionnaires, en informatique ou en relations internationales.

La troisième condition est de permettre aux étudiants d'acquiescer un début de formation professionnelle au cours de leurs études, en multipliant les stages ou les formations en alternance. Ces formules leur permettent d'acquiescer, en partie, cette « expérience » que les entreprises demandent de plus en plus à leurs candidats et que — par définition — ne peuvent avoir ceux qui n'ont pas encore « travaillé ». Ces relations entre les établissements d'enseignement et les entreprises créent des liens qui bien souvent sont des préjudices à l'embauche — comme l'ont compris depuis longtemps les grandes écoles.

Ces initiatives, les universités ont montré qu'elles pouvaient — et savent — les prendre. C'est là un fait nouveau que peu auraient prédit il y a une quinzaine d'années. Pour cela, elles ont besoin de méthode, de détermination et de tranquillité.

Espérons que l'année trouble qui s'annonce pour elles ne les détournera pas de ces tâches essentielles — dont, hélas ! la loi en préparation ne dit mot.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) « Stabilité de l'insertion professionnelle des diplômés universitaires », par Alain Charlot et François Portier. Article à paraître dans *Formation emploi* (CEREQ, 9, rue Sextius-Michel, 75015 Paris).

## Médecine

L'ordre des médecins et la procréation artificielle

### Ni « mères porteuses » ni « dons d'embryon »

Quelques semaines avant que le Comité national d'éthique fasse connaître son avis sur les nouvelles méthodes de procréation — il le fera au cours des Journées annuelles d'éthique qui se dérouleront au mois de décembre prochain — le conseil national de l'ordre des médecins a tenu, à rappeler, le week-end dernier, « les principes fondamentaux qui doivent guider les médecins » en matière de « méthodes de procréation médicalement assistées ». Les principes sont au nombre de trois :

— Aider le couple stérile ;  
— Respecter l'embryon, qui ne peut être traité ni comme un matériel ni comme une denrée ;  
— Penser à l'enfant à naître et à son devenir.

En conséquence, le conseil de l'ordre estime que « les méthodes commencent admissibles au sein du couple (insémination avec le sperme du conjoint, fécondation in vitro avec transfert embryonnaire) répondent à ces impératifs ».

En revanche, toujours selon l'ordre, « la fécondation avec donneur étranger ou couple appelle encore des réserves. En l'absence d'une législation spécifique sur ces questions, le conseil national déclare que les règles déontologiques des CECOS doivent être strictement observées ». Ces règles prévoient que l'insémination artificielle ne peut être qu'un palliatif de la stérilité masculine, que le don du sperme n'est pas rémunéré et que l'anonymat doit être total entre donneurs et receveurs.

En ce qui concerne les autres méthodes de procréation, l'avis de l'ordre est que « le don d'embryon, qui n'est pas assimilable au don de

gamètes, n'est pas acceptable dans la mesure où il conduit à la banque d'embryons et à ses risques d'engrèment ». Il en est de même du « prêt d'utérus, déraisonnable dans ses conséquences ».

Quant aux méthodes de fécondation in vitro, le conseil national de l'ordre estime qu'elles « ne doivent être pratiquées que dans des centres agréés et sous contrôle ».

Commentaires pour nous ces différentes prises de position, le docteur Louis René, président du comité d'éthique du conseil de l'ordre, a souligné l'importance pour chaque médecin qui pose une indication de procréation médicalement assistée d'informer le couple des chances de succès et des risques d'échec. « La triomphalisme ambiant a quelque chose d'inquiétant », estime le docteur René.

Au total, si la prise de position de l'ordre se révèle dans l'ensemble assez cohérente, elle n'en pose pas moins certains problèmes. Ainsi, par exemple, la pratique des mères porteuses étant jugée « déraisonnable », quelle sera l'attitude de l'ordre vis-à-vis des médecins qui recourent à cette méthode ? Globalement, c'est sans doute le plus important, le conseil national souligne implicitement le risque qu'il y a à laisser se développer de telles pratiques sans le moindre cadre juridique. En insistant sur l'observation stricte des règles des CECOS, l'ordre, estime le docteur René, regrette les incertitudes juridiques qui prévalent actuellement. « Des incertitudes qui, en fin de compte, ne peuvent être que préjudiciables aux enfants. »

FRANCK NOUCH.

## Faits divers

A BASTIA

### Robert Moracchini écroué

En milieu de la semaine dernière, une cinquantaine d'enquêteurs (impôts, brigade financière de la PI, experts des infractions sur les changes et de la SEITA) débarquent à Bastia (Haute-Corse) dans le plus grand secret. Dès le vendredi 17, une vingtaine d'interpellations et douze gardes à vue sont opérées pour des membres présumés ou proches de « La Brise de mer », un gang corse qui cherche à régner sur l'île et ses rouages politico-économiques. Vingt-quatre heures plus tard, samedi 18, une incrimination et une mise sous écrou : Robert Moracchini, vingt-sept ans, arrêté la veille, est inculpé d'abus de biens sociaux.

Acquisé aux assises de Dijon pour le meurtre des frères Ziegler en juin 1983, Robert Moracchini est dit-on à Bastia, une des têtes d'affiche de « La Brise de mer ». Sa mère est gérante du Continental, un bar supposé être contrôlé par la bande ; interpellée au village elle est mise

hors de cause. Mais les enquêteurs découvrent que la Porsche (450 000 F), dans laquelle circule en ville Robert Moracchini, a été achetée au nom de la société qui gère le Continental. De même pour une moto.

Décidé à Paris à l'échelon de M. Robert Pandraud, l'assaut contre « La Brise de mer » a été préparé par plusieurs réunions interministérielles. Les informations visent cette bande, ont été accumulées pour certains depuis déjà plus de trois ans, à l'époque où M. Robert Denier était responsable de la PI de Bastia. M. Ange Mancini, directeur du SRPJ de Corse et M. Robert Brousard, préfet délégué à la police pour la Corse. « La Brise de mer », depuis cet été, a déjà subi quelques coups. Deux de ses membres (Dominique Chiappalone, trente-deux ans, et Jacques Castellani, vingt-quatre ans, ont été arrêtés en flagrant délit de hold-up en août dernier. Enfin, M. Jean-Pierre Flori, trente-sept ans, teneur du bar le Challenger, à l'île-Rousse, a été écroué vendredi 17 octobre pour avoir frappé le percepteur de l'île-Rousse qui venait lui réclamer un recouvrement.


RECTIFICATIF. — Les taux de suicides en France et en Europe, présentés dans les premières éditions du Monde du 18 octobre, étaient calculés pour 100 000 habitants (et non pour 1 000).

## Droit de réponse

Médecin et fondateur de Radio-Beur.

Nacer Kettane répond

à tous ceux qui voudraient réduire au silence ou à l'exil les immigrés de la « seconde génération ». 59 francs



Editions La Découverte

Inscriptions immédiates  
Rentrée Octobre et Novembre

## MANAGEMENT MARKETING HOTELIER

Pour vous ouvrir les grandes carrières  
du management hôtelier à l'échelon international

### INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

FORMATION SUPERIEURE AUX TECHNIQUES DU  
MANAGEMENT-MARKETING HOTELIER ET TOURISTIQUE

Stages internationaux dès la 1<sup>re</sup> année et missions professionnelles  
PARIS - GENEVE - NEW YORK

3 années de formation internationale opérationnelle conduisant à partir de l'anglais du bac à une pratique de l'américain permettant la maîtrise des techniques anglo-saxonnes de management hôtelier.

ADMISSION  
Bac et niveau bac  
Admission parallèle en 2<sup>e</sup> année  
(DEUG, DUT...)

Financement à 100 %  
du montant des études.



MAXIM'S  
célèbre dans le monde entier

71, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75008 PARIS (1) 42 66 66 82  
OU PAR MINITEL (1) 42 65 43 68 + Connexion

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_ LOCALITE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ DATE \_\_\_\_\_

TELEPHONE \_\_\_\_\_

NIVEAU D'ETUDES \_\_\_\_\_



## Communication

Les enjeux télévisuels au Marché international de programmes

### Les inquiétudes d'Astra et les espoirs de TDF 1

CANNES  
de notre envoyé spécial

La Société européenne des satellites (SES) n'attend nullement renouer au projet Astra : un satellite équipé de seize canaux de télévision braqués sur le Vieux Continent. Au contraire, la SES a doublé son capital en le portant à 300 millions de francs et a ajouté un nouvel actionnaire, la Société nationale d'investissement belge, aux onze premiers. La station de contrôle de la SES sera opérationnelle en mars 1987, et la mise sur orbite du satellite, retardée par le dernier échec d'Aziane, est prévue pour février 1988.

Seule société privée en Europe à avoir pour objet le financement et l'exploitation d'un système de télévision par satellite, la SES propose à cinquante et un grands groupes par-

tiellement intéressés un prix de location du canal de télévision beaucoup moins élevé que ses concurrents (de 30 à 35 millions de francs par an). Le groupe suédois Svaenst-Kimewik sera son premier client. Parallèlement, la SES a déjà conçu une politique de marketing très élaborée pour convaincre le grand public de s'équiper en matériel de réception dont le coût s'élève à 4000 ou 5000 francs (des contacts ont déjà été pris avec des revendeurs comme Darty ou la FNAC).

Fortuitement, ce n'est pas l'euphorie du printemps dernier. Le directeur commercial de la SES, M. Marcus Bicknell, a reconnu, en cours du MIPCOM que le satellite Astra devrait renouer à l'essentiel de ses ambitions en France et en RFA... si les lancements des satellites concurrents — le français TDF 1 dont le

lancement est prévu pour septembre 1987 et l'allemand TV Sat — s'effectuaient comme prévu : 75 % de pertes de parts de marché dans chacun des deux pays et la nécessité d'un recentrage sur le marché britannique en liaison avec le groupe Maxwell. Or, après des années d'atermoiements et de retards, les Lander allemands viennent de s'entendre sur la répartition des quatre canaux de TV Sat (Le Monde du 10 octobre).

Quant au gouvernement français, s'il refusait dans le courant de l'été de s'engager à verser 1,758 milliard de francs nécessaires à la construction et au lancement de TDF 2 (satellite de secours, indispensable pour la fiabilité du système), il ouvrirait la porte aux financements privés des industriels (L'Aérospatiale a déjà donné son accord de principe), des établissements spécialisés, de grands groupes publicitaires, ainsi que de futurs locataires des cinq canaux de télévision. Mais ces derniers ne donneront leur accord qu'après avoir été dûment autorisés par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), qui départagera les candidats.

« C'est une complication, pas un handicap », assure à Cannes M. Claude Contamine, PDG de Télédiffusion de France (TDF), qui se fait fort de réunir l'ensemble de ces financements dans une société de commercialisation.

Le pari sera-t-il tenu ? Les grands groupes de communication seront-ils prêts à payer plus de 100 millions de francs annuels par canal pour monter sur un satellite dont la principale qualité sera d'être capé par des antennes de très faible diamètre ? De la réponse des consommateurs dépendra le sort du projet français. S'il échoue, SES et Astra seront présents.

PIERRE-ANGEL GAY.

### Channel Four : toujours plus fort

CANNES  
de notre envoyé spécial

Pourquoi une telle affluence au stand de TV 4-International (le point de vente de Channel Four) dans un MIPCOM plutôt maussade ? La chaîne britannique, qui fête bientôt ses quinze ans, a réussi à faire rimer « privé » avec « qualité » et est souvent citée en exemple par une France saignée par le démon de la privatisation.

Son succès croissant — et inattendu — prouve qu'une télévision « alternative » est possible. Son cahier des charges ? Fournir « un service particulier, fondé sur l'innovation et l'expérimentation, à l'intention des minorités qui ne sont pas désignées par les chaînes privées ». Les résultats sont là. L'objectif était d'atteindre 10 % d'audience. C'est pratiquement fait : après une progression régulière (6,5 % en 1984, 7,4 % en 1985), Channel Four a enregistré un taux de 8,4 % d'audience pour les trois premiers mois de cette année. Elle a obtenu un résultat record de 9,4 % en février et a battu, pour la première fois, sa concurrente, BBC 2.

Qui plus est, cette chaîne « pas comme les autres » peut se targuer d'être regardée, à un moment ou à un autre, par 95 % des téléspectateurs. Comment

expliquer une telle réussite ? Pour M. Jeremy Isaacs, directeur général, l'important, c'est la différence : « Au lieu de chercher à donner toujours plus à un nombre toujours plus grand, nous offrons un choix différent à un public plus restreint, avec des goûts particuliers. Nous désignons le choix au maximum. » Non seulement on multiplie les genres sur Channel Four (films, documentaires, journaux, magazines, art, musique...), mais on s'y attache aussi à créer des subdivisions destinées à satisfaire des goûts encore plus éclectiques. En musique, par exemple, les grandes classifications (moderne, classique, folk, pop, etc.) ont été effacées, et les jeunes, les personnes âgées, les femmes et les groupes ethniques ont leurs propres programmes.

Le secret de cette réussite réside, sans doute, dans la souplesse d'un outil mené par une petite équipe d'hommes convaincus et passionnés (260 personnes), aux moyens limités (130 millions de livres de budget prélevées sur les ressources publicitaires des autres chaînes privées). Un exemple : le film *My Beautiful Laundrette*, qui connaît actuellement un succès international sur grand écran, a été tourné en 16 mm par Channel Four, pour la modique somme de 650 000 livres.

ALAIN WOODROW.

Conflit entre deux radios arabes

### Une « voix syrienne » sur les ondes parisiennes ?

Curieuse retombée des affrontements proche-orientaux que l'affaire examinée ce lundi 20 octobre par un juge parisien des référés et qui met aux prises deux radios privées arabes de Paris, l'une diffusant sans aval de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, l'autre encore à l'état de projet.

M. Khalil Ahmed, chef du bureau de presse de M. Rifaat El-Assad, vice-président syrien « en exil », et le plus en vue des quatre frères du président Hafez El-Assad, assigne M. Raghib El-Chammah, citoyen libanais, président de Radio-Orient, pour « diffusion d'informations inexactes » et « refus de les démentir ».

Le 29 septembre, Radio-Orient, qui a une puissance de 5 kilowatts, se basant sur des « confidences » faites par Khalil Ahmed à Raghib El-Chammah, du moins selon ce dernier, révélait l'existence d'un nouveau projet de radio privée arabe à Paris — où il en fonctionnait déjà trois ou quatre. « Hérité d'un dossier défriché par l'Institut du monde arabe » (organisme culturel franc-arabe) « mais abandonné pour des raisons financières, le projet était repris par Rifaat El-Assad ».

Radio-Orient indiquait également que les ambitions médiatiques du vice-président syrien, déjà matérialisées par la revue en arabe *El-Foursane* (les Chevaliers), conçue à Paris et imprimée à Londres, ne se limitaient pas à une station parisienne. Selon la radio, M. Assad se faisait fort, en

outre, de « louer quatre canaux sur le futur satellite européen de Luxembourg, en vue d'établir un réseau de télévision couvrant Beyrouth, Damas et Le Caire ».

Toujours selon les « confidences » de M. Ahmed, Radio-Orient rapportait enfin que « M. Rifaat El-Assad avait obtenu l'autorisation du roi Hassan II du Maroc pour fonder une station de radiodiffusion couvrant le monde arabe, et la Syrie en particulier ». La radio concluait que ce vaste programme du fondateur en Syrie de la trop célèbre milice dite des « Panthères roses » avait suscité « interrogations » et « réticences » de la part des autorités françaises.

Le chef du bureau de presse vice-présidentiel, qui ne hante plus ses installations damascènes mais réside en banlieue parisienne et y enseigne les langues, n'a pas démenti, en revanche, que Rifaat El-Assad ait l'intention de lancer une radio à Paris. Et pour cause : une demande en ce sens a été reçue le 2 octobre par la Haute Autorité. Présentée par la SARL El-Darb — la Voie, — cette station couvrirait un rayon de 25 kilomètres à partir de son émetteur (10 kilowatts) de la tour Orphée, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement. Elle traiterait notamment « des problèmes de la démocratie et de la liberté d'expression ». L'investissement serait, au départ, de l'ordre de 2 millions de francs fournis « par les prêts des associés », qui ne sont autres que Dercid et Firas El-Assad, deux

garçons de dix-huit et vingt ans, fils du vice-président.

Quant au jeune président (vingt-neuf ans) de Radio-Orient, Raghib El-Chammah, il maintient l'ensemble de ses informations et affirme qu'une « Radio-Assad » ne pourrait concurrencer la sienne, laquelle se veut « la station française des musulmans arabophones de la région parisienne et de leurs amis », et revendique 400 000 auditeurs.

Autre curiosité : Radio-Orient, qui diffuse des émissions de qualité depuis 1982, demeure un média non autorisé, quoique toléré. Le 24 avril 1986, la Commission consultative des radios libres lui a délivré un « avis favorable ». Mais la Haute Autorité, invoquant sa prochaine disparition, ne s'est pas prononcée sur ce dossier. Cela n'empêche pas M. El-Chammah d'échanger des lettres aimables avec le premier ministre, M. Chirac, ou certains de ses ministres, et de recevoir à sa table, au siège de sa radio, avenue Foch, des personnalités françaises de tous bords.

Les milieux arabes de Paris estiment que les projets prêtés à Rifaat El-Assad pourraient surtout avoir pour but de faire pression sur certains hiérarques damascènes qui s'opposeraient au retour du vice-président — par exemple le général Mohamed El-Kholi, chef de services secrets et rival présumé de Rifaat en cas de vacance du pouvoir en Syrie. Une radio qui porterait loin en quelque sorte...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Le colloque du Club de Bruxelles sur la télévision

### Polémiques sur la réglementation

BRUXELLES  
de notre correspondant

Les positions en présence sont bien connues. Mais un colloque sur la télévision déchaîne toujours les passions, avec son cortège d'affirmations dogmatiques. Celui qui fut organisé les 15 et 16 octobre par le Club de Bruxelles n'a pas échappé à la règle.

Ainsi longtemps que les discussions ont porté sur les actions économiques ou les défis technologiques que pose la libération de l'espace audiovisuel, les débats ont suivi le cheminement habituel — propos amènes et courtois — de tout colloque.

Mais, en abordant les thèmes de la télévision sans frontières et de la réglementation communautaire, de la publicité et des programmes, la seconde journée a pris une tout autre tournure. En vedette : M. Jean-Marie Cavada. Le représentant du groupe Hersant lançait, d'entrée de jeu, une mise en garde contre toute velléité de « surrégler dans un domaine où seul le consommateur fait la réalité ». Et M. Cavada de reprocher à la Commission de Bruxelles de centrer son action sur le domaine législatif au lieu de s'atteler à la promotion et au soutien des productions.

Le représentant du groupe Berlusconi était plus nuancé. La CRE a un rôle important à jouer pour orienter les futures législations des pays membres, a-t-il dit, « une future réglementation communautaire ayant au moins le mérite de fermer

définitivement la porte au monopole d'Etat ».

L'examen de la réglementation publicitaire proposée par la commission a accentué les divergences. « La production doit être payée », a déclaré M. Patrick Cox (Sky Channel), qui ne voit pas d'autre solution qu'un appel accru à la publicité. M. Cox, soutenu par le représentant du groupe Berlusconi, juge « irréaliste » la proposition de la CRE de limiter la publicité sur les chaînes européennes à 15 % du temps d'antenne, tandis que M. Bob Schmitz (Bureau européen des unions de consommateurs) souhaite que ce taux ne dépasse pas 10 %.

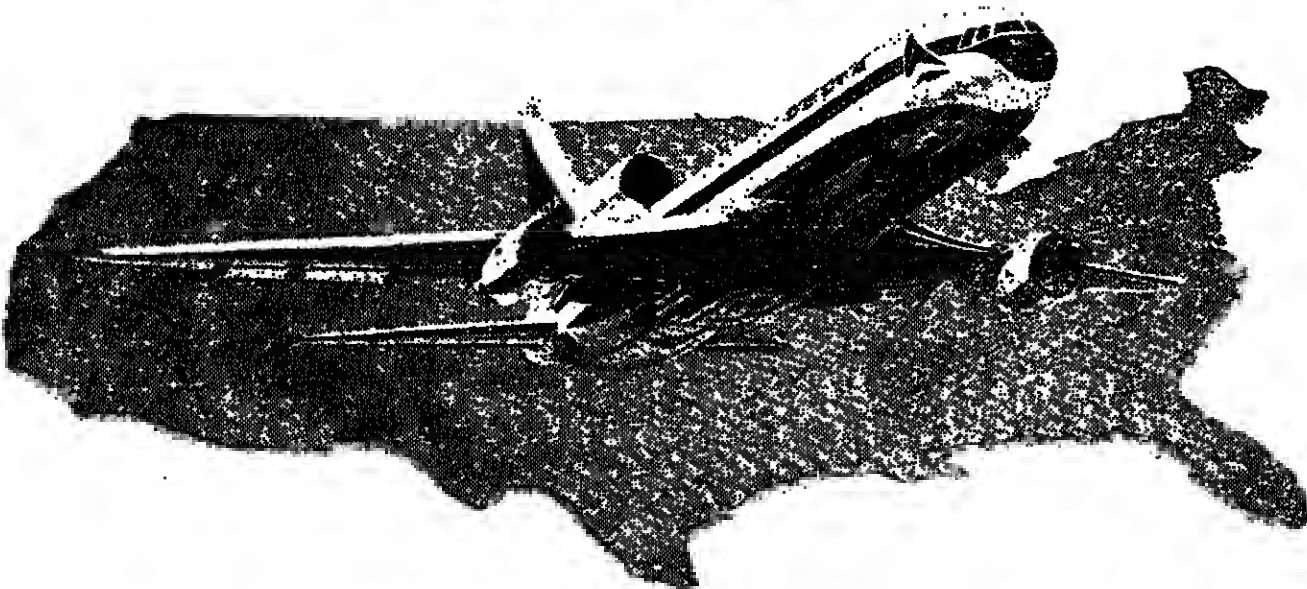
Enfin, le débat fut encore plus polémique lorsqu'on aborda le thème des programmes, avec l'indivisible référence aux feuilletons américains et le traditionnel débat sur la défense de la culture et des auteurs européens.

L'intervention de M. Carlo Ripa di Meana, le commissaire à la culture et à la communication, allait temporairement calmer les esprits. Celui-ci a en effet annoncé que la Commission venait de consentir une subvention de 7 millions de francs à Europa TV (installée aux Pays-Bas), le programme de télévision multinationale et multilingue qui accueille déjà les chaînes publiques italiennes, allemandes, néerlandaises, irlandaises et portugaises. Il a également indiqué que M. François Léotard envisageait, lui aussi, la participation d'une chaîne française.

Rien n'y a fait. « La chaîne multinationale n'a pas pris les choses par le bon bout, et elle ne peut aujourd'hui satisfaire le public », a déclaré M. Cavada en revenant sur ses thèmes favoris : « aider n'est pas subventionner » ; « les tentatives des chaînes européennes doivent prendre garde à ne pas reproduire des schémas bureaucratiques ».

MARCEL SCOTTO.

## DELTA AIR LINES DESSERT PLUS DE 100 VILLES AUX U.S.A.



Delta propose des vols sans escale vers Atlanta, la « porte d'accès » la plus pratique des États-Unis. Avec 370 départs par jour, Delta assure plus de liaisons au départ d'Atlanta que toute autre compagnie aérienne. Couvrant l'ensemble des États-Unis, Delta dessert des villes telles que Los Angeles, San Francisco, la Nouvelle-Orléans, Miami, ainsi qu'Orlando, le site « d'EPCOT Center » et de Disney World.

Avec Delta, voyagez sans escale en Tit-Star « Wide-Rider » entre Ody et Atlanta. Nos prestations : gastronomie internationale,

films de première exclusivité, casque stéréo, sans oublier le service attentif et professionnel de nos équipages.

Vous apprécierez les facilités de l'aéroport international d'Atlanta. Les vols nationaux et internationaux sont regroupés dans la même aérogare. De même, les services de douane et d'immigration sont situés dans la même zone pour plus de rapidité.

Pour de plus amples renseignements, appelez Delta à Paris au (1) 43.35.40.80. Notre agence est située : 24, boulevard des Capucines, 75009 Paris.

## DELTA

Gets You There®

Tous nos horaires sont donnés sous réserve de modification sans avis préalable.



# Sports

## VOILE : la Coupe Louis-Vuitton

### Les réconforts du « docteur Fremantle »

Le premier tour de la Coupe Louis-Vuitton, qui désignera, fin janvier 1987, le challenger pour la vingt-sixième édition de la Coupe de l'Amérique, a pris fin, dimanche 19 octobre, à Fremantle (Australie-Occidentale). Trois douze mètres J1 ont nettement dominé ces régates avec onze victoires et une seule défaite : *America-II* avec John Kollus, le nouveau barreur du New-

York Yacht Club, qui ambitionne de reconquérir un trophée dévolu pendant cent cinquante-deux ans, *Stars-and-Stripes*, du San Diego Yacht Club, barré par Dennis Conner, désireux de faire appel de son échec de 1983 et le surprenant *New-Zealand KZ 7* avec Chris Dickson, le benjamin des skippers à la tête d'un équipage de néophytes. Ces premières régates ont

permis aux challengers français de mesurer les progrès qu'il leur reste à accomplir pour briser, fin décembre, une place en demi-finale. Après des débuts remarquables, *French-Kiss* et *Marc Pajot* se retrouvent haitiens avec cinq victoires pour sept défaites. La situation d'*Yves Pajot* et de *Challenge-France* est plus critique avec deux victoires pour dix défaites.

Le « docteur Fremantle », cette brise thermique de la mi-journée, plus forte au fur et à mesure que l'on avance dans l'est austral, viendra-t-il au secours des Français ? Compte tenu du règlement de la Coupe Louis-Vuitton qui accorde un point par régates gagnées lors du premier « round robin » (1), puis cinq points lors du deuxième (2 au 19 novembre) et surtout 12 points lors du troisième (2 au 19 décembre), la situation des frères Pajot, qui comptent respectivement 6 et 9 points de retard sur les premiers, est, mathématiquement, loin d'être critique. Certains challengers, comme les Italiens, et les Américains de *Courageous-IV* seraient d'ailleurs prêts à changer de bateau pour le deuxième « round robin », abandonnant ainsi les points marqués lors du premier. On peut même penser que le temps travaille désormais pour les défis français.

C'est le cas pour *French-Kiss* qui avait démontré ses excellentes dispositions pour la brise en remportant deux des régates du championnat du monde des 12 mètres J1 sur le même plan d'eau, en février dernier. Or le bateau français devrait retrouver au fil des prochaines semaines les conditions climatiques qu'il affectionne. De plus, en prévision de la longueur de cette campagne australienne et des indisponibilités que cela peut entraîner, *Marc Pajot* a instauré une formule de roulement pour « économiser les forces physiques et morales de chacun ». Au risque de perdre quelques points, il a lui-même quelquefois cédé la barre, au départ ou en cours de régates, à

Marc Bouet, son tacticien, ou à Bertrand Paolet, son navigateur. L'expérience de l'équipage français dans ce type de compétition a été surmontée en grande partie par les mois d'entraînement à Sète et par de multiples régates d'entraînement à Fremantle contre les meilleurs challengers. Les progrès les plus spectaculaires ont été accomplis au niveau des départs, aussi complexes qu'importants dans un match-racing entre deux bateaux. *Marc Pajot* a même réussi à devancer sur la première ligne la plupart de ses adversaires, y compris Dennis Conner, John Kollus et Chris Dickson. Hélas ! il a rarement pu conserver son avantage jusqu'au bout.

#### L'analyse et le vécu

Ces régates de trois à quatre heures exigent pas seulement une exceptionnelle condition physique — les Français ont dû effectuer quatre-vingt-cinq virages de bord avec leur monstre de vingt-cinq tonnes pour « contourner » Rod Davis et l'équipage de *Endeavour* — mais aussi des réflexes et une concentration de tous les instants pour réagir à la moindre bascule du vent ou aux initiatives adverses. « Désormais, nous avons bien analysé toutes les situations mais nous ne les avons pas encore vécues pour être parfaitement opérationnels », reconnaît *Marc Pajot*.

A défaut de disposer de l'expérience des Américains ou de manifester la même rage de vaincre que

les Néo-Zélandais, *Marc Pajot* et son équipage devront sans doute limiter leurs ambitions à la quatrième place de demi-finaliste si le « docteur Fremantle » est bien au rendez-vous des prochaines régates.

En revanche, seul un miracle de la « chirurgie » nautique pourrait désormais sauver *Challenge-France* qui ne compte que deux victoires sur dix-huit régates. *French-Kiss* pour déqualification de *French-Kiss* pour abordage avant le départ et par abandon d'*Azzurra* pour rupture de safran de gouvernail. Après les questions financières qui avaient retardé la mise à l'eau de son bateau, *Yves Pajot* a été confronté dès son arrivée en Australie à des problèmes de jauge. *Challenge-France* était trop léger de 500 kg. Une opération de fortune consistant à raccourcir la bôme de 30 centimètres et à diminuer la surface de voilure de 6 à 8 % lui a permis de participer aux premières régates. Mais cette perte de puissance a considérablement handicapé son équipage pour les relances après les virages de bord.

Après une dizaine de jours de mise en chantier à Fremantle, *Challenge-France*, normalement lesté, devrait retrouver ses lignes pour le deuxième « round robin ». Mais *Yves Pajot* disposera alors de bien peu de temps pour parfaire ses régates et redresser la barre.

Si les deux défis français ont plutôt déçu jusqu'ici, la grande révélation du premier « round robin » est incontestablement *New-Zealand KZ 7*. Pour leur première apparition en Coupe de l'Amérique, Chris Dixon, le benjamin des skippers avec ses vingt-quatre ans et son

visage à la Bibi Fricotin, et son équipage de vingt-six ans de moyenne d'âge, ont fait jeu égal avec les plus chevronnés des Américains. Sur place à Fremantle depuis janvier 1985, les Néo-Zélandais connaissent le plan d'eau mieux que n'importe lequel des autres challengers. De plus, leur coque en matériaux composites et non en aluminium, pour accroître la rigidité et permettre de mieux solliciter le grément, est en passe de devenir aussi célèbre que la quille à ailettes d'*Australis-II*.

Ben Lexcen, l'inventeur non conformiste de la quille, a déjà pris position dans cette nouvelle polémique. « *New Zealand* est un bateau lent et seul le talent de son équipage lui permet de dominer les autres challengers », estime-t-il. Les *Klits* gagnent malgré leur 12 mètres en composite et non grâce à lui. « Au cours d'un sémestre d'affrontement par vent de 25 nœuds — les conditions qui devraient prévaloir lors des dernières régates de qualification, — Dennis Conner a dû faire appel à toute son expérience pour infliger à *French-Kiss* sa première défaite pour 49 secondes.

Comme en 1983 où il avait déjà cherché à faire déclarer non conforme la quille des Australiens, Dennis Conner a entrepris de faire vérifier la légalité de la quille du 12 mètres néo-zélandais. La guerre psychologique a aussi commencé.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Système de compétition où chacun des challengers rencontre successivement tous ses adversaires en duel.

## TENNIS

### Anniversaire et record



Anniversaire et record : en même temps qu'elle a soufflé les bougies du gâteau qui lui était offert pour son trentième anniversaire au tournoi de Filderstadt (RFA), la championne du monde, Martina Navratilova a signé, aux côtés de son partenaire de double, son 1 004<sup>e</sup> match victorieux. Seule sa compatriote Chris Evert-Lloyd, âgée de trente-deux ans, a aussi passé la barre des 1 000 matches victorieux.

## CYCLISME

### Kelly, l'as des As

Devancé la veille par l'Italien Gian Battista Baronchelli dans le Tour de Lombardie, dernière classique de la saison routière, l'Irlandais Sean Kelly a pris sa revanche dimanche, 19 octobre, à Montreuil-sous-Bois en remportant le traditionnel Critérium des As : une victoire symbolique qui confirme la supériorité dont il a fait preuve cette année en remportant Paris-Nice, Milan-San Remo, Paris-Roubaix et le Grand Prix des Nations.

Cependant, les deux épreuves habituellement très prisées ont été dévaluées par de nombreuses abstentions. Lemond, Moser et le champion du monde Mirinda Argentin, avaient notamment renoncé au Tour de Lombardie, que Baronchelli, déjà vainqueur en 1977, a inscrit pour la seconde fois à son palmarès, sans rencontrer d'opposition véritable de ses derniers adversaires, parmi lesquels Kelly et Anderson.

Quant au Critérium des As, qui ressemble par définition l'élite des coureurs professionnels dans une course dernière entraîneur, il a été déserté par trop de vedettes pour justifier pleinement son titre. Contraint à l'abandon dans le Tour de Lombardie, Laurent Fignon, en particulier, était absent. Mais Bernard Hinault avait profité de l'occasion pour faire — hors compétition — ses adieux au public parisien.

Chez les dames, Jeanine Longo a effectué une nouvelle démonstration de son talent. Elle a obtenu sa neuvième victoire consécutive en l'espace de deux mois, réalisant donc de très loin le meilleur score de l'année.

J. A.

## GOLF

### Ballesteros et Langer ex aequo

L'Espagnol Severiano Ballesteros et l'Allemand de l'Ouest Bernhard Langer ont été déclarés, dimanche 19 octobre, vainqueurs ex aequo du Trophée Lancôme, comptant pour le circuit professionnel européen et doté de 1 555 000 F, à l'issue d'un play-off interrompu au 77<sup>e</sup> trou par l'obscurité.

Cette décision sans précédent pour un tournoi se prolongeant par un play-off a été prise par le juge-arbitre de la Professional Golfers Association (PGA), M. Tony Gray, après une réunion de toutes les parties concernées.

Severiano Ballesteros et Bernhard Langer, qui se partageront les prix attribués aux deux premières places du Lancôme — soit environ 255 000 francs pour chacun — avaient terminé le quatrième tour, sous l'averse, à égalité de score (274, 14 sous le pari).

La bataille atteignant des sommets d'intensité quand, regards sur les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> trous, les deux grands rivaux se livrèrent à un superbe régal. Se défilant à grande coupe de birdies, rétablissant à tour de rôle des situations compromises, ils allèrent jusqu'au bout de leur talent et de leur résistance nerveuse devant un public fasciné.

Dans cette partie de bras de fer entre les deux meilleurs joueurs du Vieux Continent, la pression devint terrible. Severiano Ballesteros accablait. Mais Bernhard Langer, qui l'avait rejoint juste sur le poteau d'arrivée grâce à un superbe putt, n'allait plus se laisser décrocher, pour obliger l'Espagnol à partager sa troisième victoire au Lancôme (1976, 1983 et... 1986). Et après avoir été à un souffle de lui faire perdre son troisième play-off dans cette compétition, après ceux de 1977 face à l'Australien Graham Marsh et de 1984 devant l'Ecois Sandy Lyle.

## TRAMPOLINE : les championnats du monde

### Pioline, étoile des toiles

Le Français Lionel Pioline a conservé samedi 18 octobre à Bercy son titre de champion du monde de trampoline. Le Soviétique Vadim Krasnouchapka, son rival le plus dangereux, rapidement hors course, Pioline a dominé, facilement signant un total record de 107,10 points (28,50 aux imposées, 39,6 et 39 pour les deux passages d'exercices libres).

Les Allemands de l'Ouest Michael Kuhn et Ralf Pelle et le Soviétique Igor Gelibiatowski, ses trois suivants, se distinguent également en passant la barre des 104 points. Une troisième place pour l'équipe au trampoline, quatre médailles d'argent et une de bronze au trampoline renforcé par ailleurs la place de la France parmi l'élite des sports acrobatiques.

La perche et le trampoline, sports de saut et de hauteur, ont pour autre point commun de voir Français et Soviétiques s'y disputer les sommets. Champion du monde individuel à Osaka en 1984, le Parisien Lionel Pioline, vingt-un ans, remportait son titre en jeu à Bercy. Il trouvait sur sa route Vadim Krasnouchapka, son digne rival japonais, devenu champion d'Europe, sur le fil devant Pioline, l'an passé. Le rendez-vous des bords de Seine constituait donc la « belle » entre ces deux étoiles des toiles.

Les imposées, vendredi après-midi, confirmèrent le pronostic. A la régularité de métronome et au style du Russe, « Yoyo » répondait par une démonstration aussi soignée sur le plan de l'esthétique. Les cinq juges, créditaient les deux ténors d'un même total de 28,50 points. Le « mano a mano » annoncé par les héros de cette discipline acrobatique se présentait bien.

Vendredi soir, Pioline abordait la première série d'exercices libres parfaitement concentré. Sous les yeux des spectateurs, qui retenaient leur souffle, il commençait sa série de dix sauts en réalisant impeccablement un « full full full » triple salto arrière avec une vrille dans chaque tour, figure conçue par Richard Tison, son prédécesseur en 1974 et 1976, mais jamais exécutée en compétition.

En programmant ce triple, Pioline et Michel Rouquette, l'entraîneur national, ont fait preuve de culot. Plus les mouvements sont difficiles, moins on peut maîtriser leur qualité d'exécution, dont la note pourtant est multipliée par trois. Ainsi, les précieux dixièmes de point grignotés dans la difficulté des figures sont toujours, en partie, reperdus pour un bras mal aligné, des jambes insuffisamment tendues, ou des pieds trop ouverts que les juges d'exécution ne manquent pas de remarquer.

Impressionné comme tout le monde par la démonstration de son devancier, le blond Soviétique Krasnouchapka s'élance à son tour vers

le plafond. Un saut réussi, un deuxième correct, puis soudain, la faute. En sortant d'un salto, il quitte son axe. Déporté, il perdait toutes ses chances en tombant dans l'immensité bleue des protections latérales à la stupefaction générale.

« J'avais préparé Lionel non pas par rapport à un adversaire, mais en vue de réaliser un score, explique Michel Rouquette. Mais quand j'ai vu que ses rivaux directs étaient à plus de deux points, j'ai décidé de jouer la sécurité en allégeant le programme du second passage d'exercice libre. » Pari gagné. Samedi soir, Pioline, débarrassé de la pression a réalisé un programme parfait. Il a exécuté sans vrilles ses vrilles et ses sauts préférés comme tirés vers le haut par un fil élastique invisible. Combien, il a crié sa joie juste après la touche finale, tandis que le jury lui décernait une exceptionnelle note d'exécution lui permettant d'atteindre le total record de 107,10 points.

Visage avenant, quoique encore juvénile, yeux noirs et mobiles sous une touffe de cheveux châtains, le Parisien a été son second sacre sans exubérance particulière ; simplement une grande joie intérieure. Aerobate bien découplé, il doit son succès à sa dextérité et à son élégance dans l'espace, ainsi qu'à sa maturité. « Sa grande force, c'est d'avoir su se préparer avec calme », insiste Michel Rouquette, qui le suit depuis ses débuts en 1974.

Dernière, la relève est prête. Les juniors qui fréquentent toute l'année le centre d'entraînement fédéral d'Antibes depuis sa création en 1982 sont, selon leurs entraîneurs « déjà meilleurs que Pioline à leur âge ». L'évolution en trampoline est rapide. On ne peut guère s'endormir sur ses lauriers. A Bercy, les Soviétiques ont présenté en démonstration les quadruples sauts qui constitueront d'ici peu le clou de leur exercice libre de concours. Il faudra que les Français s'alignent s'ils veulent encore saisir la chance au bond.

PATRICK DESAVIE.

## RUGBY : la tournée des All Blacks

### Les « cavaliers » remontent en selle

Une sélection de joueurs de rugby néo-zélandais est arrivée en France le 18 octobre pour une tournée d'un mois qui se conclura par deux tests-matches, les 8 et 15 novembre, à Toulouse et à Nantes. Onze de ces All Blacks ont fait partie, au cours de l'été dernier, de l'équipe des « cavaliers » dirigée par Colin Meads qui sont allés jouer en Afrique du Sud, en brisant les accords de Genève.

Au terme de ces accords, les gouvernements des pays du Commonwealth s'étaient engagés à ne plus entretenir de relations sportives avec l'Afrique du Sud, en raison de la politique d'apartheid. Colin Meads avait alors défilé les seize membres du Vétéran International Board, qui est l'instance suprême du jeu ovale. Il vient de le faire une seconde fois en « révéler » que les « cavaliers » ont touché de l'argent pour jouer au Transvaal. Révélation qui a fait d'autant plus de bruit qu'elle est tombée au moment où le Board tenait à Londres une session extraordinaire pour débattre du montant des indemnités à verser aux joueurs en tournée.

Les « cavaliers » ont-ils enfreint le cheval du professionnalisme ? De retour d'Afrique du Sud, ils ont signé une déclaration sur l'honneur affirmant qu'ils n'avaient pas été payés pour jouer contre les Springboks. Cinq mois plus tard, Colin Meads passe aux aveux. Sont-ils sincères ?

La fédération néo-zélandaise va être contrainte, pour prouver son autorité, de faire le ménage parmi ses internationaux, c'est-à-dire de prendre le risque de se séparer de quelques-uns de ses meilleurs joueurs. Et elle ne sortira pas forcément gagnante de cette épreuve de force ; car ces joueurs ont suffisamment de valeur, dans tous les sens du terme, pour trouver à s'employer facilement dans une ligue professionnelle dissidente.

Si les dirigeants néo-zélandais ne font pas preuve d'autorité, ils vont se retrouver en butte avec les Ecosseis et les Anglais, qui sont, au sein du Board, les plus farouches défenseurs de l'amateurisme pur et dur, dans le droit fil de la tradition universitaire britannique, dont ils sont les dépositaires. Mais, en restant braqué sur ses positions, le Board risque lui-même d'être rapidement dépassé par les événements.

Enfin, la Fédération française, qui n'a pas, théoriquement, à se mêler des affaires des All Blacks, ne pourra pas recevoir les « cavaliers » comme si de rien n'était. Ils pourraient donner à réfléchir aux Bleus, qui ont déjà suffisamment mauvais esprit depuis que la FFR monnaie leur notoriété auprès des sponsors sans pour autant qu'ils en profitent.

ALAIN GIROUD.

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

#### MARATHON DE PÉKIN

Le Japonais Takashi Kodaïma a gagné sous une pluie froide la marathon de Pékin en 2 h 7 mn 35 s troisième meilleure performance mondiale derrière le Portugais Lopes (2 h 7 mn 12 s) et le Gallois Jones (2 h 7 mn 13 s).

### Football

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Quatrième journée)

Groupe B	
*Nîmes et Montpellier	3-3
*Sète et Montpellier	1-1
*Lyon et Marseille	2-0
*Grenoble et Lille	1-1
*Cannes-Lorient	2-1
*Lorient et Cannes	2-0
*Le Havre et Béziers	4-0
*Lorient et Béziers	2-1
*Ajaccio et Toulon	0-0

Classement. — 1. Lyon, Nîmes, Montpellier, Sète, 18 pts ; 2. Lille, Cannes-Lorient, 17 ; 3. Cannes, Béziers, Lorient, 16.

### Hockey-sur-glace

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Neuvième journée)

Mont-Blanc b. Angers 7-4 ; Grenoble b. Chamonix, 7-5 ; Villard-de-Lans b. Rouen 11-3 ; Briançon b. Viry-Essonne 10-6 ; Français Volants b. Gap 5-3.

Classement. — 1. Mont-Blanc, 18 pts ; 2. Gap, Villard-de-Lans, Angers, 12 ; 3. Français Volants, 11 ; 4. Chamonix, 7 ; 5. Rouen, Briançon, 5 ; 6. Viry-Essonne, Grenoble, 4.

### Motocyclisme

#### CHAMPIONNATS DE FRANCE

Les dernières courses des championnats de France ont eu lieu dimanche, sous la pluie au Mans. En catégorie 500 cc, Christian Sarron (Yamaha) a remporté l'épreuve et se classe premier du championnat avec 45 points. En 250 cc, victime d'une chute Dominique Sarron a du laisser la première place à Jean Foray (Chevrolet). Au classement final, Jean-Michel Mattioli (Yamaha) s'attribue la titre.

### Planche à voile

#### COUPE DU MONDE DE FUN BOARD

La Française Nathalie Lelièvre a remporté, dimanche 19 octobre à Zandvoort (Pays-Bas), la finale de la Coupe du monde de fun board, devant l'Américain Julie de Ward. Chez les hommes, le Français Raphaël Salles s'est classé deuxième, à 30 points du leader l'Américain Robby Nails.

### Rugby

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Septième journée)

Toulouse b. Montpellier 36-15 ; Nice b. Aurillac 50-0 ; Brive b. Béziers 21-10 ; Grenoble b. Rouen 42-7 ; Grasse b. Narbonne 17-12.

Classement. — 1. Toulouse, 20 pts ; 2. Brive, 19 ; 3. Montpellier, 18 ; 4. Béziers, 15 ; 5. Narbonne, Grasse, 13 ; 6. Nice, Grenoble, 12 ; 7. Aurillac, 11 ; 8. Rouen, 10.

**Poule 2**

*Agen b. Racing CF	19-6
*Biarritz b. Nîmes	27-0
*Valence b. Bayonne	12-10
*Toulon b. Pau	21-18
Perpignan-Lourdes	Reporté
Classement. — 1. Racing CF, 19 pts ;	
2. Agen, 18 ; 3. Toulon, 17 ; 4. Lourdes,	
14 ; 5. Valence, Bayonne, 13 ; 6. Per-	
pignan, 12 ; 7. Biarritz, 11 ; 8. Nîmes,	
10 ; 9. Pau, 9.	

### Tennis

TOURNOI DE DALLAS  
Demi-finales : Edberg (Sue.) b. Gilbert (E-U), 7-6, 6-2 ; (Noah Fr.) b. Smith (E-U), 7-6, 5-7, 6-4.

Finale : Edberg b. Noah, 7-6, 6-2, 6-7, 7-5.

TOURNOI DE SYDNEY  
Demi-finales : Becker (RFA) b. Lendell (E-U), 6-4, 6-4 ; Lendl (E-U) b. Cash (Aus), 7-5, 6-2.

Finale : Becker b. Lendl, 5-6, 7-6, 6-2, 6-0.

### Voile

COUPE LOUIS-VUITTON  
(Première Round Robin)  
1. New-Zealand, Stars-and-Stripes, America II, 11 pts ; 4. White-Crusader, USA, 8 ; 5. Italie, 7 ; 7. Canada II, 6 ; 8. French-Kiss, 5 ; 9. Eagle, 4 ; 10. Heart-of-America, 3 ; 11. Challenge-France, 2 ; 12. Azzurra, Courageous IV, 1.

سكوان المثلث



هكذا من الأهل

... Le Monde • Mardi 21 octobre 1986 21

Avec le COMPAQ DESKPRO 386™, COMPAQ® va encore plus loin, là où les autres ne sont jamais allés. En effet, le dernier-né des ordinateurs de bureau COMPAQ est le plus évolué et le plus puissant du monde. Pour s'en convaincre, il suffit de découvrir ses caractéristiques qui sont autant d'innovations dans le monde de l'informatique.

#### UNE VITESSE QUI EN LAISSERA PLUS D'UN SUR PLACE.

Grâce à son microprocesseur 80386 32-bit à 16 MHz, le COMPAQ DESKPRO 386 est 2 à 3 fois plus rapide que les micro-ordinateurs de type AT équipés du 80286 à 8 MHz.

Il possède une mémoire vive extensible jusqu'à 14 mégaoctets! Avec le système intégré de gestion de mémoire

de 40, 70 et 130 mégaoctets, et cela 50 à 150% plus rapidement qu'avec un disque dur standard de 30 mégaoctets.

Sur une simple cartouche magnétique format de poche, vous pouvez stocker 40 mégaoctets soit l'équivalent de 20 000 pages d'informations.

#### UNE COMPATIBILITÉ CONJUGUÉE AU PRÉSENT ET AU FUTUR.

Il est entièrement compatible avec le standard de l'industrie et les logiciels actuels, permettant notamment aux utilisateurs de grands tableurs et de bases de données importantes de gagner un temps considérable. De plus, il ouvre la porte aux applications futures - CAO, intelligence artificielle... - Jamais un micro-ordinateur n'a autant anticipé sur l'avenir.

En l'utilisant comme serveur de fichiers, il permet d'exploiter un réseau local. Il peut également opérer comme serveur dans un environnement multi-utilisateurs. Et tout cela à un prix 3 à 4 fois inférieur à celui d'un mini-ordinateur!

En plus d'un nouveau clavier à 102 touches aux normes IBM, le COMPAQ DESKPRO 386 est équipé (en option) d'un écran couleur, géré par la carte graphique couleurs COMPAQ type EGA qui peut afficher 16 couleurs à la fois à partir d'une palette qui en compte 64.

#### COMPAQ PLUS QUE JAMAIS N°2 MONDIAL DES ORDINATEURS PERSONNELS PROFESSIONNELS.

Aujourd'hui, COMPAQ vous propose la plus large gamme d'ordinateurs - de bureau et portables - issus de sa haute technologie. Enfin COMPAQ met à votre disposition en France un réseau de plus de 200 Revendeurs Agréés COMPAQ qui allient compétence et professionnalisme.

Il y a forcément un Revendeur Agréé COMPAQ près de chez vous. Pour le connaître, appelez COMPAQ au 16.1.64.46.36.25 ou écrivez à: COMPAQ, 5 avenue de Norvège, 91940 Les Ulis.

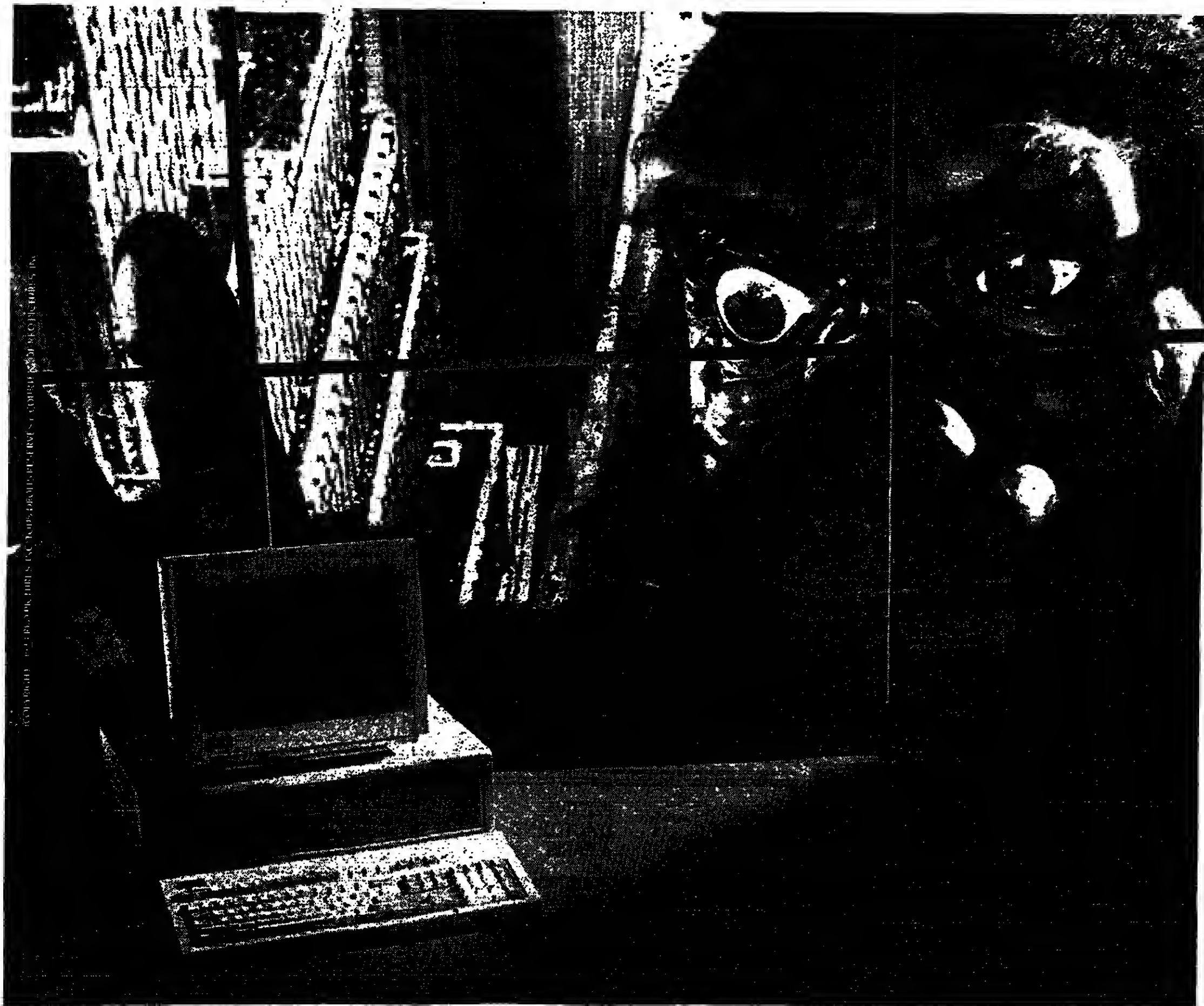
## COMPAQ DESKPRO 386 UNE PUISSANCE INÉGALÉE.

étendue CEMM (Compaq Expanded Memory Manager), aux normes Lotus/Intel/Microsoft (LIM), il brise la barrière des 640 K Octets imposée par MS-DOS.

#### UN DISQUE DUR DE 130 MÉGAOCTETS. VOUS AVEZ BIEN LU!

Le COMPAQ DESKPRO 386 donne accès à des millions d'informations sur disques durs hautes performances

Ogilvy & Mather



LES ORDINATEURS QUI ONT EMBALLÉ L'AMÉRIQUE.

**COMPAQ™**

# Culture

## MUSIQUE

Elihu Inbal enregistre la « Huitième symphonie » de Mahler

### Deux micros contre mille

Au départ, huit solistes, un chœur innombrable, une triptote d'enfants, un orchestre gigantesque. A l'arrivée, deux galettes de 12 centimètres de diamètre. Entre les deux, une technique combinant les avantages du direct et du studio. La firme japonaise Denon enregistre à Francfort la symphonie les Mille.

A voir, c'est la plus belle symphonie du répertoire. Hollywoodienne. Un vrai pépère. Six cents personnes, environ, sur le plateau. Rien que dans l'orchestre, la figuration est innombrable et variée dans le détail, avec, par exemple, trois mandolines perdues dans le flux des violons, et des claviers comme s'il en pleuvait, harmonium, célesta, grandes orgues, cela pour le seul redoublement. Mais il y a foule à l'étage, une muraille d'hommes, de femmes et d'enfants, quatre cents personnes et plus, un chœur gigantesque, qui, lorsqu'il se lève, semble onduler au vent comme un champ de blé.

Ce n'est pas tout. Aux sept solistes (deux sopranos, deux mezzo-soprano, un ténor, une basse), à cette armée d'instrumentistes, ont été prévus des renforts : une troisième soprano, mater gloriosa, surgit à la tribune pour l'apothéose finale. Sept trombones et sept trompettes, divisés en deux ailes, s'avancent à deux reprises dans le public et sonnent du balcon l'amen du premier mouvement et, dans le second, l'apogée du chœur mystique. « Imaginez-vous que l'univers se mette à chanter et à bruler », disait Gustav Mahler de sa Huitième Symphonie. « Ce ne sont plus des voix humaines, mais des planètes et des soleils qui tournent. » Il faut un centre à ce tourbillon. Un axe. Un chef. Celui-ci ne paraît jamais plus petit que dans cette nasse grouillante, deux bras tendus contre l'avalanche, esquif luttant contre les chutes du Niagara. Encerclé. Seul comme jamais.

« Quand je faisais signe à ce chœur immense et qu'il se mettait à chanter, j'avais l'impression de soulever les montagnes », a dit Elihu Inbal à l'issue de cette Huitième qu'il venait d'enregistrer et d'arrêter avec son orchestre de la Radio de la Hesse, dans la salle archicélèbre de l'Akt Oper, à Francfort. Enregistrement « live » ? Cela n'aurait pas mérité le déplacement, d'autres exécutions de cette symphonie les Mille — le surnom est, on le voit, à peine exagéré — ont déjà été captées sur le vif. Mais l'intégrale Inbal des symphonies de Mahler, en bonne voie d'achèvement pour la firme japonaise Denon, a d'autres particularités : gravée sur compact et uniquement sur compact (le Japon n'achète plus de disques noirs, elle allie, selon son directeur artistique, Yoshiharu Kawaguchi, « les avantages du direct et ceux du studio »).

« La façon habituelle d'enregistrer l'orchestre, qui consiste à dis-

tribuer dans les pupitres un grand nombre de micros, est froide parce que artificielle et, la plupart du temps, trop analytique », explique ce jeune universitaire passé à la composition avant de travailler pour JVC. « Parfois, on a besoin de cette écoute analytique, typique du studio. L'essentiel est que l'émotion passe, comme elle passe en direct, ce qui est très difficile à obtenir en studio. »

Point de studio dans la technique Denon. Autant dire le choix du risque. Car si la musique vit sa vie en public, dans le lieu du concert, il lui faut les meilleures salles : où les trouver ? Et si le signal sonore passe directement, sans l'intermédiaire de la table de mixage, sans tripoteuses, au magnétophone deux pistes qui permet de la reproduire en stéréo, il faut que ce signal soit, dès l'origine, impeccable et acoustiquement vraisemblable.

L'homme o deux oreilles. Idéalement, il suffit donc de deux micros multidirectionnels pour capter ce qu'il entend, deux micros placés — après quels tâtonnements ! — en un point unique, à quelques mètres au-dessus de la tête du chef d'orchestre. « Cette technique d'enregistrement à un point » se caractérise avant tout par le sentiment de profondeur et de pureté naturelle qui se dégage



du son, ainsi que par la précision des couleurs orchestrales », dit-on chez Denon. C'est vrai. L'enregistrement, réalisé sans plus de frais, de la Quatrième symphonie de Mahler le prouve. Evidemment, la lisibilité des plans sonores est respectée, le triangle ne vous saute pas sur les genoux, la trompette ne vous corne pas aux oreilles comme dans certains enregistrements « classiques » plus prestigieux (où, dès l'enregistrement ou au mixage, le preneur de son pousse les arrière-plans, c'est presque un réflexe). La technique « à un point » suppose une écoute active, non « assistée » : celle du concert. La vue en moins.

Car repensons aux mandolines de la Huitième symphonie : on ne les entend que si on les voit. Il faut les grossir par le disque. A Francfort, Yoshiharu Kawaguchi a donc utilisé une technique mixte : deux pistes, directement reliées aux micros « de tête » ; deux pistes et l'intermédiaire de la table de mixage, pour douze micros répartis dans l'orchestre. Ainsi, la prise « pure » pourra être gardée pour l'essentiel. La prise manipulée ne s'y incrustera au montage que dans des cas de première nécessité acoustique et musicale.

Les Japonais n'ont pas inventé la technique à un point. Un ingénieur français, André Charlin, s'en était fait le champion dans les années 50. Mais il est intéressant qu'on y revienne au moment où le disque compact et l'étendue de sa gamme dynamique rendent particulièrement alléchantes les tentatives artificielles d'amélioration du son. « Sur nos disques, une forte est une forte », dit Kawaguchi. Pionnier de la reproduction numérique, seul à avoir parié en temps et en heure sur le compact, alors même que les majors n'y croyaient pas grand vainqueur aujourd'hui sur le marché japonais où « l'arrivée du compact a tout changé », où « les lecteurs de compact sont aussi répandus que la télévision », Denon s'offre aujourd'hui le luxe de jouer les redresseurs de torts, le gardien des bonnes mœurs discographiques.

Dernier détail, qui en dit long sur les efforts du « live » à la japonaise : entre la Quatrième et la Huitième symphonie, les deux micros de tête ont été déplacés de trois centimètres. Et, dans cette salle de deux mille quatre cent vingt-quatre places, cela a tout changé.

ANNE REY.

### Un mahlérien transcendantal

« La France me découvre périodiquement, et puis elle m'oublie », dit Elihu Inbal. L'Orchestre de la radio de Francfort, lui, portera longtemps la marque de ce chef d'origine israélienne (Inbal signifie « battant de cloche » en hébreu) avec lequel il mène, depuis douze ans, un travail menacé et acharné. Et l'Orchestre national s'en souviendra peut-être, qui entreprend, dès la fin du mois, en sa compagnie l'enregistrement de l'œuvre pour orchestre de Ravel. Après de très nombreux disques chez Philips (une intégrale Scriabine, notamment), Inbal antenne en effet chez Denon une seconde carrière discographique.

« La direction, c'est un théâtre. J'ai été un enfant timide, méditatif, introverti, né dans une famille de musiciens lituaniens, entouré d'oncles rabbins. Tous jours de deux ans en avance à l'école, on ne savait où me cacher. A quatre ans je chantais de la musique religieuse dans une chorale, à sept ans je me construisais un violon, à dix-sept ans j'ai entendu la Septième de Beethoven, à Jérusalem et j'ai décidé d'être chef d'orchestre. J'ai passé mon service militaire dans l'orchestre de l'armée — il fallait à cela, à éviter que les musiciens touchent aux armes, — puis j'ai dirigé l'Orchestre des jeunes. Bernstein m'a remarqué, j'ai connu mon premier amour, ce fut une période délicate.

« Sans la direction d'orchestre, sans la composition, Mahler lui non plus n'aurait pu survivre. Ses luttes intérieures l'auraient consumé. Stockhausen a dit de lui qu'il était un représentant de

l'humanité entière, une incarnation provisoire de la divinité. C'est vrai que ses dix symphonies (qui avec la onzième, le Chant de la terre, n'en font qu'une) n'ont à mes yeux d'autre équivalent que la Bible. Tout s'y enchaîne, tout y est lié : au catastrophisme du finale de la Sixième succède la dramatique Septième, si torturée mais qui se termine par une lueur d'optimisme. Vient ensuite la Huitième, affirmation volontariste et quelque peu massive d'un idéal d'harmonie, de paix, de foi dans l'humanité. Enfin, la Neuvième accepte la mort et s'incline devant l'impossible.

« Si les jeunes Japonais sont en train de découvrir la musique occidentale classique grâce à Mahler, ce n'est pas par hasard : certains musiciens n'ont pas en avance sur son temps par son langage technique mais par son poids émotionnel et existentiel. Elle annonce toutes les catastrophes, même la plus terrible, l'holocauste. Elle dit la croix sans issue face au nucléaire.

« A Venise, j'ai donné l'intégrale Mahler en quatre mois : cela représente environ cinquante concerts, certaines symphonies ayant été répétées cinq ou six fois. J'ai dû développer des lors une hygiène de vie et une discipline psychique très sévères. Avant chaque concert, je me retire pour méditer, pour libérer mon corps et mon esprit des tensions intérieures. Comme avec mon orchestre, je suis avec moi-même d'une sévérité féroce. »

## MODE

### Perrette et Conchita en tissu magique

Tube d'un côté, bouffant de l'autre, femme-femme en tout cas, en couleurs pastel, en seconde peau de cuir, en draps peaux.

Femmes chics contre Perrette et Conchita, voilà le match de l'été 1987. La compétition dont on a pu voir quelques aperçus dans la cour Carrée du Louvre ces jours-ci s'annonce très serrée. D'un côté, les fourrures Rita, les tailleurs Kelly, les jupes-pull et les pulls-tail, de l'autre les blousons, les dentelles, les jupes virevoltantes et les corsets lacés. Au milieu, une armée déguisée d'acheteurs et de journalistes agitant d'une main glacée sous l'œil des « cravates rouges » le carton d'invitation. La foule, moins excentrique, s'est réduite. Le spectacle n'appartient qu'aux actrices professionnelles.

Le scénario de base, le voilà. Des Esmeralda froufroulantes tentent de pervertir des lingères fin de siècle. La femme fatale s'en mêle. La pibco tourne au vaudeville. Dan Beranger borde des jeunes filles en calicot de coton et révèle des manières en baby doll bordées de marabout blanc. La Parisienne surgira un peu plus tard, habillée d'un tailleur new look en lin d'ameublement. En fait, c'est cette citadine des années 50 qui triomphe. La voilà qui défile chez Tan Giudicelli, avançant à petits pas, les cuisses gâtées et repliées. Elle se déhanche dans un fourreau noir à rubans, une robe bustier en taffetas. Il ne manque plus que la tour Eiffel et le marchand de souvenirs en arrière-plan.

A la place, la voici déguisée en Esther Williams en congés, moulée dans une culotte-pain rose dragée de lycra à armure et à volants transparents. Le prix du maillot inciterait

presque au nudisme : entre 2 500 F et 5 000 F. La femme-femme aime les podiums. On l'a vu encore chez Dorothee Bis, qui, dans un élan de sophistication, nous a proposé quelques Parisiennes dignes de Kiki. Tailleurs côtelés en laine et soie marine, passepoils blanc, robes-manteaux stricts et robes-combinaisons coquines.

Mais déjà Carmen est de retour. Après les besognes, voici les volants. Le pois japonais donne des envies de mantilles à Dorothee Bis. Les vo-

lants font tourner les jupes de Sonia Rykiel. Soudaine boulimie de tasses et de flammes. Marquée par les ensembles masculins, des vestes de tailleur à pointes gilet, des pantalons de golf fluides coupés à la marmotte. Le défilé, riche en performances (danseurs sumu, passage d'enfants) fut la vraie réjouissance de ce dimanche. Mais voilà, le concours d'élégance et les flâneries en carpiques sur les green sont passés par le french troufrou. A quand le chorizo-beurre. Au bar du Piazza.

LAURENCE BENAIM.

## Formes et mouvements

Courtes ou longues, les vestes font danser de souples godets au-dessus des jambes bien moulées, très souvent apparentes. Montagne cède à la vague du bouffant — shorts blousons, jupes boules, l'éclat oscille entre le page Renaissance et l'abêtissement 1900. Les tailles sont hautes, les épaules « défilées ». Les rayures de marin se dessinent sur des pantalons larges, parfaitement équilibrés, sur des marinières d'organe, des pulls collants, des cardigans. Le fin prend des teintes pastel légèrement acides — aux couleurs de Miami vice, le feuillet chic du vendredi soir sur A2.

Les robes laissent un bras nu, l'autre est serré dans une manche sur laquelle se découpent des érotiques et porte un énorme bracelet, façon juke, qui reproduit le motif. Même motif sur les longs gants de cuir, le voluptueux cuir Montana qui glisse, coule, enveloppe, saisit la lumière, se creuse, se courbe — beige crémeux, brun lumineux, roux doré. A le regarder, déjà, on

sent sa douceur sur la peau. Noir, il se fait un peu voyou, se porte en bustier, en blouson orné au dos de découpes en biais, brodé de pièces d'argent mat. Plus qu'un rêve : un désir.

C'est la matière qui fait le vêtement : le tissu. Le tissu magique de Marc Aucourt se colle, s'étire, tombe en plis souples, se drap, donne une silhouette serpentine, quelquefois porte en avant une ampleur de femme en coiffe. Les couleurs sont atténuées — pain brûlé, vert amande, fée-de-vin. Les bras, en s'écartant, transforment des manches étroites en ailes d'ange. Tiges et tunique semblent d'acier, se tordent par des torsades asymétriques. On a l'impression d'être revenu au temps où les vêtements ne se couvaient pas. Tout est dans le glissement arrière des plis, l'arrondi des décolletés, dans la façon dont les bretelles descendent et soulignent la gorge, dont le tissu épouse les formes et ses moindres mouvements.

COLETTE GODARD.

## ROCK

Rod Stewart à Bercy

### La star têtue

rente ans que Rod Stewart perpétue la tradition du bon vieux rock. Les ficelles sont usées mais le frisson intact.

Rod Stewart réunit tous les péchés de la star : vanité, cabotage, futilité, nymphomane. On connaît ses frasques mondaines et ses caprices de diva. Le chanteur hirsut et oxygéné, les rides canonnées et les pantalons moulants très peu cachés, est un piteux, le monsieur se trouve irrésistible. Et étant qu'on puisse en juger, à bien des égards, il n'est pas loin d'avoir raison. Rod Stewart reste l'un des derniers dépositaires d'un esprit et d'une tradition du rock tel qu'on le pratiquait dans les années 60.

Il a traversé tel quel les trois dernières décennies et, si l'on ne peut pas en dire autant de ses contemporains, au-delà de ce qu'il y a de ténacité, dans l'endurance et la pécuniosité, sans être dupe ni se prendre au sérieux. Il continue d'y croire. Ça s'entend dans les disques, ça se sent en concert. Au pire d'une nouveauté insipide, il y a toujours une batterie dégingolée pour faire vaciller des violons qui dégoûtent, ou une guitare improvisée pour glisser le grain de sable dans l'engrenage. Il y a, surtout, cette voix faiblissante qui empêche avec son timbre voilé, ses rires et ses coups de griffes.

Il a l'art, Rod Stewart, de faire passer des vacances pour des larmes, une manière de concevoir des ballades qui attrapent la sensibilité avec les ficelles les plus usées et c'est toujours le frisson. Sur la scène, il en rajoute, assurant le spectacle à lui seul, poseur et gigolo de la chose rock, il minaudait et il braillait, il agaçait et il titubait pour déstabiliser, là encore, la machine qui tourne derrière lui.

Populaire, grand public mais toujours cannibale, même encore aujourd'hui, c'est là le syndrome du « working class hero ». Au début des années 60, en Angleterre, il n'y avait d'issue, pour Rod Stewart comme pour ceux de sa génération, que dans le foot ou dans le rock, avec ses rêves de gloire, de fringues à l'épave, de palais et de limousines. Il a tiré des deux et fait son choix. En 1964, il chantait le blues dans le groupe de Long John Baldry en attendant d'être un Rolling Stone. Rod the Mod était, bien sûr, dans le camp des « mods », sapé frime et tiré à quatre épingles. Physique ingrat, mais sex-appeal, bonifié avec le temps. En 1968, c'était avec le Jeff Beck Group, les premiers succès et deux albums de référence. Une paire d'années plus tard, avec Ron Wood, il reformait les

Small Faces, rebaptisés Faces, et entamait parallèlement son aventure solo.

Menant pendant cinq ans les deux carrières de front, cependant qu'il caracolait, seul, en tête des hit-parades internationaux, les Faces déambulaient ivres morts sur les planches, jouant à l'empirisme et dominant ventricule à terre des concerts insupportables. La place laissée libre par Mick Taylor, Ron Wood allait réaliser son rêve de Rolling Stone en lui succédant et Rod Stewart, sans se démentir, rejoignait le firmament des stars en perpétuant la légende chaotique.

Un peu plus de trois mois après avoir rempli le Zénith pendant deux soirs en juillet, il revient à Bercy.

ALAIN WAIS.

« Ce lundi 20 octobre à 20 heures à Bercy. Disques chez WEA.



UN DE CES QUATRE TU VAS VOIR...  
Maison témoin... C'est toi qui vas être témoin de ces quatre, tu vas voir...  
Parce que ça s'appelle comme ça, si c'est pas un kidnapping ?...  
FRANÇOIS, DOUBLE MESSIEURS.



FAUT PAS ME PRENDRE POUR UN CON !...

Trafic... Combines...  
Moi je sais moi je sais plein de choses moi...  
Pas me prendre pour un con ! Sur tout pas me prendre...  
On joua cartes sur table avec moi...  
Faut pas me prendre pour un con HEIN ?...  
Parce que... la grande villa... j'en fais un...  
CABANE A LAPINS !...  
LEO, DOUBLE MESSIEURS.

18 h 30  
rock chanson  
mardi 21 mercredi 22  
jeudi 23  
STEPHAN EICHER  
vendredi 24  
PATRICIA LAI  
PRIX UNIQUE 48 F  
LOC.2, PLACE DU CHATELET  
42 74 22 77

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS  
CENTRE GEORGES POMPIDOU  
23 OCTOBRE - 2 NOVEMBRE  
AFRICANIS INSTRUCTUS  
DE RICHARD FOREMAN  
MUSIQUE STANLEY SILVERMAN  
AVEC LE CONCOURS D'AIR FRANCE  
LOCATION  
CENTRE GEORGES POMPIDOU 42 74 22 19  
FESTIVAL D'AUTOMNE 47 03 37 91 42 96 12 27  
FNAC MONTMARTRE 45 44 21 36

هكتان المثل



Culture

CINÉMA

« Max mon amour », de Nagisa Oshima

La beauté du désir

Ni choquant ni scandaleux, le film de l'auteur de l'Empire des sens, qui sort mercredi est un grand film gai sur l'innocence du désir

Il faut résister à la tentation de rebaptiser *Max mon amour*, de Nagisa Oshima, « le Charme discret de la zoophilie », et ce serait une piètre extrapolation que de qualifier d'obscur objet du désir le Max en question sous prétexte que son pelage de chimpanzé est plutôt foncé et qu'il est l'objet du plaisir de Charlotte Rampling. Certes, le film a été produit par le vaillant Serge Silberman et écrit par le polymorphe Jean-Claude Carrière, tous deux humbles, mais il est cependant tout entier d'Oshima. C'est sa première comédie, un régal subtil et troublant, dont le Festival de Cannes n'a pas reconnu la mélancolique drôlerie, la provocante tendresse.

Peter, jeune diplomate anglais en poste à Paris (Anthony Higgins), soupçonne sa femme Margaret d'avoir un amant. Un privé besogneux (Pierre Etaix, grandiose) lui confirme qu'il a raison. Dans la plus pure tradition du vaudeville, Peter veut surprendre son épouse. Avec un naturel stupéfiant elle fait les présentations : voici Max. C'est un singe.

Dès cet instant, rien ne se passera comme l'exigerait la logique bourgeoise. Le choc passé, Peter propose à Margaret d'installer Max au domicile conjugal. Ce qui est fait. Et, au lieu d'exploser sous la pression de ce cataclysme veu, la cellule familiale bien distendue (Peter a une maîtresse, le petit garçon est laissé à lui-même) se ressource, vivifiée, rééquilibrée, comme si l'amour de Margaret pour Max était contagieux. Peter, qui est snob, se pose tout de même quelques questions - ce Max, n'est-ce pas, n'est pas de sa classe, pas de sa race. Il interroge donc un zoolo-

gue : « Les espèces sont-elles à jamais séparées ? Un cheval ne pourrait-il almer un cerister ? » (Admirons au passage la savoureuse métaphore n'en-nippone). La réponse du spécialiste est, on s'en doute, assez vague.

Et la fable ira à sa conclusion aussi « morale » que son postulat. Lorsque bien élevé, bien policé, Max, assis à la table du breakfast, sera presque en mesure de beurrer son toast, Margaret, assouvie, de son regard de lapis-lazuli, le condamnera. A mort...

Tout le secret de *Max mon amour* est là. Si le conte est totalement chaste, si pas une image, pas une réplique ne peut être considérée comme choquante, scandaleuse, c'est qu'en aucun cas son sujet n'est la bestialité. *Max mon amour* est un grand film sur le désir, sur la beauté et l'innocence du désir, et nous sommes entraînés avec une grâce constante, une élégance implacable dans le fantasme d'une femme. Caresant des déceurs suggérés, la caméra d'Oshima s'insinue, s'élève pour saisir en contre-plongée le calin symbolique de Max et Margaret, étroite étreinte qui, échappent à

l'anecdote, nous aspire vers le mystère, rejoint au plus profond de nous-mêmes le taraudant regret du paradis perdu.

Meilleure preuve de cette intime complicité où nous sommes attirés, les seuls personnages choqués par Max sont les « étrangers » : convives d'un décopilant dîner mondain, sous-brette allergique (succulente Victoria Abril), prostituée compatissante (délicieuse Sabine Haudepin). Les proches de Margaret, dont bientôt nous sommes, acceptent en revanche l'extraordinaire jusqu'à sa représentation. Tantôt le singe est authentique, tantôt il est à l'évidence une grosse peluche habillée. Nos rêves ne sont-ils pas ainsi ? Souvent irréalistes, parfois réalisés ?

Pour rendre crédible l'incroyable et légitimer l'impossible accomplissement, il fallait le talent de Nagisa Oshima, mais aussi, sans aucun doute, la présence de Charlotte Rampling. Gaie, oui, gaie, elle a le sourire coquin de l'ango de Reims, elle glisse, transparente et ravie, sous les lambris, dans des séduisants pyjamas de satin gris. Elle a enfin claqué la porte au nez du Portier de nuit.

D. H.

La tendresse de l'autre

(Suite de la première page.)

- *Max mon amour* est l'histoire d'un interdit. Vous avez souvent traité ce thème. Or, de *l'Empire des sens* à *Fury* vos héros ont toujours été « punis » d'avoir été au bout de leur passion. Pas ici.

- En défiant l'interdit, les héros de mes films précédents avaient le sentiment d'une faute, ils expiaient donc cette faute, avec violence. Or, en effet, lorsque Charlotte Rampling aime un singe, elle n'a pas conscience de faire quelque chose de mal. Tout le monde peut donc franchir l'interdit avec elle.

- Justement, cette dimension d'optimisme est très nouvelle dans l'œuvre d'Oshima.

- C'est quelque chose de mystérieux, d'indéchiffrable. Au Japon, je suis pessimiste, pas ailleurs. Chez moi, je me sens minoritaire, terriblement. Quand je suis à l'étranger, je rencontre aussi des minorités, mais je peux m'y associer. Réunies, elles composent un monde où il est possible de s'exprimer et de créer.

- Diriger des comédiens occidentaux vous a-t-il posé des problèmes ?

- Non. Mais j'ai pu constater des différences. Surtout celle-ci : les acteurs japonais ont l'habitude des points de suspension dans les dialogues, ils savent que le silence est une réponse. Pas les comédiens occidentaux, le silence les rend anxieux !

- Dans *Max mon amour*, Charlotte Rampling apparaît pour la première fois de sa carrière, détendue, dans un registre de comédie...

- C'est la conséquence heureuse d'un pari. Lorsque je l'ai rencontrée pour la première fois, je lui ai dit : « Dans la vie, vous avez un si joli sourire, et vous en êtes tellement avare dans vos films ! Je prends le pari que *Max mon amour* révélera le sourire de Charlotte Rampling à l'écran ! ».

- Serge Silberman comme producteur, Jean-Claude Carrière comme scénariste, la référence à Bunuel est inévitable. Vous agree-t-elle ?

- Pas du tout. Je m'amuse à essayer d'imaginer ce que Bunuel aurait fait de *Max*. Pas la même chose que moi, à l'évidence. Il y a une différence profonde entre nous. Si nous voyons tous deux les hommes avec distance, lui les contemple avec une certaine froideur sarcastique qui est à l'opposé de mon regard, plus chargé de sympathie, je crois.

- Quel est le film de Bunuel que vous préférez ?

- *Los Olvidados*, sans hésiter. Comme tous les Japonais. Puis *l'Âge d'or* et *le Chien andalou*, que nous n'avons vu, qu'après, je suis évidemment touché par ces deux films-là, puisque, à mes débuts, pour échapper à l'emprise du cinéma dominant, je me suis principalement servi de deux outils, bien différents, le documentaire... et le surréalisme.



- Avec *l'Empire des sens*, vous avez donné ses lettres de noblesse au film « pornographique ». Vous revendiquez toujours le terme ?...

- Tout à fait.

- N'avez-vous jamais eu envie depuis d'explorer à nouveau ce domaine ?

- Si. Et j'en ai toujours envie. Je voudrais cette fois montrer l'acte sexuel d'une façon beaucoup plus ordinaire. L'acte sexuel dans la vie quotidienne, agréable, naturel... Mais pour l'instant, je n'ai pas la disponibilité, pas la force d'aborder ce thème...

- Où sera tourné votre prochain film ? Ne vous sentez-vous pas aujourd'hui en exil ?

- Ce mot touche quelque chose de très privé, de très profond que je n'ai jamais dit en public. Je n'en ai parlé qu'à deux ou trois personnes de mes amis, des femmes d'ailleurs. Je me demande si actuellement le Japon n'aborde pas une phase de civilisation très critique, irréversible. Certaines personnes, dont je suis, sont laminées par cette crainte. Oui, il se peut bien que, dans mon cœur, je sois devenu un exilé...

Propos recueillis par DANIEL HEYMANN

Serge Silberman : « Malheur à l'aventurier qui meurt jeune ! »

Serge Silberman, soixante-neuf ans a produit quatorze films en trente-sept ans de carrière, Melville, Bunuel (six), Kurosawa (Ran). Maintenant, Oshima.

« *Max mon amour* valait bien que je lui consacre deux ans de ma vie. Quel sera son destin ? » De toute façon, j'ai eu des problèmes avec la critique toute ma vie. Le *Trou*, de Jacques Becker, a été assassiné, et je me suis

cru ruiné. *La Voie lactée* a eu des problèmes un peu partout dans le monde. Pour le *Charme discret de la bourgeoisie*, on m'a jeté le script à la figure. C'est comme ça, c'est normal. Dès qu'une œuvre - et je crois qu'un bon film est une œuvre et non un produit - sort de l'ordinaire, ouvre une porte inconnue, s'engage sur un terrain peu fréquenté, il est normal qu'elle suscite des réactions hostiles, qu'elle dérange, qu'elle irrite même. En un sens, elle est faite pour ça.

« L'histoire de la musique, de la littérature et de la peinture est

pleine de génies inaltérés. Le cinéma aussi, et cela prouve que c'est un art. Bunuel était bien d'accord là-dessus. Je lui ai apporté un jour la presse d'un de ses films, un des derniers, je ne me rappelle plus lequel. Il l'a lue, et le lendemain il m'a dit, avec une réelle inquiétude : « Pour la première fois de ma vie la presse » s'est tout à fait opposée à moi. » J'étais d'accord avec lui. Je me dis simplement que, dans nos pays, faut vivre vieux pour voir ses efforts reconnus et payés de retour. Malheur à l'aventurier qui meurt jeune ! »

TONY BANKS   MIKE RUTHERFORD   PHIL COLLINS

GENESIS

ALBUM  
INVISIBLE  
TOUCH  
SUR  
DISQUES  
CASSETTES  
COMPACTS

© 1986 Virgin France



36.15



## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Lundi 20 octobre

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Cinéma : Liaisons secrètes.

Film américain de Richard Quine (1960), avec Kirk Douglas, Kim Novak, Eric Roberts, Barbara Rush. Un architecte marié et père de famille, devient l'amant de sa voisine, délaissée par son mari, un romancier qui se fait construire une villa. Réalisateur de comédies musicales et autres, Richard Quine a réalisé le drame bouleversant d'une passion contrariée par certains impératifs sociaux et les sentiments de l'envie. Il ne s'agit pas vraiment d'adultère, mais d'un amour impossible, dans l'univers quotidien d'une grande ville américaine, et le moralisme puritain n'est pas en jeu. Belle interprétation.

22 h 35 Acteur studio.

Emission de Martine Joudo et Frédéric Mitterrand. Autour du film *Twist again à Moscou*, de Jean-Marie Poiré.

23 h 50 Journal.

0 h 05 C'est à lire.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Série : Les cinq dernières minutes.

Coup de ponce (rediff.). Avec Christian Barbier, Harry Max, Maurice Barrier, Sybil Sanlier, Jean-François Poron, Jacqueline Denno. Un peintre et deux sculpteurs vivent tranquilles dans leurs ateliers jusqu'au jour où l'un d'eux fait la connaissance d'un couple voisin. Le drame éclate... 22 h 15 Documentaire : Les années 1900, ou l'art nouveau. Le dernier vertige (ultime volet de la série).

23 h 15 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Le faucon.

Film français de Paul Boujenah (1983), avec Francis Huster, Gny Pannecquin, Maruschka Detmers, Anastasia Mezel, Vincent Lindon. Un ancien policier d'élite, brisé par la mort de sa femme et l'état désespéré de sa petite fille, retrouve un travail qu'il avait laissé échapper, et le traque. Longue, trop longue poursuite. On cherche, en vain, une mise en scène. Les offres de culpabilité et la violence de Francis Huster rassemblent à du cabotinage.

22 h 30 Journal.

22 h 30 Boîte aux lettres.

Brialy entre les livres.

23 h 25 Prélude à la nuit.

Dover Beach pour chant et piano de Samuel Barber, interprété par Elisabeth Laurence, soprano, Noël Lee, piano.

#### CANAL PLUS

20 h 35, Cinéma : Patrice d'histoire d'homme. Film français de Gilles Béhat (1980), avec Richard Berry, Mirella d'Angelo, Evelyne Dross, Didier Sauvignat. 22 h 15, Films d'animation : 22 h 25, Étoiles et bois : 22 h 55, Les KO de Canal+. Un spécial Skoona et McCallum avant leur combat du 25 octobre. 0 h 25, Football américain : 1 h 25, Cinéma : Halloween 2. Film américain de Rick Rosenthal (1981), avec Jamie Lee Curtis, Donald Pleasence, Charles Cyphers.

#### LA 5

20 h 30, Série : Thriller : 21 h 40, Série : La cinquième dimension : 22 h 35, Série : Arabesque : 23 h 25, Série : Thriller : 0 h 35, Série : La cinquième dimension : 1 h 25, Série : Arabesque : 2 h 15, Série : Chape. 23 h, NRJ 6. Invité : Diane Teli : 0 h, Tonic 6.

#### FRANCE-CULTURE

20 h 30, Soirées littéraires : scènes de ménage, le génie et la schizophrénie : Scott et Zelda Fitzgerald : 21 h 30, Musique : L'histoire. Musique traditionnelle : Chypre : 22 h 30, La nuit sur un plateau. Autour de Michel Vinaver.

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois), Musique ancienne : Missa pro defunctis, de Cleroan : Qui dire peut comme l'amour pique, psaume 150, de Jacques Manduit, par les Sonorités opposées, dir. Frank Langlois, Catherine Decaux, mezzo, Henry de Rouville, haute-contre, Gast de Kerret, haute-contre, Hervé Lamy, ténor, Jean-François Barria, ténor, Dominique Langlois, baryton, Jean-Louis Paves, basse, Anne-Marie Lema, mezzo et basse de violon, Pierre Héron et Hugo Royon, flûtes, François Favier, sacqueboute, Emmanuel Mandrin, orgue positif. Entrées : neuf chansons de Fabrice Calcatin : 23 h, Les soirées de France-Musique. Brouillards (œuvres de Debussy, Lewis, Janacek, Johnson, Lenot) : à 24.00, Ex libris : Les cahiers Maurice-Ravel.

### Mardi 21 octobre

En raison du préavis de grève déposé par les syndicats, les programmes des télévisions et des radios publiques seront réduits au service minimum, de 6 heures à midi, le mardi 21 octobre.

Radio-France, Radio-France internationale et Radio-France Outre-Mer diffuseront de la musique en continu, à l'exception de trois éditions d'informations à 7 heures, 13 heures et 21 heures. Quant aux programmes des trois chaînes publiques, ils se limiteront aux journaux d'informations de 13 heures et de 20 heures (sur TF 1 et A 2) et aux actualités régionales de 19 h 15 à 19 h 55 (sur FR 3). Un film français commun aux trois chaînes sera, d'autre part, diffusé à partir de 20 h 30 jusqu'à 22 heures environ : *Ressources*, réalisé par Jean Grémillon en 1939 d'après un scénario d'André Cayatte et Jacques Prévert avec Jean Gabin, Michèle Morgan et Madeleine Renaud, dans les principaux rôles.

« Canal Plus » et la « 5 » n'ont pas prévu, pour leur part, de modification de leurs programmes, mais leur diffusion normale reste soumise aux conséquences des arrêts de travail à Télédiffusion de France (TDF). Quant à TV 6, ses émissions ne devraient pas être perturbées sauf à Toulouse, Lyon, Marseille et Lille.

#### CANAL PLUS

18 h 45, Top 50 : 19 h 15, Zénaïde : 20 h 05, Starquest : 20 h 30, Les trépas : 20 h 35, Cinéma : *Brubaker*. Film américain de Stuart Rosenberg (1980), avec Robert Redford, Yaphet Kotto, Tim McIntire.

#### LA 5

18 h 25 : K 2000 : 19 h 15, Série : Happy days : 19 h 40, Série : Star Trek : 20 h 30, Série : Thriller : 21 h 45, Série : Thriller : 22 h 40, Série : Arabesque

#### TV 6

14 h, Tonic 6 : 17 h, Systême 6. Invité : Tippi Lini : 19 h, NRJ 6. Invité : Rose Laurens : 20 h, Tonic 6 : 23 h, NRJ 6 (rediff.) : 0 h, Tonic 6.

### EN BREF

● CONCERT : Jazz Aid. — Huit groupes de jazz se produiront dans la grande salle du New Morning (7-9, rue des Patisses-Ecuries, 75010 Paris), lundi 21 octobre à 21 heures, lors d'un concert donné au profit de l'Association d'entraide médicale pour l'enfance polonaise. Parmi eux, le quartet Eric Leclerc, le trio Henri Texier, Barney Wilen et Philippe Petit, le trio Claude Barthélemy et le trio Hal Singer. Matelo et Elise Farnet joueront du jazz manouche. Réservations aux trois FNAC et, le soir même, au club New Morning dès 20 heures.

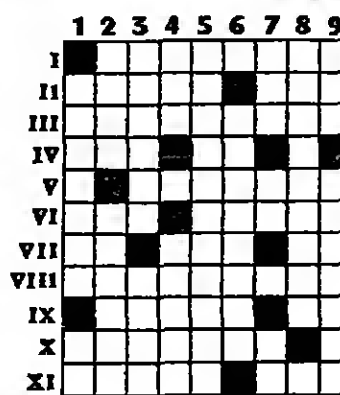
● Nouvelle association humanitaire pour le Liban. — Midi-Liban Solidarité vient d'être créé à Toulouse, à l'initiative de Françoise Le Diagon. Cette association a pour but d'informer sur le Liban, et particulièrement sur ses chrétiens, et d'aider ces derniers. Une collecte permanente de médicaments est organisée (800 kilos ont déjà été expédiés). Une soirée sur le Liban est prévue le 21 novembre en présence de plusieurs personnalités libanaises et françaises, dont Frédérique Darnau, qui est en train de rebâtir un village au Liban.

★ Midi-Liban Solidarité, 31, rue Peyrolères, 31000 Toulouse.

● Un forum pour la promotion de la participation se tiendra à l'hôtel Intercontinental à Paris le 28 octobre. Sous la présidence de M. Jean Martelli, ancien ministre du travail et de la participation, et en présence de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, cette rencontre, organisée par l'Association pour la promotion de la participation et par la Fondation pour la promotion de l'épargne et de l'actionnariat des salariés, réunira de très nombreux chefs d'entreprise.

### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME N° 4338



villes ou sont en ville. — 7. C'est un fait. Bon cœur. Directement du producteur au consommateur. — 8. Collectif de porte-bonheur. — 9. Possessif. Consommation de zinc.

#### Solution du problème n° 4337

##### Horizontalement

I. Martin-pêcheur. — II. Eristale. Ut. Ose. — III. Ut. Ue. Akinésie. — IV. Rica. Culotte. Ur. — V. Tchad. Son. Empli. — VI. Ru. Mali. Amer. — VII. Illisible. Elève. — VIII. Sel. Lamineur. — IX. Siomate. Pot. Vê. — X. Ur. Al. Scène. — XI. Ridules. La. Oser. — XII. Ers. Tuilerie. Lr. — XIII. Si. Inout. Unie. — XIV. Sou. La. Sabre. — XV. Décrassées. Soir.

##### Verticalement

1. Meurtrissures. — 2. Articuler. trisé. — 3. Ri. Eh! Lloyd's. Oc. — 4. Tsunami. Pur. — 5. Ite. Dassault. — 6. Na! Li. Treuils. — 7. Plausible. Sinus. — 8. Eekln. Là. Là. — 9. Ion. Empileuse. — 10. Hunt. In. Arias. — 11. Etêtements. — 12. Sémélé. Cœurs. — 13. Roi. Preuves. Nén. — 14. Seul. Vrencl. — 15. Né. Rixe. Terreur.

GUY BROUTY.

#### DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

MÉDECINE

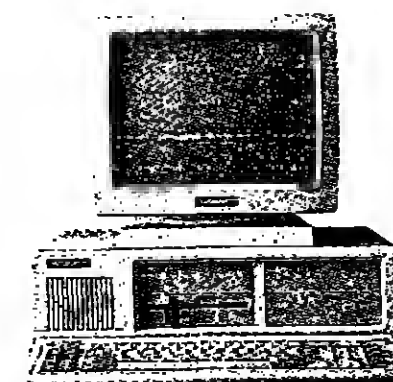
# EN INFORMATIQUE LA TECHNOLOGIE SE PAYE. SAUF CHEZ TANDON.

Certains s'étonnent de ces prix incroyables. Il est bon de leur rappeler que Tandon est devenu en quelques années, grâce à une remarquable politique de rapport qualité/prix, leader mondial sur le marché des disques magnétiques. Pour ses micro-ordinateurs, Tandon met en œuvre la même politique. Même qualité, même prix.

De là à ce que Tandon devienne le leader mondial sur le marché de la micro...

Pour être sûr de ne pas vous tromper dans votre choix, c'est très simple.

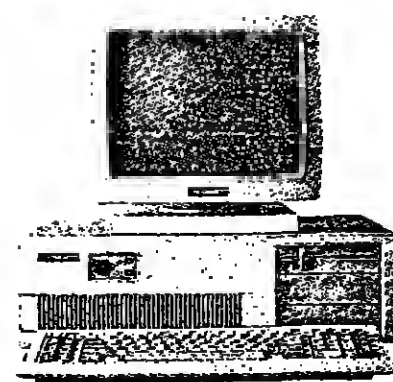
Prenez vos ciseaux.



TANDON PCX 10  
Compatible IBM XT\*  
Microprocesseur Intel 8088  
Mémoire centrale : 256 Ko  
Disque dur : 20 Mo  
Lecteur de disquette : 360 Ko  
Moniteur 14"

Prix de vente conseillé au 10.6.86 : 14.995 FHT

\* IBM AT et IBM XT sont des marques déposées de International Business Machines Corporation.



TANDON PCA 20  
Compatible IBM AT\*  
Microprocesseur Intel 80286/6 MHz  
Mémoire centrale : 512 Ko  
Disque dur : 20 Mo  
Lecteur de disquette : 1,2 Mo  
Moniteur 14"

Prix de vente conseillé au 10.6.86 : 24.995 FHT

Pour recevoir gratuitement notre documentation, renvoyez ce coupon à : Tandon S.A. ou téléphonez au : (1) 47.60.19.00.

Nom : \_\_\_\_\_ Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

**Tandon**  
Computer S.A.  
165, boulevard de Valmy 92705 Colombes

**JEU GAGNANT N° 61**

**LOTO SPORTIF**

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 MONACO	RENNES	9 LENS	NANTES
2 TOULOUSE	METZ	10 MARSEILLE	BORDEAUX
3 LAVAL	LILLE	11 ORLÉANS	RED-STAR
4 ALGERIE	TOULON	12 TOURS	ANGERS
5 BREST	NICE	13 ST-DIZIER	AMIENS
6 ST-ETIENNE	R.C. PARIS	14 AJACIO	THONON
7 NANCY	SOCHAUX	15 NIMES	MONTCEAU
8 PARIS-S.G.	LE HAVRE	16 BOURGES	ISTRES

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 19 Oct. 1986 : 2 3 6 9 12 14 15

Je fais mes courses d'un coup de baguette.

Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER





## Le Monde CADRES

### AFRIQUE NOIRE

#### Directeur d'un centre de profits industriel et commercial

Nous sommes un grand groupe ayant des activités diversifiées, dont une branche importante dans la transformation des matières plastiques.

Nous recherchons le Directeur d'une de nos usines, située au Congo (à Pointe-Noire) réalisant des productions variées (injection, extrusion), et ayant son propre service commercial. Cette usine de 150 personnes connaît une forte expansion et des investissements importants viennent d'y être effectués. Ce poste représente une excellente opportunité pour un ingénieur ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, désireux et capable d'assumer une responsabilité globale.

La réussite dans ce poste nécessite :

- une expérience en production (et si possible en entretien) de préférence acquise dans le domaine de la transformation des matières plastiques,
- de solides compétences techniques mais également un sens aigu de la gestion et de bonnes ouvertures commerciales,
- des qualités de contact humain et d'animateur associées à un bon sens.

Une expérience de l'Afrique Noire serait un atout. Conditions de rémunération très motivantes.

Ecrire sous réf. KW 197 AM - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



"L'univers des matériaux"  
L'avenir des biotechnologies

#### Une carrière motivante pour un fiscaliste de valeur

Un des leaders de l'Industrie Française (Ciment, Matériaux, Biotechnologies), ouvert sur le monde (2/3 du chiffre d'affaires et la moitié de l'effectif à l'étranger), attentif à l'Homme, renforce les structures de sa Direction Fiscale et recherche un Fiscaliste d'un haut niveau de compétence et motivé.

Son profil : Outre d'excellentes qualités relationnelles, le titulaire du poste devra disposer :

- d'une formation supérieure ; maîtrise en droit + spécialisation fiscale - Ecole Nationale des Impôts ou Expertise comptable,
- d'environ 5 à 8 ans d'expérience acquise dans l'administration, au sein d'un cabinet spécialisé ou encore dans le service fiscal d'un grand groupe industriel,
- d'une très bonne connaissance de l'anglais.

Sa mission : Jeune professionnel de la fiscalité, il assurera en étroite collaboration avec le Directeur fiscal des responsabilités au niveau du groupe sur le plan national et avec des implications sur le plan international (Europe - USA - Brésil - Canada) :

- conseil, assistance technique de la holding et des filiales, contrôle de la bonne application de la politique fiscale du Groupe,
- participation active à des dossiers de restructuration, fusions, optimisation...
- assistance aux filiales dans l'intégralité du contentieux fiscal français,
- étude de l'évaluation du droit fiscal et diffusion au sein du groupe de l'information pratique.

Le titulaire du poste agira dans le cadre d'une réelle délégation et assurera d'emblée des responsabilités larges et diversifiées.

Poste à Paris. Ecrire sous réf. BU 195 AM  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

### ADHESIFS STRUCTURAUX

#### Un domaine d'avenir en forte expansion Ingénieur chef de marché

Une entreprise renommée, filiale d'un des tous premiers groupes industriels français, recherche un Chef de Marché, chargé d'assurer la gestion et le développement, à court et moyen terme, d'un grand secteur de clientèle (en particulier celle des industries électriques et électroniques).

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, ayant 2 à 4 ans d'expérience technico-commerciale dans le domaine des produits industriels (la connaissance des adhésifs ou du secteur de clientèle mentionné serait un atout). Sa mission impliquerait :

- d'analyser les procédés de fabrication chez les clients et de proposer des solutions originales,
- de faire développer, par le laboratoire, les spécialités adaptées aux cahiers des charges,
- de suivre les essais,
- de négocier les contrats.

La réussite dans ce poste nécessite curiosité intellectuelle, sens commercial, dynamisme et imagination. Connaissance de l'anglais indispensable. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. AT 194 AM  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

### Gestion immobilière - PARIS

Un des premiers cabinets d'administrateur de biens de la place (gérance et syndic de copropriété) recherche un SPECIALISTE EN GESTION IMMOBILIERE pour poste de responsabilité l'associant rapidement à la direction générale du Cabinet.

De formation juridique (licence en droit), il disposera de 8 à 10 ans d'expérience professionnelle acquise dans cette branche. Il aura également des connaissances sérieuses en comptabilité et sera familiarisé avec le fonctionnement de l'informatique.

Dans un premier temps, il sera l'adjoint direct du Président, avant d'être intégré à la Direction Générale en vue éventuellement d'une association souhaitée. Il aura la responsabilité dès le départ de gestions locatives (commerciales et d'habitation) et d'assemblées de copropriété.

La rémunération de départ est de l'ordre de 300.000 F annuels pouvant varier en fonction de l'expérience acquise.

Ecrire sous réf. ZS 193 AM  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## SINGER

FUTURA FRANCE S.A.  
recherche rapidement son

#### CHEF DE SERVICE COMPTABILITE GENERALE ET FISCALITE

LE CANDIDAT DEVRA AVOIR :

- Une formation de base de comptabilité et fiscalité (Type BTS - DUT)
- Une expérience de 5 à 10 ans en cabinet ou en entreprise où il aura assuré des responsabilités d'encadrement.

Sa compétence sera particulièrement exercée dans les domaines suivants :

- Tenue des livres et journaux comptables
- Clôtures mensuelles et annuelles
- Déclarations fiscales
- Participation à l'implémentation d'un nouveau système informatique comptable.

LIEU DE TRAVAIL : Porte Maillot

Disponibilité rapide souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, à Direction du personnel  
FUTURA FRANCE S.A., 43 rue Pergolée  
75116 PARIS

Ministère des Affaires Sociales  
et de l'Emploi

recherche  
pour la Direction des Hôpitaux

#### UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN EXPÉRIMENTÉ

SA MISSION :

- Participer à la conduite de la politique informatique hospitalière (1 000 hôpitaux, 700 000 personnes, 135 milliards de budget, 26 centres informatiques);
- Suivre les politiques informatiques (régions et établissements);
- Conseiller les régions et les hôpitaux dans leur choix.

SON PROFIL :

- Ingénieur grande école, au moins 10 ans d'expérience, comprenant :
  - Une activité de conseil en SSII ;
  - La direction d'un service informatique ;
  - La connaissance de la réalisation et de la diffusion de systèmes clés en main.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS,

avec fréquents déplacements en province.  
Envoyer C.V., manuscrit, photo et prétentions à :  
M. RAISSET, Direction des Hôpitaux,  
14, avenue Daumesnil, 75007 PARIS.

## Jeunes professionnels de talent, investissez votre compétence dans la nouvelle banque.

### UN GRAND GROUPE A L'ESPRIT D'ENTREPRISE

3 millions de clients  
28700 personnes  
1850 agences.

S'investir dans les Banques Populaires, c'est accompagner le développement de la nouvelle banque : un challenge que nous proposons à de jeunes professionnels.

Nous vous offrons le droit à l'initiative sur des marchés d'avenir. Vous êtes autonome ? Votre maturité professionnelle vous permet d'analyser, car aujourd'hui les métiers bancaires et financiers sont à la pointe des technologies nouvelles.

Valorisez votre compétence en misant sur des entreprises régionales à taille humaine qui favorisent l'engagement individuel.

De formation supérieure générale ou bancaire, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans. Lancez-vous dans un grand groupe, dont le défi du succès est la qualité des hommes.

Adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite + CV et photo, en précisant la ou les références choisies, à René Chevalier, HOMMES ET STRUCTURES, Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131 avenue de Wagram 75017 Paris Cedex 17.

#### NIMES

La Banque Populaire du Midi, partenaire des différents marchés de sa région optimise son action en confiant des responsabilités à des professionnels compétents et motivés.

• Directeur d'Agences dans une ville de Lozère de 5 000 habitants (Ressources : 4 emplois 75 millions de F.). Formation universitaire ou IUT complet. Classe IV ou V selon expérience.

Evolution vers des responsabilités plus importantes dans le réseau.

• Fonction Marketing : Collaborateur à la direction de l'exploitation de formation BAC + 4/5, vous possédez une première expérience du marketing.

Vous pourrez évoluer vers la fonction de gestionnaire de patrimoine ou de direction d'agences.

Réf. 1. NA

#### NIORT

La Banque Populaire Centre Atlantique recherche :  
• Jeunes commerciaux, diplômés de l'enseignement supérieur rompus aux techniques de vente et à la gestion de clientèle (quelques années d'expérience).

Vous évoluerez vers le conseil d'entreprise, la direction d'agence ou l'animation d'équipe. Vous serez responsable de la politique commerciale ainsi que de l'atteinte de vos objectifs.

Notre volonté d'expansion sur le marché régional vous permettra de faire preuve de votre dynamisme et de mettre en avant vos qualités de négociateur pour optimiser vos résultats. (Postes situés dans la Vienne, les Deux-Sèvres, et en Charente-Maritime).

Réf. NO

#### MARSEILLE

En constant développement, la Banque Populaire Provençale et Corse (Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Corse) entend poursuivre sa progression dans sa région.

Si vous possédez d'excellentes connaissances techniques, une pratique courante des engagements, l'art de la négociation et du conseil, nous vous ferons partager notre challenge dans une agence dynamique.

• Chargé de clientèle, vous assurerez la gestion et le développement d'un portefeuille de particuliers (réf. 1 MAR)

ou d'entreprises (réf. 2 MAR)

Vous aurez sous votre responsabilité la gestion de patrimoine.

#### NANTES

1987 : + 25 % de développement, des objectifs ambitieux pour des hommes ambitieux. La Banque Populaire Bretagne-Atlantique recherche :

• Responsable clientèle (H/F) : pour créer, promouvoir et gérer cette activité (objectif 87 : 100 millions de CA). Expérience en crédit-bail et potentiel commercial

• Auditeur interne (H/F) : force de proposition pour assurer l'audit de toutes les fonctions de l'entreprise, en se dotant des moyens informatiques (micro en particulier) propres à rendre le contrôle aussi rapide que les opérations.

Réf. 1. NA

"L'entraide  
banque"



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

## Le Monde CADRES

### Assistant juridique

Diplômé d'études juridiques supérieures - spécialité droit des affaires - et d'une formation complémentaire de type IAE, vous avez une première expérience réussie de 3 ans minimum en entreprise, en cabinet ou organisme conseil.

La direction juridique d'un important groupe français de production et de commercialisation d'articles de luxe - 35 sociétés en France et à l'étranger - taux de croissance de 20 à 25 % par an - vous offre de participer à son développement.

Les finalités de cette création de poste, basé à Paris, sont :

- Dans un premier temps, d'assurer le secrétariat juridique (assemblées, conseils) des sociétés du groupe, le suivi des dossiers contentieux divers et la gestion des dossiers assurances.

• Puis, et progressivement, de prendre en charge les dossiers de propriété industrielle, la rédaction de contrats, la préparation d'études et le suivi de la documentation.

Sous l'autorité du directeur juridique, une évolution en termes de responsabilités est assurée pour un professionnel de valeur possédant une pratique opérationnelle suffisante de l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. AJ 010, à notre conseil : PS CONSULTANTS, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.



Groupe international, spécialisé dans le refroidissement des eaux industrielles, C.A. mondial 1 milliard de Francs, effectif 850 personnes, recherche :

### DIRECTEUR GENERAL ADJOINT FUTUR RESPONSABLE DE LA FILIALE FRANCE

Vous êtes ingénieur, diplômé d'une grande école : T.P., électricité, mécanique... et vous justifiez d'une solide expérience de la vente de biens d'équipements ou de produits industriels au plan international.

Vous avez évolué de carrière, réalisée dans l'ingénierie, les travaux publics ou le secteur industriel, vous avez permis d'animer les hommes et de gérer un centre de profit.

La filiale France, dont le siège est à Paris, réalise un C.A. de 250 MF et compte un effectif de 250 personnes ; la progression annuelle est d'environ 10 %.

Aux côtés du Directeur de la filiale, et dans un premier temps, vous assurerez la co-direction, vous familiariserez ainsi à la vie de l'entreprise. Vous prendrez ensuite progressivement le relais jusqu'au poste de Directeur Général et deviendrez alors responsable à part entière de la filiale, du développement des ventes et de la rentabilité des opérations grâce à une gestion rigoureuse.

Vos connaissances techniques et vos qualités relationnelles vous permettront d'intervenir, pour les affaires importantes, auprès des services officiels, des ambassadeurs, des ministères.

Bien sûr, vous pratiquerez couramment l'anglais ; la connaissance d'une autre langue serait appréciée.

Merci d'adresser à notre conseil, sous référence 416 B, votre dossier sera traité en toute confidentialité.



Marcelline BISESTI, Conseil de Direction - 11, rue La Boétie - 75008 PARIS

### VENDEZ AUJOURD'HUI POUR MANAGER DEMAIN

#### Nos points forts :

- un haut niveau technologique,
- une stratégie marketing performante,
- la qualité et la motivation de nos équipes.

#### Nos résultats :

- une position de leader sur de nombreux marchés,
- une implantation internationale (une vingtaine de pays),
- un C.A. de 21 milliards de Francs dont 60 % à l'export,
- des marques réputées : THOMSON, BRANDT, THERMOR, VEDETTE, SAUTER.

### JEUNES HEC - ESSEC SUP DE CO - SCIENCES PO PARIS

Sensibilisés à nos produits, vous vous investissez sur le terrain. Après avoir démontré vos compétences et votre esprit combatif, selon vos goûts et vos aptitudes, vous saisissez des opportunités de carrière tant en France qu'à l'étranger, en gestion, marketing, export ou vente.

Nous voulons rencontrer les meilleurs et les associer à notre progression, sur un marché en pleine mutation technologique.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature à Michèle SABATIER - THOMSON GRAND PUBLIC - 74, rue du Sumelin - 75020 PARIS.



### Former, choisir, communiquer.

**FORMER** : vous serez responsable du budget, du plan de formation et de toutes les interventions internes et externes que cela implique.

**CHOISIR** : vous prendrez part, avec le responsable du recrutement, à la plupart de ses missions.

**COMMUNIQUER** : vous prendrez en charge notre journal interne et participerez à l'élaboration de nos campagnes de communication.

L'ensemble de ces activités se développe dans le cadre d'un groupe international, leader dans son secteur.

De formation supérieure, déjà familiarisé avec la gestion des ressources humaines, vos qualités relationnelles, votre sens des responsabilités et de l'organisation garantiront votre réussite.

Le poste est situé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous référence 2238 M à



144 rue de Rivoli - 75001 Paris, qui transmettra en toute confidentialité

### De l'animation des ventes au marketing terrain

De formation supérieure, environ 30 ans, vous avez une expérience concrète de la vente sur le terrain. Si vous possédez en outre des capacités d'analyse, de rigueur, de synthèse et d'organisation, ainsi que d'évidentes qualités relationnelles, alors vous nous intéressez !

Grande société de services spécialisée dans les produits financiers, nous créons dans le cadre de notre développement un poste, dans notre équipe, de superviseur des méthodes de vente, rattaché à la Direction Commerciale.

Votre fonction vous permettra de prendre du recul par rapport au terrain en intervenant en tant qu'auditeur. Homme de synthèse, vous ne vous contenterez pas du contrôle des méthodes de vente, mais au contraire vous saurez les faire évoluer et en proposer de nouvelles pour toujours plus d'adhésion et d'efficacité de nos commerciaux.

Ce poste, qui nécessite de nombreux déplacements, est très porteur de développement pour un candidat à fort potentiel.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV, photo et prétentions) sous référence 2235 M à

SOURCES - 144 rue de Rivoli - 75001 Paris  
qui transmettra



Nous sommes la seule organisation professionnelle ne regroupant que des spécialistes de la gestion immobilière : nos 1400 adhérents, répartis en 29 Chambres Régionales, gèrent 40 % du patrimoine immobilier français privé. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, la CNAB siège en sein de nombreux conseils ou associations, et participe ainsi directement à l'évolution des règles qui régissent la profession. Nous recherchons notre

### Délégué Général

Basé à Paris

Rémunération élevée

Il exercera une double responsabilité : l'une, en tant que Délégué Général du bureau de Paris, l'autre, plus large, en tant que Délégué Général National. La représentation de la CNAB vis-à-vis de ses partenaires, les relations avec les chambres syndicales, les rapports avec la presse et la gestion du bureau de Paris feront partie de ses attributions.

Environ 40 ans, dynamique, une bonne ouverture d'esprit et sinon de solides connaissances juridiques, au moins le désir de se maintenir informé dans ce domaine, votre forte personnalité doublée d'une grande aisance relationnelle vous permettront, et nous vous y aiderons, à prendre rapidement la mesure de vos nouvelles responsabilités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous référence C0781 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

### UNE DES PREMIERES BANQUES FRANCAISES

réputée pour son dynamisme, recherche, jeunes diplômés avec une première expérience pour rejoindre son réseau d'agences à des postes

### d'ATTACHES COMMERCIAUX et de GESTIONNAIRES DE PATRIMOINE

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle et souhaitée) en précisant sur l'enveloppe la référence 3847 à RSCG CARRIERES, 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

### Collaborateur COMMERCIAL

Important établissement financier spécialisé dans le crédit à la consommation, nous recherchons un COLLABORATEUR COMMERCIAL.

Vous avez :

- environ 25-27 ans,
- un diplôme d'HEC, de l'ESSEC ou de SUP DE CO,
- une petite expérience dans la distribution (ou le secteur bancaire),
- des connaissances en micro-informatique (multitouch par exemple),
- le goût des chiffres, un excellent sens commercial et de l'imagination.

Adjoint du Responsable des grands groupes (clients nationaux) et après une formation de 3 mois,

Vous serez :

- en contact avec certains de ces grands groupes pour développer notre gamme (crédits classiques, crédits revolving, cartes privées...) et déterminer notre politique en la matière.

Réussi à ce poste vous permettra une large évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV, photo et prétentions, sous la référence 4379/LM, à



71, avenue Victor-Hugo  
75116 PARIS,  
qui transmettra.

مكتبة الأمل



هكنا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 21 octobre 1986 29

## Le Monde CADRES

### ● NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE DEPARTEMENT « AFFAIRES JURIDIQUES »

#### JURISTE DU DROIT BANCAIRE HF

Votre mission :  
• Étudier la législation bancaire et le développement des techniques complexes (moyens de paiement, nouveaux produits...) nécessitant des approches originales.  
• Rechercher des solutions juridiques à des questions importantes et nouvelles.  
• Travailler en équipe dans un service spécialisé.  
• Assurer des relations suivies avec les différentes directions de l'établissement, les organismes professionnels et les clients.  
Vos qualités :  
• Formation supérieure en droit privé.  
• Maîtrise du droit bancaire (5 à 8 ans) et des techniques nouvelles.  
• Connaissance du droit européen appréciée.  
• Maîtrise de l'anglais nécessaire. (Réf. 08)

#### SPECIALISTE DU DROIT DES GARANTIES HF

Votre mission :  
• Avoir le rôle d'étude et de conseil en matière de garanties bancaires dans le domaine international, c'est-à-dire :  
• Concevoir des solutions juridiques à des questions importantes et diversifiées (mettant en jeu des techniques nouvelles).  
• Travailler en équipe dans le cadre d'un service spécialisé.  
• Avoir des relations suivies avec les directions, agences et filiales du Groupe, les autres établissements bancaires et les organismes professionnels.  
Vos qualités :  
• Formation supérieure en droit privé.  
• Expérience du droit interne et du droit international (minimum 5 ans) dans le service juridique d'une banque, dans un cabinet d'avocats ou une grande entreprise. Connaissances de droit européen appréciées.  
• Esprit d'initiative et d'innovation.  
• Maîtrise de l'anglais nécessaire. (Réf. G)

#### JURISTE DU CONTENTIEUX BANCAIRE HF

Votre mission :  
• Prendre en charge et suivre les dossiers bancaires touchant les aspects les plus délicats du contentieux bancaire en dehors du recouvrement.  
• Avoir des contacts avec les agences, les autres services du siège, les conseils de la banque et les autres établissements bancaires.  
Vos qualités :  
• Formation supérieure (droit privé).  
• Expérience certaine des procédures judiciaires, y compris internationales, acquise dans un cabinet d'avocat, de syndic ou dans une grande entreprise.  
• Connaissance des opérations financières appréciée.  
• Pratique requise de la langue anglaise. (Réf. CB)

Postes basés à PARIS.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence choisie, à Jean-Michel PIADÉ SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

**Société industrielle franco-japonaise (60 MF)**

recherche son

### Directeur Général

Pour prendre l'entière responsabilité de sa direction et mettre en œuvre une politique de développement en France et à l'étranger.  
Une expérience réussie de 5 à 10 ans dans un poste opérationnel à dominante marketing/vente, la connaissance du secteur industriel accompagné d'une bonne sensibilité aux évolutions technologiques, le sens de l'animation des hommes et des talents feront de vous un candidat de valeur.  
Vos qualités d'entrepreneur feront la différence.  
La rémunération est adaptée aux exigences du poste.

Adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions, sous référence 81.87, à : CONEXHOM, 212 avenue Paul Doumer 92508 Rueil-Malmaison Cedex.

**Conexhom**  
Conseil en Recrutement

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
MATÉRIELS DE CONSTRUCTION**

recherche

### 2 ASSISTANTS DE GESTION

Pour s'intégrer dans des équipes opérationnelles motivées.  
Postes à pourvoir dans nos directions régionales de Paris et des Yvelines.

**Qualités indispensables :**

- Disponibilité, sens de la communication et du travail en équipe.
- Dynamisme et bonne compréhension des outils informatiques.

**Formation souhaitée :**

- Maîtrise de gestion, DUT finances-comptabilité ou formation technique de niveau équivalent complétée par une pratique ou une formation complémentaire gestion de bon niveau.
- Première expérience de deux ans minimum appréciée.
- Rémunération suivant niveau et expérience.
- Excellente possibilité d'évolution au sein du groupe pour candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite au **MONDE PUBLICITÉ** sous n° 8099, 5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

### Une formidable opportunité

Dans le cadre de sa politique de diversification, un grand leader de l'immobilier d'entreprise crée une structure plus particulièrement axée sur les réimplantations de grandes entreprises ou la mise en valeur de leurs patrimoines immobiliers.

Le responsable de cette nouvelle structure recherche son **BRAS DROIT** qui l'assistera de façon constante dans son action relationnelle, et aura en particulier en charge la préparation et le suivi des dossiers ainsi que le montage financier des projets étudiés.

De formation supérieure (X, HEC, ESSEC...) vous avez 3 ou 4 ans d'expérience acquise à la Direction Financière d'une entreprise importante, dans un cabinet d'audit ou chez un promoteur immobilier.

Ce poste permettra à un homme ou une femme déterminé et régoureux d'intégrer d'emblée la Direction d'un groupe présentant de très importantes possibilités d'évolution.

Merci de nous adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 1007 M (à mentionner sur l'enveloppe).

**BKCB** BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 Paris  
PARIS-NEW-YORK-MILAN

**SUD-OUEST**

Une Entreprise Industrielle (1000 pers.) recherche son

### Chef du personnel

Rapportant au Directeur Général, il participe à l'élaboration d'une politique de personnel basée sur le Dialogue et la concertation, assure la gestion administrative du personnel (paye, déclarations sociales...), et assiste le Directeur Général dans les instances sociales (CE, DP, CHSCT...).

Homme de terrain et de communication, sensibilité aux aspects économiques et financiers d'une Entreprise Industrielle, notre futur collaborateur peut être issu d'une fonction production ou administrative et financière, avec une solide expérience de la gestion de personnel.

Si cette offre vous intéresse, merci d'écrire à notre Conseil, sous réf. P 014, 16 place Clemenceau 64000 ENJ.

**INFORMA**  
carrières  
la recherche par les hommes

LYON-ILLE-MAIRIE PARIS-FR. TOUTOUL

**Syndicat professionnel**

RECHERCHE

### ASSISTANT (E)

Service Information/Documentation/Études

- Conviendrait à jeune diplômé(e) enseignement supérieur (Maîtrise de droit, Sciences Économiques, ou équivalent).
- Sens organisation et communication, aptitude rédaction et synthèse.

Adresser candidature motivée, C.V., photo, prêt, au **MONDE PUBLICITÉ** sous n° 8.117-5, rue de Montesson, 75007 Paris.

**Société à vocation internationale, SUD DE LA FRANCE, recherche, pour son expansion, son DIRECTEUR DES VENTES - BOIS TROPICAUX.**

Le candidat retenu percevra une rémunération motivante, fonction de sa valeur ; ses atouts seront :

- Expérience intense dans ce secteur ;
- Langues : français et anglais courants ;
- Références contrôlables ;
- Déplacements fréquents Europe et plus.

Travail agréable au sein d'une petite équipe de gagnants.

Envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite sous le n° 7013 **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue de Montesson, Paris-7. Direction assurée.

## Jeunes professionnels de talent, investissez votre compétence dans la nouvelle banque.

### UN GRAND GROUPE A L'ESPRIT D'ENTREPRISE

**3 millions de clients  
28700 personnes  
1850 agences.**

S'investir dans les Banques Populaires, c'est accompagner le développement de la nouvelle banque : un challenge, que nous proposons à de jeunes professionnels.

Vous êtes décidé à gagner ? Nous vous offrons le droit à l'initiative sur des marchés d'avenir.

Vous êtes autonome ? Votre maturité professionnelle vous permettra d'échouer, car aujourd'hui les métiers bancaires et financiers sont à la pointe des technologies nouvelles.

Valorisez votre compétence en mettant sur des entreprises régionales à taille humaine qui favorisent l'épanouissement individuel.

De formation supérieure générale ou bancaire, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans.

Lancez-vous dans un grand groupe, dont le rôle est de créer et de développer des hommes.

Adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite + CV et photo, en précisant la ou les références choisies, à **Rémi Chevalier, HOMMES ET STRUCTURES**, Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131 avenue de Wagram 75017 Paris Cedex 17.

**LIMOGES**

La Banque Populaire du Centre, bien intégrée dans une région à fort capital économique.

- Seconds d'agence à Argoulière et Cognac : hommes de développement, vous avez le sens des relations humaines et publiques, une expérience réussie de second d'agence ou d'animateur commercial.
- Attachés commerciaux en Charente et Corrèze, vous développerez et gèrerez votre portefeuille de clientèle (Bac + 2 et 1<sup>re</sup> expérience).
- Spécialiste local de bilan pour la Direction des Crédits. Débutant : ESSEC, ESCAE, expertise comptable ou professionnelle expérimentée en analyse d'entreprise en agence ou au siège.
- Attachés de direction : de formation universitaire ou ESCAE, vous évoluerez dans différentes fonctions du siège.

Réf. 1. LI

**ST DENIS**

La Banque Populaire de la région Nord de Paris est une entreprise de 870 personnes qui s'investit totalement dans sa région et bénéficie d'une forte implantation géographique.

Vos idées et vos projets seront accueillis avec beaucoup d'attention. Pour assurer notre développement nous recherchons pour nos agences :

- Responsables portefeuille PME
- Responsables portefeuille entreprises individuelles
- Responsables portefeuille particuliers.

Formation BAC + 2, BAC + 4, ESCAE, ITB en cours souhaité. Vous avez une expérience réussie de plus de deux ans en exploitation. Nous vous proposons dans le court terme (1 à 2 ans) de prendre en charge un point de vente en région parisienne.

Réf. 1. SD

**DIJON**

Le développement commercial : mot d'ordre de la Banque Populaire de la Côte d'Or.

Nous souhaitons faire partager notre ambition et nos défis à deux professionnels de haut niveau.

- Chargé de clientèle entreprises : possédant une expérience de 5 ans dans l'approche du risque et l'animation d'une équipe, il sera le collaborateur du directeur de notre agence principale.
- Chargé de formation commerciale : avec l'expérience de l'exploitation et de l'animation de la formation, ouvert à l'innovation, homme ou femme de communication, vous avez le goût du travail en équipe, vous serez le collaborateur du responsable marketing communication.

Réf. 1. DI

**TROYES**

La Banque Populaire de Champagne, petite prenante de la vie économique de sa région est implantée dans 3 départements : Aube, Meuse et Haute-Marne.

Elle s'appuie sur la motivation et le potentiel d'hommes ambitieux pour réaliser son développement.

Elle recherche un jeune diplômé E.S.C. DESS Banque et Finance, ou équivalent, bénéficiant d'une expérience professionnelle d'un an et désireux de s'investir dans des fonctions commerciales.

Parfaitement motivé, il prendra, après une formation complémentaire, un premier poste en agence lui permettant d'accéder à des responsabilités croissantes au sein du réseau.

Réf. 1. TR

**Banque Populaire**

### UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

## Le Monde CADRES

### GEO **prima** Le Monde

PRISMA PRESSE, filiale française d'un groupe de communication de renom international est devenu en quelques années l'un des leaders de la presse magazine grâce à la réussite commerciale de ses titres et à ses méthodes de gestion. Nos atouts : un état d'esprit enthousiaste, un souci permanent de qualité et de rigueur.

## Responsable formation/recrutement

Souhaitons de valoriser ces atouts, nous cherchons à développer une gestion dynamique de notre personnel (350 personnes) basée sur une politique ambitieuse de formation et de communication.

**Vos missions :** élaborer et mettre en œuvre le plan de formation, initier et conduire des actions d'animation et d'information internes, participer activement au recrutement et au suivi des candidats, engager les études statistiques et mener à bien le bilan social.

**Votre profil :** Titulaire d'un diplôme supérieur, âgé d'au moins 22 ans, vous justifiez d'une expérience complète de la fonction auprès d'une population cadre. Professionnel de la formation, vous étudiez l'insertion et le dialogue vous permettant également de vous imposer à tous les niveaux de la hiérarchie. Anglais ou allemand souhaités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence R.F.R., en précisant votre salaire actuel à : Dominique THULLEZ, Directeur du Personnel - PRISMA PRESSE - 6 rue Dard - 75008 Paris

PRISMA PRESSE

### (H/F) 40 ans +. Une Société de SERVICES vous propose un challenge pour 330 KF +

Nous sommes une importante Société de Services. Nous employons environ 700 personnes à Paris, siège et agences. Une restructuration profonde est en cours pour améliorer notre efficacité et notre nouvelle Direction Générale crée un poste de :

#### Directeur des Services

### ORGANISATION, INFORMATIQUE,

Sous l'autorité du tandem DG + DGA, il sera le garant du système d'information de la société et il travaillera à définir une organisation plus efficace qui permette une meilleure productivité. Il animera en outre les services statistiques et contrôleurs et sera l'interface avec notre SSI.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant déposé la quarantaine, diplômés d'études supérieures et ayant acquis au cours de leur vie professionnelle une expérience réussie d'organisation, si possible dans une société de services ou employant une main-d'œuvre nombreuse. Ils ont, bien entendu, une bonne connaissance en informatique et une bonne compréhension du droit.

Merci d'adresser CV et rémunération actuelle sous référence M/1119/A à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

choisissez **GARNIER** Le Monde

## Cherchons chasseur sachant chasser !...

Jeune groupe informatique en plein développement filiale de deux banques, nous avons les moyens et l'ambition de réussir. Nous créons actuellement un Cabinet de Recrutement et souhaitons en confier progressivement la responsabilité à un jeune **DIRECTEUR ASSOCIÉ**.

Vous avez 2 à 5 ans d'expérience du recrutement acquise en Cabinet ou grande entreprise, de préférence dans le domaine informatique. Un bon sens psychologique, le goût du développement commercial, de bonnes qualités de communication pour développer votre centre de profit ou sein d'un groupe en pleine expansion : ce sont les qualités que nous attendons de l'homme ou de la femme qui deviendra notre partenaire.

Merci de prendre contact avec M. Gauthier, 3 allée d'Orléans, 92200 Neuilly.



**MADISEARCH**  
GROUPE MADITECH

### CONSULTANT EN RECRUTEMENT DESIREUX DE SE DEVELOPPER DANS UN GROUPE DE PREMIER PLAN... C'EST A VOUS QUE CETTE ANNONCE S'ADRESSE !

Société de conseil en gestion des ressources humaines, filiale d'UNIOLOG une des premières SSI (600 pers., 230 MF), nos activités (recrutement, audit, formation) se développent et nous conduisent à étoffer notre effectif. Nous recherchons un collaborateur de formation économique supérieure (ESG, IEP, ...) ayant acquis une expérience de recrutement d'au moins 3 ans comme consultant ou en entreprise, dans des secteurs de pointe (électronique, high tech, informatique, ...). Nous lui proposons de valoriser son activité de sélection au sein de notre équipe : responsable d'un portefeuille de clients qu'il aura à développer et à gérer, il assurera lui-même la réalisation complète de ses missions. Nos ambitions sont élevées et nos techniques sophistiquées. Aussi souhaitons-nous intégrer un consultant de fort potentiel, autonome par la maîtrise de son métier, dynamique, et capable de grandir avec nous. Si cette proposition vous intéresse, nous vous recommandons d'adresser votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo) sous référence 2010 M à notre Conseil.

**UNIOLOG**

9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS  
Membre de SYNTHEC Informatique

### SOCIÉTÉ ÉTUDES ET RECHERCHES BANLIEUE LYON

#### JEUNE INGÉNIEUR D'ESSAIS

Formation et expérience souhaitées :  
- Mécanique des Fluides ;  
- Phénomènes de transfert ;  
- Traitement du Signal

Réponse + C.V. à adresser au :  
MONDE PUBLICITÉ  
BOITE 111  
5, rue de Montesson, 75007 Paris.

### DIRECTEUR DES ETUDES Grande Ecole 300 000

L'institution : Ecole de management de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle, 700 étudiants. Ville universitaire de province.

Le poste : le pivot de la fonction enseignante dans ses aspects budgétaires, relationnels et pédagogiques.

Le but : dans une phase d'évolution rapide de l'école, il est le coordinateur permanent, le gardien des procédures et le gestionnaire de l'innovation.

Celui que nous cherchons : Ingénieur ou universitaire de niveau doctoral, ayant dirigé des projets pédagogiques en France ou à l'étranger (création d'enseignements, transfert de technologie), avec une ouverture internationale... et pas ennemi de la vie en province.

Merci de signaler votre intérêt à Alain SARTON sous réf. 758

#### plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS  
Conseils en ressources humaines.

### UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES IARD

offre une opportunité de carrière à un très bon

### gestionnaire de sinistres

en lui proposant de devenir

### chef de groupe H/F sinistres RC et contentieux

Poste basé à PARIS

Avec une équipe de 4 rédacteurs, il interviendra sur des dossiers sinistres complexes et/ou à forte valeur. En relais et en appui à nos délégations régionales, il pourra traiter l'ensemble des aspects juridiques, techniques et économiques relatifs à un dossier.

Outre son expérience, le candidat recherché aura : une formation juridique supérieure ou une excellente expression écrite et orale ; de réelles capacités d'animation ; un sens relationnel développé ; des aptitudes décisionnelles ; un esprit d'équipe ; une mentalité d'entreprise.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous réf. CGM.1.



**ceforpe**

10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

marc forger  
et associés

### HOBART

LA référence mondiale  
qualité, technologie, gamme  
pour l'équipement professionnel de cuisine

### L'APRES-VENTE, UNE AFFAIRE DE GESTIONNAIRE

L'après-vente : des techniques électromécaniques et électroniques au service absolu de la clientèle. Mais aussi une source de profit apportée avant tout par les hommes.

Dans notre Direction régionale parisienne vous gèrerez et organiserez 40 techniciens et 27 000 H/F ; pour que chacun dépense sa technique vers la rentabilité de son secteur, aidé par une équipe centrale, des moyens informatiques, facturation, magasin, gestion des appels.

Une véritable affaire de spécialiste que vous développerez comme un patron et comme votre carrière.

Envoyez votre dossier à Cte HOBART - DRT  
39, rue Cambon - 75021 PARIS Cedex 01.

### Importante société de promotion immobilière

Filiale d'un groupe leader

recherche

### UN ADJOINT POUR LA GESTION DE GRANDS PROJETS

- Formation supérieure exigée.
- Preuve d'expérience réussie.
- Capacité d'adaptation à des tâches diverses (administratives, juridiques, financières et techniques).

Poste à pourvoir en région parisienne.

Transmettez C.V. et prétentions sous réf. 8101 M  
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montesson, PARIS-7.

Banque Privée de dépôt (500 personnes) filiale d'un groupe financier puissant recherche pour son réseau

### Directeurs d'agence

St-Etienne - Nancy

### Exploitants entreprises

sur Paris et la France entière

Si vous êtes titulaire d'une formation supérieure solide (ESG, BAC + 4, IEP), si votre expérience dans le poste témoigne de vos aptitudes commerciales et de votre sens du risque, vous pouvez sans délai participer à notre développement. Ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution pour des commerciaux particulièrement expérimentés et à l'aise avec les techniques de l'analyse financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, s/réf. 4332/LM, en précisant le poste et la localisation choisis à :

71, avenue Victor-Hugo  
75016 PARIS  
qui transmettra.

Vous souhaitez devenir  
un Spécialiste Corrosion.

Vous êtes :

- une formation universitaire/supérieure.
  - des connaissances en corrosion liées à des compétences en électrochimie (des notions en analyses des surfaces seraient un plus).
- Nous vous proposons :
- de nous rejoindre pour participer aux études fondamentales sur la corrosion des produits revêtus utilisés en particulier dans l'industrie automobile.
  - de vous intégrer dans une équipe de recherche performante dans un environnement scientifique de haut niveau où nous vous chargerons plus particulièrement de la mise au point et de l'application de méthodes électrochimiques pour étudier les mécanismes de dégradation de ces produits.

#### Bien sûr vous aimez la recherche !

Nous vous attendons dans un cadre agréable en proche Banlieue de Paris.

Si ces perspectives vous intéressent,

adresses C.V., photo et prétentions sous référence 3497 à

AXIAL Publicité, 27 rue Talbot 75009 Paris,

qui transmettra.

### Sup de Co ou équivalent un second départ dès maintenant

Vous avez déjà obtenu votre diplôme professionnel et vous souhaitez fortifier vos connaissances et votre expérience avant votre insertion professionnelle. Un groupe bancaire d'implantation nationale - 80 agences - spécialisé dans le financement aux particuliers et aux entreprises, vous propose de rejoindre une formation adaptée ciblant rapidement sur des responsabilités commerciales ou niveau directeur d'agence. Votre personnalité et votre mobilité seront les éléments déterminants de votre évolution. Postes à pourvoir en région parisienne et en province. Envoyez CV, photo et salaire actuel, sous référence 10191, à : Média-System, 8 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris qui transmettra. Réponses et décisions ciblées.

**Banque**  
D'investissement  
à Paris  
et en province  
pour les entreprises  
et les particuliers

**UN RESPONSABLE**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN RESPONSABLE**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN RESPONSABLE**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**DEUX RESPONSABLES**  
COMMERCIAUX

**UN INSPÉCTEUR**  
CONFIRMÉ

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients

**UN AGENT**  
de la gestion des  
affaires courantes  
et de la relation  
avec les clients



**Banque Franco-Allemande**  
Deutsch-Französische Bank  
affiliée au groupe WestLB

Filiale française de l'un des plus importants groupes bancaires et financiers ouest-allemands, nous avons été la première banque à capitaux allemands à s'implanter en France.

Notre développement rapide nous conduit à rechercher, pour notre Direction des Marchés (Affaires Commerciales),

**UN RESPONSABLE (H/F)**  
des relations "grandes entreprises françaises, investisseurs institutionnels, banques".

Cadre de haut niveau, il possède une expérience approfondie de ces marchés, en particulier dans le domaine du placement de produits financiers et de trésorerie.

Sous l'autorité du Directeur des Affaires Commerciales, il coordonne l'action des Responsables affectés à ces clients. Il doit contribuer personnellement à l'accroissement de ce fonds de commerce.

Il pratique couramment l'Anglais (et si possible l'Allemand).

**UN RESPONSABLE (H/F)**  
des relations bancaires

Cadre confirmé, il connaît bien le secteur des banques françaises et internationales.

Il gère et développe le réseau de nos correspondants bancaires, en liaison avec les différents responsables de produits (Trésorerie, Marché Financier, etc.). Il contribue également au développement de nos activités commerciales avec les partenaires bancaires : développement d'une capacité de placement, syndications de crédits, etc.

Disponible pour des déplacements fréquents en France et à l'étranger, il pratique couramment l'Anglais et si possible l'Allemand.

**DEUX RESPONSABLES COMMERCIAUX "JUNIORS"**

Diplômés de l'enseignement supérieur, possédant courte expérience de l'exploitation bancaire, ils viennent secondariser nos Responsables Commerciaux chargés des relations avec les filiales françaises d'entreprises allemandes.

Ils ont à la fois du goût pour les contacts commerciaux et des aptitudes marquées pour le suivi de dossiers techniques.

Evolution possible pour des éléments de valeur vers des responsabilités élargies en matière commerciale ou de produit / gestion.

Atteindre courant indispensable.

Disposant de solides connaissances en informatique, il aura pour mission au sein du département inspection d'assurer tous les contrôles liés à notre environnement informatique.

En collaboration avec le département organisation il participera à l'élaboration d'un nouveau schéma directeur.

Anglais et / ou Allemand souhaités.

Nous recherchons par ailleurs

**UN INSPECTEUR CONFIRMÉ (H/F)**

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant le poste choisi à :  
Monsieur B. LOYSON - Directeur - 6 rue Lamennais - 75008 PARIS  
Discretion garantie

**LE DÉPARTEMENT DE L'ALLIER**  
recrute

**6 CADRES de CATÉGORIE A par VOIE de DÉTACHEMENT**

**Chargé du suivi de l'informatisation des services départementaux :**

Ce cadre mettra en œuvre les projets inscrits au schéma directeur informatique en cours d'élaboration. Ingénieur ou cadre administratif, il devra assurer la responsabilité de la création et de la maintenance des applications automatisées. Il devra posséder une bonne maîtrise des connaissances actuelles et des possibilités futures dans le domaine de l'informatique, de la bureautique et de la télématique.

**Chargé du contrôle de gestion :**

Connaissant parfaitement les comptabilités M.11, M.12 et M.51, il quantifiera et qualifiera les modes de gestion des missions ou compétences départementales sous l'autorité directe du directeur général des services départementaux.

**Chargé du suivi administratif des dossiers départementaux avec les services régionaux :**

Maîtrisant les récentes modifications de l'organisation des structures et compétences régionale et départementale, il aura la responsabilité de l'analyse administrative, financière et économique des décisions régionales et d'organiser leur suivi au niveau départemental.

**Chargé des relations avec les communes :**

En tant que bureau de la programmation du service des affaires financières, il devra gérer la politique administrative de coopération avec les communes, promouvoir un service conseil d'ordre juridique et administratif des maires du département. La pratique des mécanismes administratifs des communes, celle des banques de données juridiques et enfin de la télématique seront essentiellement recherchées.

**Chargé des études juridiques et des problèmes de contentieux :**

Connaissant parfaitement le régime juridique des actes administratifs départementaux, il sera chargé d'une mission de conseil auprès des services et de l'élaboration des mémoires contentieux généraux liés aux divers aspects des compétences départementales.

**Chargé du contentieux de l'aide sociale :**

Maîtrisant le droit civil, celui de l'aide sociale et de la sécurité sociale, il assurera au sein du service des actions sociales et de santé la défense juridique des intérêts financiers du département en cette seule matière.

Les candidats intéressés devront se prévaloir de connaissances et d'expériences dans le monde des collectivités territoriales et se caractériser par leur sens du dynamisme, de la rigueur et de la disponibilité.

Adresser candidature avec C.V. et photo  
Monsieur le Président du Conseil Général de l'Allier  
Hôtel du Département  
Cours Jean-Jaures  
B.P. 313  
63016 MOULINS CEDEX.  
(Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au : 70-46-14-32, poste 565).

**Le département de la Martinique**  
recrute sur titres ou par voie de détachement

**UN AGENT**  
qui sera chargé de restructurer, de diriger et d'animer un Centre Informatique.

Le profil général du candidat souhaité est le suivant :

- **INGÉNIEUR INFORMATIQUE** de haut niveau ayant 5 ou 10 années d'expérience des grands centres informatiques impliquant la gestion d'un service et ayant une connaissance approfondie du matériel CII Honeywell-Bull.
- **INGÉNIEUR SYSTÈME** ou personne ayant une solide connaissance du système d'exploitation du matériel.

Une bonne connaissance sur matériel IBM sera également appréciée.

Le candidat devra en outre avoir le sens du dialogue et du contact avec les utilisateurs et faire preuve d'autorité et de fermeté au sein du Service Informatique.

Le poste est immédiatement disponible.

Le salaire offert est celui d'un Directeur du la Fonction Publique Territoriale (L.B. : 701/920) et tiendra compte des références du candidat.

Les personnes intéressées devront adresser leur candidature à :

Président du Conseil Général de la Martinique  
Service du Personnel - B.P. 679  
97262 FORT-DE-FRANCE CEDEX.

**Sté des encres Brancher**  
160 PERSONNES  
CRÉE LE POSTE DE

**DIRECTEUR DE LABORATOIRES**

Diplômé (e), 40 ans, méthode, autorité, sens du travail en équipe.

Expérience confirmée dans l'industrie.

Adresser C.V. à Madame STEIN  
secrétaire de M. Olivier BRANCHER  
SOCIÉTÉ DES ENCRE BRANCHER  
zone d'emploi  
3 et 5, rue Paul-Dauterive  
78143 VÉLIZY Cedex.  
Tél. : 39-46-00-10.

**Jeunes professionnels de talent, investissez votre compétence dans la nouvelle banque.**

**UN GRAND GROUPE A L'ESPRIT D'ENTREPRISE**

**3 millions de clients  
28700 personnes  
1850 agences.**

Succès dans les Banques Populaires, c'est accompagner le développement de la nouvelle banque : un challenge, que nous proposons à de jeunes professionnels.

Vous êtes décidé à gagner ? Vous vous offrez le droit à l'initiative sur des marchés d'avenir ?

Vous êtes autonome ? Votre maturité professionnelle vous permet d'évaluer, car aujourd'hui les métiers bancaires et financiers sont à la pointe des technologies nouvelles.

Mettez votre compétence en relation avec des entreprises dynamiques à telle hauteur qu'inspirent l'investissement.

De formation supérieure générale ou bancaire, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans.

Lancez-vous dans un grand groupe, dont le côté du succès est la qualité des hommes.

Adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite + CV et photo, en précisant le ou les références choisies, à René CHEVALER, HOMMES ET STRUCTURES, Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131 avenue de Wagram 75017 Paris Cedex 17.

**MOULOUZON**

Dans une région où bouge, à la Banque Populaire de l'Allier et de Riom, optez dès maintenant pour des responsabilités.

Diplôme : So Po - So Eco - Droit - Ecole de Commerce.

- Chef d'unité de vente : vous aurez dans un premier temps à gérer et à développer avec vigueur l'une de nos agences, dans le cadre du plan d'action commercial de la banque.
- Collaborateur Contrôle de Gestion : votre mission consistera à développer les outils de gestion de la banque à l'aide d'une informatique performante.
- Gestionnaire de crédits : vous aurez à gérer avec des pouvoirs de décision des crédits importants suivant des méthodes modernes, dans le cadre de la politique d'engagement.
- Collaborateur d'audit interne : votre rôle consistera à introduire de nouvelles méthodes d'audit au sein de la banque, dans le cadre de la politique de qualité.
- Adjoint au Directeur du Personnel : votre première expérience et vos aptitudes peuvent vous permettre d'évoluer vers des responsabilités importantes.

Réf. 1. 54.

**VERSAILLES**

Un parcours gagnant dans une structure particulièrement favorable.

La Banque Populaire de la Région Ouest de Paris (CA 800 milliards de F ; actifs gérés 10 milliards ; 200 000 clients) mettra votre énergie à contribution en vous confiant, selon votre profil et vos aspirations :

- la gestion et le développement de comptes d'entreprises,
- la gestion de patrimoine et le développement d'une clientèle privée,
- des responsabilités d'encadrement dans une unité d'exploitation.

Diplômé d'une école de commerce ou titulaire d'un DESS, Banque et Finance, 3 à 5 ans d'expérience bancaire, vous percevrez une rémunération motivante (cl. IV ou V).

Réf. 1. VE

**ST ETIENNE**

Le succès de la Banque Populaire de la Loire (12 % de part du marché régional) est dû à une politique de prise de responsabilité croissante qui vous donnera les moyens de réussir une carrière motivante.

Pour développer l'efficacité de nos services clients, nous recherchons :

- Un commercial produits financiers : pour commercialiser des produits Assurance, Prélève et anime le réseau dans la vente de produits financiers, expérience minimum de 2 ans.
- Deux exploitants d'agence : bons gestionnaires de clientèle avec une vocation de patron à terme.
- Contrôleur de gestion : chargé d'assurer le développement d'un service en expansion, possédant une expérience de 2 à 3 ans dans le secteur bancaire ou industriel.

Réf. 1 SE

**BESANCON**

Dans une région qui a le goût d'entreprendre, la Banque Populaire de Franche-Comté est une banque régionale importante, à l'efficacité commerciale reconnue, bénéficiant d'une très forte implantation. Solidement structurée, elle offre pour de jeunes banques d'indépendantes perspectives de carrière.

Elle recherche pour Besançon :

- Responsable marketing : expérience bancaire de 3 à 5 ans, études supérieures orientées vers la fonction marketing.
- Conseiller en entreprises en assistance au réseau : spécialiste crédits-placements pour entreprises, de 3 à 5 ans d'expérience bancaire en exploitation, formation supérieure.
- Adjoint au contrôleur de gestion : expérience bancaire de 3 à 5 ans, formation supérieure option contrôle de gestion. Réf. 1. BE

**Banque Populaire**

**UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.**

## Le Monde CADRES

### UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES IARD

proposée à un

### cadre sinistres d'assister et d'auditer ses délégations régionales poste basé à PARIS avec des fréquents déplacements

Dans le cadre des règles de gestion des sinistres et des procédures d'organisation, il devra :

- analyser les modes de gestion des sinistres - détecter les lacunes
- proposer, faire accepter et mettre en œuvre les mesures correctives et de progrès.

Le candidat recherché aura : • une formation supérieure • une expérience concrète et polyvalente dans la gestion des sinistres • un grand sens relationnel • de réelles capacités persuasives alliées à un ascendant naturel • de la logique • des qualités d'analyse et de synthèse • de la finesse • de la curiosité intellectuelle et du flair • une grande maîtrise de soi.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous réf. CSM.1.



**ceforpe**-marc forget et associés,  
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

### RESPONSABLE DE RECRUTEMENT INTERNE (Psycho-prat, DESS Psychologie, Ingénieur informaticien) POUR SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE

en forte progression (filiale d'un groupe européen de premier plan)

Avec l'aide d'un jeune assistant, il ou elle aura pour mission d'assurer l'ensemble des opérations de recrutement externes (80 % d'ingénieurs) depuis la définition de fonction jusqu'à la négociation des contrats.

Une expérience similaire de 3-5 ans minimum est indispensable pour maîtriser ces responsabilités, faire face à la progression de cette Société et pouvoir prendre à terme des responsabilités plus étendues au sein du groupe.

Lieu de travail : proche banlieue parisienne (15 minutes en RER du centre de Paris).

Envoyez votre candidature à  
**MEDIA-CONSEIL 30, rue Godot de Mauroy - 75009 Paris**  
qui transmettra sous référence 1069.

### Responsable des relations avec les producteurs de lait

2 200 personnes, 11 usines, 4 milliards de C.A. : nous sommes aujourd'hui l'un des plus importants groupes industriels français dans l'Agro-alimentaire. A la base de notre succès : des outils performants, de solides structures carnes, mais aussi un dialogue permanent avec les producteurs.

Ce dernier point est essentiel. Votre mission sera donc de poursuivre l'action de synthèse déjà menée, en développant des relations régionales et de grande qualité, au niveau de la société mère. De plus, intégré à notre équipe cadre, vous dirigerez et animerez des équipes de techniciens, des réunions de producteurs et de groupements. L'ensemble de vos actions vous permettra d'améliorer tant la qualité du produit lait que les coûts de production, à la base.

Présent très souvent sur le terrain pour observer, analyser, négocier, vous prouverez vos qualités d'homme concret, clair et très à l'aise dans les contacts. Si, comme nous le souhaitons, vous êtes ingénieur Agréé ou de formation équivalente, et possédez une expérience d'au moins 5 ans de relations (négociation, animation, conseil) avec les agriculteurs, cette fonction vous conviendra et... vous passionnera.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite en indiquant votre salaire actuel à **GRUPE BRIDEL - Direction du Personnel - B.P. 5, 35240 RETIERS.**

Les bonnes carrières ont un nom



*Eusele Bridel*

### CICOM

Centre d'Ingénierie de la Communication :  
un pôle d'expertise.

Pour faire face aux développements des technologies de la communication d'entreprise, l'Institut TELESYSTEMES a créé le CICOM, Centre d'Ingénierie de la Communication qui propose un Programme de haut niveau en informatique et systèmes de communication. Pour de grandes entreprises, l'Institut TELESYSTEMES sélectionne :

#### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

DÉBUTANTS TOUTE OPTION : X, SUPÉLEC, MINES, CENTRALE...  
OU UNIVERSITAIRES ÉQUIVALENTS : Maîtrise, DESS, DEA.

Ce Programme intensif de 7 mois prépare aux fonctions d'Ingénieur-Communication, soit comme ARCHITECTE RESEAUX, soit comme INGÉNIEUR CONCEPTEUR.

La formation est intégralement financée par l'État dans le cadre des contrats de qualification et rémunérée.

Envoyez votre curriculum vitae ou téléphonez à

**l'Institut TELESYSTEMES**

83/85, Bd Vincent-Auriol 75013 PARIS - Tél. (1) 45.84.13.20.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ LEADER DOMAINE BIOMÉDICAL recherche INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

- Le candidat sera diplômé d'une grande école (ECP, A.M., I.D.N. ou équivalent) et aura une expérience de 2 à 5 ans en électronique industrielle. Il sera chargé de la création du département AUTOMATES BIOMÉDICAUX.
- Sa première mission sera de constituer sa structure.

• Au contact de la Direction Générale, il participera à la définition des futurs produits au sein d'une équipe dynamique.

• Il parlera couramment l'anglais.

• Le poste est à pourvoir en banlieue OUEST. Envoyer lettre + C.V. + photo + prétentions à : n° M 12922 - BLEU - 17, rue Lebel - 94307 VINCENNES qui transmettra.

### Groupe de société exerçant son activité dans le domaine immobilier

recherche

#### CHEF COMPTABLE

Il(elle) a environ 30 ans, une formation supérieure et est titulaire du D.E.C.C.  
Il(elle) devra faire preuve de réelles compétences techniques (comptabilité, informatique, organisation) et de qualités d'animateur. Rigueur et initiative seront des atouts pour faire évoluer le poste.

#### ASSISTANCE DE DIRECTION

Elle assurera le secrétariat du directeur du département. Elle devra également tenir les tableaux de bord de la société et préparer les conseils d'administration. Outre la qualification professionnelle évidente, ce poste nécessite une sensibilité développée des contacts humains.

Merci de transmettre votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions à : n° 8 116  
**LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessmy, Paris-7.**

Dans le cadre de son expansion,  
une société d'ingénierie internationale spécialisée en  
transports nationaux et internationaux, recrute

### DIRECTEURS D'AGENCE

capables d'assumer la responsabilité de leur centre de profit.

Dépendant directement de la direction générale, ils maîtrisent l'ensemble des problèmes de leur agence dont ils sont les véritables responsables.

Formation supérieure et expérience dans fonction similaire souhaitées.  
Prière d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : n° 13184 à  
**PIRELLA GÖTTSCHE LOWE, 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.**

A la suite d'un départ en retraite  
**NOTRE IMPRIMERIE OFFSET**  
(150 personnes) recherche

### son DIRECTEUR D'USINE 300.000 F

Plus proche collaborateur du PDG, il aura la responsabilité totale de la production, du personnel, et il participera directement à l'évolution technologique en cours. Angles et qualités de manager sont indispensables.

Ce recrutement urgent a été confié à  
**C. POPECO 124, Bd. de la République 92210 SAINT-CLOUD, qui transmettra.**

#### Région Picardie

RECRUTE

### DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT

Service chargé de mettre en œuvre la politique économique de la Région.

- Le candidat est familier des problèmes d'entreprise, de formation supérieure (gestion ou scientifique), et d'une expérience confirmée dans une structure voisine.

- A 40 ans minimum, il lui appartient d'animer une équipe dynamique. Disponible, d'esprit ouvert et doté d'un sens aigu du contact, il assurera les relations avec les élus et les acteurs économiques régionaux.
- Poste à pourvoir le 17 NOVEMBRE 1986.

Adm. candidature manuscrite, C.V. détaillé et présent à :  
Monsieur le Directeur Général des Services  
**RÉGION PICARDIE**

11, mail Albert-1<sup>er</sup>, 8000 AMIENS.

Avant le 31 OCTOBRE 1986 impérativement.



**SYGRAL**  
PRODUCTIQUE  
GENIE LOGICIEL

Jeune société cherche

### 1 ingénieur technico-commercial

3 ingénieurs-concepteurs

débuts ou ayant une première expérience en Automatismes Industriels.

Ambitieux, créatifs et dynamiques,

adressez vos dossiers de candidature à

**SYGRAL**

2A de Courtabouf, 4, av. de Québec 91940 Les Ulis

SOCIÉTÉ DE CONSEIL, recherche

### 2 INGENIEURS COMMERCIAUX

- Pour son activité d'INGÉNIEUR INFORMATIQUE (réf. 8617 JT)
- Pour son activité de CONSEIL EN RECRUTEMENT et en RELATIONS HUMAINES (réf. 8618 CM)

De préférence diplômés d'une ÉCOLE DE COMMERCE ou d'INGÉNIEURS, ils auront nécessairement acquis une expérience commerciale à haut niveau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en n'oubliant pas de mentionner la référence choisie à notre Conseil **CREFORM**  
34, Boulevard Haussmann - 75009 PARIS.



RECHERCHE

pour son Service MARKETING

### STATISTICIEN(NE)

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur : Maîtrise / DESS économétrie, statistiques ou équivalent.

Au sein de l'équipe Etudes et Recherche Marketing il (elle) sera chargé(e) :

- d'optimiser l'utilisation du fichier client pour les opérations de mailing.
- de contrôler, en liaison avec les Chefs de Produit et l'équipe informatique le déroulement de ces opérations.
- de proposer des innovations pour améliorer les techniques actuelles.

Le (la) candidat(e) doit être familiarisé(e) avec l'utilisation de la micro informatique (IBM PC). Anglais parlé.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite à **SELECTION DU READER'S DIGEST - Direction des Relations Humaines - 1 à 7, avenue Louis Pasteur 92220 BAGNEUX.**

Notre Division Aérospatiale figure parmi les premiers équipementiers aéronautiques en France.

Avec 1300 personnes, elle représente un potentiel de recherche et d'innovation de tout premier ordre.

Elle recrute son :

### responsable assurance qualité microélectronique

Il dirige une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et de techniciens chargés, chacun dans leur spécialité, d'animer et de construire la qualité des produits conçus et réalisés par le département microélectronique.

Ce poste dynamique s'adresse à un ingénieur ayant 5 à 8 ans d'expérience, rompu aux techniques de l'électronique.

Il possède le sens de la rigueur et une forte aptitude à la communication pour mener à bien sa mission riche en contacts et d'un haut niveau technique.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence **DAS/AQM** au responsable du recrutement, **CROUZET, 25 rue Jules Védries, 26027 Valence cédex.**

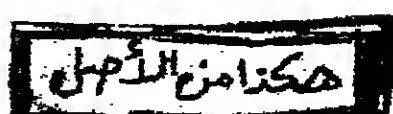


### Chef de publicité

L'USINE NOUVELLE présente plus de 2 000 pages de publicité d'offres d'emploi par an à 320 000 lecteurs décisionnaires dans les entreprises industrielles.

Pour participer au développement d'un chiffre d'affaires global de plus de 80 millions de francs, la direction des annonces classées recherche un jeune cadre commercial - chef de publicité. Basé au départ à Paris, il sera responsable à part entière de la gestion de son activité comprenant prospection, négociation et suivi des entreprises, des cabinets de recrutement et des agences de la province. Le candidat doit justifier d'un bon niveau de formation de type Ecole Supérieure de Commerce et, si possible, d'une première expérience professionnelle de la vente de services à ce type de clientèle. Le niveau de rémunération offert pour ce poste est évolutif et motivant dès le départ.

Ecrire à **G. MARECAUX, Directeur des annonces classées - USINE NOUVELLE - 59, rue du Rocher - 75008 PARIS.**





UNIVERS DE LA GESTION

Directeur de succursale

Banque - 330.000 F +

**Lyon** - Une banque à taille humaine, spécialisée dans le crédit immobilier - crédits promoteurs, crédits acquéreurs - recherche un directeur de succursale. Basé à Lyon et placé sous l'autorité immédiate du directeur de l'exploitation au siège, il aura la responsabilité complète de cette succursale et de son agence rattachée (plus de 20 personnes au total). Gestionnaire d'un centre de profits, il disposera d'une réelle autonomie en termes de stratégie commerciale pour développer son portefeuille de clientèle (promoteurs, locataires, marchands de biens, correspondants, acquéreurs de logements...). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, âgé de 35 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une réelle expérience dans le domaine du crédit immobilier et de l'animation d'équipes. La rémunération de l'ordre de 330.000 francs pourra être supérieure si le calibre du candidat retenu le justifie. Les entretiens préliminaires auront lieu soit à Lyon, soit à Paris. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9195M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Secrétaire général

Cette entreprise de sous-traitance mécanique du centre de la France, connaît un développement exceptionnel. Son chiffre d'affaires est passé de 20 millions de francs en 1979 à 150 millions de francs en 1985 et dans le même temps l'effectif est passé de 80 à 360 personnes. Cette réussite est due à l'engagement des dirigeants et à l'enthousiasme et à la jeunesse (moyenne d'âge 27 ans) du personnel. Cela se traduit par des investissements considérables et un outil industriel à la pointe de la technologie. Dans le cadre de ce développement, elle recherche un secrétaire général. Rattaché au président-directeur général et membre du comité de direction, il animera l'ensemble des services fonctionnels (finance, comptabilité, informatique, personnel). Sa mission sera d'améliorer les performances financières, de créer et de faire vivre des outils permettant d'analyser et de suivre de manière fine la rentabilité des différents secteurs de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce et disposant d'une expérience réussie comme directeur administratif et financier ou contrôleur de gestion. Véritable entrepreneur, il a le désir de s'associer au développement d'une entreprise. D'ailleurs, à terme, une participation au capital est envisagée. Le poste est basé dans une région agréable du centre de la France. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/S 8122M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable formation

Banque - 250/300.000 F

Une banque réputée en région parisienne et membre d'un groupe bancaire de premier plan, recherche son responsable de la formation. Intégré dans le département du personnel, il définira une politique globale de formation (plan d'action) en collaboration avec les directeurs des différents départements de la banque, vis-à-vis desquels il jouera le rôle de consultant interne. Il sera responsable de la coordination des stages, des relations avec les intervenants (internes ou externes) en les aidant à mettre en place une méthodologie spécifique et concevra des outils capables de mesurer les résultats des stages (formation par objectifs). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé, âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure ou justifiant d'un niveau équivalent, et ayant une expérience réussie dans le domaine de la formation, du personnel, de l'organisation, ou du marketing. Le candidat devra posséder un fort potentiel lui permettant à terme de prendre en charge la direction du personnel. La rémunération, de l'ordre de 250.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9194M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Second d'agence

Banque - 200/220.000 F

**Toulouse** - Une banque à taille humaine, réputée dans le secteur, et filiale d'un groupe bancaire international, recherche un second d'agence pour son futur point de vente de Toulouse. Il participera à la création de l'agence, assisté d'une équipe de 6 personnes, et sera plus spécialement chargé des relations avec la clientèle PME/PMI dont il devra activement développer le portefeuille. Il bénéficiera d'une de l'assistance technique des spécialistes de l'agence régionale de Bordeaux. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, et ayant une expérience d'au moins trois ans de la clientèle ME/PME. Il s'adresse soit à un directeur de petite agence, soit à un adjoint, soit à un exploitant qui souhaite évoluer. La rémunération, de l'ordre de 200/220.000 francs, sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9193L. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de gestion junior

Chargé d'études - 160.000 F +

**Provence** - Un puissant groupe agro-alimentaire recherche un jeune cadre de gestion/chargé d'études pour l'élaboration de budgets annuels et de statistiques. Sous l'autorité du responsable du service et en collaboration avec une équipe de cinq personnes, sa mission sera de participer à la définition du plan et à l'élaboration des budgets annuels des différents départements, de suivre et de contrôler les engagements budgétaires. Ce poste s'adresse à un jeune HEC, ESSEC, Sup de Co + DECS ou équivalent, possédant, si possible, une expérience similaire. La connaissance d'outils de gestion sur micro (Lotus, Dbase III...) constituerait un sérieux atout. Ce poste doit permettre à un candidat de fort potentiel, acceptant la mobilité, un développement de carrière dans un groupe de renommée mondiale. Ecrire à F. TERRIN en précisant la référence A/Z 5007M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

4, rue de Lapeyrolle - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Conseil en recrutement

**Lille** - La direction régionale Nord de PA Conseil en recrutement, numéro un incontesté du recrutement en Europe, filiale du groupe PA (2300 personnes dans le monde, 77 bureaux dans 22 pays) est implantée à Croix depuis 1972. Elle a mené à ce jour plus de 1000 recherches de cadres et dirigeants pour des entreprises de la région aussi diverses par leur activité que par la taille. Elle souhaite intégrer un jeune consultant qui, après une période de formation, prendra en charge de manière autonome des missions de recherche de cadres en utilisant les techniques d'approche appropriées (annonces, recherche directe...). Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur désireux, après une première expérience d'au moins deux ans en cabinet ou en entreprise, de valoriser son acquis au sein d'une équipe performante en bénéficiant de l'environnement national et international de PA. Une bonne connaissance du tissu économique et industriel régional constituerait un atout sérieux, la pratique de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle sera négociée en fonction des compétences. Ecrire en précisant la référence A/062CM. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Résidence Fléandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Monde CADRES

Centre National d'Assurance Maladie des Travaillistes  
RECRUTE  
CADRE H/F  
Chargé de la formation  
de personnel

Il est demandé un niveau d'études supérieures, ou équivalentes (diplôme de l'enseignement supérieur ou équivalent), une première expérience de l'animation

Adressez votre dossier, + C.V. et références à L.T.A. Assurances Maladie, 29, rue de l'Arche, 75008 PARIS, ou tél. 1.055, ou par courrier.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE recherche pour réaliser son équipe micro-informatique

UN INGÉNIEUR

5 ans d'expérience minimum de bureau d'études en entreprise de construction métallique. Connaissance de la fabrication. Bonne maîtrise de l'anglais. Bonne maîtrise de l'auto-informatique (DBASE II et compatibles).

pr développement, mise en place et maintenance de logiciels de calcul de structure DAO-CAD, gestion, fabrication, etc.

Poste à pourvoir à ST-REMY-LES-CHEVREUIL (H) RPT - 8

Env. C.V. + lettre manuscrite à C.T.M. Gestion du Personnel, Domaine de St-Remy, BP 1, 78470 ST-REMY-LES-CHEVREUIL.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT QUARTIER LA DEFENSE recherche pour collaboration des bureaux

ASSISTANT ADMINISTRATIF

Niv. BTS Gestion ou équivalent. Not. informatiques souhaitées. Adr. C.V. et présentons sous n° 23.028, réf. à parer sur envoi à LA PUBLICITÉ FRANÇAISE 23, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.

Fédération des centres sociaux Pyrénées-Aquitaines  
RECRUTE  
UN CADRE POLYVALENT  
DEPARTEMENTAL

Formation générale: Connaissance secteur social et éducatif. Exp. p. divers. Qualités: relation, de négociation, d'animation de groupe.

Compétences en gestion. Capacité à se tenir des nouvelles technologies de l'informatique et de la communication.

Exp. convention S.N.A.E.C.O. indic. 480

Ad. est le 25 nov. 1988 à Fédération des centres sociaux Pyrénées-Aquitaines, 29, rue des 2-3 rue-Bernard, 64000 Pau, Tél. 05-82-82-88

ou C.V. détaillé: une photographie d'identité (récemment)

une lettre de candidature manuscrite, expliquant motivation, les motivations de candidature.

CYCLE PRÉPARATOIRE

ECOLE D'INGÉNIEURS A MELUN cherche pour l'année 89-90

PROFESSEURS VAGABONDS

Physique, électrostatique, etc. Tél. 04-09-27-88

RECRUTEMENT DE CENTRES DE FORMATION

recherche

CHARGÉ DE RELATIONS ENTREPRISES

Buc: négocier des accords pour des jeunes à leur sortie de stage.

Jeunes professionnels de talent, investissez votre compétence dans la nouvelle banque.

UN GRAND GROUPE A L'ESPRIT D'ENTREPRISE

3 millions de clients  
28700 personnes  
1850 agences.

Situés dans les Banques Populaires, c'est accompagner le développement de la nouvelle banque: un challenge, que nous proposons à de jeunes professionnels.

Vous êtes décidé à gagner? Nous vous offrons le droit à l'initiative sur des marchés d'avenir.

Vous êtes autonome? Votre maturité professionnelle vous permettra d'élaborer, au sein d'une équipe, des projets et de les mettre en œuvre.

Maîtrisez votre compétence en matière de nos entreprises régionales à taille humaine qui favorisent l'investissement individuel.

De formation supérieure générale ou bancaire, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans.

Intéressez-vous dans un grand groupe, dont le clé du succès est la qualité des hommes.

Adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite + CV et photo, en précisant la ou les villes choisies, à Remy Chavet, HOMMES ET STRUCTURES, Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131 avenue de Wagram 75047 Paris Cedex 17.

CLERMONT-FERRAND

Banque Populaire de l'Auvergne et de la Combraille: nous affirmons notre vocation de banque régionale. Associez-vous à notre volonté de REUSSIR EN AUVERGNE.

Nous recherchons: pour notre siège, des spécialistes marchés et produits: leur excellente connaissance de clientèle spécifique (artisans, PME...) leur permettra d'élaborer une politique de pénétration et d'en assurer l'application.

dans le réseau, des gestionnaires de clientèle: PME, particuliers, artisans-commerçants.

Leur professionnalisme et leurs aptitudes commerciales leur permettront de gérer et développer leur propre fonds de commerce.

Réf. 1. CF

MONTEUR

La B.L.C.S.: 80 agences, 1 650 collaborateurs, 8,5 milliards de dépôts, 4 milliards d'emplois.

A de jeunes professionnels de talent, nous proposons de participer au succès d'une banque qui compte en région parisienne.

Votre profil et votre expérience vous amèneront à prendre en charge des fonctions d'encadrement et d'animation

soit dans notre réseau d'agences

soit dans les services du siège

Votre compétence nous intéresse, votre motivation sera la clé d'un parcours réussi.

Réf. 1. MR

ORLÉANS

Pour mener à bien son ambitieux projet d'entreprise et préparer son avenir, la Banque Populaire Berry-Orléans recherche:

Organisateur pour son département Organisation: Bac + 4, connaissances bancaires et informatiques nécessaires

Chargé d'études-crédits pour son département Engagements: Bac + 4 ou Ecole de Commerce, connaissances juridiques, financières indispensables

Exploitant pour prise en charge de portefeuille clients: Ecole de Commerce, expérience contacts clientèle utile et appréciée.

Réf. 1. OR

PERPIGNAN

La Banque Populaire des Pyrénées Orientales, de l'Aude et de l'Arège: nous sommes le partenaire n°1 des entreprises de notre région. Nous renforçons notre position de leader en développant sans cesse nos performances auprès de nos clients.

Gestionnaire d'entreprises, vous aurez pour mission de gérer et développer un portefeuille existant. Vous avez une formation supérieure, une première expérience réussie dans ce domaine, des aptitudes certaines à la négociation, le sens de l'écoute et le goût de convaincre.

Réf. 1. PE

Banque Populaire

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE







# UNIVERS DE LA GESTION

## Développer la fonction recrutement des cadres, dans un groupe financier de premier plan.

A 28-32 ans environ, de formation supérieure (psychologie de préférence), vous avez impérativement 3 ans minimum d'expérience en Cabinet ou dans l'entreprise. L'évolution de votre projet professionnel peut passer maintenant par des fonctions de Consultant interne dans une grande Société.

Notre Groupe Financier est l'un des plus importants et des plus réputés. Les vous confierons des recrutements internes et externes. En liaison avec les hiérarchies, vous aurez progressivement la charge complète des opérations, depuis l'analyse des postes et des profils, jusqu'à la présentation des candidats et l'aide à la décision. Vous participerez, de plus, à des activités d'étude au sein d'une petite équipe jeune et dynamique, chargée de la gestion des carrières des Cadres (ils sont environ 1 000). Ce poste peut être pour vous le tremplin d'une carrière intéressante dans notre Groupe.

Nous avons confié cette recherche au CPA qui vous informera sur notre offre et vous assure une totale discrétion. Merci d'adresser votre dossier indiquant vos prétentions à C.E. KOEHLER, CPA - 3, rue de Litz 5009 Paris sous la réf. 46 M 245.



MEMBRE DE SYNTHE

## PARIS PORTE EST

Notre groupe doté d'un système de gestion performant connaît une forte expansion (+ 25%). Le chiffre d'affaires est en constante progression (800 Millions).

nous recherchons un (e)

**Adjoint(e) au Contrôleur de Gestion**

De formation supérieure. Ecole de Commerce ou DECS, vous possédez une expérience d'environ 2 ans en entreprises, si possible dans les produits de consommation, ou en cabinet d'audit.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à : **PLAN Direction Financière** 6 Square de l'Opéra Louis Jouvet 75008 PARIS

Une importante banque étrangère recherche.

## Un exploitant senior

Paris 250 000 F

Agé de 30-35 ans, il devra gérer un portefeuille d'entreprises (CA 1 milliard) et développer ce portefeuille par la recherche de nouveaux clients.

Répondant directement au Directeur du Département, il devra avoir de solides connaissances 5.5 techniques, savoir monter les dossiers de crédits et avoir un bon sens commercial.

De formation supérieure et parlant anglais, le candidat aura une expérience de la fonction d'au moins 5 ans. Réf. 13652

## Un exploitant junior

Paris 150 000 F

Agé de 25-28 ans, avec une expérience d'environ 2 ans, le candidat devra avoir le même profil que le senior, pour exercer des fonctions similaires. Réf. 13653

## Un analyste financier

Paris 150 000 F

De formation supérieure et ayant une expérience d'un an environ, il devra analyser les bilans des entreprises et des banques clientes et rédiger des notes d'appréciation.

Travaillant sur outil informatique, il sera en relation avec les exploitants et devra parler anglais.

Le bon candidat évoluera vers des fonctions commerciales dans un délai assez rapide. Réf. 13654

Veuillez contacter M. Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36 ou envoyer un C.V. + photo + lettre manuscrite + salaire actuel en indiquant la référence du poste à Michael Page International, 19, avenue George V, 75008 Paris.



**Michael Page International**

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

## Passeport

carrière internationale

## CONTRÔLE DE GESTION INTERNATIONAL POUR JEUNES HEC - ESSEC - ESCP

THOMSON GRAND PUBLIC C.A. : 21 Milliards de Francs - 60 % à l'étranger. Implantation internationale (une vingtaine de pays). Marques de qualité : THOMSON, TELEFUNKEN, SABA, BRANDT, NOMENDE, etc. THOMSON GRAND PUBLIC occupe une place de choix sur le marché des produits électroniques.

JEUNES HEC-ESSEC-ESCP, vous êtes disponibles pour de fréquents déplacements en France et à l'étranger. Nous vous confions des responsabilités opérationnelles au sein de nos directions internationales industrielles et commerciales.

## CONTROLEURS DE GESTION COMMERCIAL

Vous avez acquis impérativement une expérience de 3 ans minimum du contrôle de gestion en milieu commercial et vous maîtrisez parfaitement l'anglais et l'allemand.

Postes basés à Paris.

Poste basé en RFA.

(réf. GL/LM2)

## CONTROLEURS DE GESTION INDUSTRIEL

Vous avez acquis impérativement une expérience de 3 ans minimum du contrôle de gestion en milieu industriel et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Postes basés à Paris.

(réf. GL/LM2)

Votre réussite orientera votre évolution de carrière vers des fonctions à haute responsabilité en France et à l'étranger.

Merci d'écrire avec C.V. + prétentions + adresse à votre adresse, en précisant la référence choisie à MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS, bis, avenue de Saxe, 75007 PARIS.

**THOMSON GRAND PUBLIC**

## Le Monde CADRES

### Recherche DIRECTEUR (TRICE) ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Au sein d'une entreprise d'industrialisation à caractère commercial, touristique et culturel, l'entreprise cherche un cadre administratif expérimenté et nommé à 2 heures de TGV de Paris.

Poste à pourvoir pour le 1<sup>er</sup> janvier 1987.

Envoyer C.V., détails et photographies au : **MONDE PUBLISSE** sous n° 8.105 5, rue de Montmartre, 75002 Paris.

ENTREPRISE DE TOURISME gestionnaire de 20 villages vacanciers dans le sud de la France pour son département viticole au siège parisien.

### CONTROLEUR DE GESTION HOTELIER

Elaboration des budgets, Contrôles comptables et financiers, Contrôle des coûts économiques, Mise en place de procédures de gestion, suivi technique et suivi des directeurs.

Le candidat retenu devra passer une série de 3 à 5 ans dans la gestion hôtelière, faire preuve d'un bon sens commercial et d'une bonne relation humaine. Les nombreux déplacements à prévoir supposent une grande disponibilité. Rémunération attractive offerte aux candidats. Envoyer C.V. et photo à : **LE MONDE PUBLISSE** 5, rue de Montmartre, Paris-7.

### Recherche DIRECTEUR D'INFORMATIQUE

Un collaborateur, âgé de 30 à 35 ans minimum, ayant acquis une solide expérience de gestion de systèmes de type MVS, IS et des bases de données relationnelles (DB2, IDMS, etc.).

Env. lettre avec C.V. et photo, sous n° 8.105

**LE MONDE PUBLISSE** 5, rue de Montmartre, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE recherche

### UN (e) TECHNICIEN (ne)

Le candidat devra avoir une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion hôtelière, faire preuve d'un bon sens commercial et d'une bonne relation humaine. Les nombreux déplacements à prévoir supposent une grande disponibilité. Rémunération attractive offerte aux candidats. Envoyer C.V. et photo à : **LE MONDE PUBLISSE** 5, rue de Montmartre, Paris-7.

Organisme de Formation recherche URGENT

**FORMATEURS A LA VENTE**

Expérience prof. de la vente en magasin et de la formation. Téléphone : 47-22-94-95.

### Poste de Saint-Cloud SOPALIN KLEENEX

recherche un (e) ANALYSTE FINANCIER JUNIOR H.F.

• Avec le contrôleur de gestion auquel il est rattaché, il participera aux analyses financières concernant :  
- Les études liées à la création de nouveaux produits ;  
- L'établissement du budget annuel ;  
- La rentabilité des investissements.

• Il assure le suivi des fichiers d'information de base.

• Il utilise un ensemble de méthodes de gestion budgétaire très développées.

Le poste requiert une formation de type Ecole Supérieure de Commerce, une pratique courante de l'anglais. Il convient à un débutant.

Poste à pourvoir à :

**SAINT-CLOUD**

Adresser votre candidature (C.V. + photo) à :

M. F. ROBERT Société SOPALIN 62213 SAINT-CLOUD.

Répondre à toutes candidatures. Discrétion de rigueur.

Société d'ÉDITION JURIDIQUE recherche

### RÉDACTEUR (trice)

Multitude de droit ou plus, spécialisée (e) en matière sociale et ayant une expérience en rédaction sociale sachant dactylographier pour travail sur écran.

Env. C.V., photo et photo à : **SODER-TURBY** 112, rue de Richelieu, 75002 Paris.

## CONTROLEUR DE GESTION

CREDITS - CLIENTS 180 000

La société : Bis France, leader du Travail Temporaire.

Le poste : fonctionnel à la Direction Financière. Analyse des flux de règlements et des délais. Intervient sur les causes en relation avec les centres comptables régionaux et les directions d'exploitation.

Le but : réduire le volume des en-cours. Celui que nous recherchons : une formation comptable supérieure et l'expérience de l'analyse du contrôle et de l'amélioration des procédures.

Prérez d'adresser votre candidature sous réf. 759 à Alain SARTON



plein emploi  
10, rue du Mail 75002 PARIS.  
Conseils en ressources humaines

## Delahaye S.A.

AGENT DE CHANGE

recrute

pour renforcer son équipe institutionnelle

## TRADERS ACTIONS

Les candidats (tes) devront être diplômé (es) de l'enseignement supérieur, avoir une première expérience professionnelle dans le domaine financier, faire preuve d'un dynamisme spécifique aux opérateurs dans l'environnement boursier, témoigner d'une aptitude réelle à travailler avec une clientèle institutionnelle française et étrangère de haut niveau, apprécier le travail en équipe.

Rémunération motivante liée aux performances.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. TK à JC ADJEMIAN 178, rue Montmartre 75002 PARIS.

## Auditeur interne

Paris F 220-240 000

Un groupe industriel français (produits de grande consommation) réalisant plus de FF 9 milliards de CA recherche un auditeur pour renforcer son équipe d'audit.

Le candidat se verra confier des missions d'audit très opérationnelles : audit de procédures et de gestion, audits industriels, de la force de vente, des investissements, du marketing et des tableaux de bord.

Le candidat doit posséder une formation supérieure ESC ou DECS, une expérience d'environ 3 ans dans un cabinet d'audit et accepter 25% à 30% de temps de déplacements en province et à l'étranger. De plus, une connaissance de l'espagnol serait fort appréciée.

Des possibilités d'évolution au sein du contrôle de gestion ou de la direction financière groupe ou filiales, peuvent être offertes au candidat après quelques années.

Merci d'adresser votre C.V. et salaire actuel sous réf. 13628 CHD à Michael Page International, 19, avenue George V, 75008 Paris.



**Michael Page International**

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

## Chef comptable

Paris F 240-280 000

Notre client - une société américaine dans le secteur de la haute technologie - recherche son chef comptable pour sa filiale française en pleine croissance (CA > FF 500 M).

Ses responsabilités principales comprendront :

- la comptabilité générale anglo-saxonne,
- la trésorerie et les relations avec les banques,
- les déclarations fiscales,
- les déclarations de la paie,
- les déclarations sociales,
- la supervision d'une équipe de 10 personnes.

Vous avez :

- une formation supérieure et le DECS,
- une bonne expérience de la comptabilité anglo-saxonne (3 ans minimum) dans un environnement informatisé,
- un anglais opérationnel.

Si vous êtes intéressé, veuillez contacter Ivor Alex au (1) 40.70.00.36 ou envoyer un CV + photo + salaire actuel à Michael Page International, 19, avenue George V, 75008 Paris, en mentionnant la référence J3039/INA/LM.



**Michael Page International**

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

UNIVERS DE  
LA GESTION

## LE DEFI TECHNIQUE

Nous recherchons pour notre DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS

## ATTACHE DE GESTION

Réf. 332/86

Chargé de la définition des objectifs de gestion, il assurera le suivi de leur réalisation. Il analysera les paramètres économiques et estimera leur influence. Il définira le prix de référence des articles achetés. Ce poste convient à un cadre expérimenté de formation commerciale supérieure ou ingénieur ayant déjà exercé des responsabilités en gestion.

## CHARGE D'ETUDES INFORMATIQUES

Réf. 314/86

Il participera à la réalisation des nouveaux systèmes de gestion : conception, suivi de la réalisation informatique et de la mise en place, formation des utilisateurs.

Ces postes sont à pourvoir à CORSEIL (91).

Merci d'adresser en rappelant la référence, lettre de candidature, curriculum vitae, photo et rémunération actuelle à SNECMA - Département Encadrement 2, boulevard Victor - 75724 PARIS Cedex 15.

Vallée du Rhône  
Industrie nucléaireADJOINT AU CHEF DU  
SERVICE ADMINISTRATIF

Nous recherchons un diplômé d'une grande école commerciale, option finance HEC, ESSEC, ESCP, ESCP... justifiant d'une expérience de 3 à 4 ans, dans des services financiers et administratifs ou dans un cabinet d'audit.

Dans le premier temps, l'adjoint se verra confier un certain nombre de missions d'organisation. Il aura progressivement la responsabilité de supervision opérationnelle l'ensemble du service administratif (25 personnes) sous l'autorité du chef de service.

L'importance du groupe donne à un candidat de valeur de bonnes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 13512 R, à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour du Crédit Lyonnais  
128, rue Servant - 69491 LYON CEDEX 3

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GRECE BRITANNIA ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

## Chef comptable

GABO

300.000 F

Notre société, distribution de produits alimentaires, 350 personnes, 500 millions de CA, continue son expansion en Afrique francophone et dans le monde. Le Chef Comptable que nous recherchons intégrera l'ensemble des services comptables du groupe : comptabilité générale, analytique, matière et budgétaire. Pour réussir dans ce poste, le candidat idéal (DECS + 1 ou 2 certificats supérieurs), a une personnalité affirmée, 5 ans d'expérience dans la fonction, et enfin l'information de gestion. Ses qualités relationnelles et pédagogiques l'aideront à prendre la mesure du poste. A la rémunération s'ajoutent les avantages liés à l'expatriation (logement, retour en France 2 mois par an, voiture...).

Merci d'adresser votre candidature sous référence 203AX à Alain Nivet, 15 rue du Lore 75001 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

nivet pont  
conseilVenez participer  
au développement de  
notre gestion financièreUn juriste financier  
de haut niveau

Vous possédez une formation supérieure (DESS, Doctorat...) ainsi qu'une expérience juridique d'au moins cinq ans dans le secteur financier, qui vous confère une réelle autorité tant dans le domaine SICAV, FCP, que dans celui des nouveaux instruments financiers. Cardif, réputée pour la gamme de ses produits et de ses services financiers tournés vers les particuliers et les entreprises, vous propose un rôle de Conseil juridique auprès de ses départements opérationnels.

Au sein d'une équipe de spécialistes financiers réputée pour son dynamisme et sa créativité, vous prendrez en charge l'ensemble des aspects juridiques.

De réelles perspectives d'évolution existent pour un candidat à fort potentiel, ayant le sens de l'équipe et pouvant s'adapter au développement rapide de l'entreprise.

Adressez votre dossier de candidature, sous réf. 370 à Marie-Christine Barjolin, Compagnie Bancaire, Service Orientation-Recrutement, 5 avenue Kléber, 75116 Paris.



groupe de la compagnie bancaire

Où l'auditeur interne  
est aussi un animateur...

Ce très puissant organisme financier - structures complexes, satellites nombreux - met en place une organisation de contrôle interne décentralisée dans chaque grande direction. C'est l'une de ces nouvelles colonies que nous vous proposons de prendre en charge.

Vous ? Grande école de gestion + DECS, 3 à 5 années de pratique de l'audit en cabinet et/ou au sein d'un groupe bancaire ou d'assurance, et une première expérience d'encadrement. Si vous avez eu l'occasion de vous plonger dans les procédures d'opérations sur titres ou de comptabilité valeurs étrangères ce serait le rêve. Mais... sinon, vous vous y mettez !

L'équipe qui vous sera confiée et qui pourra s'étendre par la suite est actuellement composée de deux personnes qui ont un profil d'organisateur et que vous devrez former aux méthodes spécifiques de l'audit. Alors bien sûr, outre une excellente technique, on attend de vous un sens pédagogique affirmé, de la hauteur de vues et ce mélange subtil de souplesse et de fermeté qui vous permettra de « vendre » vos conclusions et vos recommandations. Pour en savoir plus, prenez contact avec notre conseil SIRCA - 64 rue La Boétie - 75008 Paris. Merci de leur adresser un dossier complet et de préciser votre rémunération actuelle sous référence 599 512 M.



Membre de Syntec

Jeune Sup & Co  
vivez la gestion sur le terrain

Diplômé d'une école supérieure de commerce en poche, vous souhaitez mettre à profit votre formation dans une entreprise qui va de l'avant, qui bouge.

Devenez le véritable bras droit du responsable de l'une de nos agences. Vous assurerez à moyen terme l'ensemble des tâches administratives : comptabilité clients-fournisseurs, problèmes juridiques ou fiscaux, gestion du personnel... Vous aimez l'initiative ; la variété et la multitude des responsabilités ne vous font pas peur.

Vous intégrerez dans un premier temps l'une de nos filiales (Sud-Ouest, Est, Ile de France-Normandie) et évoluerez ensuite au sein de notre groupe (17 000 personnes - 150 implantations en France et à l'étranger).

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous réf. LM 1 Service Recrutement Formation 38 rue du Colé 75008 Paris

COLAS

## BANQUE LOUIS DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

## CHERCHÉ MISSION

CHARGÉ DE MISE EN ŒUVRE

## DEPARTAMENT INTERIEN ET CONTRÔLE

Notre département de l'intermédiation financière est en recherche d'un responsable expérimenté pour la mise en œuvre de nos services de gestion financière.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de gestion financière, de la gestion des relations avec les clients, de la gestion des relations avec les banques.

## SINGER

FUTURA FRANCE S.A., recherche

## CONTROLEUR DE GESTION

DEBUTANT

Au sein de la Direction Financière il participera à l'élaboration des budgets des plans à courts termes, des études de rentabilité et aux suivis budgétaires des différents centres de profit.

Pour ce poste formateur, nous recherchons rencontrer un jeune diplômé d'une école de commerce et de gestion débutant ou justifiant d'une courte expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. à Direction du Personnel FUTURA FRANCE S.A., 43 rue Pergolèse 75116 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Une importante société de promotion de gestion patrimoniale (40 000 logements), filiale d'un groupe financier, cherche pour Paris,

un jeune responsable  
financier, H/F, 160 000 F/an +

Au sein d'une équipe de gestionnaires et en relation avec les services de la société, les notaires, la DDE, etc., vous suivrez la vie de 15 à 20 SCI : gestion des associés (tenue à jour des dossiers, suivi des participations, rapports de gestion), gestion financière (suivi de la trésorerie, simulations financières, etc.), tenue des AG et comptes-rendus.

Jeune diplômé(e) d'études supérieures, vous avez quelques années d'expérience administrative et financière en entreprise et souhaitez exercer une responsabilité plus directe dans une unité moyenne. (réf. 4906 LM)

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire.

ALEXANDRE TICS.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

مكتبة النهر



UNIVERS DE  
LA GESTION

LE DEFI TECHNIQUE

MESSIER-ROPERO-BUGATTI

recherche pour son unité de MOULHENS (47)

RESPONSABLE DES SERVICES  
COMPTABILITE ET CONTROLE DE GESTION

Diplômé de l'enseignement supérieur et/ou DECS, ayant une expérience industrielle en comptabilité et gestion.

Il se verra confier la comptabilité générale et analytique de l'unité ainsi que le contrôle de gestion.

Vous voudrez bien adresser, lettre, CV et prétentions sous référence 360/MB à SNECMA - Département Encadrement 2, boulevard Victor, 75724 Paris Cedex 15.

GRUPE  
SNECMA

CONTRETELEPHONE: 19 30 14 11 14 CODE: COMTESS

FINANCIER

ESSEC - HEC

EXPERTISE COMPTABLE

+ 10 ANS D'EXP.

Haut niveau

Titulaire de l'expertise comptable, vous avez acquis, au cours de vos 10 années d'expérience dans les domaines de la finance et de la comptabilité, une solide expérience professionnelle. Vous êtes actuellement implémenté à l'étranger, nous connaissons votre expérience et nous sommes prêts de 3 milliards de F. Nous recherchons un expert comptable expérimenté pour confier progressivement de très importantes responsabilités à nos procédures internes, et acquérir une expérience internationale. Vous êtes motivé, vous avez une expérience affirmée, vos compétences ainsi que votre expérience professionnelle vous permettent de gagner la confiance du groupe et, à terme, de vous voir confier des responsabilités importantes. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 352/LM, à :

Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Sociétés spécialisées dans le crédit aux particuliers, en pleine expansion, filiale d'un important groupe financier, nous recherchons notre collaborateur de haut niveau : RESPONSABLE DE GESTION.

Votre mission :

• assurer la conception et la mise en œuvre des moyens et des procédures de gestion des prêts aux particuliers.

Votre profil :

- agé d'environ 30 ans,
- de formation Ecole de Commerce (ESSEC, Sup. de Co.),
- une première expérience réussie dans un poste d'audit et de contrôle informatique,
- le souci de la qualité du service et de la maîtrise des coûts,
- un sens relationnel affirmé, imaginatif et innovateur.

Si nous avons rédigé votre C.V., adressez-nous votre candidature (lettre manuscrite), sous la référence 4384/LM, à :

MEDIA PA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

CREDIT AGRICOLE DU LOIRET  
ORLEANS

Jeune cadre financier

pour prendre en charge la gestion financière de la Caisse Régionale.

Ce poste à pourvoir dans un environnement dynamique S'ADRESSE à un candidat à fort potentiel, à un homme de progrès et d'initiative - de formation supérieure type HEC - Sup de Co - Ecole de gestion - JUSTIFIANT d'une expérience réussie dans le secteur bancaire au sein d'une Direction des Services Comptables et Financiers - CAPABLE de faire face avec autorité et esprit de décision à ses responsabilités.

EN DEHORS d'un suivi régulier de l'activité financière de la Banque, d'une recherche permanente autorisant l'optimisation de la gestion de Trésorerie et du Patrimoine de notre Caisse, IL EST une véritable force de propositions auprès de notre Direction, et le Conseiller auprès de nos Services - De solides compétences en fiscalité lui seront indispensables pour mener à bien toutes études relevant de ce domaine.

Si ce type de fonctions s'inscrit dans le cadre de votre évolution de carrière, alors, n'hésitez pas à nous adresser votre C.V. + rémunération actuelle, sous la référence 352/LM, à :



DICA SELECTION  
69, rue Lecourbe  
75015 PARIS

LETTING FRANCE  
LETTING PLEIN SERVICE

Contrôle la comptabilité  
pour animé la gestion.

Membre du Groupe BARCLAYS BANK, son C.A. progresse de 20 %, avec 3 filiales, développe ses activités de location longue durée de véhicules à VERSAILLES et redessine son.

RESPONSABLE  
GESTION-COMPTABILITE

Comme ADJOINT DU CHEF DE SERVICE, vous animez, coordonnez et contrôlez une équipe de 5 personnes pour obtenir des informations fiables, faire des propositions d'amélioration (trésorerie, reporting, budget, comptabilité groupe et filiales). Le candidat idéal a environ 25 ans, une formation type ESCP, ESSEC, ESCAIE, avec 2 ans d'expérience significative. De réelles perspectives d'évolution sont offertes à un candidat de valeur.

Pour saisir cette opportunité, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., salaire actuel) sous référence CA/963 à notre Conseil Michel Salem, SCORRE - 47, rue Maréchal Foch - 78000 Versailles. Tél. 30 21 95 84. Discretion assurée.

BANQUE PRIVEE FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER A PARIS, NOUS DEVELOPPONS DE FACON SOUTENUE NOS ACTIVITES TITRES ET BOURSE

Le Directeur de notre Département Financier cherche son

SPECIALISTE COUPONS  
(étranger, France)

Nous demandons à des professionnels - ayant 5 à 10 ans d'expérience, une solide pratique informatique et une bonne connaissance de l'anglais - d'écrire ou de téléphoner à notre Conseil :

J.E. LEYMARIE - CHATELIER CONSEILS  
40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS  
Tél. 47.83.59.45

ENTREPRISE COMMERCIALISANT  
DES FOURNITURES INDUSTRIELLES  
(CA : 1,5 milliard) recrute pour  
son établissement du VAL DE MARNE (94)

Jeune Responsable  
Crédit HF

désirant évoluer rapidement vers la prise en charge de l'ensemble de la fonction administrative ou vers des responsabilités commerciales.

Vous avez une formation Ecoles de Commerce ou HEC/DECS, vous êtes mobile.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à :  
CONTESS PUBLICITE - sous réf. 43494  
74, rue Béchvelin 69363 LYON Cedex 07.

Recherche  
CHARGE DES RELATIONS FINANCIERES

avec le réseau

Le groupe détient des participations dans des sociétés financières pour lesquelles un département est chargé d'exécuter un certain nombre de prestations d'ordre financier. Intégré à cette équipe le titulaire du poste aura pour principales responsabilités :

- la coordination de la gestion financière et liquidité de ces sociétés filiales,
  - le suivi comptable, financier et social de 4 à 5 d'entre elles.
- Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'école de commerce ayant impérativement une expérience de 3 à 5 ans du suivi de la gestion des valeurs mobilières et/ou de la trésorerie d'entreprise.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 15017 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Nous sommes la filiale d'un groupe international, premier producteur de revêtements de sols et de murs.

Nous recherchons notre

Responsable administratif

Rattaché au responsable de la filiale, il prendra en charge :

- la comptabilité
- l'informatique
- la logistique : gestion des approvisionnements et des réceptions, négociations avec les transporteurs...
- le contrôle budgétaire et interne
- le personnel
- et sera l'interlocuteur des administrations fiscales.

De formation Ecole de Commerce (Sup de Co...) le candidat retenu aura réalisé une première expérience de 2 à 3 ans, de préférence dans une société informatisée. Il maîtrisera la comptabilité.

La rémunération est motivante, et les possibilités de développement de carrière sont concrètes. Le poste est situé en banlieue Est.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, référence 410 RT à SCOTI, 8 avenue Delfosse 75384 Paris Cedex 08. Discretion assurée.

EXPERTS COMPTABLES/  
COMMISSAIRES AUX COMPTES

Souhaitant implanter à RENNES un département "Audit" ils recherchent un

Chef de Mission

dynamique et expérimenté (4/5 ans minimum) dans un premier temps, les candidatures seront sélectionnées à PARIS.

Adressez C.V., manuscrit, photo, souhaits de carrière et prétentions, sous référence 3523 M. à L'Agence Alluarts 49, avenue Trudaine 75008 PARIS - qui transmettra.

Florian Mantione Institut

Importants Groupes de MICHYRENEES, CA 300 millions de Francs, spécialisés dans la distribution d'articles de bricolage

UN ASSISTANT  
DE GESTION HF

PROFIL DU CANDIDAT  
• Agé de 25/30 ans. Il a une formation SUP de CO ou équivalente.  
• C'est plus un gestionnaire qu'un comptable.  
• Il a un goût prononcé pour l'entrepreneuriat commercial.  
• Une expérience pratique de la micro-informatique sera un plus.

IL EST OFFERT  
• Une rémunération de départ motivante.  
• Une culture de fonction.  
• Une solide formation à la spécialité du poste à pourvoir.  
• Une opportunité d'évoluer en un groupe en plein essor situé dans une région particulièrement agréable.  
Une distribution de l'emploi sera envoyée aux candidats qui adresseront leur CV + photo sous réf. MP 1086 H.A. à FLORIAN MANTIONE INSTITUT, Conseil en Recrutement, 215 route de St Simon, 31051 TOULOUSE CEDEX, ou consultez le site 365 CODE SOFTEL, puis 174.



Une banque dynamique, à taille humaine (environ 200 agences) recherche son :

Responsable Gestion et Maintenance des Immeubles

En liaison étroite avec le Directeur de l'Administration générale, ses missions seront :

- La gestion locative du patrimoine immobilier (110.000 M2 de locaux essentiellement d'exploitation)
- Les études relatives aux acquisitions ou ventes éventuelles
- La gestion des problèmes de construction
- Le contrôle budgétaire de l'activité
- La gestion des travaux d'entretien général
- La supervision et l'animation d'une équipe de 30 personnes (dont plusieurs cadres).

Son profil :  
Agé d'environ 40 ans, de formation supérieure, maîtrisant aussi bien les questions juridiques et financières en immobilier, les problèmes techniques que des négociations à haut niveau, bénéficiant d'une expérience similaire réussie.  
Rémunération attractive. Poste basé à Joinville le Pont.

Adressez votre dossier de candidature (lettre man., CV, coord. tél., rémunération souhaitée) sous référence MP 1320 à Catherine LASRY CNRP Ressources Humaines 61/63, rue des Belles Feuilles, 75116 Paris.







LA MUTATION FINANCIÈRE DE LA CITY

Révolution d'octobre

La capitale britannique sera plongée à partir du 27 octobre 1986 - c'est la date fixée par les pouvoirs publics pour cette révolution - dans la tourmente d'une concurrence internationale où chacun s'efforce de tirer profit de l'envolée des cours de Bourse et des produits nouveaux créés pour une clientèle de plus en plus exigeante.

Londres va aussi être contrainte de se plier à de nouvelles exigences, contenues dans un texte de loi actuellement soumis au Parlement, le Financial Services Bill, dont l'adoption devrait intervenir d'ici à la fin de l'année. Pour ne pas être en reste, la Banque d'Angleterre a entrepris un toilettage du Banking Act de 1979 qui régit la profession, représentée à Londres par plus de 600 établissements dont 400 d'origine étrangère, la plus forte proportion dans le monde. Cette secousse des traditions et des institutions, qui s'accompagne d'une course effrénée à la moindre surface de bureaux disponibles et à une surenchère de systèmes informatiques, entraîne aussi un changement complet des mentalités. Tous ne sont pas concernés, mais parmi le million de personnes travaillant à la City, certains - les golden boys - ont tôt fait de se transformer en mercenaires pour se vendre au plus offrant, quelle que soit sa nationalité. Une véritable provocation pour le reste de la Grande-Bretagne qui, lui, ne connaît pas une telle opulence.

JOUR 1-7. A une semaine du Big Bang, cette explosion qui doit, en principe, faire éclater les structures financières de la City - dont certaines ont plus de deux cents ans d'âge - pour faire de Londres le grand rival de New-York et de Tokyo, les derniers préparatifs battent leur plein dans le square mile. Au sein de ce fameux périmètre de la capitale britannique où se trouve concentrée la plus forte proportion - dans le monde - de banques et d'institutions financières en tout genre, de compagnies et d'organismes d'assurances, de sociétés spécialisées en matières premières et en transport maritime, chacun s'efforce de faire en sorte que le lundi 27 octobre 1986 marque un bon départ pour la vaste réforme législative et réglementaire entreprise sur les principaux marchés qui ont fait la réputation de Londres.

Pour l'instant, c'est surtout l'arrivée en force des grands noms internationaux de la finance - Merrill Lynch et toutes les firmes de courtage américaines, auxquelles se sont jointes les grandes banques commerciales des États-Unis - qui retiennent l'attention. Déjà présents dans la City sous des formes diverses (succursales ou filiales bancaires) pour la plupart d'entre eux, ces organismes ont maintenant établi, à coups de centaines de millions de dollars d'investissements matériels et humains, de véritables têtes de pont pour se lancer dans la bataille de la financiarisation ou securitisation, deux barbarismes que les anciens élèves du collège d'Eton n'hésitent plus à employer. Signe des temps.

Il s'agit de l'attrait nouveau - il dure en fait depuis une demi-douzaine d'années - qu'exerce sur la communauté financière en mal d'investissements les valeurs mobilières (securities) dans leur définition la plus large (actions, obligations, fonds d'État), auxquelles il faut ajouter les bons du Trésor, voire le papier commercial émis par les grandes entreprises. Autant de produits financiers qui étaient jusqu'à présent plus ou moins réservés aux banques d'affaires américaines (les investment banks).

Ces banques ont fait assaut d'imagination pour en créer constamment de nouveaux, tandis

que les établissements de crédit, mis à mal par l'instabilité des taux d'intérêt et des changes et par l'accumulation de créances douteuses à l'égard des pays du tiers-monde, ne pouvaient y accéder. En effet, la réglementation américaine, notamment le Glass Steagall Act de 1933, dont on annonce régulièrement la révision, leur interdit toujours le placement en valeurs mobilières.

La décision des autorités boursières d'instaurer des règles plus souples permettant à des organismes non britanniques d'intervenir sur le London Stock Exchange constitue une formidable anabiose pour ces établissements. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars dernier, les sociétés étrangères ne pouvaient pas acquérir plus de 29,9 % d'une firme britannique. Depuis cette date, le contrôle à 100 % est autorisé, et les « deux monstres sacrés » (Merrill Lynch et Nomura Securities) se sont mis sur les rangs dès le 2 mars au matin ! Par la suite, le mouvement n'a fait que s'amplifier, à tel point que sur quelque quatre-vingt-dix brokers (agents de change) ayant pignon sur rue à la City, plus de soixante ont d'ores et déjà passé des accords de contrôle avec des firmes étrangères.

Saignée

Pour les jobbers (contrepartistes), intermédiaires privilégiés des brokers qui sont, eux des sortes de détaillants en valeurs mobilières (les jobbers jouant plutôt le rôle de grossistes en recourant à leurs capitaux propres), la « saignée » a été encore plus nette. En effet, seize firmes sur les dix-sept que compte la profession sont passées sous bannière étrangère. Enfin, une bonne moitié des merchant banks britanniques (banques d'affaires) subissent le même sort, tandis que le « club des quatre » banques commerciales (Barclays, Midland, Lloyds et Natwest) s'efforcent, en toute hâte, de racheter telle ou telle firme de spécialistes pour éviter ce sort à d'autres concurrents.

Aux deux importantes modifications - l'ouverture de la Bourse de Londres à des intervenants étrangers et, dorénavant, l'abandon de la distinction entre jobbers

Faire de Londres le rival de New-York et de Tokyo.

et brokers, - s'ajoute le troisième volet de la réforme schématisée par le « big bang » : la suppression des commissions fixes ; ainsi chaque partenaire financier négocie désormais son propre tarif avec ses clients. Cette concurrence avait été exigée dès 1983 par le gouvernement de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, qui, au nom du libéralisme, avait menacé de ses

règles de bonne conduite dans le cadre d'organismes ad hoc à créer.

Ainsi a été mis en place, sous couvert de déréglementation, un système visant, en fait, à encadrer toutes les activités financières de la City, de la Bourse des valeurs à l'euro-marché en passant par l'assurance et les organismes de gestion collective. Chaque profession est invitée à rejoindre une des six self regulatory organizations (SRO), laquelle se trouve placée sous la tutelle d'une autorité suprême, le Securities and Investment Board (SIB), dont le prési-

dent, Sir Kenneth Berrill, a le double avantage d'être « un homme de marché » (il a été président de Vickers De Costa, un important broker, puis d'un grand fonds de retraite) et un défenseur des intérêts de la nation via le Trésor, où il a passé plusieurs années.

Le SIB est chargé d'appliquer la nouvelle loi qui résultera d'un texte législatif, le Financial Services Bill, actuellement soumis au Parlement (la reprise de la session parlementaire intervient le 21 octobre) et dont le ministère du commerce et de l'artisanat espère obtenir l'adoption au plus vite, en dépit de la quantité d'amendements - près de 400 - déposés sur le bureau de la Chambre des communes et de celle des Lords. Cet aspect législatif revêt toute son importance : sans remettre en cause le rôle de locomotive joué par la City au fil des ans (alors que s'amenuisent les revenus tirés du pétrole de la mer

du Nord), l'opposition travailliste, ainsi qu'elle l'a confirmé au récent congrès de Blackpool, a, en cartons quelques projets fiscaux notamment, qui donnent froid dans le dos à plus d'un ardent défenseur des privilèges de fait dont jouit la place britannique.

Pour l'heure, la suppression des commissions de courtage fixes, allée à l'importante réforme technologique que connaît le Stock Exchange, avec la mise en place de son système informatique SEAO International, et via la place privilégiée qu'occupe Londres en termes de fuseaux



SERGEUR

fontaines les autorités boursières londoniennes si elles ne mettaient pas un terme à ces pratiques déloyales. En échange de cet « accord de dérégulation » qui se traduira dans les faits le 27 octobre, mettant ainsi la City à niveau avec New-York, où la même décision avait été prise en 1975, les pouvoirs publics accordaient aux autorités des différents marchés le droit d'élaborer leurs propres

horaires (à mi-chemin entre les grandes places américaines et les asiatiques), devrait abaisser sensiblement le coût des transactions et, de ce fait, accroître le volume d'affaires. A cet égard, Londres a encore du retard à rattraper.

Numéro un mondial sur l'euro-marché, très bien placée sur les marchés des changes, la City est cependant encore très loin derrière Tokyo et New-York en termes de capitalisation boursière, une notion qui permet d'évaluer, à partir du cours d'une action et du nombre de titres en circulation, l'importance d'un marché financier. A la fin décembre 1985, cette capitalisation n'était que de 353 milliards de dollars pour Londres contre 948 milliards au Kabuto-Cho, le marché nippon, et 1 950 milliards à Wall Street. Le « big bang » peut contribuer à rétablir l'équilibre. Mais les Britanniques ne seront pas seuls à en profiter !

SERGE MARTI

POINT DE VUE

Les trois faces de la déréglementation

L'approche française, plus dirigiste, mais très originale, peut être la plus réussie.

par JEAN-JACQUES PERQUEL (\*)

Cette déréglementation financière repose, en apparence, sur trois principes :

• Banalisation des opérations courantes avec réduction de leur coût. Ainsi, les courtages de Bourse sont totalement négociables en Amérique et le seront prochainement en Angleterre ;

• Encouragement à l'innovation. C'est le cas des nouvelles activités : fonds communs, titres nouveaux, nouveaux contrats comme les rémérés (prêts sur titres), swaps (transformation de contrats d'une monnaie dans une autre ou d'emprunts à taux variable échangés contre le même type d'opération, mais à taux fixe), etc. ;

• Prime au risque en développant la contrepartie tant sur les marchés obligataires que sur le marché monétaire ou pour les actions.

Washington casse

Toutefois, dans la pratique, ces opérations sont totalement différentes de pays à pays. Prenons les États-Unis.

La déréglementation du courtage a été faite en 1975 en même

temps que se créaient les marchés de futures (marchés à terme). Il a eu pour effet de casser progressivement les limitations structurelles : droit pour les banques d'avoir des filiales dans les autres États, droit pour les banques qui sont toutes spécialisées par nature de faire des opérations hors de leur spécialisation. Cela a entraîné trois conséquences :

• On supprime progressivement les règles contraignantes qui gênent les développements des activités financières ;

• On crée une nouvelle spécialisation des établissements en fonction de leur qualité. Cela provoque un renchérissement du coût des opérations, car chaque spécialiste transforme son activité en quasi-monopole. Par exemple, Drexel Burnham est le premier sur les marchés des futures, mais, surtout, il est le seul valable sur les marchés des high yield bonds (ou obligations à taux élevés) sur lequel il a éliminé toute compétition.

De la même façon, Lazard Frères est le seul à avoir su rentabiliser les stripped bonds - félins

(\*) Agence de change.

en français, - les autres intermédiaires, Merrill Lynch par exemple, n'ayant pas réussi à s'imposer. Par contre, Salomon Brothers s'est fait un monopole de la contrepartie actions, tandis que la First Boston-Credit suisse reste le tout premier dans l'émission d'euro-obligations en dollars.

Les commissions ont, bien entendu, accompagné ces nouveaux monopoles en augmentant régulièrement depuis le début de la déréglementation :

• On développe les opérations à risque. Certaines sont très dangereuses, comme les repos (rémérés) et les counter repos (contre-rémérés), souvent faits à découvert. Cela a provoqué des faillites en chaîne dans les saving and loans, sociétés d'épargne équivalentes des caisses d'épargne françaises, dès que les taux d'intérêt ont tendance à monter, les bénéfices sur les opérations à haut risque n'étant rentables qu'en cas de baisse de ces taux.

Le jeu sur indices (programme trading) provoque actuellement des fluctuations considérables et de plus en plus violentes à la Bourse des actions de New-York. Ainsi, il a entraîné, le 11 mars, une hausse du Dow Jones (indice de la Bourse de New-York) de 43 points, le 14 mars de 39 points ; en revanche on a baissé de 46 points le 9 juin, de 62 le 6 juillet, de 37 le 11 septembre et encore de 84 le lendemain.

(Lire la suite page 40.)

Pour ceux qui ont de l'étoffe nous faisons du SUR-MESURE

une grande école de management

SUP DE CO MARSEILLE

ESCAE de Marseille - Luminy Case 911 13288 MARSEILLE Cedex 09. Tél. : 91.41.01.60.



# Porte ouverte aux firmes étrangères

**D**E tous les bouleversements en profondeur que connaît la place de Londres, celui qui marque les esprits dans le « square mile », le périmètre où se font et se défont les affaires de la City, est incontestablement l'arrivée en force des grandes maisons de courtage et d'établissements étrangers venus s'assurer, par une présence physique, que la troisième plate-forme financière mondiale ne va pas échapper à leur emprise. De tout temps, Londres a joué la carte de l'ouverture aux capitaux extérieurs et en transport maritime, qui ont fini par transformer la capitale britannique en cité offshore. Ainsi, dans le seul domaine bancaire, sur les quelque six cents établissements installés dans la City, on ne compte pas moins de quatre cents banques étrangères de nationalités diverses.

En l'espace de quelques mois, la déréglementation aidant, l'ouverture aux capitaux extérieurs a permis à de grands noms américains et japonais, déjà présents sur l'euro-marché — le fleuron de l'activité financière londonienne — de prendre pied au Stock Exchange et sur l'ensemble des circuits financiers, désormais ouverts à tous, qu'ils soient britanniques ou non. Empêchés par la loi Glass-Steagall et par l'article 65 de la réglementation américaine d'exercer une activité de banque d'affaires sur le sol national, les établissements de dépôts des États-Unis ont vu là le moyen idéal de concurrencer les *investment banks* américaines, qui avaient si bien réussi à leur damer le pion grâce à leur indéfectible capacité d'imagination en matière de produits nouveaux.

« Dès le début des années 80, les banques d'affaires américaines (Morgan Stanley, Goldman Sachs, Drexel Burnham Lambert, Merrill Lynch...) avaient commencé à jouer la carte londonienne en mettant l'accent sur une « financiarisation » croissante des activités qui leur avait si bien réussi à New York », rappelle un spécialiste du marché. Plutôt que de bâtir de toutes pièces une structure propre, ces établissements, imités par d'autres, ont préféré acquiescer le savoir-faire britannique en rachetant des maisons locales dont la capacité de résistance à l'offensive étrangère était amoindrie par la faiblesse de leurs fonds propres. Les grands noms de la City, jusque-là aux mains de particuliers et de capitaux britanniques, ont porté tour à tour l'estampille *made in USA*, quand elles ne tombaient pas sous une bannière canadienne, suisse, voire française. Ainsi, Vickers de Costa et Scrivenor, Kamp-Gee passaient dans le giron de Citicorp, tandis que Chase Manhattan jetait son dévolu sur Simon and Coates et Laurie Milbank American Express prenait position auprès de L. Messel, et le Crédit suisse abritait Buckmaster and Moore. L'Union de banques suisses représentait Phillips and Drew. Sans prétendre citer tous les regroupements qui ont eu lieu depuis le début de l'année, on n'aura garde d'oublier l'emprise de la Hong Kong and Shanghai Banking Corp. sur James Capel, alors que Belges, Allemands (exception faite de Deutsche Bank Capital Markets) et Néer-

landais faisaient preuve d'une grande discrétion.

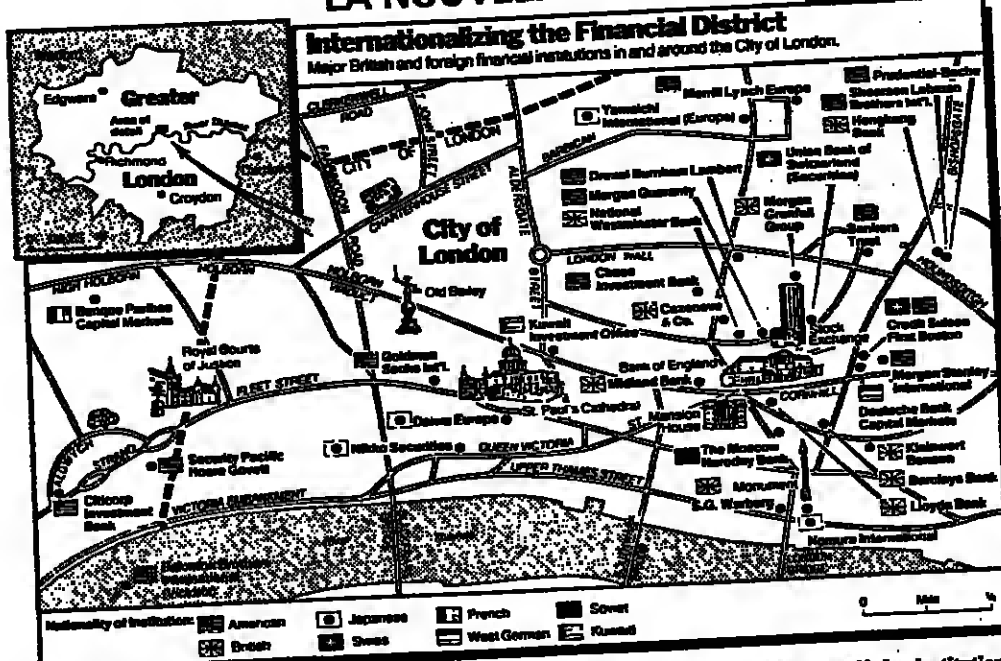
Plus téméraires, les Français se sont efforcés de placer quelques banderilles. « Les deux banques qui ont véritablement accroché sur le marché londonien sont Paribas, avec sa filiale Capital Markets, et le Crédit commercial de France (CCF), qui a toujours eu une équipe dans la City », indique un observateur indépendant.

**Les Américains sont déjà installés en force dans la troisième place financière mondiale.**

confiée à M. Jacques Rambosson qui trouvera dans sa corbeille la plus grande partie des services financiers internationaux de la Banque nationale de Paris. « Quant au Crédit agricole, il ne fait pas grand-chose, le CIC

les événements sans intervenir pour l'instant, leurs concurrents locaux ont préféré « payer pour voir » : Midland Montagu, Morgan Grenfell, Mercury International, Hill Samuel, Baring Brothers, pour ne citer que le dessus du

## LA NOUVELLE CITY



L'internationalisation de la City reflète un plus haut point des Américains. Ce plan détaillé des institutions financières britanniques et étrangères installées à Londres est l'illustration. Il a été publié en septembre dans le New York Times.

Tandis que le CCF achetait Lamerence Prust, Paribas prenait progressivement 100 % de Quilter Goodison, dont le patron, M. Nicholas Goodison, n'est autre que le président de la Bourse de Londres.

Aidé par Hambro, la Société générale a mis la main sur Strauss Turbul, et la BNP, piquée au vif, va créer une filiale de capital-market dont la direction sera

International en est encore au stade embryonnaire, et le Crédit lyonnais tente de rattraper le retard accumulé », conclut notre interlocuteur.

La partie est singulièrement avancée, et les rares Britanniques qui n'ont pas cédé à l'étranger veulent, eux aussi, glisser leur carte de visite. Si Lazard Brothers, N.M. Rothschild, Schroeder Wagg et Robert Fleming, notamment, ont décidé de suivre

panier, ont précipitamment racheté un *broker* qui un *jobber*.

Pour ne pas être en reste, les quatre grandes banques commerciales britanniques (Barclays, Midland, Lloyds et Natwest) ont constitué des fusions à plusieurs étages en incorporant des équipes de spécialistes ou des firmes axées sur un segment du marché. Officiellement, ces nouvelles entités

n'existent pas tant que n'ont pas été frappés les trois coups du 27 octobre, même si tout le monde s'affaire déjà dans des bureaux flamboyants. « Vous êtes ici dans un immeuble fantôme », avertit d'emblée M. Michael Hughes, économiste et responsable du département fonds d'Etat chez Barclays de Zoete Wedd, l'un de ces colosses bâtis de toutes pièces pour l'occasion. Issus de la fusion opérée entre un courtier du nom de Zoete and Bevan, un *jobber*, Wedd Darlacher Mordant and Co. et deux filiales de la banque, Barclays Merchant Bank Ltd et Barclays Investment Management Ltd, la nouvelle société capitalise 260 millions de livres de fonds propres avec, en arrière-plan, le poids du groupe Barclays, soit plus de 65 milliards de sterling.

« Notre point fort, ce sont les *gilts*, les fonds d'Etat britanniques, où nous bénéficions de vingt ans d'expérience contre six mois seulement pour certains de nos concurrents. » La concurrence s'annonce vive sur ce marché très prisé, qui représente à lui seul 3 milliards de sterling de transactions par jour. Ils seront bientôt vingt-sept spécialistes (*market makers*) à s'affronter sur quelque 1/8 de point de commission « et, au bout du compte, seuls cinq ou six d'entre eux devraient survivre », affirme M. Hughes, qui, naturellement, espère bien être de ceux-là.

## Menace japonaise

Encore ne s'agit-il que d'un champ clos avec un nombre d'intervenants limité. Mais que se passerait-il, par exemple, si les Japonais se mettaient de la partie ? « Alors là, c'est très simple, je me jette sous la table », ironise M. David Cohen, ancien *partner* de Simon Coates, une maison passée dans le giron de Chase Manhattan and Securities Ltd. « Ma firme employait deux cents personnes, et tout le monde se connaissait. Aujourd'hui, nous sommes une machine de deux mille cinq cents

employés spécialisés dans chaque secteur du marché de façon à gagner d'un côté ce que l'on peut perdre de l'autre », explique-t-il sans minimiser le danger nippon.

Tous n'ont pas les reins aussi solides, et de nombreuses maisons britanniques, décidées à jouer jusqu'au bout la carte de l'indépendance, risquent d'être contraintes de se vendre sous peine d'être rayées de la carte. L'un des rares survivants, dans ce cas de figure, pourrait bien être Cazmove, l'un des plus importants *brokers* de la City. Bien placé sur le marché primaire, il a renforcé son assise financière en augmentant de plus de 30 millions de livres ses capitaux permanents, grâce à l'appui d'une douzaine d'investisseurs institutionnels britanniques. Parallèlement, la société a mis sur pied un syndicat composé de huit institutions financières, y compris sa propre filiale, Cazmove Securities Ltd, chargée de garantir les émissions sur le marché domestique des capitaux.

D'ores et déjà, on essaie de calculer le nombre de perdants de cette véritable guerre qui voit se livrer banques et maisons de courtage, un conflit que ne manquera pas d'aviver l'arrivée en masse des Japonais. Au stade actuel, l'accord conclu entre les autorités de la Bourse de Londres et le nouvel organisme régulateur de l'euro-marché, où ils occupent l'une des toutes premières places, leur permet d'accéder aux *equities* (valeurs mobilières) sans bourse délier. Aussi n'ont-ils pas souhaié, jusqu'à présent, se mêler à la foire d'empoigne dont l'enjeu était la mainmise sur les firmes britanniques. Mais le jour où les grandes maisons de courtage nippones (Nomura, Nikko, Yamachi, Daiwa) auront décidé d'attaquer véritablement la City — en échange, il est vrai d'une ouverture de leur propre marché — le paysage financier londonien risque fort d'être sérieusement secoué.

S.M.

## Les trois faces de la déréglementation

(Suite de la page 39.)

Cela pousse la Réserve fédérale à s'interroger sur l'avenir de la déréglementation. En particulier, elle a déjà mis la main à certaines opérations de *take over bid* (en opérations de *take over bid*) sur titres souscrits à l'aide de *junk bonds* (*high yield bonds*) émis sur les sociétés mêmes qu'on désirait racheter.

Ainsi, la déréglementation américaine a provoqué, dans un premier temps, une amplification des activités bancaires, la création de nouveaux produits souvent remarquables. Mais elle a introduit une hyper-spécialisation des intermédiaires et une fragilisation inquiétante des marchés financiers.

### Londres résiste

La Grande-Bretagne a vu, à juste titre, que la déréglementation aux États-Unis a accéléré la montée des pressions internationales des intermédiaires financiers de ce pays. Ainsi, les marchés des dix plus grosses valeurs anglaises (62 % des transactions sur l'ICI par exemple) se font en Amérique. De même, dans une spécialité anglaise, les euro-marchés, deux tiers du marché des futures en eurodollars se font à Chicago.

Ainsi, par une déréglementation accélérée, le Big Bang de Londres tente de résister à la pression. Cette opération se présente mal : en effet, les *primary dealers* qui vont traiter des obligations anglaises sont l'objet d'une concurrence effrénée, et il semble bien que leurs opérations ne puissent être rentables que dans un bon nombre d'années. A l'heure

actuelle, on considère que seules trois banques anglaises, la Barclays, la Lloyd's et la Westminster Bank, avec des fonds propres de plus de 3 milliards de livres, pourront supporter les conséquences de la concurrence américano-japonaise.

De plus, dans le marché des euro-emissions, les Américains cassent actuellement les prix des commissions, voulant éliminer tous les Européens spécialistes de ces marchés, en particulier les Allemands qui sont arrivés à Londres en apportant le somptueux marché des *eurodeutsche marks*, croyant faire une opération très intéressante en se développant sur cette place internationale.

On voit ainsi que la Grande-Bretagne joue à nouveau, comme en 1925 (retour à l'étalon-or, réforme Churchill), le développement du marché financier anglais quelles que soient les conséquences économiques pour le pays. Il semble, au départ, que le pari soit perdu. La seule chance des Britanniques est d'écraser une Europe continentale mal préparée à cette concurrence intensive et

d'intégrer les banques américaines et japonaises, comme ils ont absorbé après la guerre de 1914 toutes les banques allemandes qui venaient s'implanter à Londres (Warburg par exemple).

### Paris ne joue pas le jeu

Cependant, la France a la particularité d'avoir, quel que soit le gouvernement, une politique absolue continue et dont les prémices se trouvent au dix-septième siècle chez Colbert. Nous ne jouons pas le jeu international ; nous cherchons à développer des activités industrielles et commerciales pour assurer l'amélioration de l'emploi. Les activités financières ne sont pas considérées comme un pays anglosaxon, où l'on parle de *financial industry*, mais assimilées à un « service » à la disposition des activités industrielles, à la rigueur commerciales.

Cette politique, extrêmement logique — quoique inconsciente, — se caractérise par les termes suivants :

• On cherche à limiter les frais financiers des entreprises par

la baisse volontariste des taux d'intérêt, quelles que soient les conséquences pour le secteur bancaire ;

• On a, dans la même optique, imaginé la création de « billets de trésorerie » qui remplacent des prêts bancaires sans risques avec un coût bien moindre pour les entreprises ;

• On met en concurrence les banques dans les conditions d'émission d'emprunts, en profitant du fait qu'une grande partie du secteur bancaire est encore nationalisée pour imposer des conditions relativement basses.

Comme il faut donner au secteur bancaire des compensations : • On libéralise les courtages pour les opérations en actions de plus de 2 millions de francs et les transactions sur obligations de plus de 10 millions de francs. Elles deviennent négociables ; mais, à la différence de l'Amérique où le profit de ces opérations revient totalement aux clients finaux, le bénéfice de cette négociabilité revient aux intermédiaires apporteurs d'ordres, c'est-à-dire essentiellement aux banques ;

• La nouvelle réforme bancaire réserve aux banques le monopole de l'avantage d'être négociateurs sur le marché monétaire ;

• On ouvre dans le même temps aux banques le marché obligatoire en étant à parité avec les agents de change sur le Marché à terme des instruments financiers (MATIF), dans les sociétés de contrepartie (obligations et actions) et enfin, et surtout, en ayant un rôle majoritaire dans les SVT (spécialistes en valeurs du Trésor), forme française des *primary dealers* américains.

### Libéralisme et dirigisme

Ainsi, la déréglementation comporte dans les trois pays les mêmes techniques, mais la façon de les envisager est très différente de l'un à l'autre. Il s'agit, en Amérique, d'un vrai libéralisme faisant ressortir les qualités spécifiques des intermédiaires (hyper-spécialisation) ; à Londres, d'un combat désespéré pour

conserver une part du marché financier international ; à Paris, de l'usage d'une technique pour aider au développement économique. Il n'est pas sûr que l'approche française, plus dirigiste qu'ailleurs, il est vrai, soit vraiment plus mauvaise.

En effet, la France présente plusieurs particularités : les entreprises françaises sont surtout de taille moyenne, ce qui rend difficile leur internationalisation. En contrepartie d'une politique basée sur le développement des entreprises et non sur celui des marchés financiers, l'Etat est obligé de protéger les marchés français de l'argent, même si on les entoure aux étrangers. Enfin, le retard que nous avons pris pour faire les mêmes réformes que les Américains présente un très grand avantage : nous allons pouvoir profiter de l'expérience acquise et éviter les erreurs où sombre actuellement la déréglementation.

On voit ainsi que le marché des options à l'achat sur indices, par son caractère de jeu pur, n'est pas en soi trop dangereux, les acheteurs pouvant être de petits spéculateurs qui limitent ainsi le risque qu'ils prennent, les vendeurs étant de grands institutionnels qui diminuent ainsi le coût de leur portefeuille. Mais on devrait ne pas pratiquer le marché des indices à terme qui permet tous les dérégléments possibles du marché boursier, sauf si on oblige les opérateurs à avoir les mêmes couvertures que sur le marché à terme classique. Il semble que ce soit la solution vers laquelle l'Amérique tend.

Le développement du réméré est une excellente chose, mais les erreurs commises par les Américains en pratiquant des rémérés non couverts, c'est-à-dire sans détention préalable des titres, a provoqué la faillite des *saving and loans* les plus exposés. Une réglementation précise du réméré devrait permettre à cette forme très intéressante de prise en pension financière d'avoir un grand développement.

Ainsi, la déréglementation française, très originale malgré les apparences, est sans doute celle qui peut être la plus réussie... et la moins dangereuse.

JEAN-JACQUES PERQUEL

**I.P.G.E.**  
Pour assurer à votre enfant un BON NIVEAU SCOLAIRE  
Cours de SOUTIEN  
et de RATTRAPAGE  
en mathématiques, physique, chimie, philosophie, langues  
DE LA 6<sup>e</sup> A LA TERMINALE  
• Séances hebdomadaires  
• Stages intensifs aux vacances scolaires  
**I.P.G.E.** Institut de Préparation aux Grandes Ecoles  
Enseignement secondaire privé  
8, rue Blanche, 75009 Paris  
Tél. : 42.62.08.74  
Métro : St-Lazare, Trinité, Auber

**Vous êtes**  
**UN GROUPE BANCAIRE EN PLEINE EXPANSION**  
**Nous sommes**  
**UNE ÉQUIPE DE DEUX SPÉCIALISTES DE LA GESTION**  
**DE SICAV ET FONDS COMMUNS DE PLACEMENT**  
**sur les marchés internationaux**  
**POUVONS-NOUS VOUS AIDER ?**  
Écrire n° 10236 au journal qui transmettra

**QUAND LA TENSION MONTE A LA CORBEILLE...**

هكزانة الذهب

**GARDE FROIDI PORTE BOURS**



# Les « golden boys »

Des nouveaux riches  
à 1 million de francs par an,  
mais sous tension permanente

ILS sont souvent très jeunes, ont quelquefois belle allure, travaillent d'arrache-pied douze heures d'affilée en débordant régulièrement sur le week-end et gagnent beaucoup d'argent qu'ils n'ont guère le temps de dépenser. Ce sont les « golden boys », ces jeunes loups de la finance qui ont investi la City et que l'on s'arrache à prix d'or. Une nouvelle classe sociale déjà présente sur l'ensemble des grandes places financières, mais qui, à Londres, a bénéficié d'un magnifique « coup de pouce » avec la perspective du « big bang ».

Autrefois, c'est-à-dire jusqu'au milieu des années 70, raconte cet observateur, depuis vingt ans, des mœurs de la City, le marché était encore aux mains des banques d'affaires britanniques, des noms prestigieux comme Rothschild, Kleinwort Benson, Hambros... Le personnel de ces maisons, même s'il était quelquefois payé avec un lance-pierres, avait le sentiment d'appartenir à une aristocratie, celle qui avait préféré la finance à la politique et mis sur une carte de visite qui lui ouvrait les portes de la « gentry ». Mais l'irruption des grandes maisons de courtage américaines à partir de 1980, puis la seconde vague d'invasion représentée par les « brokers » japonais ont profondément perturbé la situation qui prévalait jusque-là.

A la devise « mieux vaut le statut social que l'argent », a rapidement succédé l'appât du gain. Les Américains, avec la Citicorp en guise de porte-drapeau, ont apporté avec eux leur esprit et leurs méthodes. Les banques britanniques n'ont pas pu suivre et leur personnel s'est rapidement transformé en mercenaires prêts à se vendre au plus offrant. « Désormais, la suprématie n'a plus de limites ». Et de citer l'exemple de ce jeune syndicate manager de la Lloyd's Bank, chargé de monter des crédits internationaux de 500 millions de dollars et qui, en l'espace de quarante-huit heures, a vu son salaire multiplié par dix lorsqu'il est passé à la concurrence, à savoir une banque du Proche-Orient. « Il gagnait alors un peu plus de 5 000 livres par an — c'était en 1977 — et il s'est vu proposer 100 000 dollars. Comment résister ? »

## Rouge sang

Aujourd'hui non seulement la résistance fait figure d'anachronisme, mais il est de bon ton d'instaurer au sein d'un même établissement « une saine concurrence ». Une nouvelle de Chine — « Chinese Wall », selon le Times, qui rapportait récemment ce phénomène — derrière laquelle s'abritaient les traders, ces négociants en produits de toutes sortes (actions, fonds d'Etat, bons du Trésor, contrats à terme...) qui, le nez vissé sur une demi-douzaine d'écrans cathodiques, avec, à portée de main, un petit récepteur qu'il suffisait d'effleurer du doigt pour obtenir le correspondant (composer un numéro de téléphone est bien trop long...) s'efforcent de conjurer à tous les temps leur verbe préféré : gagner.

Ils sont une cinquantaine au coude à coude dans cette immense salle de trading bâtie de toutes pièces au bord de la Tamise, en manches de chemise, les miettes d'un modeste déjeuner prestement avalé sur place (sandwich et gobelet de thé) répandues sur une moquette rouge sang. Mais pourquoi donc avoir choisi cette horrible couleur ? « C'est exprès, assure notre hôte. C'est une idée de notre architecte. Le bleu ou le vert, ça incite à dormir. Le rouge, au contraire, ça excite, c'est fait pour se battre. Nos « boys » doivent avoir constamment faim ».

Et combien sont-ils payés, pour être ainsi constamment maintenus en état de manque ? « Quelqu'un qui a le sens du métier, l'instinct, gagne 100 000 livres en moyenne par an. Cela peut aisément monter à 0,5 million de sterling pour un jeune gars de vingt-cinq ans plutôt doué, compte tenu des « golden hello », ces primes qui dépassent souvent les 100 000 livres et qui sont destinées à conforter le standing de l'intéressé ».

Peu ou prou, les établissements sont contraints de se plier à ces nouvelles règles de « partenariat », soit pour enlever une équipe à un concurrent, soit pour s'attacher la fidélité d'une maison avec pignon sur rue que l'on vient prestement d'acquiescer avec ses salariés, leurs gommages et leurs crayons. C'est ainsi que la Chase Manhattan Bank, qui avait jeté son dévolu sur deux maisons de courtage britanniques, s'est empressée, une fois l'affaire conclue, d'acheter — en une seule journée — une trentaine de Porsche destinées à ses nouveaux cadres méritants.

Mais la mode établie par ces « happy few » — ils sont trois mille à afficher un salaire minimum supérieur à six chiffres, soit 100 000 livres par an — évolue aussi vite que les cotations sur leurs écrans. Le comble du chic, à présent, c'est de rouler en BMW 635 CSI (tous les autres modèles sont destinés à la casse, au même titre que les Porsche, Jaguar et Rolls-Royce, symboles des anciens nouveaux riches), voire en Ferrari ou en Bentley Turbo. Encore que le nez plus ultra reste la 2 CV (décapotable), assure la très sérieuse International Financing Review (IFR), qui s'offre quelques instants d'humour dans sa page intitulée « les confessions d'un orovoyeur ».

Si elle épingle régulièrement l'un ou l'autre des acteurs de cette comédie à multiples tableaux qui se déroule nuit et jour sur les marchés financiers, cette revue indiscrète ne peut cacher l'admiration vouée à une poignée de célébrités, en tête desquelles figure M. Hans-Joerg Redloff, le vice-président de Crédit Suisse First Boston (CSFB), un établissement créé par ses deux maisons mères (suissesse et américaine) et qui fait la loi sur l'euro-marché.

## Insomnies

Entré à la CSFB en 1980, M. Redloff n'a pas mis quatre ans avant d'occuper le fauteuil de son patron, un « rapit » d'autant plus facile que celui-ci, M. Michael von Clemm, venait de passer avec armes et bagages (une bonne partie de son équipe) chez le numéro un mondial, Merrill Lynch. Baptisé « l'empereur », en dépit — ou à cause — de sa petite taille, il s'est rapidement rendu célèbre par ses « coups » parfois montés au bar de chez Annabel, un club huppé de Mayfair où il prend quelques instants de détente avant de se reposer vraiment sur les rives du lac Léman, à Genève, siège du Crédit suisse.

Malheureusement, toute médaille, fût-elle en or, a son revers, et ces « drogués de l'écran », comme les appelle affectueusement l'un de nos interlocuteurs, sont gâtés par des masses que ne connaissent pas jusqu'alors la place de Londres : le « stress », les insomnies, les divorces... même si les Américains n'ont pas encore réussi à importer cet expédient — la « ligne » de cocaine pour tenir le coup — qui fait actuellement des ravages à Wall Street. A force de vivre perpétuellement sous tension, dans la crainte du mauvais deal, qui vaut renvoi immédiat,

avec la peur de s'absenter et de laisser passer une bonne affaire ou... de se faire prendre sa place (« en dix-huit mois, je n'ai pris que cinq jours de vacances », affirme un senior de l'une des grandes firmes de la place), la « social destruction » est en marche.

Chacun sait que cette période d'abondance ne va pas durer. Une sélection naturelle va bientôt s'opérer entre les vedettes du marché qui justifieront leurs traitements pharaoniques — on paie généralement quelque 5 % de ce qu'il rapporte — et les autres relégués loin derrière et dont certains pourraient, à terme, aller grossir les rangs des chauffeurs de taxi londoniens.

Il y a plus grave et ce n'est pas une simple question de moralité. Comment justifier plus longtemps aux yeux de l'ensemble des Britanniques cet îlot de prospérité et ses extravagances dont les limites s'arrêtent aux portes de Londres, face au reste de l'Angleterre, à ses trois millions de chômeurs et à une industrie en partie sinistrée qui voit fuir vers la City les jeunes cadres dont elle aurait bien besoin ? C'est là une situation « deeply offensive » (tout à fait offensante), reconnaît M. Paul Marth, professeur de gestion et de finance à la London Business School « et qui remet en cause les fondements mêmes de la société ».

M. Wally Olins, qui dirige une agence spécialisée dans l'image des entreprises, est encore plus catégorique. « L'équilibre écologique de la City est rompu ; il faut rebâtir un écosystème ». Actuellement, « tout s'achète et tout se vend, les hommes comme les entreprises ; on ne sait plus qui est qui, et qui fait quoi », explique-t-il. Il en résulte la nécessité de reconstruire d'urgence une double identité : pour les organisations et pour les personnes qu'elles emploient.

S. M.

## CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Département Économie et Gestion  
Analyse des données et décisions dans l'entreprise

- Enseignement annuel hors temps ouvrable de 3<sup>e</sup> cycle.
- Par études de marketing et gestion.
- Destinée à des cadres ou chercheurs non satisfaits.
- Durée : 50 heures (le vendredi de 18 h à 20 h).

Renseignements :  
CNAM Laboratoire d'Économétrie  
2, rue Conté - 75003 Paris.  
Téléphone : 42-71-24-14, poste 505

« Porto Ferreira, quand tout se fait rare... »

Cordillage : seches appeler et consommer avec modération.



Porto Ferreira. Quand tout se fait rare.

## UNE AUGMENTATION DE SALAIRE...

...qui coûte  
beaucoup moins  
à l'employeur...

Il met en place dans son entreprise un système supplémentaire de retraite par capitalisation. Il remplace une augmentation de salaire par une cotisation retraite. Cette cotisation fait partie des charges déductibles et ne supporte pas les charges sociales.

...et qui rapporte  
beaucoup plus  
au personnel...

Une augmentation de salaire est soumise aux charges sociales et à l'impôt sur le revenu. La cotisation retraite n'entre pas dans le revenu imposable et ne supporte donc pas d'impôt. C'est en quelque sorte une « rémunération différée » dont le salarié bénéficiera lors de sa retraite.

...c'est la solution « P.R.I.V.I.L.L.E.G.E. »

(Plan de Retraite et d'Investissement à Valorisation Intégrale de Legal & General pour les Entreprises)

POUR EN SAVOIR PLUS, APPELEZ :

Alain FABRE ou Philippe STEIN au : (1) 48.74.35.72



Legal & General

58, rue de la Victoire 75009 PARIS

Legal & General, un puissant groupe international qui connaît son métier depuis 150 ans. Fondé en 1836, Legal & General, compagnie britannique, est aujourd'hui l'un des leaders dans le monde de l'assurance-vie, de la gestion de l'épargne et des fonds de retraite.



ZUNZ et associés.

## ...GARDEZ LA TÊTE FROIDE AVEC PORTEFEUILLE BOURSIER

Un puissant logiciel de gestion et d'aide à la décision. Et en plus, il vous connecte au réseau CalvaCom : toute la Bourse en direct pour réagir au bon moment. Disponible sur Apple, Version Thomson à paraître.

Renseignements : (1) 48.97.44.44.

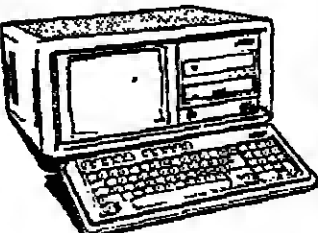


## VOTRE PROCHAIN MICRO, UN PORTABLE ? C'EST À LA RÈGLE À CALCUL.

Le COMPAD PORTABLE II a réinventé toutes les qualités — et en plus — des minis ordinateurs du marché. Et, en plus, il est portable. PUISSANT. Équipé de microprocesseurs 80286, le COMPAD PORTABLE II est phénoménalement rapide et vous dispose jusqu'à 4,1 mégaoctets de mémoire vive. Disque dur intégré de 10 ou 20 mégaoctets.

COMPATIBLE. Avec un écran de 360 lignes, le COMPAD PORTABLE II peut échanger des informations avec tous les IBM PC-AT, PCXT, et compatibles.

PORTABLE. Le COMPAD PORTABLE II vous suit partout où vous allez. Si vous avez besoin d'un ordinateur, le COMPAD PORTABLE II va vous changer la vie, en toute sécurité : structure en aluminium renforcée, coque anti-choc, immunisée...



À LA RÈGLE À CALCUL, PRIX S'ICOR JUSQU'AU 21 OCTOBRE 1986, COMPAD PORTABLE II 10 Mo 32 780 Frs (T.T.) au lieu de 39 350 Frs (T.T.). 80 bd Saint Germain 75005 PARIS Tél. (1) 48.25.08.08 Téléc 201 324 F

## LES BANQUES POPULAIRES

Lancent 16 défis à  
de jeunes professionnels  
de talent...

Lire p. 27, 29, 31 et 33





## La chronique de Paul Fabra

**N**AGUÈRE, les gouverneurs de banques centrales, qui se réunissent chaque mois à Bâle, s'interrogeaient périodiquement — pour la dernière fois en mars 1980 — sur l'opportunité de réglementer le vaste marché des eurodevises (une monnaie dérivée des opérations financières en dehors du territoire du pays d'émission).

La réforme radicale qui bouleversera à partir du 27 octobre — le jour du Big Bang, la grande explosion — les us, coutumes et règles juridiques de la Bourse de Londres procède d'une démarche rigoureusement inverse.

C'est le marché britannique des valeurs mobilières qui se met, avec armes et bagages, tant pour les actions que pour les fonds d'Etat (les *gilts-edged*) à l'école du marché international des capitaux.

Son immense réputation, le Stock Exchange londonien la devait pourtant en bonne partie à la stricte réglementation qu'on va jeter par-dessus bord. Les règles instituées en 1907 — à une époque où la doctrine libérale régnait encore plus souverainement qu'aujourd'hui et où les capitaux circulaient encore plus librement, et dans des proportions, par rapport aux revenus nationaux, supérieures à celles qu'on constate actuellement — avaient organisé ses rouages comme une belle pièce d'horlogerie. Jusqu'aux environs de l'année 1975, l'agencement en paraissait à peu près parfait. C'était lui qu'on proposait en exemple, notamment pour la Bourse de Paris.

C'était en fonction du client final, l'épargnant gros ou petit, en principe libre de ses choix et de ses placements, que cette belle machine semblait avoir été conçue. On ne peut nier que les investisseurs jouissaient à Londres d'une sécurité et de possibilités d'action plus grandes que sur toute autre place. La pièce maîtresse du dispositif était l'existence de deux sortes d'agents dont les fonctions étaient rigoureusement séparées.

D'un côté, les *brokers* jouaient, un peu à la façon de nos agents de change, les honnêtes courtiers auprès de la clientèle

## A l'école des capitaux internationaux

dont ils recueillaient les ordres de vente ou d'achat. Les conseils qu'ils étaient amenés à donner pouvaient a priori être tenus pour objectifs puisqu'il leur était strictement interdit de prendre eux-mêmes position. C'était au contraire le rôle des *jobbers* d'acheter et de vendre en leur propre nom, autrement dit, pour employer le vocabulaire consacré, de se porter « contrepartie » des ordres passés par des clients avec qui ils n'étaient jamais directement en contact. L'activité de contrepartistes, qu'on essayait, sans jamais y parvenir vraiment, d'introduire à la Bourse de Paris (en autorisant, notamment, les agents de change à intervenir à ce titre dans certains contrats dits « de liquidité »), se justifiait par le souci de donner à l'épargnant la certitude qu'il serait, en tout cas pour des montants considérables comme « normaux », servi.

**C'**EST un fait que les formidables remous qu'ont connus les marchés financiers et boursiers à la suite de la crise monétaire (camouflée en « choc pétrolier ») des années 1971-1973, génératrice de variations de taux d'intérêt d'une ampleur inconnue auparavant, ont sérieusement remis à mal un système dont l'origine remontait au temps de la stabilité assurée par l'étalon-or. Vers le milieu de la décennie précédente, la plupart des *jobbers*, une profession à haut risque, étaient proches de la faillite.

C'est un autre fait, non moins significatif, qu'on n'a rien tenté pour sauver un système certes vieillissant, mais qui avait subi bien d'autres épreuves. La preuve qu'il a pour lui une certaine logique qui retrouve ses droits chaque fois que le premier objectif est de remettre un peu d'ordre, sinon d'équité, dans un marché est fournie par les récentes décisions prises pour assainir le marché londonien des assurances (les fameux *Lloyds*). Après les scandales dont ce dernier a été l'objet, les autorités britanniques

ont éprouvé le besoin de rétablir la distinction entre, d'une part, les courtiers (*brokers*) et, d'autre part, ceux qui sont habilités à jouer le rôle d'agents principaux (*underwriters*).

Le nouveau dispositif pour le Stock Exchange s'inspire de principes tout différents, dont la finalité est moins affirmée, et pour cause, puisqu'il s'agit non pas de favoriser l'investisseur de base, dont le concours est considéré comme acquis, que de permettre aux établissements financiers qui recueillent son argent de se jeter dans la bataille de la concurrence, avec toutes les armes dont ils ont besoin.

Plus de distinction entre les fonctions. Ce qu'il faut, c'est pouvoir, à l'instar de ce qui se passe sur l'euro-marché, agir vite. La plupart des *brokers* ont été rachetés par des banques, en grande partie étrangères (ces dernières sont en majorité à Londres, exemple unique en Europe, hormis les cas — mais l'échelle n'est pas la même — de Luxembourg et de Monaco). Selon *jobbers* sur dix-sept ont été rachetés. Aux États-Unis, la « dérégulation » n'a pas encore eu raison du *Glass-Steagall Act*, institué après le krach de Wall Street d'octobre 1929 pour écarter les banques commerciales du marché obligataire. La barrière n'existe plus à Londres.

Le Barclays, une des grandes banques britanniques, va désormais exercer quatre métiers distincts. Grâce aux rachats auxquels elle a procédé au cours des dernières années, elle sera un *merchant bank* (banque d'affaires), tout en demeurant banque commerciale (activité traditionnelle de prêteur). Surout, elle ajoutera à son arc les activités d'agents de change (*broker*) et de « contrepartistes » ; en d'autres termes, elle aura toute liberté pour intervenir en Bourse. On n'est pas loin du conglomérat, une formule qui faisait florès dans l'industrie il y a une vingtaine d'années. Ce n'est qu'un exemple, puisque la plupart des grandes banques

attendant les principaux établissements financiers japonais spécialisés dans les placements financiers, tel Nomura, seront représentés au Stock Exchange nouvelle manière.

Déjà des voix s'élevaient pour déplorer que l'alignement sur les usages en vigueur dans les euro-marchés restera incomplet, sous le prétexte fallacieux qu'il convient de conserver certaines règles traditionnelles destinées à assurer l'information de l'investisseur de base. Tel est un des enjeux du projet de loi (*Financial Services Bill*) en cours de discussion.

**D**IRE que l'investisseur de base en question est oublié, ce serait emprunter le langage de la poésie, au risque d'obscurcir le débat. Mais la conception que s'en font implicitement les auteurs de la réforme est aux antipodes de celle qui servirait de référence, plus mythique que réelle, à l'ancien système. Le nouvel épargnant, c'est l'acheteur de fonds communs de placement (de SICAV dans la terminologie française). Son libre arbitre, l'investisseur l'exerce en passant d'un fonds à l'autre. Mais les gestionnaires de ces fonds, se forçant de se surveiller mutuellement, se font de plus en plus souvent. Il arrivera peut-être un jour où il passera son ordre par des moyens informatiques directement à sa disposition, mais cela ne changera rien au fond des choses.

Quant à l'ordre portant sur cent titres bien déterminés, une *action de General Electric* par exemple, cela n'intéresse plus personne. Traduisiez : cela n'intéresse pas la banque qui s'est substituée au *broker* d'autrefois, car, transmettre une multitude de petits ordres, c'est cher, et cela diminue d'autant ses profits. Le nouveau Stock Exchange tire le leçon d'un univers boursier où l'investisseur de base confie à un établissement financier — le *broker* — le soin de placer son argent par l'intermédiaire de « fonds » divers.

Que la réforme doive, comme on dit à Londres dans le langage hautement expressif de l'anglais courant, avantager les *big boys*, autrement dit accélérer le mouvement de concentration, cela paraît probable. Mais cette évolution n'est-elle pas compatible avec cette autre idée, repue selon laquelle la capacité dans une économie moderne de créer des emplois ne dépend d'abord et avant tout du dynamisme des petites et moyennes entreprises ? Pour leur financement, les petites et moyennes entreprises ont moins facilement accès que les grosses à la Bourse.

Ce qui frappe, c'est l'intention, hautement affirmée, de donner au Stock Exchange les moyens de rivaliser avec les marchés de New-York et de Tokyo. Londres est déjà le centre du marché international des capitaux pour ce qui est des eurocrédits (formule qui a du plomb dans l'aile) et pour ce qui est des émissions euro-obligataires, dont l'essor a été vertigineux depuis deux ans (mais que l'arrêt de la baisse des taux d'intérêt a plongés dans un grand trouble). L'objectif déclaré est, à partir du marché boursier national, de créer une structure qui fera du marché des actions de Londres le grand marché du capital ou son propre du met pour toute l'Europe du Marché commun. Les Britanniques ne s'arrêtent pas en si bon chemin, puisqu'ils n'ont pas hésité à décider dans le même plan l'internationalisation de leur vaste marché de fonds d'Etat. La dette publique du royaume devient désormais la chose de la communauté financière internationale.

Supposons que, pour conserver à tout prix à la France le rôle de grand constructeur automobile, la France ait fait le choix d'une politique qui consisterait à se désintéresser du sort de Renault et d'édifier sur son sol, par tous les moyens, les grands fabricants américains, japonais, allemands. Tel est le pari que les Britanniques ont depuis longtemps déjà pris pour conserver la prééminence financière de la City. Le Big Bang est une nouvelle étape dans cette direction.

## A travers les revues

## Libéralisme... le retour du balancier ?

par MICHEL BEAUD

Professeur à l'université de Paris-VIII, Michel Beaud présente chaque mois l'actualité économique des principales revues françaises et étrangères.

**D**ÉNATIONALISATION, déréglementation, flexibilité : les idées libérales sont dans le vent.

Friedrich-August Hayek est en vedette. Dans les *Cahiers français*, Henri Lepage présente sa pensée en l'opposant à la « vulgate néo-classique traditionnelle » (1) : avec sa conception de la société fonctionnant comme un système cybernétique, avec l'interaction permanente des objectifs, des choix et des préférences attribués au marché, mais au marché qui, loin d'être réduit à un lieu d'échange de biens et services, constitue « un circuit par où se diffusent, s'échangent et s'ajustent des informations et anticipations, des savoirs éparpillés et partiels », et finalement un réseau permettant l'irrigation en informations de l'ensemble de la société.

Hayek est également présent dans la *Revue française d'économie*, avec précisément un texte sur « L'information dans la société » (2). « Nous devons considérer le système des prix comme un mécanisme de communication de l'information », y écrit Hayek ; et il magnifie ceux qui ont une connaissance spéciale de circonstances passagères, « l'arbitrageur qui gagne sa vie en utilisant des cargos dont les trajets se feraient totalement ou à moitié à vide, ou l'agent immobilier... ou l'arbitrageur... ». Car on ne peut faire confiance à un bureau central qui regrouperait toutes les informations et émettrait tous les ordres ; mieux vaut laisser les décisions finales « à ceux qui connaissent les circonstances, qui apprécient directement les changements en cause et savent où trouver les ressources pour y faire face ».

Mais qui, aujourd'hui, parle de s'en remettre pour tout à un planificateur central ? Certainement pas Michel Rocard, interrogé dans ce même numéro de la *Revue française d'économie* ; dans la controverse entre collectivisme et libéralisme, c'est bien, à ses yeux, le rôle de l'Etat qui est « discriminant ». Il ne faut certes pas accepter une vision étatique de la société : l'Etat n'est pas fait pour produire, et l'administration ne doit pas envahir l'économie.

Le marché a donc son rôle à jouer. Mais « le marché est myope, et la concurrence oppressive ». Il faut donc que l'Etat fixe les règles du jeu, y compris dans l'ordre économique ; plus précisé-

ment, il doit assumer trois grandes fonctions : la responsabilité des grands équilibres ; la responsabilité de l'« harmonie sociale » ; l'introduction de l'avenir dans le présent.

L'auteur de la *Solution libérale*, Guy Sorman, souhaite limiter plus ostensiblement le rôle de l'Etat : « Budget en équilibre, fiscalité modérée, monnaie stable, démocratie directe à l'initiative

des citoyens, suppression des monopoles publics et privés (...). Pour le reste, c'est l'affaire des citoyens, et rien n'interdit à tous ceux qui, aujourd'hui, se réclament du libéralisme là où ils vivent, travaillent, emploient, administrent et éduquent, de ne pas trop attendre de l'Etat et de prendre en charge dès maintenant eux-mêmes la société civile (1) ». En quelque sorte, l'autogestion généralisée.

Avec de telles idées, on est évidemment bien loin de politiques qui pourraient aussi se réclamer du libéralisme.

Pour la Grande-Bretagne, Jean-Jacques Santini, économiste, analyse dans les *Cahiers français* l'ampleur et les effets de la dénationalisation ; il établit dans *Economie et Prévision* un diagnostic plus complet sur la politique budgétaire de M<sup>rs</sup> Thatcher (3) : les prélèvements obligatoires et les

dépenses publiques, non seulement n'ont pas diminué, mais ont légèrement progressé ; le besoin d'emprunt du secteur public a dû être réduit que grâce à la double manne des ressources pétrolières et des cessions d'actifs publics ; quant aux réformes qui l'auraient permis de mettre fin à la croissance constante des dépenses publiques, elles ont été remises à plus tard.

Pour les États-Unis, Jacques Mistral, professeur à l'ENSAE, montre sur plusieurs exemples que les automatismes économiques font confiance aux économistes libéraux : n'ont pas failli (4) : le contrôle de la quantité de monnaie n'est resté illusoire ; la défécit budgétaire et le déficit commercial se sont accompagnés d'un drainage de l'épargne mondiale et d'un endettement extérieur croissant ; enfin, la surévaluation du dollar s'est « poursuivie bien au-delà de ce que les données de l'économie (...) justifiaient ».

Échec des théories et des idéologies : basculons dans le pragmatisme, et cela aussi bien pour la politique monétaire que pour les interventions sur le marché des changes ou pour la politique commerciale. Si l'on veut dépasser ce pragmatisme à court terme, il faut, conclut Jacques Mistral, dégager une nouvelle rationalité de l'action publique et trouver « une nouvelle articulation entre l'économie et le social et les voies et moyens d'une coopération internationale appropriée ». Quel défi !

**Une science de l'humanité**  
C'est pratiquement la même exigence qu'exprime Henri Barotoli, professeur émérite à l'université Paris-I, en ouverture d'un numéro d'*Economie et Sociétés* consacré à « Pénurie d'emploi et flexibilité du travail » (5). Dressant une liste impressionnante d'échecs, d'illusions, d'impasses sur lesquelles ont débouché tant d'économistes, il revient à l'essentiel : « Nous avons oublié que l'économie est une science de la vie (...). Nous avons vu en elle la science des richesses, de l'échange onéreux, des prix et des lois qui les régissent, ou encore de l'usage « rationnel » des biens rares (...). Nous avons centré nos calculs sur

la gestion des choses inanimées. La rationalité économique nous appelle à créer au-delà de telles attitudes une « science de l'humanité ».

Et Henri Barotoli, retrouvant François Perroux, d'espérer une science fondée sur un nouveau paradigme, celui de l'économie de l'homme et de tous les hommes, de l'économie du travail et de la création collective. C'est sur cette base que notre société a à définir « un projet qui soit l'expression d'un véritable choix collectif » et qui finalement permette de fonder, avec une nouvelle rationalité, « une politique renouvelée dans ses techniques et dans ses fins ». Là encore, quel défi !

En bien ce double défi, deux économistes du Québec prennent le risque de le relever dans un article de ce même numéro d'*Economie et Sociétés* (6). Diane Bellamare, professeure à l'UQAM, et Lise Poulin-Simon, chercheuse à l'IRAT, nous disent tout simplement que le plein emploi doit être mis au cœur des objectifs et des stratégies économiques.

La mise en avant de cette ligne d'action privilégiée s'appuie, bien entendu, sur les nombreux travaux relatifs aux politiques de l'emploi qu'elles ont menées. Mais elle s'appuie surtout sur quatre constats concernant nos sociétés :

« tout individu, dans notre société moderne, aspire à être autonome sur le plan économique et recherche la sécurité économique » ;

« le régime salarial est le mécanisme de répartition des revenus dominants » ;

« l'imperfection des marchés concerne tous les domaines de l'économie ; elle est aggravée, notamment pour les petites nations, par le poids croissant de ce qui les entoure » ;

« enfin, on ne peut pas ne pas prendre en compte les groupes d'intérêt ».

Tout cela fait à la fois que l'organisation économique de nos sociétés « n'est pas efficace et qu'elle assure pas le plein emploi. Il faut donc renverser la perspective : car « le plein emploi est une condition nécessaire à une organisation efficace de la production » ; comme il ne peut être réalisé de façon spontanée, il doit être « un objectif prioritaire de la société auxquels tous les groupes sont amenés à se conformer. C'est à l'Etat que revient la tâche de veiller qu'il en soit ainsi ».

Retour du balancier ? On a bien le sentiment qu'un mouvement est amorcé. Mais vers quoi ? Le tout-Etat est impossible ; le keynésianisme dans un seul pays, impraticable ; une « nouvelle économie », improbable. Partout nos sociétés fonctionnent avec le jeu complexe des marchés et des pouvoirs, des rapports d'argent et des rapports de force. Dès lors, pouvons-nous chercher autre chose que de redonner à l'Etat comme aux marchés leur efficacité, et de vivifier, à tous les niveaux, des lieux de concertation et de négociation ?

(1) Les *Cahiers français*, octobre-décembre 1986, numéro consacré aux libéralismes économiques, avec une présentation historique, un survol des différents libéralismes et deux études sur la déréglementation aux États-Unis et les déréglementations en Grande-Bretagne.

(2) *Revue française d'économie*, automne 1986.

(3) *Economie et Prévision*, n° 73, fasc. 2, 1986.

(4) *Keynésianisme : le retour du balancier*, *Revue française d'économie*, automne 1986.

(5) *Economie et Sociétés*, avril 1986 (dernier numéro paru au moment de la rédaction), numéro consacré à « Pénurie d'emploi et flexibilité du travail », avec des articles de chercheurs de Paris et de Montréal sur la gestion spécifique du travail des femmes, le chômage de longue durée, les travaux pour les jeunes et les cessations anticipées d'activité.

## AVIS DE CONSULTATION

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région Nord-Pas-de-Calais et spécialement du Contrat particulier « Mieux vivre en ville », une réflexion s'est engagée sur le littoral Nord-Pas-de-Calais à l'occasion du démarrage de tunnel sous la Manche et des infrastructures qui lui sont liées.

1. - MAÎTRE D'OUVRAGE  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT  
DU NORD-PAS-DE-CALAIS.
2. - MODE DE PASSATION  
Appel d'offres ouvert.
3. - OBJET DU MARCHÉ  
Diagnostic d'aménagement du territoire sur la zone littorale de la Région NORD-PAS-DE-CALAIS.
4. - MONTANT ET DURÉE DU MARCHÉ  
600 000 F TTC / 9 mois.
5. - MODALITÉS D'OBTENTION DU DOSSIER  
Les dossiers sont à retirer à la Direction Régionale de l'Équipement  
4, rue de Bruxelles, 59000 LILLE - Tél. : 20-56-88.  
Personne à contacter : M. Jacques DEFRENNE.
6. - DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES ET ADRESSE OU ELLES DOIVENT ÊTRE TRANSMISES  
Les propositions d'intervention doivent être envoyées par la poste, de manière à parvenir au plus tard le 21 NOVEMBRE 1986 à 17 heures  
à Monsieur le Préfet, Commissaire de la République  
de la Région NORD-PAS-DE-CALAIS  
(à l'attention de M. le Directeur Régional de l'Équipement)  
2, rue Jacquemans-Giélée, 59000 LILLE.

## KALÉIDOSCOPE

- Projet de septembre-octobre 1991 consacré un numéro spécial au « tout-ordinateur » : promesses technologiques (informatique, télécommunication), ordinateur, emploi, travail, productivité ; le choc des pouvoirs : l'homme informatisé...

- Dans la *Revue d'économie industrielle* du deuxième trimestre 1986, des articles sur les difficultés de l'industrie en France, en Belgique et au Québec et deux articles sur le processus d'internationalisation dans les secteurs automobile et électronique.

- *Revue tiers-monde* d'avril-juin 1986, numéro spécial consacré à l'Afrique des grands lacs.

- *Esprit* d'août-septembre 1986 consacre un numéro à « la passion des idées », les intellectuels, l'intelligence du politique, la crise d'identité des sciences humaines. Dans ce cadre, un débat sur l'économie (triomphante ou senné ?) et un article sur le crépuscule de l'économie...



# Economie

... Le Monde • Mardi 21 octobre 1986 43

## ÉNERGIE

### La réunion de l'OPEP

## L'attitude du Koweït retarde l'approbation d'un compromis

GENÈVE  
de notre envoyée spéciale

L'OPEP a entamé, ce lundi 20 octobre, la troisième semaine de la conférence la plus longue de son histoire. Après l'espoir suscité à la veille du week-end par l'annonce d'une solution de compromis qui aurait permis de continuer à plafonner la production de brut des treize pays jusqu'à la fin de l'année aux environs de 17 millions de barils par jour et de stabiliser ainsi à un niveau légèrement plus élevé les prix du pétrole, la lassitude s'était à nouveau emparée des délégations dimanche soir. L'accord suggéré a certes reçu l'approbation de la quasi-totalité des pays, y compris de l'Arabie saoudite (*Le Monde* daté 19-20 octobre), mais l'intransigeance du Koweït a rendu incertaine l'issue de la négociation.

Depuis le début de la conférence, le 6 octobre, le Koweït refuse en effet de prolonger purement et simplement l'accord qui, depuis le mois d'août, a permis à l'OPEP de rééquilibrer le marché et de redresser les cours du brut. Il réclame une nouvelle répartition des quotas de production entre les différents pays, qui lui ferait la part plus belle.

Faute d'avoir réussi, en douze jours de discussions, à adopter une nouvelle clé de répartition, la plupart des autres délégations ont suggéré, vendredi, en attendant la prochaine conférence prévue début décembre, de revenir provisoirement à l'accord existant moyennant quelques modifications mineures destinées à satisfaire les demandes des plus petits producteurs - Équateur, Qatar et Gabon. L'Arabie saoudite et la plupart des plus gros producteurs maintiendraient leur rythme d'extraction inchangé. Par contre, le Koweït verrait son quota momentanément ponctué de 50 000 barils par jour (+5,5%).

Les treize pays s'engageraient en outre à continuer les études pour aboutir d'ici à décembre à une nou-

velle formule permettant de répartir des quotas permanents. Celle-ci, compte tenu des paramètres retenus, donnerait aux pays du Golfe la plus grosse part des augmentations ultérieures du plafond de production de l'OPEP.

Le Koweït continue de réclamer une augmentation immédiate de son quota de 10 %, soit 90 000 barils par jour. La majorité des autres pays, surtout les plus pauvres comme le Nigeria ou le Venezuela, ne voient en effet pas pourquoi le Koweït, qui reste l'un des États les plus riches du globe, se verrait attribuer un régime de faveur.

Pour tenter de débloquer la situation, le ministre du Nigeria, président de la conférence, a proposé que tous les pays membres se partagent l'augmentation du plafond envisagée et que l'Arabie saoudite cède provisoirement au Koweït sa part, ce qui, au total, donnerait à ce dernier 50 000 barils par jour supplémentaires. Mais, bien que Ryad ait accepté et que M. Yamani ait tenté, deux heures durant dimanche soir, de convaincre son collègue koweïtien, celui-ci, a maintenu son refus.

Lundi matin, on ne voyait tou-

jours pas comment les treize pays parviendraient à s'entendre pour répartir entre eux le nouveau plafond prévu. En outre, un autre point sensible reste à régler avant d'envisager un accord définitif : l'objectif de prix de 18 dollars le baril fixé par l'Arabie saoudite à ses partenaires. C'est la condition posée par Ryad pour accepter le compromis suggéré. Mais elle n'a jusqu'ici pas reçu l'accord des pays qui, comme l'Algérie et l'Iran, continuent de vouloir redresser les prix à leur niveau de l'an passé, c'est-à-dire 28 dollars. « Ce serait vraiment dommage d'échouer pour 200 000 barils par jour après quinze jours de négociations. Mais, hélas ! ce n'est pas impossible », soupire, dimanche soir, un délégué vénézuélien.

VÉRONIQUE MAURIS.

## AFFAIRES

### La seconde phase du programme RACE

## La Commission européenne veut consacrer 5,5 milliards de francs aux télécommunications

Les ministres de la recherche des Douze, réunis mardi à Luxembourg, examinent la proposition de programme-cadre de recherche de la Communauté pour 1986-1991. Un des éléments de ce programme est le programme RACE sur les télécommunications.

BRUXELLES  
Communautés européennes  
de notre correspondant

La Commission européenne presse les Douze, leurs industriels, leurs administrations des PTT de s'unir pour mettre en œuvre la modernisation des télécommunications. Celle-ci porte en particulier sur la mise en place, dans les dix années à venir, de « réseaux à large bande » qui permettront les échanges de sons, d'images et de données à grande vitesse et à faible coût.

Dans cet esprit, elle vient de transmettre aux gouvernements membres une proposition de programme de recherche et de développement sur les technologies de pointe en matière de télécommunications en Europe.

Ce programme est connu sous le nom de RACE. Les recherches préparatoires ont été exécutées au titre de la « phase de définition » de RACE qui avait été approuvée par les ministres de la recherche, en juillet 1985, et qui vient à son terme à la fin de l'année. La Commission considère cette phase de définition comme un succès : quatre cents experts appartenant à cent neuf entreprises, administrations, laboratoires universitaires ont collaboré afin de jeter les bases d'une stratégie commune aux opérateurs (les PTT) et à l'industrie en matière de services, d'infrastructures et de normes.

Ce que demande Bruxelles aux Douze, c'est donc de faire preuve de cohérence, de poursuivre et d'ampli-

fier une opération qu'ils ont lancée eux-mêmes il y a un peu plus d'un an. Elle propose que la contribution de la CEE au financement de ce programme soit fixée à 800 millions d'ECU (5,5 milliards de francs) pour la période de cinq ans allant de 1987 à 1991. RACE devrait fonctionner selon des méthodes comparables à celles qui ont fait leurs preuves avec le programme Esprit.

La Commission établira chaque année un plan de travail définissant les objectifs détaillés et le type de projets à entreprendre. Les projets devront être exécutés par au moins deux partenaires industriels appartenant à des États membres différents, et la contribution de la CEE atteindra un maximum 50 % du coût total.

Une partie du programme tel qu'il a été conçu par la Commission a trait à la définition de normes conjointes et de spécifications propres aux communications intégrées à large bande et permettant leur fonctionnement. Il s'agit non seulement de mettre au point ces normes mais d'expérimenter leur caractère opérationnel. Cela devrait représenter 30 % du programme. Le reste consistera à travailler sur les différentes technologies nécessaires à la mise au point, au coût le plus bas, des équipements et des services liés à l'introduction de communications intégrées à large bande.

RACE est considéré depuis longtemps par la Commission comme un programme prioritaire. Sa mise en œuvre qui devrait être rapide si l'Europe ne veut pas prendre de retard par rapport aux États-Unis et au Japon dans ce domaine des télécommunications où elle est encore compétitive, risque de se heurter à deux obstacles.

Les Douze, pour des raisons budgétaires, éprouvent de sérieuses difficultés à se mettre d'accord sur le programme cadre. Il paraît difficile de donner le feu vert à RACE, qui n'est qu'un volet du programme cadre avant que celui-ci soit approuvé.

Le second est de nature politique et industrielle. RACE est un pro-

gramme proche du marché, d'un marché où les cartes sont en train d'être redistribuées entre les grands groupes européens et américains, avec les rivalités que cela suppose. Ce n'est pas une ambiance favorable à la coopération. Ainsi, en l'état actuel des choses, le gouvernement de Bonn, influencé par Siemens, est hostile à RACE. Le groupe allemand, qui estime disposer d'une cer-

taine avance, est tenté de faire cavalier seul. Les incertitudes liées au rachat par la CGE de l'empire européen d'ITT ainsi qu'à la reprise du groupe français CGCT, reprise à laquelle Siemens est candidat, ne sont guère propices à un changement de position.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Après l'accord entre la France et l'Espagne Les négociations entre la CEE et les pays méditerranéens vont reprendre

BRUXELLES  
Communautés européennes  
de notre correspondant

La CEE va pouvoir reprendre les négociations avec les pays associés du sud de la Méditerranée (1) sur l'adaptation des accords de coopération à l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal. Madrid bloquait depuis le début de l'année le mandat confié par les Douze à la Communauté européenne en raison des difficultés soulevées par les exportations agricoles des Canaries vers l'Europe. L'accord intervenu voilà quinze jours à Saragosse entre la France et l'Espagne sur plusieurs points du contenu (pêche, agriculture, etc.) a permis un compromis auquel les représentants à Bruxelles des gouvernements membres ont abouti le 16 octobre.

Afin de protéger les ventes agricoles (notamment d'agrumes et de tomates) de pays comme le Maroc, la Tunisie, Chypre et Israël, la Communauté avait décidé, avant l'adhésion espagnole, de leur offrir un régime équivalent à celui consenti aux exportations ibériques pendant la période de transition dont le terme est fixé au 31 décembre 1995. Les premiers pourparlers avec les capitales méditerranéennes ont conduit M. Cheysson, le commissaire chargé du dossier, à demander aux Douze un certain nombre d'améliorations au mandat initial.

Madrid avait saisi cette occasion pour réclamer des garanties supplémentaires en faveur des îles Canaries, qui, selon le traité d'adhésion, ne font pas partie de la Communauté.

Des difficultés sont ensuite venues de la France, qui voulait être sûre que les ventes des Canaries ne viendraient pas concurrencer sur son marché les produits de ses principaux partenaires de la région que sont les pays du Maghreb. Il aura fallu attendre plusieurs mois avant que Paris et Madrid ne trouvent un arrangement permettant la reprise des discussions avec les pays méditerranéens.

La négociation avec les États méditerranéens concerne également l'aide de la CEE consentie depuis 1976. Les protocoles financiers actuellement en cours d'exécution arrivent à échéance à la fin de l'année. Il s'agit maintenant pour les Douze de fixer une nouvelle enveloppe pour les cinq prochaines années. Le volume global portait pour la période quinquennale qui s'achève, sur 7 milliards de francs, dont 2,3 milliards de subvention, le reste étant accordé sous forme de prêts à des taux préférentiels ou aux conditions du marché.

MARCEL SCOTTO.

(1) Tous les États riverains sont la Libye et la Jordanie.

# La Savoie Olympique ou L'enthousiasme récompensé

Elles sont quinze. Elles ont accepté l'audacieux pari proposé par Jean-Claude Killy : apporter un soutien total à la Savoie candidate à l'organisation des Jeux Olympiques d'Hiver 1992.

Quinze entreprises françaises animées du même esprit de challenge, habituées à la rude concurrence internationale, considérant comme un devoir le soutien à une grande cause sportive dont le succès rejallirait sur la France.

Quinze à affirmer : "La Savoie, moi, j'y crois!"

Aujourd'hui, au soir de la Victoire, elles sont encore quinze, réunies dans la réussite comme elles le furent dans l'effort.

Avec elles, Jean-Claude Killy, Président du Comité de Soutien, peut se féliciter du travail accompli : Albertville et la France ont désormais, après une compétition regroupant sept candidats de très grande valeur, l'honneur d'organiser les Jeux Olympiques d'Hiver 1992.

Ce succès, ce n'est pas seulement celui de la compétence et de la maîtrise des moyens au service

d'une géographie particulièrement bien adaptée à la pratique des sports d'hiver, c'est aussi celui de l'enthousiasme mis au service de l'Olympisme.

Un enthousiasme collectif suscité par une candidature rigoureuse et professionnelle, où l'imagination ne perd jamais ses droits, à l'image de chacune des quinze entreprises participantes qui ont su donner au mécénat sportif une dimension nouvelle et que le succès a couronnées.

Le Comité de Soutien à la Candidature d'Albertville et de la Savoie



Arthur Andersen et Cie - Assurances Générales de France - Caisse des Dépôts et Consignations - Chambre de Commerce et d'Industrie de la Savoie - Club Méditerranée - E.D.F. - Lyonnaise des Eaux - Matra - Pechiney - Pomagalsky - S.A. des Eaux Minérales d'Evian, Groupe BSN - Savoie Aménagement - SGE/Saint-Gobain - Thomson - Ugine S.A., Groupe Sacilor.





## Social

### FO et la CFDT seraient prêtes à signer un accord sur les procédures de licenciement

« Déterminante », selon le CNPF, la quatrième et dernière séance de négociation entre les partenaires sociaux sur les procédures de licenciement, pourrait s'achever, ce lundi 20 octobre par un accord.

Pour deux syndicats au moins, la CFDT et Force ouvrière, il y aurait plus d'avantages que d'inconvénients à signer immédiatement. « A condition de ne pas être seule », chaque délégation est prête, malgré la journée de grève nationale de mardi dans le secteur public, qui en d'autres temps aurait servi d'épave-vent. « Si c'est le prix à payer, on le fera », dit M. Nicole Notat (CFDT). La CFDT pourrait se rallier à ce choix, selon les résultats obtenus au cours de la séance de négociations, mais la CGC, qui réunit ses instances confédérales dans les prochains jours attendrait pour trancher. Quant à la position de la CGT, elle est déjà connue : il est hors de question qu'elle accepte quelque texte que ce soit.

Deux préoccupations justifient l'attitude de la CFDT et de Force ouvrière, rarement aussi complètes. Personne ne veut parler sur ce que seront les réactions du patronat, entrainé dans le tourbillon des querelles intestines quand il se prépare à désigner le successeur de M. Yvon Gattaz. Manifestement, « l'inconnue Périgot », le candidat qui s'oppose à M. Yvon Chotard, vient brouiller les cartes.

La deuxième raison tient au contenu même de l'accord envisagé. Si, comme l'espèrent les négociateurs syndicaux, le texte prévoit un contrôle des procédures de licenciement « par l'autorité administrative compétente », plus ou moins « suspensif » selon les formules, il faudrait tout de suite officialiser cette concession. Sinon, les syndicalistes craignent que, le temps passant, la base patronale s'en vienne à désavouer MM. Pierre Guillen et Yves Lemoine, responsables de la délégation du CNPF.

Ce point précis du contrôle des procédures, qui viendrait se substituer au système de la suppression de l'antériorité administrative préalable constitue le cœur de la négociation qui s'achève. Pour les syndicats, il s'agit d'obtenir que l'inspection du travail puisse être informée « au fur et à mesure » et puisse vérifier « l'existence » d'un plan social. Pour le patronat, il faut empêcher tout glissement qui ramènerait à la situation antérieure. « Dément mandaté », MM. Guillen et Lemoine voudront que le contrôle soit exercé par la direction départementale du travail. Mais accepteraient-ils pour autant que cette vérification puisse être assortie d'une « injonction à respecter » les procédures dans un délai donné si un employeur venait à manquer gravement aux obligations contractuelles ?

Difficile, le compromis indispensable devra pourtant satisfaire la

CGPME, les fédérations du commerce, du bâtiment et des travaux publics. Or ces organisations patronales ont menacé de ne pas appliquer certaines dispositions, si celles-ci ne leur convenaient pas.

Cette difficulté majeure franchie, les autres questions à l'ordre du jour de la réunion ne provoquent pas de réaction de rejet.

En fait, les deux syndicats sont disposés à faire des concessions s'ils obtiennent une mesure qui aurait pour conséquence de réduire les inégalités de traitement entre les salariés des petites entreprises et ceux des grandes. Ils sont donc intéressés par la proposition qui pourrait faire le CNPF pour atteindre cet objectif. Tout salarié licencié pourra volontairement demander un congé de conversion (70 % du salaire pendant cinq mois avec une formation), même s'il ne peut pas bénéficier d'un plan social prévu pour les licenciements de plus de dix personnes. Le dispositif, on s'en est assuré, ne coûterait rien à l'UNEDIC et l'Etat y participerait financièrement. L'entreprise, elle, y consacrerait le montant des préavis dus. Ainsi, dans une hypothèse optimiste, non seulement la politique contractuelle serait confirmée, mais le fossé se réduirait entre les petites et les grandes entreprises. Cela vaut bien quelques risques, à la veille d'une journée de grève, estiment donc FO et la CFDT.

ALAIN LEBEAURE.

## Etranger

### Le principal syndicat ouest-allemand relance le combat pour les 35 heures

Le syndicat ouest-allemand de la métallurgie IG Metall, le plus puissant syndicat de branche européen avec 2,5 millions d'adhérents, est « prêt au combat pour obtenir la réduction à trente-cinq heures de la durée de travail hebdomadaire sans baisse de salaire », a déclaré, dimanche 19 octobre à Hambourg, son vice-président, M. Franz Steinkuehler.

M. Steinkuehler a été jusqu'à envisager l'éventualité d'un recours à la grève pour satisfaire les revendications du syndicat, dans un discours tenu à l'ouverture du quinzième congrès de l'IG Metall. En 1984, le syndicat avait obtenu une réduction de quarante heures à trente-huit heures et demie de temps de travail hebdomadaire, à l'issue d'une grève de six semaines.

De plus, l'élection prévue mercredi 22 de M. Franz Steinkuehler à la présidence de l'IG Metall, où il remplacera M. Hans Mayr, qui prend sa retraite, est considérée par les observateurs comme un « virage à gauche » d'un syndicat déjà traditionnellement à la pointe de tous les combats syndicaux de RFA. — (AFP)

La croissance en RFA se ralentira en 1987. — Les « cinq sages », le groupe d'économistes officiellement chargé de conseiller le gouvernement allemand, ont révisé à la baisse leur estimation du taux de croissance du produit national brut (PNB) pour 1986 : + 3 % en volume contre + 3,5 % prévu au printemps. Les « cinq sages », qui doivent présenter officiellement leur rapport ce lundi 20 octobre au gouvernement, estiment que la croissance en 1987 sera également de 3 % en moyenne annuelle. Cependant, un ralentissement se produira en cours d'année qui contrastera avec une progression brillante durant les premiers mois de 1987. C'est pourquoi le conseil des sages recommande à nouveau au gouvernement d'avancer à 1987 la deuxième étape de son programme d'allègement d'impôts prévu pour le début de 1988. — (AFP)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**CRÉDIT AGRICOLE**  
LE CRÉDIT AGRICOLE  
MET EN PAIEMENT  
LE COUPON  
DE SON TITRE PARTICIPATIF

Rappelons que la rémunération annuelle des titres participatifs se compose d'une partie fixe égale à 50 % du TMO (taux moyen mensuel de rendement à la date de règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés) et d'une partie variable égale à 50 % de ce TMO, multipliée par un coefficient de participation qui varie selon l'évolution des résultats nets du groupe Crédit Agricole, conformément au contrat d'émission.

Les résultats nets s'établissent à 1 312 millions de francs en 1985 contre 1 199,10 en 1984 (année de référence), soit un coefficient de participation de 1,094.

Le total de la rémunération fixe et variable calculée sur la base d'un TMO moyen de 9,535 % (période de référence d'octobre 1985 à septembre 1986 inclus) fait ressortir un coupon égal à 92,67 % du TMO soit 83,36 F pour un titre participatif de 1 000 F nominal qui sera mis en paiement le 4 novembre 1986.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE**  
**LOCABANQUE**

11/13, avenue de Friedland, Paris (8<sup>e</sup>)

Le conseil d'administration s'est réuni le 6 octobre 1986 pour examiner l'activité de cette SICOMI au cours des neuf premiers mois de l'exercice et ses résultats au 30 juin.

Il a été constaté que, à la date du conseil, les engagements totaux avaient dépassé le milliard de francs.

Au 30 juin 1986, les produits sur opérations de crédit-bail et de location simple s'élevaient à 64,7 millions de francs, en progression de 15 % par rapport aux produits comparables constatés au 30 juin 1985.

Sauf événement exceptionnel, les prévisions pour l'année entière laissent présager la distribution d'un dividende présentant un taux de progression, par rapport au dividende de l'exercice précédent, supérieur à celui de l'inflation.

### BOUYGUES

Le conseil d'administration réuni le 16 octobre 1986 a arrêté la situation prévisionnelle au 30 juin 1986.

BÉNÉFICE NET (millions de F)	1 <sup>er</sup> semestre 1985	1 <sup>er</sup> semestre 1986	Evolution 86/85
BOUYGUES	136,1	141,1	+ 3,7 %
BOUYGUES consolidé	138,4	145,4	+ 5,1 %

En raison du caractère saisonnier de l'activité du groupe, les résultats du premier semestre sont inférieurs à la moitié des résultats de l'année. Ils en représentent environ le tiers.

Le conseil d'administration a décidé la distribution d'un dividende d'un acompte sur le dividende 1986 de 10 F par action, auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance de 5 F.

Le chiffre d'affaires consolidé prévisionnel 1986 s'analyse de la manière suivante :

1986	TOTAL		France		International	
	Francs (en milliards)	%				
Construction	29,1	63 %	20,0	9,5	9,1	5,6
BTP	15,1			8,5		3,2
Routes	11,7			2,0		0,3
Autres	2,3					
Immobilier	6,5	15 %	6,5			
Activités IIS	1,3	3 %			1,3	
Diversification	8,9	19 %	6,1		2,8	
TOTAL	45,8		32,6		13,2	

Les résultats prévisionnels consolidés de SCREG (hors part des tiers) sont, malgré une évolution défavorable des résultats de DRACAGES-TRAVAUX PUBLICS, moins de l'équilibre, comme prévu à l'époque de l'acquisition de SCREG par BOUYGUES.

Pour l'exercice 1986, les bénéfices prévisionnels consolidés de BOUYGUES, compris SCREG, sont en progression par rapport aux résultats du groupe BOUYGUES au 1985.

### L'activité industrielle et politique de M. Maurice Genoyer à Marseille

Après l'article intitulé « La crise de la Normed : M. Maurice Genoyer, un industriel friand de politique » (Le Monde des 12-13 octobre), ce dernier, président de la Phodécme de métallurgie, nous apporte les précisions suivantes :

« Mon engagement public n'est pas celui d'un homme désireux faire une carrière politique. Passionné essentiellement par le développement de mes activités professionnelles, mes actions politiques ont été, de 1971 à 1977, comme conseiller municipal de Marseille et, en 1986, comme candidat indépendant aux élections législatives, avant tout des engagements pour ma région et pour promouvoir l'esprit d'entreprise.

« Si, entre ces deux dates, j'ai abandonné toute action politique, c'est uniquement par choix personnel et non parce que Gaston Defferre, que je n'ai jamais rencontré pendant cette période, m'avait tenu à distance ».

« En ce qui concerne mon intervention pour redresser, en 1974, la situation catastrophique de l'OM, je vous rappelle qu'en outre, en faisant nommer Fernand Meric à la présidence du club, j'ai permis à l'OM d'éviter la seconde division cette année-là et de participer, en 1975, à la Coupe d'Europe et, en 1976, de gagner sa dernière Coupe de France. Je souhaite que beaucoup d'autres présidents de l'OM aient, par leur « éphémère prudence », des résultats aussi fulgurants.

« Je me réjouis de constater qu'aujourd'hui l'OM soit sur la voie de relever une deuxième fois ce défi ».

### FAITS ET CHIFFRES

● Ouverture du douzième Salon de l'alimentation à Paris. — Le douzième Salon international de l'alimentation (SIAL) s'est ouvert, le lundi 20 octobre, au parc des expositions de Paris-Nord, à Villepinte (Seine-Saint-Denis). Cette manifestation biennale est l'une des plus importantes au monde dans ce domaine. Quatre mille entreprises venues de soixante-dix pays exposent, jusqu'au 24 octobre, sur 117 000 mètres carrés d'ensemble de leur gamme et surtout leurs produits nouveaux. Le SIAL justifie son caractère international par une très forte « proportion » d'étrangers parmi les exposants (40 %), comme parmi les visiteurs, qui viendront de cent vingt pays. Pour la première fois, les uns et les autres disposeront d'un service téléphonique qui permettra de mettre en rapport d'une façon confidentielle acheteurs et vendeurs ou de rechercher un partenaire pour un accord de technologie, de représentation ou de franchise.

★ Le SIAL est ouvert de 9 h 30 à 18 heures. Il est accessible par le RER (ligne B, gare Paris-des-Expositions), par les autobus A-1 et A-3 et par l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle.

● La privatisation de Paribas. — Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a délégué le cabinet d'audit et les établissements bancaires qui seront chargés de la privatisation de Paribas. Le cabinet Hellos-Streco-Durando aura à réaliser la mission d'expertise des comptes de Paribas. La Compagnie financière (groupe Edmond de Rothschild) et P.O. Banque (David de Rothschild) auront la responsabilité de conseil du gouvernement pour cette opération de privatisation. Ces banques seront assistées par la Swiss Bank Corporation (Société de banque suisse).

Il est rappelé que, de son côté, le groupe Paribas a décidé de s'adjoint, pour ce qui concerne la privatisation de sa privatisation, le concours de la société Merrill-Lynch, première maison de courtage américaine.

### les Antilles en Concorde

Pour ce vol superonctueux exceptionnel avec Air France, deux formules de séjour de 9 ou 15 jours sont proposées pour Noël ou jour de l'An à l'hôtel Méridien de la Guadeloupe (\*\*\* NN) à partir de 18 950 francs.

Airbus, 53, rue de Mexico, 75008 Paris. Tél. : (1) 45-22-96-46 - Téléc. 643 788 F

Lic. 175.001

## “LES NOUVEAUX TERMES DE L'ECHANGE”

### OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE DU 13 AU 24 OCTOBRE 1986

Aux porteurs d'obligations : 17 % décembre 1981  
Aux porteurs d'obligations : 16,40 % octobre 1982  
Aux porteurs d'obligations : 15 % mars 1983

Il est offert d'échanger leurs titres contre des obligations de l'emprunt :

**7,80 % OCTOBRE 1986 A OPTION D'ECHANGE EN TAUX REVISABLE ANNUELLEMENT (TRA)**

• Jouissance : 27 octobre 1986  
• Montant nominal : 5000 F  
• Prix d'émission : 4888 F

• Durée : 12 ans  
• Amortissement : in fine  
• Taux nominal : 7,80 %  
• Taux actuariel brut au règlement : 8,10 %

**OPTION D'ECHANGE AU BOUT D'UN AN AU GRE DU PORTEUR VERS UN EMPRUNT TRA (MARGE - 0,65 %)**

### MODALITES DE L'ECHANGE

• Pour 2 obligations 17 % décembre 1981, 3 obligations nouvelles et une soule de 356 F  
• Pour 3 obligations 16,40 % octobre 1982, 4 obligations nouvelles et une soule de 1211 F  
• Pour 5 obligations 15 % mars 1983, 7 obligations nouvelles et une soule de 1144 F

### LES AVANTAGES DE L'OPERATION

**Nouvel Emprunt : des caractéristiques attractives :**  
• une formule échangeable actuellement rare, appréciée des investisseurs ;  
• des conditions particulièrement bien adaptées au marché ;  
• un amortissement in fine ;  
• un encours d'emprunt élevé assurant une meilleure liquidité des titres ;  
• une amélioration de la rentabilité nette des titres ;

**L'offre Publique d'Echange : des modalités intéressantes :**  
• une opération qui répond au souci des investisseurs de transformer des taux nominaux élevés en coupons à faible taux ;  
• une protection pour le porteur, assuré de la bonne tenue de ses titres, notamment pendant la période d'échange ;  
• une valeur de rachat supérieure à la valeur boursière.

**AUCUN FRAIS N'EST DU PAR LE PORTEUR POUR CETTE OPERATION**

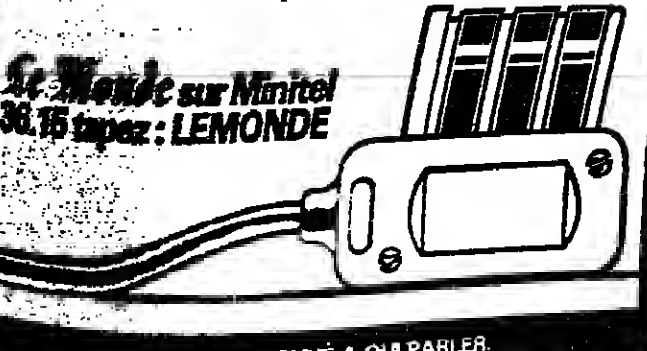
BAIO du 13/10/1986 - Note d'information (visa CDB n° 86-338 en date du 9 octobre 1986) disponible à la CAECL, 56, rue de Lille - 75356 PARIS

CAECL

La CAECL finance les collectivités locales.

## La Bourse c'est ma vie.

La Bourse sur Minitel.  
L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.



Se connecter sur Minitel  
36 15 tpep : LEMONDE

MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV  
INDOSUEZ

Un patrimoine peut dorénavant être géré en SICAV, quelle qu'en soit l'importance. Encore faut-il savoir choisir parmi la multitude des propositions et sur la base d'autres éléments que le seul critère de la dernière performance connue.

Chaque épargnant ou presque détiend désormais quelques actions de SICAV, acquises au fil des années et des recommandations faites par tel ou tel intermédiaire. Ainsi l'investissement SICAV s'est développé et jamais le "marché des SICAV" n'a été aussi riche par le nombre (près de 400 SICAV existant à ce jour) et par la diversité

offerte dans chacune des catégories de l'investissement boursier. Aujourd'hui les SICAV mobilisent pour leur gestion les meilleurs spécialistes sur tous les marchés du monde. Les Conseillers personnels de la BANQUE INDOSUEZ ont une connaissance précise des produits disponibles. Il ne leur reste plus qu'à vous connaître pour être à même de vous soumettre une analyse globale de vos besoins et des solutions offertes par une des plus larges gammes de SICAV du marché.

	Valeur de l'action au 30.9.86 en francs	Dernier dividende distribué (crédit d'impôt inclus) en francs	Résultats obtenus (dividendes et crédits d'impôt inclus) au 30.9.86 en francs
INDOSUEZ VALEURS actions et obligations France et étranger	746,66	27,42 (16.12.85)	+ 120,34 %
UNIGESTION actions et obligations France et étranger	833,61	28,31 (25.86)	+ 157,42 %
GESTION SÉLECTION (France) SICAV Monney-GIA	739,42	23,82 (25.1.86)	+ 247,24 %
GESTION RENDEMENT obligations françaises et étrangères	487,07	39,20 (2.4.86)	+ 87,90 %
SÉCURITÉ MOBILIÈRE obligations de première catégorie	428,80	39,11 (16.12.85)	+ 85,56 %
MULTIOBLIGATIONS obligations françaises et étrangères	442,49	31,22 (16.12.85)	+ 70,46 %
SICAVIMMO actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	757,42	31,32 (2.7.86)	+ 174,76 %
IMSI actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	599,01	25,26 (1.4.86)	+ 191,50 %
UNIJAPON actions japonaises	1439,65	36,75 (16.7.86)	+ 166,00 %
ORIENT GESTION actions Pacifique (maximum 50 %)	158,25*	4,02* (3.7.86)	-
AMÉRIQUE GESTION actions américaines	346,25	13,07 (2.7.86)	+ 40,06 %

\* (garantis par l'Etat)

\* création novembre 84

**BANQUE INDOSUEZ**  
tout un monde d'opportunités

DIRECTION de la Clientèle Privée  
36, bd Haussmann 75008 Paris - Tél. : 45.61.23.61

COMPAGNIE  
D'INVESTISSEMENTS  
ASTORG

## Rapport d'activité semestriel

Au cours du premier semestre de 1986, Astorg a poursuivi avec succès son activité de holding en participant à deux introductions en Bourse : celle de Supra au second marché de Paris et celle de Cegid au second marché de Lyon.

Ces deux opérations lui ont permis de dégager une plus-value de 20,5 MF en cédant une fraction limitée de ses participations dans ces deux sociétés. Compte tenu de la hausse des cours de ces titres depuis leur introduction, le solde de ces participations reste des plus-values importantes.

Au cours de cette période, Astorg a investi 43 MF dans six nouvelles participations, 33 MF en actions et 10 MF en obligations à bons de souscription d'actions.

Le résultat courant du premier semestre s'élève à 27,1 MF avant impôt, et le résultat total à 37,4 MF avant impôt et à 20,9 MF après impôt.

Les résultats du second semestre devraient être moins élevés : aucune nouvelle introduction n'est prévue et le paiement des dividendes de filiales ont été perçus au premier semestre. D'autre part, le rendement des valeurs mobilières de placement, caractérisé par la baisse des taux d'intérêt, manifeste un certain retrait.

Les résultats acquis au premier semestre et les perspectives du second semestre conduisent à un résultat 1986 qui permettra une amélioration du dividende.

Les études et négociations en cours devraient permettre de conclure, avant la fin de 1986, des participations avant la fin de 1986.

## GÉVELOT

RAPPORT D'ACTIVITÉ RELATIF  
AU PREMIER SEMESTRE 1986

Le chiffre d'affaires à fin juin 1986 s'est élevé à 86 063 000 F contre 75 406 000 F au 30 juin 1985, marquant ainsi une progression de 14 %, due essentiellement à la bonne activité du département Extrusion à froid.

De ce fait, le résultat d'exploitation du premier semestre 1986 ressort bénéficiaire à 2 712 000 F après 3 975 000 F d'amortissements contre un bénéfice de 4 639 000 F après 2 606 000 F d'amortissements pour la même période 1985.

L'encassement du solde des réalisations immobilières de 1984 ayant été effectué au cours du premier trimestre 1986, les charges financières sont redevenues normales, et le résultat courant avant impôt au 30 juin 1986 est un bénéfice de 6 349 000 F contre 589 000 F au 30 juin 1985.

Le résultat exceptionnel du premier semestre 1986, qui comprend notamment des plus-values sur ventes de logements ainsi qu'une provision complémentaire pour dépréciation du compte courant d'une filiale en liquidation, est positif de 219 000 F, contre un profit de 1 744 000 F au 30 juin 1985.

De la sorte, le résultat global au 30 juin 1986 ressort bénéficiaire de 6 568 000 F contre un profit de 2 333 000 F pour la même période de 1985. En raison du report définitif dont dispose encore la société, ce résultat n'est pas soumis à l'impôt.

L'activité du deuxième semestre 1986 devrait rester bonne, mais à un rythme un peu moins élevé, et le chiffre d'affaires de l'exercice devrait être supérieur d'environ 2 % à celui de 1985. Le résultat courant avant impôt de 1986 devrait donc être en amélioration sur celui de 1985.

AVENIR  
AVENIR  
AVENIRRAPPORT D'ACTIVITÉ  
DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 1986

La progression de chiffre d'affaires de 14,70 % sur les six premiers mois de l'exercice 1986, comparativement à la même période de 1985, dépasse les prévisions budgétaires du début d'exercice.

Les charges d'exploitation progressent dans leur globalité de 14,09 % et de 10,74 % si l'on exclut les dotations d'exploitation, composées d'amortissements pour 60,37 % de son montant à fin juin 1985, contre seulement 38,53 % à fin juin 1984.

Pour la deuxième année consécutive, le résultat d'exploitation à fin juin est déjà supérieur à l'ensemble du résultat d'exploitation à fin d'exercice précédent. Le résultat financier est en relative stagnation par rapport à la même période de l'exercice précédent, en raison de provisions pour dépréciation de titres de participation constituées à hauteur de 1 479 871 F à fin juin 1986. A l'inverse, le résultat exceptionnel du premier semestre 1986 est fortement positif : + 1 457 844 F.

Le résultat, avant les provisions pour impôts et participations des salariés calculées sur la période de référence à fin juin 1986, avoisine celui de l'exercice précédent à fin décembre 1985. On retrouve à nouveau une analogie de situation par rapport aux chiffres comparés de l'exercice précédent à fin juin 1985 et l'exercice 1984.

La provision pour impôts sur les sociétés a été calculée en tenant compte d'un impôt au taux de 45 % contre 50 % applicable sur l'exercice 1985, conformément aux applications budgétaires en la matière (budget national).

Dans ces conditions le résultat net à fin juin 1986 ressort à 25 117 417 F, en progression de 36,17 % par rapport à fin juin 1985.

Nous espérons tenir pour 1986 une progression de chiffre d'affaires tout à fait satisfaisante, compte tenu des informations que nous pouvons apporter sur le reste des périodes à facturer à ce jour.

## Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE  
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation  
(en millions de francs)

ACTIF	An 9 oct.
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	429 148
dont :	
Or	200 048
Disponibilités à vue à l'étranger	138 898
ECU	78 722
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 483
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 606
dont :	
Conseillers en Trésor public	28 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMANÈGE	114 741
dont :	
Effets escomptés	72 991
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECÉVOIR DU FÉCOM	70 901
5) DIVERS	10 227
Total	698 825

PASSIF	An 9 oct.
1) BILLETTS EN CIRCULATION	212 404
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 882
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	12 120
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	108 382
dont :	
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	54 211
5) ÉQUILIBRE AU FÉCOM	70 980
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	230 215
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 128
8) DIVERS	11 018
Total	698 825

LES INDICES HEBDOMADAIRES  
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indices globaux de base 100 : 28 décembre 1985

	10 oct. 17 oct.
Valeur France à recouvrer	144,8 138,9
Valeurs industrielles	142 138,1
Valeurs étrangères	139,9 138,1
Marchés émergents	148,2 141,4
Chimie	133,9 127,8
Métallurgie, mécanique	138,8 131,8
Électronique, électronique	132,2 128,8
Équipement et matériel	148,1 138,9
Ind. de consommation, non-alim.	137,4 132,2
Agr. alimentaire	140 133
Distribution	144,1 137,8
Transport, télécom, services	174,7 165,8
Assurances	139,8 146
Crédit immobilier	123,5 122,8
Immobilier et immobilier	132,2 131
Investissement et portefeuille	133,9 138,9
Base 100 : 28 décembre 1985	
Valeurs France à recouvrer	144,8 142,1
Valeurs étrangères	139,9 138,1
Valeurs industrielles	142 138,1
Valeurs émergents	148,2 141,4
Base 100 : 28 décembre 1985	
Valeurs France à recouvrer	144,8 142,1
Valeurs étrangères	139,9 138,1
Valeurs industrielles	142 138,1
Valeurs émergents	148,2 141,4
Base 100 : 28 décembre 1985	

## CHANGES

## PARIS

Dollar : 6,48 F =

Un grand calme régnait sur les marchés des changes le 20 octobre, où le dollar est demeuré stable. Il se traite à 1,58 DM et 6,48 F, contre 1,57 DM et 6,46 F le 17 octobre. Les opérateurs restent dans l'attente, en attendant la publication prochaine des chiffres de la croissance américaine.

	17 oct.	20 oct.
Dollar (en DM)	1,57	1,58
TOKYO	17 oct.	20 oct.
Dollar (en yen)	154,15	154,37

MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)
Paris (20 oct.)	7 1/2 %
New-York (17 oct.)	5 13/16 %

## INDICES BOURSIERS

## PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	16 oct.	17 oct.
Valeurs françaises	140	141,4
Valeurs étrangères	140,4	141,1

C\* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1985)

Indice global	377,6	378,5
---------------	-------	-------

## NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

	16 oct.	17 oct.
Industrielles	1836,19	1837,94

## LONDRES

(Indice Financial Times)

	16 oct.	17 oct.
Industrielles	1277,6	1281,5
Mines d'or	384,3	384,2
Fonds d'Etat	82,77	82,36

## TOKYO

(Indice Nikkei)

	17 oct.	18 oct.
Nikkei	1471,34	1469,3
Indice global	1465,34	1469,3

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 octobre

Nombre de contrats : 24 337

COURS	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	106,40	106,50	106,75	106,60
Précédent	107	107,5	107,40	107,30

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**RIVOIRE ET CARRET :** de 85,2 millions pour toute l'année 1985. Sur l'ensemble de l'année, la direction table sur un résultat net de plus de 20 millions de francs.

**POINT A LA LIGNE :** « JEROMES D'AFFAIRES » DE L'ANNÉE. — Mmes Monique Fieschi et Mylène Gailhard, cofondatrices de la société Point à la ligne, une fabrique de bonbons de décoration installée à Fosse, dans le bailliage de Bordeaux, ont reçu le prix Veuve Cligout de « la femme d'affaires » de l'année.

## VAINCRE LE CHAOS ET L'ABSURDE AVEC

## THOMAS MORE

"Le plus grand homme d'Etat de l'Occident"

## L'UTOPIE

"Le secret de son génie"

présentés par ANDRÉ PRÉVOST, docteur ès lettres  
TEXTE ORIGINAL INTÉGRAL de MORE. En regard, traduction nouvelle. Introduction : origine, sens et puissance de l'Utopie. Notes. Tables. Index analytique. Une référence permanente aux problèmes actuels. Prix Bordin de l'Académie. Mame éditeur. 6<sup>ème</sup> mill.

UN PRESTIGIEUX VOLUME : reliure toile de lin chiffrée. Signets. Sous-écran illustré. 18 x 24. 790 pages. La livre à offrir : 210 F franco, livré par retour.

COMMANDES : A. PRÉVOST, C.G.P. 1462-61 Z Lille ou chèques bancaires, 18, avenue des Fleurs 59110 La Madeleine. Tél. 20-55 29 18.

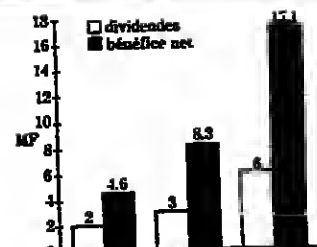
Envoyer pour spécimen gratuit. Pour envoi recommandé ajouter 10 F.

A la Bourse de Paris le 21 octobre 1986 :

Découvrez la  
Banque du Marais.

Au 30.09.86 :

Dépôts : 1 000 MF  
Crédits : 890 MF  
Fonds propres : 190 MF  
Titres gérés ou en dépôts : 11 Milliards de F



Contrôlée par la Société Centrale d'Investissements (familles Vernes et Dassault), la Banque du Marais est une banque privée dynamique au service d'une clientèle exigeante de particuliers, d'entreprises et d'institutionnels. Elle met à leur disposition son savoir-faire en matière de banque commerciale et de banque d'affaires : ingénierie financière, gestion de patrimoine et gestion de trésorerie.

## INTRODUCTION AU SECOND MARCHÉ

LE 21 OCTOBRE

Nombre d'actions : 120 000 Modalités : Offre Publique  
offertes de Vente

Prix d'offre : 350 F

BALO du 13 octobre 1986



**Banque du Marais**  
Redécouvrez la banque privée.

15, rue des Pyramides 75001 Paris - Tél. : (1) 42.61.56.67.



مكتبة الأنجلو



## Marchés financiers

## BOURSE DE PARIS

**17 OCTOBRE** Cours relevés  
à 17 h 40

Règlement mensuel																	
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -
1800	A.E. 1975	1720	1720	1680	- 2.31	1115	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1115	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1810	C.R.E. Yr.	4880	4880	4650	- 1.96	1120	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1120	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1820	R.A.P.T.	1180	1180	1150	- 1.70	1130	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1130	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1830	C.C.F. T.P.	4220	4220	4050	- 1.40	1140	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1140	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1840	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1150	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1150	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1850	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1160	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1160	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1860	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1170	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1170	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1870	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1180	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1180	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1880	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1190	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1190	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1890	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1200	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1200	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1900	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1210	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1210	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1910	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1220	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1220	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1920	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1230	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1230	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1930	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1240	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1240	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1940	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1250	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1250	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1950	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1260	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1260	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1960	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1270	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1270	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1970	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1280	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1280	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1980	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1290	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1290	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
1990	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1300	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1300	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2000	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1310	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1310	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2010	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1320	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1320	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2020	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1330	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1330	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2030	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1340	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1340	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2040	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1350	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1350	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2050	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1360	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1360	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2060	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1370	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1370	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2070	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1380	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1380	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2080	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1390	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1390	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2090	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1400	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1400	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2100	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1410	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1410	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2110	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1420	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1420	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2120	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1430	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1430	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2130	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1440	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1440	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2140	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1450	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1450	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2150	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1460	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1460	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2160	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1470	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1470	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2170	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1480	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1480	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2180	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1490	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1490	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2190	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1500	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1500	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2200	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1510	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1510	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2210	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1520	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1520	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2220	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1530	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1530	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2230	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1540	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1540	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2240	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1550	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1550	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2250	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1560	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1560	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2260	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1570	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1570	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2270	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1580	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1580	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2280	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1590	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1590	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2290	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1600	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1600	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2300	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1610	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1610	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2310	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1620	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1620	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2320	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1630	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1630	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2330	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1640	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1640	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2340	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1650	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1650	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2350	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1660	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1660	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2360	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1670	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1670	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2370	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1680	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1680	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2380	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1690	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1690	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2390	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1700	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1700	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2400	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1710	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1710	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2410	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1720	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1720	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2420	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1730	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1730	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2430	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1740	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1740	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2440	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1750	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1750	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2450	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1760	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1760	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2460	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1770	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1770	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2470	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1780	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1780	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2480	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1790	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1790	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2490	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1800	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1800	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2500	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1810	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1810	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2510	Stam. T.P.	2572	2572	2480	- 3.60	1820	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98	1820	Drifconair Ctd	102	121	101	- 0.98
2520	Châ. Lyons T.P.	1248	1248	1240	- 0.64	1830	Drifconair Ctd	102									

**Comptant** (reflection)

## Second marché

VALEURS				% du nom.	% du coupon	VALEURS				Cours princ.	Dernier cours	VALEURS				Cours princ.	Dernier cours	VALEURS				Cours princ.	Dernier cours	VALEURS				Cours princ.	Dernier cours																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
Obligations						Obligations						Étrangères						A.E.F. S.A.						Autres																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																														
Em. 7.5 1973						1000																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																

**SICAV** (société anonyme)

17/10

[illegible]

## Droits et honneurs

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	SPORTS	ÉCONOMIE	SERVICES
3 La rotation en Israël et la lutte contre le terrorisme. 4 La mort de Samora Machel. 5 Ouganda : le retour aux vieux démons. 6 Expulsion à Moscou de cinq diplomates américains. 8 Grèce : défaite des socialistes aux élections municipales.	11 Le voyage de M. Chirac dans l'océan Indien. 13 La préparation de l'élection présidentielle et la stratégie d'ouverture du PS. 14 La recomposition de la majorité. 15 Les élections partielles : six cantonales et une municipale.	16 L'expulsion de cent un Maliens. 17 M. Chandon veut améliorer la formation des magistrats. 18 L'ordre des médecins et la profession médicale. — Une enquête du CEREQ : la crise a relativement épargné les diplômés des universités.	20 Voile : la Coupe Louis Vuitton. <b>CULTURE</b> 22 Eliahu Inbal enregistre la Huitième Symphonie de Mahler. 23 Max mon amour de Nagisa Oshima. 19 Communication.	43 La réunion de l'OECE. 44 La journée d'action dans le secteur public. 45 FO et la CFDT prêtes à signer un accord sur la procédure de licenciement. 46-47 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 25 Petites annonces ..... 27 à 38 Cartes ..... 28 Météorologie ..... 29 Mots croisés ..... 25 Loto ..... 26 Programmes des spectacles ..... 24

## NICARAGUA : l'ouverture du procès d'Eugène Hasenfus

## Tribunal d'exception pour un accusé peu ordinaire

MANAGUA  
de notre envoyé spécial

Accusé, tribunal, environnement, tout dans le procès qui s'est ouvert, le lundi 20 octobre, dans la capitale du Nicaragua, est exceptionnel. L'accusé d'abord : Eugène Hasenfus, ancien « marine », mercenaire, de nationalité américaine. Il est le seul survivant de l'avion abattu, il y a deux semaines, par l'armée sandiniste. Un appareil bourré d'armes et de documentation qui ravitaillait la Contra. Dans une interview qu'il a accordée à la chaîne américaine CBS, Eugène Hasenfus a indiqué avoir été interrogé régulièrement et de manière brève. « Ils veulent savoir pour qui je travaille », il a répété qu'il avait été engagé par William Cooper (mort dans l'avion) en Amérique centrale, qu'il n'appartenait pas à la CIA et qu'il pensait travailler pour le compte du gouvernement américain.

Cet accusé peu ordinaire sera jugé par un tribunal d'exception appelé tribunal populaire anti-sandiniste (PPA). Il s'agit d'une juridiction spéciale composée d'un magistrat et de deux Nicaraguayens, en possession de leurs droits civils et politiques. Les PPA ont été créés en 1983 pour « répondre à la situation d'agression du peuple nicaraguayen par le gouvernement des États-Unis », selon le ministère de la justice. Ils ont une réputation de sévérité : sur un total d'environ sept cents accusés, seuls sept ont été acquittés. Ces derniers temps toutefois, les PPA, moins actifs, ont fait preuve d'une plus grande clémence.

Notable aussi, la rapidité avec laquelle ce procès s'est ouvert. « Alors que la plupart des accusés attendent plusieurs mois, soulignait

un avocat, il n'a fallu dans ce cas que quelques semaines. » L'ambassade des États-Unis s'est vu opposer une fin de non-recevoir par le ministère des affaires étrangères nicaraguayen à sa demande de délai supplémentaire de deux semaines pour préparer la défense d'Eugène Hasenfus. Celle-ci sera assurée par un avocat nicaraguayen — puisque seuls peuvent exercer les avocats inscrits ou appartenant à la Cour suprême de justice de ce pays. — M<sup>re</sup> Enrique Sotelo Borja, qui devrait être officiellement désigné par Eugène Hasenfus lors de la première journée du procès. C'est un député conservateur. En 1984, il s'est opposé à la participation de son parti aux élections.

## La présence de M. Griffin Bell

M. Sotelo a assuré vouloir défendre activement son client. Il sera assisté de M. Griffin Bell, ancien ministre de la justice du président Carter.

L'acte d'accusation est clair : « Violation de la loi sur le maintien de l'ordre et la sécurité publique ». Les autorités sandinistes assurent détenir les preuves (carnet de bord et de vol, documents divers) de livraisons d'armes faites à la Contra. Certaines sources font d'ailleurs état de la surprise du gouvernement devant l'importance du trafic d'armes ainsi découvert. Le secrétaire d'État américain, M. Schultz, lors de sa visite au San-Salvador, vendredi, reconnaissait implicitement de telles opérations lorsqu'il estimait : « Il y a des Américains qui aident les communistes au Nicaragua, je suis certain qu'il y a des Américains qui se battent pour la liberté. » Selon les déclarations d'Eugène Hasenfus, une quin-

zaine d'Américains circulaient dans les pays d'Amérique centrale pour faire ces livraisons. Après la lecture de l'acte d'accusation et le choix officiel d'un avocat, lundi, le procès devrait reprendre mercredi avec la réponse de la défense. Il faudra encore une dizaine de jours de procédure pour la recherche des preuves avant la sentence. Celle-ci pourrait être une condamnation à toute durée de prison, comme l'a lui-même laissé entendre le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega. Mais la plupart des observateurs estiment vraisemblable, dans ce cas, une libération anticipée et une expulsion du pays quelques mois après le jugement.

M. Ortega s'est d'ailleurs beaucoup inquiété, samedi, sur l'irresponsabilité d'Eugène Hasenfus. « Il n'est pas entre chose qu'un employé de Reagan », a dit le chef de l'État en précisant : « Le criminel, c'est Reagan, pas Hasenfus. Mais il faut que celui-ci soit jugé. » M. Ortega a aussi indiqué que la signature par le président américain de la loi octroyant une aide de 100 millions de dollars à la Contra n'influait pas sur le procès.

La télévision, les journaux, la radio, consacrent une large place au procès. La station officielle, la Voz, avait, il y a quelques jours, demandé à des passants quel était leur sentiment à l'égard d'Eugène Hasenfus. La radio a présenté la totalité des personnes interrogées comme favorables à la fermeté. Le sport national n'est pas non plus resté à l'écart. Dimanche, à Managua, s'ouvrait le huitième championnat de base-ball. La première balle a été lancée par l'un des héros de l'armée, José Fernando Cusales, qui a abattu l'avion américain. Il avait à ses côtés Antonio Acevedo, l'homme qui a arrêté Eugène Hasenfus.

DENIS HAUTIN-GURRAUT.

## L'Arabie saoudite testera le char français AMX-40

Riyad (AFP). — Le char français AMX-40 sera mis à l'épreuve l'été prochain en Arabie saoudite, a indiqué, dimanche 19 octobre, à Riyad, le ministre français de la Défense, M. André Giraud, au troisième jour de sa visite officielle dans ce pays. L'Arabie saoudite dispose déjà de chars français AMX-30, et, à ce jour, le blindé AMX-40 (un char de 43 tonnes porteur d'un canon de 120 mm), qui emprunte des pièces à l'AMX-30, n'a pas été exporté.

« Nous estimons », a précisé M. Giraud, que l'AMX-40 est un très bon matériel, bien adapté aux besoins de l'Arabie saoudite. Les Saoudiens pourraient, si le char leur convient, en commander environ deux cent cinquante exemplaires. M. Giraud a aussi exposé à son homologue saoudien les programmes aéronautiques français (Mirage-2000, Mirage-4000 et Rafale).

« Cela a fait l'objet d'un échange de vues général, et il appartient à l'Arabie saoudite de choisir en toute liberté le matériel qu'elle préfère. » Un accord-cadre pour l'entretien technique du programme « Sawari » des forces navales saoudiennes a été signé entre les deux pays. Il s'agit d'une assistance technique française pour l'entretien des quatre frégates, deux pétroliers-ravitailleurs et vingt-cinq sous-marins. Des avions de la France y ont déjà volé en 1980 à l'Arabie saoudite et qui sont en cours de livraison.

## A nos lecteurs

En raison des mouvements de grève, la distribution du Monde de mardi, daté mercredi 22 octobre, risque d'être perturbée à Paris et en province. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 octobre

## En baisse - 0,19 %

La Bourse de Paris a enregistré un nouveau repli le 20 octobre en séance du matin, l'indice cédant 0,19 %. Au repli, on notait Prime temps (- 6,17 %), UCB (- 3,35 %), Ducks de France (- 2,48 %), La Réunion (- 2,45 %) et Crouzet (- 2,15 %).

## Valeurs françaises

	Cote précédente	Première cote	Dernière cote
Alcatel	417	417	417
Amal	198	198	198
Ar (Lundberg)	723	723	723
Alcatel	320	321	320
Sanofi-Synthelabo	1071	1070	1070
Sanofi	220	220	220
Serges	1230	1229	1227
S.A. L.	4080	4066	4061
Sanofi	1040	1040	1040
Sanofi	1276	1275	1275
Sanofi	546	546	546
Sanofi	1730	1730	1730
Sanofi	1280	1280	1280
Sanofi	311	310	310
Sanofi	2300	2280	2281
Sanofi	1212	1221	1217
Sanofi	2280	2270	2280
Sanofi	1980	1980	1980
Sanofi	2101	2101	2148
Sanofi	1036	1040	1040
Sanofi	9400	9400	9400
Sanofi	902	902	902
Sanofi	1036	1036	1036
Sanofi	704	704	704
Sanofi	628	628	628
Sanofi	777	777	777
Sanofi	2790	2790	2790
Sanofi	1806	1806	1806
Sanofi	2790	2790	2790
Sanofi	611	613	611

## STEPHANE MEN'S No 1

DU DISCOUNT DE LUXE - DUTY FREE VOUS OFFRE

La prêt-à-porter masculin, chemiserie de T. LAPIDUS - P. BALMAIN - G. LAROCHE, etc., et sa propre fabrication de luxe (français) A DES PRIX ÉTONNANTS, uniquement à PARIS.

Ex. : Costumes : p. laine et smoking à p. de 1000 F ; vestes : hary's tweed véritable : 695 F ; blazers cachemire (80 %) à partir de 850 F. NOUVEAU RAYON POUR LES GRANDS ET LES FORTS La costume en p. laine à p. de 1100 F ; chemiserie P. Balmain jusqu'à 48 ; 219 F. RAYON MESURE PAR ORDONNANCE : A. P. DE 1960 F LE COSTUME. Nos magasins sont ouverts du lundi au samedi, de 12 h à 19 h 30. 5, rue Washington, M<sup>re</sup> George-V - 130, bd St-Germain, M<sup>re</sup> Odéon

RECOMMANDÉ PAR GAULT ET MILLAU. PARIS PAS CHER. LE PÉRIODIQUÉ AGRIÈRE PAR LE GUIDE PRATIQUE DU CORPS DIPLOMATIQUE

## Sur le vif

## Savoir vivre

Dites donc, les hommes, j'ai une merveilleuse nouvelle pour vous. Vous êtes là, vous êtes, c'est bien, devant la télé, décontractés, confortablement installés, à vous gratter le ventre, les doigts de pieds en éventail dans des chaussettes trouées. Fin, ça, terminé. Je viens de recevoir la nouvelle « Savoir-vivre » de Claude Sarraute. Elle est formelle. La robe de chambre en soie sur un pantalon de flanelle, pas de pyjama, attention, c'est bon pour les play-boys et les vieux beaux. Aucune tenue d'intérieur n'est convertible. Pas question d'enlever ses godaillottes. La seule chose autorisée, c'est le foulard soigneusement noué à la place de la cravate.

Remarque, pour nous, les hommes, c'est pas tellement plus relax. À peine rentrés du boulot, des courses et de la crèche, faut tout laisser tomber en tas dans l'entrée, le gamin, les sacs à provisions, les dossiers, et courir enfiler une petite robe décente, fraîche et féminine.

Voilà, pile-mêlée, quelques règles de bonne conduite. Chez soi : ne pas élever la voix, ne pas jouer avec un objet sans arrêt, ne pas toucher aux autres ni à soi-même (surtout). Dans la rue : ne demander son chemin qu'à un passant du même sexe pour éviter toute équivoque. Au café, c'est le monsieur entre avant la dame pour affronter les regards.

(suite). Dans le métro... Éviter d'y aller : c'est un moyen de transport pénible engendrant, en effet, une promiscuité donnant lieu à de fréquentes et pénibles entorses au savoir-vivre (surtout).

Au bureau, ça se complique. Un employé saisi son chef le premier. Sans lui tendre la main ni lui demander de ses nouvelles. C'est pas poli. S'il est convoqué par le chef, il a pas le droit de s'asseoir ni d'ouvrir sa gilette avant d'y avoir été autorisé. Et quand le téléphone sonne, il doit se lever et aller attendre dans le couloir que l'autre ait fini de jacasser. Une employée, idem. Il n'y a pas d'âge, pas de sexe au boulot. Il y a qu'un supérieur et des inférieurs. L'autre jour, on allait à une conférence de presse, nous deux, mon chef et moi. Je suis pour monter à côté du chef, à m'arrêter, il me fait : je t'autorise à poser tes fesses sur la banquette arrière, à côté de mon auguste personne. OK, d'accord. Alors là, fonce : qu'est-ce qu'on dit ? Mon chef, ah ! c'est toi. Je vais te fier un minet pour t'apprendre à vivre. Dans un cas pareil, une subordonnée doit remonter chaussonner son supérieur de cette façon inattendue.

J'ai vérifié. Il a raison. C'est marqué. Texte.

CLAUDE SARRAUTE.

## « Table ronde » sur le livre

## M. Léotard : Le gouvernement ne remettra pas en cause la loi Lang

Le gouvernement ne prendra pas l'initiative d'une modification de la législation sur le prix unique du livre. C'est ce qu'a déclaré M. François Léotard au cours de la « table ronde » qu'il avait organisée au ministère de la culture, le vendredi 17 octobre et qui réunissait l'ensemble des organisations professionnelles du livre.

La loi Lang que contestent notamment la FNAC, les centres Loctec et l'Union fédérale des consommateurs, continuera, donc à être appliquée, et ses contrevenants seront poursuivis.

Néanmoins, le ministre de la culture n'a pas caché que ses préférences allaient à une solution négociée entre les professionnels, et que, si un tel accord était réalisé, une révision serait alors possible. D'autre part, une mission d'expertise sur l'économie du livre va être confiée à une personnalité indépendante qui remettra ses propositions

prochain rapport dans lequel devront être proposées toutes les mesures susceptibles d'améliorer la diffusion et l'exportation du livre.

D'ores et déjà, un observatoire de l'économie du livre va être mis en place qui aura notamment pour rôle de fournir des données chiffrées à partir desquelles les professionnels du livre pourront discuter. Jusqu'à présent en effet, chacun s'appuyait à la table de négociation avec ses propres statistiques, ce qui ne facilitait guère la discussion.

P. L.

## Où trouver le Glenlivet ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'à présent on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Écosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskeys, par exemple chez Féliz, 23, rue Mouffetard, Paris 5<sup>e</sup>.

(Publicité)

## DIPLOMES DE LANGUES

POUR LA VIE PROFESSIONNELLE

Chambres de Commerce Étrangères Université de Cambridge BTS traducteur commercial

Des diplômes spécialisés, très appréciés des universités, ouvrent à tous sans titre préalable, avec des centres d'examen dans toute la France. Une carte maître dans la compétition, pour compléter votre formation, augmenter votre compétence et vos chances.

Examinez toutes disciplines, praticiens de l'exportation, secrétaires, cadres, ingénieurs, techniciens, sauront profiter de l'opportunité. Documentation gratuite sur ces diplômes et leur préparation à : Langues et Affaires-Internationales, Odéon, avenue 45-47, 35, rue Calvaire 92202 Paris-Levallois. Tél. (1) 42-70-91-92 (rép. près).

## Monde-Société de personnel

« Société des cadres du Monde »

Les conseils de la Société civile à capital varié « Les cadres du Monde » sont conçus en étroite collaboration avec la Société, 11, rue des Halles, 75001 Paris. Centre : 06, dans le cadre de restaurant d'entreprise.

le MERCREDI 5 NOVEMBRE 1986

pour y faire une excellente préparation.

C'est la vie.

• Apprendre à travailler et à gérer.

• Connaître l'entreprise.

**STAGE LECTURE RAPIDE**  
4-5-6 novembre 1986  
possibilités de stages en entreprises  
**GEICA-FORMATION/42-96-41-12**  
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

**Je fais mes courses d'un coup de baguette**  
Télédiffusion Faites vos courses de votre fauteuil.

**Le Monde sur Minitel**  
36.15 tapez : LEMONDE  
LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

**PIAGET**

Quartz, étanche, ultra-plat, or 18 carats, changement fuseau horaire instantané.

**Aldebert**

PARIS : 16, place Vendôme 1, bd de la Madeleine 70, fg Saint-Honoré. Palais des Congrès, Porte Maillot  
CANNES : 19, La Croisette

Le numéro de « Monde » daté 19-20 octobre 1986 a été tiré à 446 306 exemplaires.

**LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX ! TISSUS RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE**  
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

**Le Monde Infos-Spectacles**  
sur Minitel 36-15 + ISLM

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

**Le Monde Infos-Spectacles**  
sur Minitel 36-15 + ISLM

**LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRÊT-À-PORTER**

Roland Eveline a créé, pour les hommes dont la taille est courte une collection complète de prêt-à-porter. (Costumes, vestes, imers, pardessus, etc.).

167, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS  
Tél. (1) 42.60.41.26 (PLACE DU THEATRE FRANCAIS)

**ROLAND EVELINE**

A B C D E F G